UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01662806 7

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

La Guerre 1870-71. 1 vol. in-18 jésus, avec 28 illustrations ..... **3 fr. 50**

Le Général Chanzy. 1 vol. in-18 jésus..... **3 fr. 50**

(Couronné par l'Académie française, Prix Montyon.)

Paris en 1790. Traduit de l'allemand de HALEM, avec une introduction et des notes. 1 vol. in-8° carré. **7 fr. 50**

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

(Couronnées par l'Académie française et par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Gobert et grand prix Audiffred.)

I. — **La Première Invasion prussienne.**
II. — **Valmy.**
III. — **La Retraite de Brunswick.**
IV. — **Jemappes et la Conquête de la Belgique.**
V. — **La Trahison de Dumouriez.**
VI. — **L'Expédition de Custine.**
VII. — **Mayence.**
VIII. — **Wissembourg.**
IX. — **Hoche.**
X. — **Valenciennes.**
XI. — **Hondschoote.**

Chaque volume formant un tout complet..... **3 fr. 50**

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2551.

HF
C5597gu

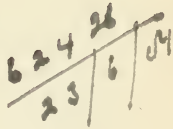
ARTHUR CHUQUET

LES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION

VI

L'EXPÉDITION DE CUSTINE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

Tous droits réservés

CHAPITRE IER

L'ARMÉE DU RHIN

I. Le corps du Haut-Rhin. — Le corps du Moyen-Rhin. — D'Harambure. L'armée du Rhin. — Le camp de Plobsheim. — Le camp de Neunkirchen. — II. Dénûment de l'armée. — Manque d'officiers généraux. — Etat-major. — Armes spéciales. — Officiers et soldats. — Emigration et soupçons. — Les volontaires. — Engagement du 3 août 1792. — III. L'Empire germanique. — L'électeur palatin. — Le duc de Deux-Ponts. — Les électeurs ecclésiastiques. — Accueil des émigrés à Mayence. — L'envoyé Villars. — L'évêque de Spire. — Projets d'invasion. — Les électorats menacés.

I. Lorsque les Austro-Prussiens, commandés par le duc de Brunswick, envahirent la France, elle leur opposait trois armées : celle du Nord, celle du Centre et celle du Rhin; les deux premières se jetèrent dans l'Argonne à la rencontre des alliés, la troisième gardait les frontières de l'Alsace.

L'armée du Rhin comptait 24,000 hommes environ : 4,000 formaient le corps du Haut-Rhin ; 5,000 le corps du Moyen-Rhin ; 15,000 l'armée du Rhin proprement dite.

Le corps du Haut-Rhin se composait de deux divisions qui tenaient, l'une, le camp de Hésingue, aux environs de la forteresse de Huningue, l'autre, le pays de Porren-

truy. Il devait assurer la neutralité de la Suisse et arrêter les envahisseurs s'ils débouchaient, soit des gorges de Porrentruy, soit de la ville autrichienne de Rheinfelden, soit du pont de Bâle. Ce corps fut comme le grand dépôt de l'armée du Rhin; c'était là qu'affluaient, pour s'équiper et s'exercer, les bataillons de nouvelle levée.

La division du Porrentruy fut commandée successivement par Ferrier, Falk et Demars. Falk, ancien lieutenant-colonel du régiment de La Marck, retiré avec le grade de brigadier des armées du roi, reçut, le 22 août 1792, des commissaires de la Législative, le brevet provisoire de maréchal de camp; les jacobins se défiaient de lui parce qu'il était Palatin de naissance, mais Biron lui reconnaissait des talents distingués. Demars, qui lui succéda, était lieutenant-colonel du 2e bataillon des volontaires du Haut-Rhin; il a, disait Biron, « longtemps servi dans mon régiment, et c'est un officier sur lequel on peut absolument compter[1] ».

Le camp de Hésingue ou de Huningue eut pour chefs Haack, d'Aiguillon, Martignac, Ferrier, Rossi.

L'adjudant-général Haack fit, après le 10 août, atteler à sa voiture des chevaux du parc d'artillerie et gagna Bâle, pour ne plus revenir.

Le maréchal de camp d'Aiguillon, simple, familier, vivant à la dragonne et chéri du soldat, avait un grand désir d'acquérir un renom militaire. Mais il appartenait au parti constitutionnel; il accueillit assez mal les commissaires de la Législative et les nomma, dans une lettre

[1] Cf. sur Falk qui fut envoyé à Porrentruy le 8 septembre 1792, Biron à Servan, 23 août 1792 (archives de la guerre ou A. G.); *Journal de la Montagne*, 9 août 1793; Rec. Aulard, II, 332, et sur Demars, Biron à Servan, 20 sept. et instructions de Biron à Demars, 10 nov. 1792 (A. G.).

à Barnave, les représentants illégaux d'une assemblée usurpatrice. La lettre fut interceptée. D'Aiguillon s'enfuit en Suisse, vendit à vil prix ses équipages et vécut dans la retraite [1].

Martignac, lieutenant-général, était venu le 16 août prendre le commandement du camp de Hésingue. Mais, écrivait Reubell, alors procureur-général syndic du Haut-Rhin, « tout le monde le voit d'assez mauvais œil, et les troupes ne sont pas disposées à lui obéir ». Le ministre Servan ordonna qu'il ne serait plus employé à l'armée du Rhin, et Martignac émigra [2].

Ferrier remplaça Martignac. Il était l'idole du club de Huningue, et « il flattait sans cesse, dit un contemporain, les plus dégoûtants aboyeurs, si leurs robustes poumons pouvaient être utiles à ses intérêts ». Son ardent jacobinisme lui valut la faveur des représentants, qui l'appelèrent à la défense des lignes de Wissembourg [3].

Après le départ de Ferrier, Hyacinthe Rossi, colonel du 4e régiment de chasseurs à cheval et chef de brigade faisant les fonctions de maréchal de camp, prit le commandement par interim ; c'était un bon militaire qui ne pensait qu'à remplir ses devoirs [4].

[1] Les commissaires à la Législative, 27 août 1792 (A. G. et *Moniteur*, 1er sept.); Martignac à Biron, 6 sept. (« D'Aiguillon est parti ce matin ») ; Biron aimait d'Aiguillon, et après le 10 août, voulait l'appeler d'abord a Wissembourg pour le charger du commandement de la cavalerie, puis à Colmar pour y surveiller un rassemblement de volontaires (Biron à Servan, 18 et 23 août, A. G.).

[2] Reubell à Biron, 2 sept. 1792 ; Biron à Servan, 16 sept. et à Pache, 20 oct. (A. G. « Martignac a émigré, il m'a écrit de Bâle la lettre la plus bête, la plus insolente et la plus inutile ».)

[3] Note inédite de l'officier Legrand (A. G.) ; nous retrouverons Ferrier dans un volume suivant.

[4] Le camp de Hésingue comprenait, sous Rossi, à la date du 15 mars 1793 : les 2e, 3e et 4e bataillons de la Côte-d'Or, le 1er des

Le corps du Moyen-Rhin, qui tenait la partie de l'Alsace comprise entre Ottmarsheim et Plobsheim, devait disputer aux ennemis le passage du Rhin et menacer le Brisgau. Il fut d'abord commandé par d'Harambure, qui mit son quartier-général à Neufbrisach[1]. D'Harambure était intelligent et actif. Il convint avec les corps administratifs que les habitants des communes défendraient les bords du Rhin et, qu'à un signal donné, ils se rendraient, armés d'un fusil et munis de vivres, sur des emplacements indiqués à l'avance. On n'avait eu, jusqu'alors, d'autres signaux que de grandes perches, à l'extrémité desquelles on allumait un réchaud; mais ces perches n'étaient pas assez hautes pour être vues de loin en un pays plat et dans les îles boisées du Rhin[2]. D'Harambure ordonna que les gardes nationales se rassembleraient au son des cloches. Il établit ses troupes dans de petits camps; il éleva sur quelques points, notamment à Chalampé, des redoutes-batteries; enfin il fit inscrire tous les pêcheurs et bateliers de la région sur un rôle et leur donna une légère solde, à condition qu'ils transporteraient sur leurs barques les postes ou *patrouilles*

Pyrénées-Orientales, le 4e de la Gironde, le 5e de l'Ain, le 6e de Seine-et-Oise, le 2e et le 4e du Doubs, le 4e du Var, le 2e régiment d'artillerie et le 4e chasseurs à cheval. Rossi périt sur l'échafaud le 19 messidor an II, à l'âge de 50 ans (Wallon, *Hist. du trib. révol.*, 1881, IV, 423).

[1] D'Harambure commandait en même temps le corps du Haut-Rhin et il signe « le lieutenant-général commandant les troupes du Haut-Rhin et du Porrentruy ». C'est à tort qu'on a dit *l'armée du Haut-Rhin* et qu'on la fait figurer dans l'énumération des quatorze armées entreteuues par la République; elle ne fut jamais qu'une division, un noyau d'armée.

[2] Mêmes signaux sur l'autre rive : au milieu d'une baraque de feuillage était une longue perche enveloppée de paille et surmontée d'une botte de paille; on mettait le feu à la baraque et la flamme se communiquait à l'extrémité de la perche. (Note de Legrand, A. G.)

navales, qui fouillaient et gardaient les îles du Rhin. Lorsque d'Harambure apprit la révolution du 10 août, il déclara qu'il resterait fidèle à la monarchie et à Louis XVI. Mais on avait besoin de lui; on le garda quelque temps encore; « il sert à merveille, disait Biron, et serait, je crois, impossible à remplacer si nous le perdions; ses postes sont placés le long du Rhin avec une extrême intelligence[1] ».

Les deux corps du Haut-Rhin et du Moyen-Rhin n'étaient que de petites fractions de la grande armée, dite armée du Rhin. Leur histoire se borne à des coups de fusil tirés comme à l'affût sur les bords du fleuve, et à d'inutiles canonnades. « J'ai été hier au Vieux Brisach, écrivait le prince de Condé, et j'ai vu les postes de ces messieurs comme du Palais Bourbon on voit le Cours; ce sont les meilleures gens du monde; ils n'ont pas plus pris garde à moi qu'ils n'avaient fait au pont de Kehl et à Fort-Louis[2]. » L'armée du Rhin devait jouer un rôle plus brillant; elle devait saisir l'offensive, envahir l'Allemagne, chercher en plein Empire gloire et succès[3]. Elle avait eu d'abord à sa tête le vieux Luckner, ce sou-

[1] D'Harambure au ministre, 15 août 1792; Biron à Servan, 20 sept. et 21 oct. (A. G.); mais combattu par Ritter qui lui reprochait de protéger les « prêtres factieux et contre-révolutionnaires » (cf. les lettres de Ritter à Pache, 24 oct. et 25 déc. 1792 et 9 janv. 1793, A. G.), d'Harambure fut décrété d'accusation; il vint à Paris et se justifia (journal des jacobins, séance des 17 et 29 mars 1793); toutefois Beauharnais le remplaça.

[2] La Boutetière, *L'armée de Condé*, 1881, p. 8; cf. D(esfours), *Tagebuch der Feldzüge des Krieys gegen Frankreich*, 1818, p. 31.

[3] Luckner commanda l'armée du Rhin du 14 déc. 1791 au 6 mai 1792; La Morlière, du 7 mai au 20 juillet; Biron, du 21 juillet au 16 décembre; Deprez-Crassier, du 16 décembre au 14 mars 1793 (intérimaire et subordonné à Custine); Custine, du 15 mars au 17 mai; Diettmann, du 18 au 29 mai (intérimaire et subordonné à Houchard);

dard bavarois, faible, obstiné, radoteur, que toute la France regardait alors comme son meilleur général[1]. Mais le péril était en Flandre, et l'indispensable Luckner courut à l'armée du Nord, puis, lorsque le danger menaça la Lorraine, à l'armée du Centre. La Morlière lui succéda provisoirement sur le Rhin, ce La Morlière qui se nommait le plus ancien soldat de l'armée française : il avait 85 ans ! Aussi n'aimait-il pas la Révolution ; « il est trop âgé, disait un officier, pour la connaître, et le mot d'États-Généraux qu'il a entendu prononcer dans sa jeunesse, lui est encore plus familier que celui d'Assemblée nationale[2] ». Mais on lui donna dans la personne de Custine un coadjuteur énergique. Kellermann, qu'Euloge Schneider nommait le général loyal et constamment semblable à lui-même, Kellermann à qui Landau décernait une couronne civique, commandait sur la frontière[3]. Enfin, le 20 juillet, Biron remplaça La Morlière : l'Alsace entière réclamait ce brillant et chevaleresque Biron, autrefois courtisan et favori de Marie-Antoinette, maintenant l'un des champions les plus résolus de la Révolution ; elle voulait un homme qui réunît à l'expérience de la guerre et à une réputation avantageuse l'amour sincère du nouveau régime et l'habitude de traiter les affaires sans raideur ni rudesse avec les corps administratifs[4].

Beauharnais, du 30 mai au 17 août : Landremont, du 18 août au 29 septembre; Munnier, du 30 septembre au 1er octobre; Carlenc, du 2 au 26 octobre ; Pichegru, à dater du 27 octobre 1793.

[1] Cf. sur Luckner, *Invas. pruss.*, 192-195 et l'*Argos* d'Euloge Schneider qui l'a très bien jugé (31 août et 11 sept. 1792, p. 137-141 et 166-168).

[2] Victor de Broglie à de Grave, 11 mai 1792 (A. G.).

[3] Cf. sur Kellermann *Inv. pruss.*, 201, et l'*Argos* de Schneider, p. 167 et 223 (11 sept. et 5 oct. 1792).

[4] Cf. sur Biron, *Valmy*, 5 ; les administrateurs du Bas-Rhin à de Grave, 9 mai 1792 ; Broglie à Servan, 21 mai (A. G.).

D'ailleurs, depuis le commencement de l'année, le chef de l'état-major de l'armée du Rhin était un homme très entendu, Victor de Broglie. S'il se piquait de tout faire et se perdait quelquefois dans le détail, il avait une grande intelligence, de la fermeté, du tact; il estimait Desaix, qu'on appelait alors M. de Veygout, et se l'était attaché; on ne pouvait, disait-on, « mettre plus de zèle et de dévouement dans ses fonctions ». Malheureusement, Broglie refusa de reconnaître la révolution du 10 août et, quoiqu'il eût ajouté qu'on devait, dans l'état des choses, et pour ne pas nuire à l'ordre public, « attendre du temps et de la Convention nationale la décision des grandes questions du moment », il fut suspendu par les commissaires de l'Assemblée législative [1].

L'armée dite du Rhin forma longtemps deux camps à peu près d'égale force, celui de Plobsheim et celui de Neunkirchen. Le camp de Plobsheim était situé perpendiculairement au chemin de Strasbourg à Neufbrisach, dans la vaste plaine qui s'étend entre l'Ill et le Rhin, et il appuyait ses deux extrémités à la rivière et au fleuve. Il devait couvrir Strasbourg et arrêter les Autrichiens du Brisgau s'ils tentaient d'envahir la Haute-Alsace. Mais le 31 juillet, sur la nouvelle que les Impériaux, commandés par Hohenlohe-Kirchberg, traversaient le Palatinat, Biron mena les troupes du camp de Plobsheim à Wissembourg.

L'autre camp, celui de Neunkirchen, en avant de Sarreguemines, près du confluent de la Sarre et de la Blies, était militairement mauvais. L'ennemi pouvait s'avancer, à la faveur des bois, sur les hauteurs qui bordent la rive droite de la Blies, canonner le campe-

[1] Biron à Servan, 23 août 1792 (A. G.) et *Mon.* du 22 mai.

ment, puis franchir la rivière guéable en plusieurs endroits. Rejetés sur la Sarre, les Français n'avaient d'autre passage qu'au moulin de Steinbach, à un gué que la moindre crue d'eau rendait impraticable, et d'autre pont que celui de Sarreguemines qu'ils avaient dû étançonner afin qu'il fût accessible à l'artillerie. Aussi avaient-ils rassemblé des bois pour former, en cas de surprise, les radeaux destinés à l'infanterie. Néanmoins le camp de Neunkirchen rendit des services. Il couvrait la frontière de Landau à Thionville et reliait le camp de Plobsheim à celui de Tiercelet où fut pendant quelque temps la droite de l'armée du Centre. Il tenait en respect les petits princes allemands, comme le duc de Deux-Ponts, et menaçait Luxembourg. Kellermann qui le commandait, y forma les soldats aux grandes manœuvres, leur apprit à camper et à décamper, à élever de petits ouvrages de fortification, à remuer la terre. « Bien peu, rapporte un contemporain, savaient ce qu'est un cordeau de tracement et moins encore l'usage de s'en servir. » La petite armée de Neunkirchen fut le noyau de celle de Valmy.

Mais bientôt on craignit pour la sûreté de Metz, et le camp fut levé. On voulait l'établir sous les murs de la forteresse. Kellermann soutint très justement que l'armée devait défendre Metz sur les bords de la Sarre et ne se retirer devant la place qu'à la dernière extrémité. Il se porta près de Sarrelouis, sur des hauteurs d'une pente rapide : l'armée, faisant face à la Sarre, appuyait sa droite au bois de Wadgasse et sa gauche à un grand ravin ; le quartier général était sur les derrières, à Bourg-Dauphin ; pour mieux rassurer Metz, un détachement de 1,200 hommes occupait la position de Bouzonville.

Le camp de Sarrelouis n'eut qu'une brève durée. Le 6 juillet, Kellermann recevait l'ordre de se porter en avant de Landau, sur les frontières du Palatinat. Ce fut là que se réunirent et se fondirent les troupes du camp de Plobsheim et celles du camp de Neunkirchen, là que se forma l'armée qu'on nomma l'armée des Vosges [1].

II. Mais qu'elle vînt de Plobsheim ou de Neunkirchen, qu'elle fût à Delémont ou à Neufbrisach, à Huningue ou à Wissembourg, l'armée du Rhin manquait de toutes choses. Les magasins des villes d'Alsace et de Lorraine étaient bien garnis, et jamais les places fortes n'eurent d'approvisionnements aussi considérables que dans la première campagne. Mais les généraux ne cessaient de se plaindre du dénûment de leurs troupes. L'habillement se délabrait honteusement ; les volontaires étaient tout nus et l'on jugeait déjà qu'il serait barbare de les employer dans la mauvaise saison ; les malheureux, mandait Biron, « n'ont ni capotes ni couvertures et souffrent des injures du temps de la manière la plus affligeante ». Les armes n'arrivaient pas ; Beauharnais voyait les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin fourmiller d'hommes, et des bataillons se présenter tous les jours ; mais, disait-il, « la majorité de ces troupes, sans armes ni équipement, n'est pas propre à marcher à l'ennemi, surtout hors du territoire de la République ; nos véritables besoins sont des fusils et des sabres [2] ».

Cette armée n'avait que très peu d'instruction. Les officiers généraux manquaient. Ceux qui, en petit nombre, avaient fait la campagne d'Amérique, dégoûtés

[1] Note de Legrand (A. G.).

[2] Biron à Pache, 21 oct. et Beauharnais à Biron, 6 nov. 1792 (A. G.).

des soupçons et des dénonciations qui les assaillaient à tout instant, émigraient ou donnaient leur démission. Le 9 septembre, Biron écrivait au ministre : « Je n'ai pas du tout de lieutenants-généraux ; M. de Custine et moi, nous sommes à peu près seuls. » Il devait y avoir, au mois de juin, quatre généraux à Neunkirchen : l'un passait à l'étranger, le deuxième refusait de servir ; il ne restait que Kellermann et l'Irlandais Sheldon, qui fut bientôt frappé d'apoplexie. Un instant, l'armée du Rhin ne compta que huit maréchaux de camp ; trois d'entre eux étaient, l'un à l'état-major, l'autre au génie, le troisième à l'artillerie ; on n'avait que *cinq* maréchaux-de-camp pour commander les troupes et les places [1]. Le ministère fit de nombreuses promotions ; des colonels devinrent, soit réellement, soit à titre provisoire, maréchaux-de-camp. Mais si Houchard qui commandait le 2e régiment de chasseurs à cheval, se révéla chef d'avant-garde, Neuvinger était et resta sabreur, Munnier, Lafarelle, de Blou étaient cassés par l'âge et incapables de mener et de manier des troupes.

L'état-major sur qui reposait l'exécution des ordres, n'existait pas. Les adjudants-généraux et leurs adjoints, nommés précipitamment, n'avaient aucune expérience. « Je n'ai peut-être jamais vu, disait Biron, un état-major plus mal composé, ni qui mérite moins de confiance par ses principes et par ses talents ; il ne fait qu'intriguer, et à part trois ou quatre personnes, il n'est pas bon à grand'chose. » Il fut assez heureux pour remplacer Victor de Broglie par Beauharnais, à la fois intelligent et patriote. Mais Custine dut prendre comme chef d'état-major, au lieu d'un maréchal de camp, son premier

[1] La Morlière à Lajard, 23 juin 1792 (A. G.) ; cf. *Inv. pruss.*, p. 45.

adjudant-général, d'abord Beaurevoir, puis Chadelas[1].

Les armes spéciales offraient le même défaut de sujets. Quoi qu'on ait dit, beaucoup d'officiers de l'artillerie et du génie avaient quitté la France. « L'émigration, écrivait Biron le 21 août, continue dans ces deux corps ; notre artillerie surtout est déjà presque hors de service par le très grand nombre d'officiers qu'elle a perdus », et il priait le ministre de lui envoyer des ingénieurs et des canonniers dévoués à la Révolution[2].

Même dans les troupes de ligne, dans l'infanterie, dans la cavalerie, presque tous les officiers et les soldats étaient neufs au métier. Les recrues ne composaient-elles pas la majorité des régiments ? Sans doute les colonels et lieutenant-colonels étaient de vieux routiers, mais ils n'aimaient pas le nouveau régime, et Ruttemberg, colonel du 62e régiment d'infanterie, puis chef d'une brigade de grenadiers, émigrait au mois de mars 1793 sans attendre son brevet de maréchal de camp. Les officiers inférieurs, capitaines, lieutenants, se montraient patriotes et, selon le langage du jour, se prononçaient fortement pour la Révolution ; mais « ils avaient tous, dit l'ingénieur Clémencet, le plus grand besoin d'être instruits » et ils manquaient de zèle, d'activité. « Une classe que j'aimais, avoue Biron, en devenant trop nombreuse, devient mauvaise ; c'est celle qu'on appelait autrefois des officiers de fortune ; ils sont négligents, paresseux et sans fermeté ». Il portait le même témoignage sur les sous-officiers : « Cette classe s'est aussi affaiblie et a fourni trop d'officiers pour rester suffisam-

[1] Biron à Servan, 23, 29, 30 août 1792 (A. G.) : Gouvion Saint-Cyr, *Mém. sur les campagnes des armées du Rhin*, 1829, tome I, p. 31-32.

[2] Biron à Servan, 21 août 1792 (A. G.).

ment bien composée ». En revanche, il faisait le plus grand éloge des soldats et vantait leur courage, leur ardeur, leur extrême envie de se distinguer et de s'instruire, l'enthousiasme que leur inspirait la Révolution. Mais ils avaient l'humeur soupçonneuse et méfiante. Ils regardaient leurs chefs comme des aristocrates vendus à l'ennemi, et tenaient pour traître quiconque avait la particule. Le 6 septembre, au nom du corps du Haut-Rhin, un officier du 33e régiment d'infanterie, le lieutenant Duclos, demandait à l'assemblée législative la destitution de Martignac et la nomination d'un général qui ne fût pas noble : « nous vous indiquons M. Ferrier ; un sang corrompu ne coule pas dans ses veines ; il n'est pas de cette caste qui a produit tant de crimes et si peu de vertus ! » Et le même jour, à Huningue, comme pour confirmer le discours de leur député, les soldats mettaient Martignac aux arrêts. Il se rendait à Saint-Louis pour y fixer son quartier ; on cria : « *Martignac émigre !* » ; on courut après lui, on le ramena dans la ville, et sans écouter les protestations courageuses de Lauthier-Xaintrailles, on le traîna devant le club qui décida que le général resterait à Huningue sous bonne et sûre garde. Mais, comme disait Biron, ces soldats, « prêts à tout entreprendre sous des chefs dont ils ne suspectaient pas les principes », n'étaient-ils pas habituellement trahis et trompés ? N'avaient-ils pas vu leurs officiers émigrer en grand nombre et tout le régiment des hussards de Saxe passer la frontière ? Ne voyaient-ils pas des maréchaux de camp, des colonels, des capitaines déserter tous les jours ? « Nulle part, a dit un contemporain, la manie d'émigration n'était si grande que dans l'armée du Rhin, et cette rage de quitter la France, que beaucoup n'avaient que pour imiter les hommes du *bon ton*, entre-

tenait dans l'Alsace un esprit d'inquiétude qui tendait à tout désorganiser[1] ».

Les volontaires qui formaient les deux tiers de l'armée, n'étaient guère propres à seconder ces troupes de ligne ombrageuses et frémissantes. Ils ne respectaient pas les officiers qu'ils avaient élus, et leur désobéissaient à tout instant. Durant les marches, leurs colonnes s'allongeaient à l'infini, et les hommes des derniers rangs restaient dans les cabarets ou pillaient sans que personne eût la force ou prît la peine de les empêcher. « Ils menacent, disait l'adjudant-général Vieusseux, ceux qui osent leur parler des lois, et ils vexent et insultent les citoyens qu'ils sont appelés à protéger et à défendre. » Des bataillons de 1791, comme le 1er de la Corrèze, le 1er de Rhône et Loire, le 4e des Vosges, avaient encore quelque discipline et montraient bonne volonté. Mais le 1er bataillon du Bas-Rhin, commandé par le turbulent Offenstein, se mettait en insurrection ; il fallait le changer de cantonnement et jeter en prison son lieutenant-colonel. Le 2e de Seine-et-Oise s'insurgeait pendant sa marche de Belfort à Strasbourg. Le 1er de l'Ain et le 6e du Jura se révoltaient à Neufbrisach et méprisaient ouvertement les ordres de Victor de Broglie et les réquisitions de Reubell. On envoyait les volontaires de l'Ain à Ottmarsheim, mais ils ne faisaient que rôder dans la campagne et se permettaient des dégâts de toute espèce. Le 6e bataillon des Vosges, attaché à l'artillerie, refusait un instant de

[1] Cf. la correspondance de Biron déjà citée, et sur l'épisode Martignac le *Moniteur* du 8 sept. 1792, et les lettres des jacobins de Huningue, de Martignac, de l'adjudant-général Lauthier-Xaintrailles à Biron, 7 sept. ; le témoignage sur l'émigration à l'armée du Rhin est tiré d'un mémoire du cabinet topographique (A. G.) ; voir aussi Saint-Genis, *Une conspiration royaliste à Strasbourg* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1880, p. 407 et 427).

faire son service. Un détachement du 4e bataillon du Bas-Rhin, qui tenait garnison à Lauterbourg, allait dans un village voisin forcer la prison et, malgré les protestations de la municipalité, relâcher les détenus. Enfin, les bataillons de 1792 ou de la nouvelle levée étaient plus embarrassants qu'utiles ; ils se composaient de gens achetés par les communes, les uns trop jeunes, les autres trop âgés et incapables de soulever leur arme, quelques-uns sans aveu : on ne pouvait compter sur de pareilles troupes, et les généraux priaient Biron de les garder [1].

Aussi, le premier engagement qui se livra sur la frontière de l'Alsace, ne fut-il pas à l'avantage et à l'honneur des Français. L'armée occupait Arzheim à gauche et au-dessus de la forteresse de Landau. Kellermann avait proposé de l'établir à Rülzheim pour occuper à temps la ville palatine de Germersheim et mieux défendre la Queich. Mais on n'avait osé, par une timide condescendance envers l'électeur palatin, s'emparer de Germersheim, et l'armée, d'ailleurs trop faible pour garder la Queich, s'était postée, sous la protection de Landau, sur des hauteurs au bord du Klingbach, dans un petit camp volant qui s'étendait vers Rülzheim, en faisant face à la Queich, et appuyait sa gauche au nord de Herxheim. Puis, ce camp paraissant encore trop éloigné de Landau,

[1] Note de Legrand ; lettres de Biron au ministre, 19 juillet, 21 et 23 août, 7, 8, 9, 13 sept. 1792 ; Vieusseux à Brissot, 15 mai (cf. Rousset, *Les volontaires*, p. 55 et 103-107). Voir sur Offenstein la corresp. du 11 au 30 avril, et sur l'affaire de Neufbrisach qui eut lieu les 4, 5, 6 et 7 juin, le *Moniteur* du 18 juin et du 7 juillet, ainsi que Gay de Vernon, *Custine et Houchard*, 1844, p. 16 (il est très regrettable que cet auteur ait voulu composer un « mémoire » personnel, au lieu de nous donner simplement les notes de son père). Cf. encore Reubell à Biron, 2 sept. ; Custine au 6e bataillon des Vosges, 27 sept. ; Van Helden à Custine, 6 oct. 1792 (A. G.).

on l'avait transféré près d'Arzheim. Le 3 août, les colonnes de l'Autrichien Hohenlohe-Kirchberg s'approchèrent de Landau. Les généraux, Custine, Kellermann, Victor de Broglie, allèrent à la découverte du côté de Rülzheim. Au même instant l'état-major autrichien venait de son côté reconnaître l'adversaire avec quelques escadrons. Sur l'ordre de Custine, le 1er régiment de dragons se mit en bataille, le sabre à la main, et chargea les hussards de Wurmser ; mais il avait le désavantage du nombre ; les grenadiers qui devaient le soutenir, prirent un chemin trop long et n'arrivèrent pas ; le 9e régiment de cavalerie qui courait à leur secours, s'embourba dans les prairies. Custine s'était mis à la tête des dragons ; il dut tourner bride. L'affaire fut presque une déroute ; les généraux et leur suite se dispersèrent dans la campagne ; les troupes qui tenaient le camp d'Arzheim, abandonnèrent tous leurs effets et s'enfuirent précipitamment à Landau. Biron résolut de quitter les lignes délabrées de la Queich ; il renforça la garnison de Landau et posta l'armée sur les bords de la Lauter, à Wissembourg et à Lauterbourg [1].

Par bonheur, l'orage de l'invasion fondit sur la Champagne. « Je suis venu ici, écrivait fièrement Hohenlohe-Kirchberg au commandant de Landau, pour me battre avec une armée et non pour assiéger votre forteresse ; c'est ce que prouvent mes mouvements et mon camp ; mais puisque votre armée disparaît à mon approche, je travaille à l'exécution d'un autre plan », et, suivant l'ordre de Brunswick, il marcha vers Thionville [2]. Aussi,

[1] Luckner à d'Abancourt, 4 août 1792 (*Mon.*, du 9 et du 10) ; note de Legrand (A. G.) ; *Exposé de la conduite de Kellermann*, 1793, p. 5-7.

[2] *Valmy*, p. 91 ; Remling, *Die Rheinpfalz in der Revolutionszeit*, 1865, tome I, p. 46.

le ministre Servan n'hésita pas à dégarnir les deux départements du Rhin. « L'attaque de l'ennemi, disait-il à Biron le 26 août, est maintenant décidée, et ce n'est pas de votre côté. » Il lui prit 7,000 hommes pour les donner à l'armée du Centre ; « le grand point était de sauver Paris ».

Brunswick imita Servan. Il n'avait pas assez de monde pour pénétrer dans l'Argonne. Il dégarnit le corps d'armée autrichien qu'il avait laissé sur les frontières de l'Alsace sous le commandement du général comte d'Erbach. Ce corps d'armée gardait les magasins de Spire ; il couvrait tout le Moyen-Rhin ; il observait Landau ; il tenait Biron en échec. Brunswick l'appela sur la Moselle et le chargea d'investir Thionville ; trois bataillons restaient à Spire.

III. L'Empire germanique n'avait encore pris aucune part à la grande querelle entre Français et Austro-Prussiens. En vain Kaunitz criait que la neutralité de l'Empire était injuste, indécente, et priait les cercles de fournir un secours, quel qu'il fût, soit en soldats, soit en argent, soit en vivres. Seul, le landgrave de Hesse-Cassel, Guillaume IX, se joignit ouvertement aux coalisés, et mena 6,000 hommes dans l'Argonne. Mais le margrave de Bade ne signa que le 20 septembre une convention militaire qui mettait un millier de fantassins à la disposition des alliés[1]. L'électeur de Hanovre déclara que la guerre ne le regardait pas et qu'il ne livrerait son contingent que lorsque le territoire de l'Empire serait violé. Le cercle de Souabe prétendit rester sur la défensive et se contenta d'envoyer un bataillon à Offenbourg. Le cercle

[1] Erdmannsdörffer, *Politische Correspondenz Karl Friedrichs von Baden*, 1888, I, 499.

de Franconie osa dire que la marche des Prussiens faisait tout renchérir.

Un prince influent en Allemagne était Charles-Théodore, qui régnait à la fois sur la Bavière et sur le Palatinat[1]. Les alliés s'efforcèrent de l'entraîner. Mais les ministres de Charles-Théodore, Oberndorff et Vieregg, ne désiraient que la paix, et l'électeur, gros, apoplectique, accoutumé à la vie tranquille et monotone, uniquement préoccupé de pourvoir ses bâtards, frémissait, selon le mot de notre envoyé d'Assigny, à toute idée de guerre. Il promit à la France sa neutralité ; comme souverain indépendant, disait-il, il voulait cordialement maintenir avec elle la bonne harmonie. Il soutint au cabinet de Vienne qu'il avait fourni son contingent, puisqu'il mettait à Mannheim une garnison de 5,000 hommes. Mais aucune des armées belligérantes ne put entrer dans la place ni passer le pont du Rhin. Les Impériaux traversèrent ses états, et les Français les traversèrent pareillement[2] ; chaque fois qu'un régiment autrichien se

[1] Le Palatinat qu'on nommait alors le paradis terrestre de l'Allemagne (cf. Mirabeau, *De la monarchie prussienne*, 1788, VII, p. 382) comprenait trois villes capitales, Mannheim, Heidelberg, Frankenthal, et dix-neuf grands-bailliages : 1° dans le cercle du Bas-Rhin : Heidelberg, Ladenbourg, Bretten, Mosbach, Boxberg, Lindenfels, Umstadt, Utzberg, Germersheim, Neustadt, Alzey, Oppenheim, Bacharach ; 2° dans le cercle du Haut-Rhin : Kreuznach, Simmern, Stromberg, Kaiserslautern, Veldenz et Lauterecken.

[2] Le 16 juillet, après un rapport de Pozzo di Borgo, l'Assemblée législative avait décrété que les ennemis seraient *attaqués et poursuivis partout où il conviendrait, d'après les dispositions militaires.* « Ils ont, disait Pozzo, inondé le territoire de la confédération germanique et à la faveur de la neutralité, les campements, les quartiers, les magasins et autres dispositions militaires s'exécutent sans inquiétude. Le pays qui contient dans son sein les forces destinées à nous détruire, n'est pas en droit de réclamer la neutralité. C'est lui qui l'a violée le premier, s'il a accepté de bon gré les bataillons ennemis, permis les magasins, l'établissement des quartiers et les autres pré-

présentait, un commissaire palatin allait à sa rencontre et protestait, au nom de l'électeur, contre cette violation de territoire[1].

Le duc de Deux-Ponts, héritier présomptif de Charles-Théodore, suivit la même politique[2]. Il savait que les troupes placées sur la Blies, à l'extrême frontière de la France, pouvaient en vingt-quatre heures s'emparer de ses petits états et, à diverses reprises, il envoya des paniers de gibier aux principaux officiers du camp de Neunkirchen. « S'il perdait une aussi puissante protection que la France, disait notre envoyé Desportes, avec quel secours arrêterait-il la main de fer que l'Autriche étend déjà sur la succession palatine[3] ? »

Mais les trois électeurs ecclésiastiques ne cachaient pas leur aversion pour la Révolution française. L'électeur-archevêque de Cologne, Maximilien-François, fils de Marie-Thérèse et frère de Joseph II s'était, à la diète, en sa qualité d'électeur et de grand-maître de l'Ordre teutonique, déclaré contre les décrets de l'Assemblée nationale, qui « jouait avec la nation allemande comme avec une poupée qu'on déshabille à sa guise ». Il proposait de

paratifs de guerre ; si, au contraire, il y a été forcé, ces troupes sont ses ennemis et les nôtres, et nous sommes en droit de les combattre. Loin de nous de vouloir faire partager les horreurs de la guerre à ceux qui n'exercent pas d'hostilités envers la nation française ! Mais, puisque leur territoire est le point d'appui de nos ennemis déclarés, il ne doit plus être sacré pour nous. »

[1] Lettres d'Assigny, 4, 22, 23, 29 juin, 11, 13, 25, 28 juillet 1792 (Archives étrangères ou A. E.) ; cf. Des Cars, *Mém.*, 1890, II, 108.

[2] Le duché de Deux-Ponts comprenait les grands bailliages : 1° de Deux-Ponts (Deux-Ponts, Hornbach, Hombourg) ; 2° de Bergzabern (Bergzabern, Annweiler, Trifels) ; 3° de Lichtenberg (Kusel) ; 4° de Meisenheim.

[3] Desportes à Le Brun, 20 oct. 1792 (A. E.) ; note de Legrand (A. G.).

combattre la France, sinon par les armes, du moins par une sorte de blocus commercial. Ne pouvait-on, disait-il, se passer des produits de l'industrie française et les interdire par une loi d'Empire? On conserverait ainsi des millions d'argent allemand; on encouragerait les fabriques qui seraient sûres de leur débit; les vins du pays se vendraient mieux; une pareille résolution ferait sur la France une impression plus profonde qu'une déclaration de guerre. Toutefois, et bien que Paris l'eût surnommé l'*archiète* d'Autriche, il était très fin, très délié, et il évita d'offenser publiquement la France. Il n'interdit aucun journal. Il défendit aux émigrés de traverser son électorat en bandes armées, de faire des revues, de s'exercer en plein air au maniement des armes; nulle ville ne devait avoir sur son territoire plus de vingt à trente réfugiés. Une compagnie d'émigrés voulut s'établir dans Andernach; elle fut aussitôt expulsée[1].

Les électeurs de Trèves et de Mayence furent moins prudents. L'électeur de Trèves, Clément Wenceslas, accueillit dans sa résidence de Coblenz les comtes de Provence et d'Artois. Ne pouvait-il recevoir ses neveux? Mais il les reçut comme Louis XIV aurait pu faire[2]. La noblesse française suivit ses princes; elle formait à Co-

[1] Cf. l'art. de H. Hüffer sur Maximilien-François dans l'*Allgem. deutsche Biographie*; Vivenot, *Quellen*, 1873, I, p. 121-122; Des Cars, *Mém.*, II, 97; Desportes à Lebrun, 29 oct. 1792 (A. E. « l'électeur de Cologne s'est constamment montré notre allié parce qu'il est faible ou plus prudent que ses deux collègues, mais n'est-il pas de la maison d'Autriche » ?). L'électorat de Cologne se composait : 1° du Haut Électorat (Bonn, Königswinter, Andernach); 2° du Bas Électorat (Neuss, Kempen); 3° du comté de Recklingshausen. Cologne était ville impériale.

[2] Mme De Lage de Volude, *Souvenirs d'émigration*, p. p. De La Morinerie, 1869, p. C.

blenz un état dans l'état; la ville avait l'air d'un petit Versailles. Bientôt les réfugiés firent avec un fracas provocant des préparatifs de guerre; ces Pygmées, disaient les Girondins, parodiaient l'entreprise des Titans contre le ciel. Mais le 14 décembre 1791, sous la pression de l'Assemblée législative, Louis XVI déclarait que l'électeur de Trèves serait considéré comme l'ennemi de la France s'il n'avait pas mis fin, avant le 15 janvier 1792, aux attroupements et dispositions hostiles des émigrés. En même temps les États adressaient des remontrances à l'électeur; ils lui reprochaient de donner aux gardes du corps les armes de l'arsenal de Trèves; ils lui dénonçaient des marchés passés par les princes; ils se plaignaient du ministre Duminique, qu'ils nommaient le fauteur de la noblesse française. Pressé, comme il disait, entre l'invasion étrangère et la révolte de ses sujets qui lui faisaient des représentations dans un style nouveau, Clément Wenceslas enjoignit aux émigrés de s'éloigner des frontières et de se retirer dans ses bailliages de l'Eifel. Mais les princes restèrent à Coblenz et vainement, le 3 mai, dans une note publique, l'électeur les engageait à user de leur influence pour renvoyer de Trèves dans le bas-archevêché, au delà du Rhin, les émigrés qui les avaient rejoints. Ils sont encore les chefs, insinuait le ministre de France; ils conspirent encore; ils sollicitent encore les puissances; s'ils se sont séparés de leurs gardes du corps et de leurs compagnies rouges, ils les réuniront et dirigeront quand il leur plaira et avant qu'on y pense. D'ailleurs, malgré ses protestations de paix, l'électeur pressait secrètement l'Autriche et la Prusse d'écraser la Révolution. Lorsqu'il apprit l'arrestation de Louis XVI à Varennes, il pria l'Empereur de faire une démarche vigoureuse; le conseil qu'il donnait, avouait-il,

n'avait rien de charitable et d'épiscopal, mais toute négociation avec les rebelles serait inutile; la meilleure et la plus efficace était la marche de 50,000 hommes bien disciplinés[1].

Comme l'électeur de Trèves, Frédéric-Charles d'Erthal, archevêque-électeur de Mayence et évêque de Worms, s'élevait contre les nouveaux principes[2]. Il plaida la cause des princes possessionnés avec une chaleur extraordinaire. Il encouragea le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, à résister aux décrets de l'Assemblée et protesta contre la constitution civile du clergé; toutes les lois ecclésiastiques, disait-il, étaient violées sur les terres de l'évêché de Strasbourg, et cette infraction du traité de Westphalie invalidait le titre primitif du roi de France à la possession de l'Alsace. Il tenta même de réunir à Mayence un congrès germanique qui proposerait des mesures énergiques : établissement d'un cordon sur les

[1] Note de Legrand (A. G.); Vivenot, *Quellen*, I, 304, 312-313, 396-397, 401, 449, 543, 549; Sorel, *L'Europe et la Révol. franç.*, II, 345; *Mon.* du 19 mai 1792. L'électorat de Trèves comprenait : 1° le haut électorat (Trèves; le prieuré de Saint-Paul; les bailliages de Pfalzel, Saint-Maximin, Saarburg, Grimburg, Saint-Wendel, Schmiedburg); 2° le bas électorat (seize bailliages, entre autres Ehrenbreitstein avec Coblenz, Boppard, Oberwesel, Montabaur, Limbourg).

[2] L'électeur de Mayence possédait : 1° la vidamie de Mayence, celle des dehors (Kastel, Kostheim et Weisenau), celle du Rheingau, celle d'Aschaffenbourg, et dix-huit bailliages (Höchst, Kronberg, Olm, Lahnstein, Steinheim, Dieburg, le Freigericht, Haussen, Klingenberg, Miltenberg, Amorbach, Bischofsheim, Krautheim, Starkenburg, Gernsheim, Neu-Bamberg, Amœneburg, Fritzlar); 2° la ville d'Erfurt et son territoire; 3° l'Eichsfeld. Comme évêque de Worms, il avait quatre bailliages (Stein, Horchheim, Dirmstein, Neu-Leiningen ou Neuf-Linange) et la recette de Neuhausen (Neuhausen, Rhein-Dürkheim, Liebenau); Worms était ville impériale. Cf. Büsching, *Géogr. univ.*, trad. 1792, tome VIII, p. 15-46.

frontières, répression de la propagande, prohibition de tous les livres français qui pourraient égarer le peuple. « J'ai vu, rapporte un émigré, une foule de petits et grands souverains; je n'en ai jamais rencontré de plus prononcé contre la Révolution, et il ne parlait de la maison de Bourbon qu'avec les expressions du plus vif attachement et du plus profond respect. » Il ne cachait pas qu'à son avis, la guerre était le seul moyen de rétablir l'ordre en France et la tranquillité en Europe. Lorsqu'il sut la convention de Pilnitz, il félicita le ministère autrichien d'une déclaration qu'il jugeait à la fois sage et courageuse; il s'imaginait que l'empereur commencerait immédiatement les hostilités, et il engageait Kaunitz à saisir l'occasion, à profiter de l'incroyable licence de l'armée française et du mécontentement de l'Alsace; tout promettait une rapide victoire, et Léopold allait s'acquérir une gloire immortelle en châtiant la folie de ces *patriotes* qui diffamaient sans vergogne tous les monarques. Il n'avait qu'une crainte : qu'on ne fît un accommodement avec la nation française. Au mois d'avril 1791, on l'entendit émettre l'opinion qu'il fallait réunir l'Alsace et la Lorraine à l'Empire germanique. Ses courtisans s'entretenaient du partage de la France avec plus d'assurance et de décision qu'on ne parlait vingt ans auparavant du partage de la Pologne, et suivant eux, une armée de 30,000 hommes suffirait pour étouffer la Révolution. On disait au gouverneur de Mayence que les canons de la place n'avaient pas encore servi, qu'il serait utile d'exercer les artilleurs pendant quinze jours : « A quoi bon, répondait le gouverneur, les nationaux prendront la fuite dès qu'ils verront notre artillerie et, au pis-aller, c'est contre eux qu'on l'essaiera[1]. »

[1] Vivenot, *Quellen*, I, 235, 248-249, 261, 265; lettre de l'Electeur

Frédéric-Charles d'Erthal reçut donc les émigrés à bras ouverts ; il offrit un asile à Bouillé ; il embrassa publiquement l'abbé Maury. Lorsque le comte d'Artois arriva sur le yacht électoral à la Favorite, il fit tirer plus de cent coups de canon et descendit jusqu'au bord du Rhin à la rencontre de son hôte. Les gentilshommes français purent se réunir à Worms et le prince de Condé résider au château épiscopal de cette ville ; « peut-être, disait l'électeur négligemment, les Français se rassemblent-ils en compagnies et en corps sous les ordres tacites des princes, mais je ne suis pas instruit de leurs véritables intentions », et il insinuait que les états de l'Empire, lésés par la France, avaient le droit d'exercer des représailles, de chercher par tous les moyens à rentrer dans leur bien, de provoquer un changement de choses en favorisant les frères de Louis XVI. Mais, intimidé par les menaces de la Législative et cédant aux inquiètes sollicitations du Magistrat de Worms, il interdit tout rassemblement : Condé se rendit à Bingen, qui appartenait au Grand-Chapitre de Mayence ; les émigrés se dispersèrent dans l'électorat par pelotons de quinze à vingt, sans porter d'armes ni faire aucun exercice militaire. Vint la déclaration de guerre : Frédéric-Charles d'Erthal leva le masque. Les émigrés se rassemblèrent de nouveau ; entre eux et à huis clos ils se moquaient de l'archevêque-électeur, qu'ils traitaient de parvenu, de gentilhomme mitré et d'abbé de Mayence. Mais Erthal les invita dans son palais ou leur fit porter à l'auberge un repas préparé dans ses cuisines ; il les accabla de prévenances, écouta

à Rohan, 12 déc. 1790 (Heitz, *La contre-révol. en Alsace*, 1865, p. 50-51 et 185 ; Des Cars, *Mém.*, II, 99 ; lettre d'O'Kelly au ministre, 5 avril 1791 (A. E.) ; Klein, *Geschichte von Mainz während der ersten französischen Occupation*, 1861, p. 27.

complaisamment leurs fanfaronnades ; ils le proclamèrent leur patron, leur père, leur *papa*. Le 20 mai 1792, le prince de Condé faisait à Mayence une entrée qui ressemblait à un triomphe; les grenadiers électoraux lui formaient une garde d'honneur ; « il est impossible, disait notre envoyé Villars, de montrer une prédilection plus outrageante pour la nation française ».

Villars lui-même n'était pas à l'abri des insultes. On conte qu'à sa première audience aucun officier ne vint au devant de lui, qu'il s'égara dans le palais, et qu'enfin un marmiton lui montra le chemin de la salle où trônait l'électeur. L'anecdote ne mérite pas créance. La réception de Villars fut imposante ; il eut partout les honneurs militaires, et Frédéric-Charles d'Erthal, après un entretien d'un quart d'heure, assura qu'il serait aise de le voir encore. Mais les émigrés regardaient Villars avec insolence, chantaient le *Ça ira* en passant près de lui et faisaient aiguiser leurs épées par un rémouleur qui s'était placé sous ses fenêtres. Il se promena deux fois sur la route de Francfort ; on répéta qu'il allait « propagander » dans la campagne et présider un club de village. Il demanda son rappel; l'électeur, disait-il, ce « despote au manteau court », cet homme « gangrené d'aristocratie », voulait le « rassasier d'outrages ». On lui conseilla de patienter, mais le 14 juillet, au matin, Villars recevait un billet écrit la veille par le chancelier Albini ; l'électeur le priait de partir ; l'empereur arrivait, les armées alliées se mettaient en mouvement, on ne pouvait plus garantir au ministre de France une « parfaite sûreté ».

Frédéric-Charles d'Erthal mit le comble à toutes ces imprudences : il désira, selon l'expression de Forster, faire, lui aussi, au colosse de la liberté, sa piqûre de

mouche. Il promit aux alliés un régiment de deux mille hommes et, dans les premiers jours de septembre, ce régiment, composé des plus beaux hommes de l'électorat, et fier des six canons qu'il traînait avec lui, rejoignit à Spire le corps autrichien du comte d'Erbach[1].

Un autre prince ecclésiastique, l'évêque de Spire, comte Auguste de Limbourg-Styrum, partageait la haine de Frédéric-Charles d'Erthal contre la Révolution. Tous deux, disait l'électeur de Cologne, « fulminent contre l'Assemblée nationale et voudraient que la France eût peur d'eux, tandis qu'ils n'ont ni troupes, ni artillerie, ni magasins, ni munitions, ni argent ». Les émigrés portèrent aux nues l'évêque de Spire ; on ne peut, écrit l'un d'eux, « être un ennemi plus déclaré des nouveaux principes » et « un plus intrépide dénonciateur de la propagande française ». L'évêque avait en Alsace le prieuré de Wissembourg et les trois bailliages de Lauterbourg, de Madenbourg et de Dahn. Il rejeta les indemnités que la France lui offrait ; il était « dans l'impossibilité absolue » de les accepter, et refusait d'abandonner la moindre parcelle d'un diocèse qu'il avait juré de conserver intact. C'est, assurait notre ministre des affaires étrangères Montmorin, « celui qui intrigue le plus à la Diète contre nous », et un de nos agents voyait en lui le plus *acharné*, le plus *emporté* de tous les princes possessionnés. « Il *extravague* sur les affaires de France, disait moqueuse-

[1] Vivenot, *Quellen*, *l. c.* ; lettres d'O'Kelly, 1er avril et 13 juin 1791 ; de J. Barthélemy, 11 et 31 déc. 1791, 25 janv. et 21 févr. 1792 ; de Villars, 21 mai et 4 juin 1792 ; billet d'Albini à Villars, 13 juillet 1792 (A. E.) ; Bouillé, *Mém.*, éd. Barrière, 295 et 310 ; Forster, *Sämmtliche Werke*, p. p. Gervinus, vol. VI, 363, 365, 372 ; Eickemeyer, *Denkwürdigkeiten*, 1845, p. 102-104.

ment Mme de Coudenhoven, la favorite d'Erthal, et, à l'en croire, il ferait à lui seul la contre-révolution[1]. »

L'évêque de Spire, l'archevêque de Mayence, l'archevêque de Trèves s'étaient donc signalés d'eux-mêmes aux coups de la Révolution. et lorsqu'au nom de l'Assemblée Législative, Vaublanc invitait Louis XVI à requérir la dispersion des émigrés, il lui demandait des déclarations énergiques auprès des électeurs de Trèves et de Mayence et de l'évêque de Spire : « s'ils continuent, disait Vaublanc, de favoriser des préparatifs dirigés contre les Français, nous porterons chez eux, non pas le fer et la flamme, mais la liberté ! » Dès les derniers jours de 1791, Brissot, Vergniaud, Rühl menaçaient ouvertement ces petits princes d'Allemagne dont Louis XIV avait jadis « foudroyé l'insolence », ces « soldats de l'Église armés de chapelets » qui prétendaient incendier l'Europe par leur *feu d'opéra*, ces « tyrans obscurs » qui osaient recéler les fugitifs, et qu'un mot du ministère français aurait fait rentrer dans le néant, qu'un seul coup de canon devait chasser de leurs états ! Fauchet proposait d'occuper Worms, Mayence, Coblenz, et de ne les rendre qu'après la dispersion complète des émigrés et le remboursement des frais de la guerre. Dubois-Crancé déclarait aux jacobins qu'il fallait, sans attendre une attaque, porter en trois colonnes une armée de 30,000

[1] Vivenot. *Quellen*, I, 344 ; Des Cars, *Mém.*, II, 101 ; Erdmannsdörffer, I, 373, 449 ; *Réponse* du prince-évêque de Spire à la note ministérielle de M. de Groschlag, 1791, p. 19 ; lettres d'O'Kelly, 7 juin, et de J. Barthélemy, 9 déc. 1791 (A. E.). L'évêché de Spire comprenait sur la rive droite du Rhin le grand-bailliage et vidamie de Bruchsal et les bailliages de Kislau, Grombach, Rothenbourg, Philippsbourg, Gerspach, et sur la rive gauche, le grand-bailliage de Kirrweiler et les bailliages de Deidesheim et de Marientraut. Spire était ville impériale.

hommes sur Worms, Mayence, Coblenz, et détruire le repaire des révoltés. « Vos princes, écrivait le club de Strasbourg dans une adresse en allemand aux habitants de la rive droite du Rhin, vos princes ont donné asile aux émigrés ; les valeureux Français s'exaltent contre les menées de ces aristocrates ; le moment approche où le drapeau tricolore flottera dans vos pays [1] ! »

Aussi, après la déclaration de guerre, abondèrent les projets d'invasion. Une fièvre belliqueuse agitait les esprits ; chaque général, chaque officier, chaque sergent proposait de grandes mesures ; pas un membre de l'Assemblée législative qui ne reçût des armées un plan de campagne ; pas un journaliste, pas une société populaire qui n'eût ses propres vues sur la conduite de la guerre [2].

Les uns proposaient d'entrer en Souabe et dans l'Autriche antérieure qui, selon le mot de Brissot, n'offrait rien de redoutable. Dès le 2 mai, Victor de Broglie voulait prendre l'offensive dans le Brisgau, saisir ou ruiner les magasins que les Autrichiens avaient réunis à Rheinfelden, attaquer à la fois par la droite et par la gauche leurs cantonnements dispersés. Custine faisait le même plan dans les derniers jours de mai ; on devait, disait-il, « couvrir Paris en menaçant les états héréditaires de la maison d'Autriche », et sûrement, on eût dès cette époque révolutionné l'Allemagne ou du moins

[1] Discours de Vaublanc, 29 nov. 1791 (*Mon.* du 2 déc.) ; de Brissot, 10 juillet (*Aulard, La Soc. des jacobins*, 1891, II, 624), 20 oct. (*Mon.* du 22) et 29 déc. (imprimé à part, p. 34) ; de Vergniaud, 27 déc. 1791 (*Mon.* du 11 janv. 1792 ; de Rühl, 27 nov. (*Mon.* du 27 nov.) ; de Fauchet, 20 janv. 1792 (*Mon.* du 22) ; de Dubois-Crancé aux Jacobins, 25 déc. 1791 ; cf. Heitz, *Soc. polit. de Strasbourg*, 1863, p. 168-169.

[2] Note de Legrand (A. G.).

levé des contributions et vécu sur l'ennemi ; rien n'était alors plus facile que de relever les têtes de pont à Huningue, à Brisach et à Kehl[1].

Mais les autres, en plus grand nombre, proposaient l'invasion des électorats ecclésiastiques, de la *Pfaffenstrasse* ou rue des prêtres. On savait qu'il n'y avait presque pas de troupes sur la rive droite du Rhin, et que des jours, des semaines s'écouleraient avant que l'empereur et le roi de Prusse eussent mis leurs armées en mouvement. Quoi de plus aisé que se lancer dans un pays sans défense et, par un coup d'éclat, d'imposer à la coalition ? Sans doute l'électeur de Mayence avait des troupes. Mais quelle armée de parade qu'une armée composée de 2,800 fantassins, de 50 hussards, de 50 chasseurs, de 120 artilleurs, de 6 mineurs et de 6 sapeurs, répartie dans les trois forteresses de Mayence, de Königstein et d'Erfurt, divisée en quatre régiments qu'on nommait du nom de leurs chefs Gymnich, Rüdt, Hatzfeld et Knorr, ou d'après la couleur de leurs parements le régiment bleu, le régiment jaune, le régiment rouge et le régiment vert, commandée par *douze* généraux, administrée par un conseil de la guerre qui comprenait deux présidents et sept conseillers ! Sans doute l'électeur de Trèves et celui de Cologne pouvaient mettre sur pied quelques bataillons. Mais personne n'ignorait ce que valaient ces *Pfaffensoldaten*, ces soldats de l'armée des cercles qu'on nommait pendant la guerre de Sept-Ans les capons et les parties honteuses de l'Allemagne, que Gleim représente courant à toutes jambes après Rossbach ou se blottissant derrière les buissons, et qui

[1] Brissot, discours du 17 janvier 1792 ; Victor de Broglie à Dumouriez, 2 mai 1792, et Luckner à de Grave, 3 mai ; Custine à Biron, 30 août ; note de Legrand (A. G.).

dans le premier drame du jeune Gœthe se jettent au fond d'un marais ou grimpent sur un arbre à l'aspect de l'ennemi. On les voyait d'ordinaire à la porte d'un corps-de-garde éplucher des pommes de terre et tricoter des bas en fumant leur pipe. Dans la petite guerre contre Liège en 1790, ils s'étaient plusieurs fois débandés honteusement devant une poignée d'insurgés. « Ils n'ont, disait un de nos diplomates, que de vieux fusils à mèche, ne savent pointer un canon et n'offrent de commun avec les anciens Germains qu'un trop beau nom qu'ils déshonorent. » N'avait-on pas autorisé les officiers mayençais à rester chez eux « si leurs forces ou leurs affaires privées ne le permettaient pas » [1] ?

L'invasion des électorats souriait donc aux esprits. « L'armée, avait écrit l'envoyé Villars, arriverait à Mayence sans être arrêtée dans sa marche par une seule pierre [2]. » Frédéric-Charles d'Erthal ne disait-il pas un jour, dans un singulier accès de clairvoyance, que l'assemblée nationale devancerait l'attaque ou du moins qu'elle laisserait les hordes révolutionnaires se jeter sur les pays rhénans [3] ? Kellermann ne cessait de conseiller ce *coup de partie* ; il fallait, répétait-il, enlever les magasins qui se formaient à Spire, à Worms et à Philippsbourg, s'emparer de Mayence et de Coblenz, gagner des alliés par cet acte de vigueur, suivre l'exemple du roi de Prusse en 1756 : « la Saxe a sauvé le grand

[1] Eickemeyer, *Denkw*, 104-105 ; Ewald von Kleist, *Werke* p. p. Sauer, II, 571 ; Gleim, *Preuss. Kriegslieder*, p. p. Sauer, 1882, p. 23-25 ; Valentini, *Erinnerungen einesalten preussischen Offiziers*, 1833, p. 18 ; Gœthe, *Götz von Berlichingen*, III, 7 ; Desportes à Le Brun, 28 oct. 1792 (A. E.) ; Hesse, *Geschichte der Stadt Bonn unter der französischen Herrschaft*, 1879, p. VI.

[2] Villars à Dumouriez, 12 mai 1792 (A. E.).

[3] Vivenot, *Quellen*, I, 235 (lettre à Kaunitz, 29 août 1791).

Frédéric [1]. » Luckner, en vrai partisan, proposait la même pointe, et Kaunitz, devinant le projet, disait que le maréchal espérait sans doute s'attacher les soldats par l'appât du butin et qu'une semblable expédition était la seule où ce vieux reître pût trouver renom et profit [2].

« Qu'on me donne 25,000 hommes, s'écriait Luckner ; je me rends en ligne droite à Cologne ; là, je passe le Rhin, j'envahis la Westphalie, je chasse devant moi toutes les troupes des cercles qui sont hors d'état de m'opposer une résistance sérieuse ; j'envoie en France les chevaux, les bestiaux, les blés, tout ce qu'on peut transporter, et je brûle le reste ; je remonte ainsi le Rhin jusqu'à Huningue ; pendant quatre ans, l'ennemi ne saura tenir la campagne sur la rive droite du fleuve [3] ! »

Mais ni les Girondins, maîtres de la Législative, ni le ministère n'approuvaient cette grande housardaille. Piller tout, brûler tout, mettre à sac les chaumières comme les palais, n'était-ce pas agir contrairement aux principes ; n'était-ce pas soulever les bourgeois et les paysans, les rendre ennemis du nom français et de la Révolution ? Dumouriez qui dirigea le cabinet jusqu'au 15 juin, ne prétendait-il pas ménager l'Empire, obtenir la neutralité de la Prusse, concentrer tout l'effort des armées sur les Pays-Bas autrichiens ? Le cabinet qui lui succéda, faible, indécis, suspect, voulait-il, pouvait-il

[1] Cf. surtout la lettre de Kellermann au ministre de la guerre, du 1er juillet 1792 (A. G.). L'exemple du grand Frédéric est cité par tous, par Brissot (17 janv. 1792 « en prévenant les puissances, il tourna l'orage contre elles »), par Vergniaud (18 janv. « s'il eût temporisé, son successeur ne serait que le marquis de Brandebourg »), etc.

[2] Vivenot, *Quellen*, I, 431.

[3] Note de Legrand (A. G.) ; cf. l'*Argos* de Schneider, 20 juillet 1792, n° VI, p. 45 « Luckner brannte vor Begierde, jenseits des Rheins einen Meisterstreich zu wagen ».

entreprendre une guerre franche et vigoureuse ? Enfin, l'ensemble manquait et devait manquer longtemps encore dans les plans de campagne. Luckner n'avait pas assez d'intelligence ni de prestige pour maintenir et conduire les forces que réunissait son vaste commandement. Les généraux qui servaient sous ses ordres, étaient en désaccord. La Morlière ne faisait que gémir. Custine, Kellermann, Ferrier se jalousaient. Tous ne pensaient qu'à des satisfactions d'amour-propre et nommaient pompeusement leur petit corps armée de Neunkirchen, armée de la Sarre et des Vosges, armée de la Lauter, armée de Porrentruy. Tous, une fois la lutte commencée, une fois l'invasion mise en branle, ne voyaient plus que difficultés et obstacles, désiraient garder la défensive, craignaient de courir des risques. Tous ignoraient encore ce que pouvaient l'ardeur nationale et le génie révolutionnaire. Victor de Broglie, ne considérant que le dénûment de l'armée et sa faiblesse numérique, disait amèrement qu'elle serait réduite à se renfermer dans les places et à contempler du haut des remparts la dévastation du plat pays [1].

Les imprudences et les tergiversations des coalisés allaient intervertir les rôles, changer la face des choses, donner à la guerre une autre tournure. L'armée du Rhin qui depuis plusieurs mois piétine et reste immobile, s'arrache à son inaction et, après avoir petitement, patiemment, inutilement manœuvré, opère de grands, rapides et heureux mouvements. Un général l'entraîne, imprudent, malavisé, timide au fond malgré ses airs de hardiesse, et aussi lent qu'un Brunswick et un Clerfayt, mais qui brûle d'entrer en scène, qui profite des circons-

[1] Broglie à Lajard, 23 juin 1792 (A. G.).

tances pour prendre un semblant d'essor et qui paraît aux yeux de l'Europe prêt à tout oser, capable en son élan soudain et son ardeur triomphante de briser la coalition. « Quel est cet homme étonnant, ce *Wundermann* », demandaient les Allemands. « Quel est, disaient les émigrés, ce général merveilleux ? D'où vient-il ? Que désire-t-il ? Il est noble d'extraction, et ce gentilhomme, notre indigne compatriote, veut servir Robespierre et Pétion de préférence aux Bourbons[1] ! »

[1] R(omain), *Souvenirs d'un officier royaliste*, 1824, t. I, p. 246 ; Ihlee, *Tagebuch von der Einnahme Frankfurts durch die Neufranken bis zur Wiedereroberung von der combinirten Armee*, 1793, p. 50.

CHAPITRE II

SPIRE

I. Custine. — II. — Le plan de Laclos. — Les projets de Custine et de Biron. — Marche sur Spire. — Combat du 30 septembre. — III. Pillage et répression. — Générosité française. — Les prisonniers à Strasbourg. — Lettre de Beauharnais. — IV. Schwardin à Philippsbourg. — Neuvinger à Worms. — Contributions. — V. Reculade inattendue de Custine. — Proclamations.

I. Adam-Philippe de Custine de Sarreck était né le 4 février 1740 à Metz[1]. A sept ans il obtenait une lieutenance au régiment de Saint-Chamond et, en 1748, il assistait au siège de Maestricht. Il fut réformé l'année suivante; mais après avoir terminé ses études, il entra comme lieutenant en second au régiment du Roi et fit toutes les campagnes de la guerre de Sept-Ans. Successivement enseigne, lieutenant en premier, capitaine au

[1] Le château de Custine, à deux lieues de Charlemont, était un fief du pays de Liège. Mais depuis longtemps la famille « antique et opulente » (d'Allonville, *Mém. secrets*, III, 98) habitait la Lorraine allemande. Le père de notre Custine était seigneur de Guermange et de Sarreck et grand-fauconnier du roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar. Le grand-père était mort de blessures reçues à Malplaquet. Custine lui-même avait sa demeure à Niderviller, dans le district de Sarrebourg, ancien département de la Meurthe.

régiment des dragons de Schomberg, il servait, en 1762, sous les ordres du prince de Montbarey, à l'avant-garde commandée par le comte de Stainville. Nommé après la paix mestre de camp commandant d'un régiment de dragons, qui s'appela désormais Custine-dragons[1], il se rangea parmi les *grands faiseurs*, parmi ceux qui voulaient introduire dans l'armée française la discipline et la tactique de la Prusse. Il devait, avec MM. de Toulongeon, de Lambesc, de Mirabeau, de Vitry, de Damas, de La Ferté, assister, en 1786, aux manœuvres de Potsdam et de Cörbelitz[2]. Mais bien avant ce voyage, il était entiché du système prussien; il envoya son fils à l'Académie militaire des Nobles; il énerva, fatigua son régiment par de ridicules exercices et acquit la réputation d'un chef tracassier, brutal et despotique; un capitaine qu'il avait malmené se brûla la cervelle de désespoir, et les officiers ne firent plus à Custine que des visites officielles. On prétend qu'il reçut pour cette raison six réprimandes du ministre en moins d'un an. Néanmoins les bureaux le regardaient comme un « fort bon colonel » et comme un homme « de grande volonté, sensible et honnête dans sa façon de penser ». Choiseul, son compatriote, était son protecteur; il fit assurer à Mme de Custine, si elle sur-

[1] Il fut nommé sous-lieutenant le 16 juin 1747, lieutenant en second le 6 juin 1758, enseigne le 7 janvier 1759, lieutenant en premier le 22 mai 1759, capitaine le 7 mars 1761, mestre de camp commandant de Custine-dragons le 5 juin 1763. Ce régiment, créé en 1673, avait pris successivement le nom de ses colonels : Fimarcon, Barbesières (1678), Estrades (1692), Belle-Isle (1705), Bounelles (1709), Armenonville (1727), Surgères (1742), Aubigné (1745) et Choiseul-La-Baume (1761); il passa le 13 avril 1780 sous les ordres du marquis de Lescure et devint en 1784 Montmorency-dragons jusqu'à l'ordonnance du 9 mars 1788 qui en fit le 2e régiment de chasseurs (chasseurs des Evêchés).

[2] Finot, *Une mission militaire en Prusse*, 1881, p. 67 et 157.

vivait à son mari, une pension de 4,000 livres à titre de douaire (6 avril 1767). Lorsqu'éclata la guerre de l'Indépendance américaine, Custine pria le ministre avec les plus vives instances de lui donner une occasion d'avancement; il consentait, disait-il au prince de Montbarey, à s'expatrier pour longtemps, s'il était « chargé d'expédition soit en second, soit en chef », ou attaché comme maréchal-général des logis à une grande armée, « dans quelque pays que ce fût et quelque éloigné qu'il pût être ». On le nomma brigadier (8 mars 1780) et mestre de camp commandant du régiment d'infanterie de Saintonge, le futur 82e. Il partit pour l'Amérique avec son nouveau régiment et se distingua pendant le siège de Yorktown où, comme brigadier, il monta la tranchée de deux jours l'un. Aussi fut-il cité comme « un officier du meilleur exemple », et il reçut, le 5 décembre 1781, le brevet de maréchal de camp et, le 19 avril 1782, le gouvernement de Toulon vacant par la mort du prince de Marsan.

Il était, à la veille de la Révolution, inspecteur divisionnaire des troupes à cheval en Flandre (1er avril 1788). La noblesse du bailliage de Metz l'envoya aux États-Généraux. Il n'appartint pas au Comité militaire de la Constituante, mais il se déclara très vivement pour les idées nouvelles; il demanda la suppression de toutes les justices seigneuriales et la liberté absolue du commerce des grains; il proposa de supprimer la gabelle et de remplacer le produit de cet impôt par des assignats sur le clergé, de faire restituer au trésor public tous les dons constatés dans le *Livre rouge*[1]. Après la fuite du roi, l'Assemblée le chargea, ainsi que Chassey et Regnier, de

[1] *Mon.*, 8, 28-31 août 1789 ; 24 et 27 février 1790 ; 16 février 1791.

recevoir le serment des troupes du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges.

Promu lieutenant-général le 6 octobre 1791 et envoyé, sur sa demande, en Alsace, il comptait obtenir un grand commandement. Le dur et impitoyable colonel était devenu le plus indulgent des généraux ; il n'avait pas cessé de rabrouer et de rudoyer les officiers, parfois avec une extrême grossièreté ; mais il flattait et cajolait le soldat[1]. Sa moustache épaisse, énorme, qui l'avait fait surnommer le *général Moustache*, sa mine martiale, ses airs de franchise, ses façons brusques et familières le rendirent bientôt populaire dans l'armée. Il parlait d'abondance, facilement, rapidement, sur un ton assuré, d'une voix forte et sonore. Aux revues, il recevait lui-même chaque bataillon qui se présentait, le faisait former en carré, de manière que tous pussent l'entendre, le haranguait sans préparation, et rarement il répétait à l'un ce qu'il avait dit à l'autre[2].

Bien qu'il se plaignît quelquefois de la goutte et qu'il eût assuré que la campagne de 1792 « avancerait la destruction de sa santé[3] », il était robuste, actif, infatigable ; aux jours de combat on le voyait partout, et il assurait sérieusement que, « même dans les instants de la plus grande dissipation », il avait consacré chaque jour cinq

[1] On le vit même, dans la campagne de 1793, après l'échec de Hochheim, louer la bravoure des troupes qui s'étaient très faiblement comportées.

[2] Note de Marco, reproduite par Legrand (A. G.) ; *Entretien de Custine avec Mandar*, 1793, p. 9 ; Couturier, *Supplément* au rapport de Couturier et de Dentzel, 3 juin 1793, p. 128 ; Lavallette, *Mém.*, 1831, p. 122-123 ; Saint-Cyr, *Mém.*, I, 7, 16, 28. (Il juge toutefois que Custine avait une tournure militaire « un peu grotesque ».)

[3] Custine à Servan, 15 sept. 1792 (A. G.).

ou six heures au travail[1]. Il se levait très tôt et, après avoir expédié toutes ses lettres et fait vers neuf heures un déjeuner composé de viandes froides, il montait à cheval pour visiter les postes; il courait toujours ventre à terre et son escorte avait peine à le suivre. A cinq ou six heures du soir, il rentrait pour dîner et, après le repas, donnait les ordres qui devaient partir dans la nuit ou le lendemain de grand matin. Sa table était recherchée et son vin exquis : il aimait la bonne chère et buvait sec. Aussi, sans jamais s'enivrer et sans que sa raison en fût aucunement altérée, se montrait-il après le souper plus animé, plus bruyant, plus expansif qu'à l'ordinaire. Il n'écrivait jamais, sinon pour signer son nom, ce qu'il faisait, nous dit un officier, plus avec le bras qu'avec les doigts, comme un homme qui n'a jamais tenu une plume. Mais de son chef, sans aide ni collaboration d'aucune sorte, il dictait ses missives et ses rapports; il dictait même deux, trois lettres à la fois, sans cesser d'écouter ce qui se disait dans un coin de la salle, et de prendre part à la conversation[2].

Il se regardait, en effet, comme bon à tout et comme une sorte de César. Financier, orateur, diplomate, général, il était, suivant lui, capable d'une foule d'emplois et presque universel. Il prétendait qu'à l'Assemblée constituante il avait attaqué Necker « au faîte de la gloire » et démontré savamment l'ignorance du contrôleur-général en opérations de finances[3]. Loquace, pérorant volontiers, maniant avec aisance le jargon du jour, parlant un peu à tort et à travers, s'étourdissant de son

[1] Custine à Pache, 20 déc. 1792 (A. G.).
[2] Note de Legrand (A. G.).
[3] Custine à Biron, 14 nov. 1792 (A. G.). Voir son article sur la création de nouveaux assignats, *Mon.*, 24 déc. 1791.

propre verbiage, il se croyait éloquent et s'imaginait que ses discours entraînaient les troupes et suffisaient à remonter leur moral. Comme Dumouriez, il se vantait d'avoir étudié son Europe et tâté des affaires étrangères, d'être politique autant que soldat, de mêler la diplomatie à la guerre, de mener une intrigue tout en faisant son métier de général et, au milieu des combats, de rédiger des mémoires sur les alliances de la France et de donner des avis au ministre des relations extérieures. N'assurait-il pas à la Convention qu'il avait des correspondants qui, par l'adresse et l'intrigue, savaient « se procurer le secret des cours »? En réalité, de même que Dumouriez, Biron, Favier et ceux qui, sous l'ancien régime, avaient pratiqué le *tripot* de Berlin, il n'avait d'autre idée que d'abaisser l'Autriche; comme tous les partisans du système prussien, il crut, après la retraite de Champagne, que Frédéric-Guillaume demanderait l'alliance de la République, se prononcerait contre l'empereur et envahirait la Bohême en la prenant à revers. « Pour être libres, disait-il, il faut détruire la puissance de la maison d'Autriche; sans cette destruction, les souverains coalisés nous entoureront d'intrigues, nous détruiront par des agitations intérieures et, lorsqu'ils nous verront au moment de notre dissolution, ils viendront nous partager [1]. »

Ses connaissances en administration militaire étaient fort étendues, et il savait pourvoir aux besoins de son armée. Il se glorifiait d'avoir trouvé des moyens à la fois économiques et sains pour vêtir et chausser le soldat.

[1] Custine à Pache, 12 oct. (A. G.) et à la Convention, 16 oct. 1792 (*Mon.* du 21); *Plan pour la campagne de 1793* (A. G.). Alfred Rambaud (*Les Français sur le Rhin*, p. 178), le nomme très justement « une sorte de Dumouriez inférieur ».

« Nul objet, disait-il, quelque minutieux qu'il ait pu paraître, n'a été négligé dans mes recherches, et il n'est pas un détail militaire sur lequel je n'aie porté un esprit d'inquisiteur. » Il proposait un nouveau modèle de souliers et de guêtres, une forme plus commode de culotte, d'habit et de chapeau, un sac qui dégageait l'homme de toute entrave, une marmite carrée en forme de bidon. Il voulait que chaque soldat eût une couverture et affirmait que les couvertures diminueraient « plus de la moitié des maladies ». Dans sa sollicitude pour le bien-être de ses troupes, il proférait contre les fournisseurs et les commissaires de violentes menaces, et un jour qu'il demandait au ministre une autre espèce de chevaux de peloton, « ces chevaux, s'écriait il, laissent nos soldats sans tentes, et le plus grand crime qui ait été commis, est celui de l'homme qui les a fournis et celui de l'homme qui les a reçus : de l'arrivée des tentes dépend la santé du soldat, et celui qui fournit des chevaux incapables de les porter est l'assassin de tous ceux qui succombent à l'intempérie ; je déclare que je livrerai à l'opinion publique et à ses terribles effets l'homme infâme qui fera des spéculations sur cet objet ; fournisseurs et contrôleurs seront annoncés dans les papiers publics[1] ! »

Il était brave et se piquait d'une froide intrépidité. « Je suis né assez heureusement, écrivait-il, pour n'avoir jamais ressenti l'impression de la terreur, et même n'avoir jamais connu la sensation de la palpitation ; je dois ces dons à la nature, à une enfance nourrie au milieu des combats et des hasards de la guerre[2]. » Il se disait bon officier de cavalerie ; « rien de si rare, ajou-

[1] Custine à Pache, 6 nov. et 20 déc. 1792 (A. G.).
[2] Custine à Pache, 31 oct. 1792 (A. G.).

tait-il, et ma réputation en cette arme est faite dans l'Europe[1] ». Que de fois il rappela qu'il avait reçu les félicitations du grand Frédéric et guerroyé dans les deux mondes, sous Maurice de Saxe et sous Washington! Que de fois il répéta devant les troupes qu'il était un des plus vieux soldats de l'armée française et par les années de services et par le nombre des campagnes! Il parlait complaisamment de sa pratique du métier et de ses longues réflexions sur les opérations militaires; il connaissait, assurait-il, le duc de Brunswick et le maréchal Lacy, et par suite devinait les plans que les alliés forgeaient contre la France[2]. On doit reconnaître qu'il fit de grands efforts pour établir parmi les troupes républicaines une bonne discipline. Plus hardi que Biron et que Dumouriez, il fusilla les mutins et les pillards. Il racontait volontiers que Laudon avait, de sa propre main, cassé la tête à deux de ses soldats, et par cette exécution sommaire, forcé l'armée autrichienne à changer de chapeau[3].

Toutefois il était médiocre général. Non seulement il n'avait vu que des affaires de poste exécutées par de faibles détachements, et ne possédait pas l'expérience nécessaire au chef d'armée qui combine et entreprend de vastes opérations. Non seulement il n'avait pas le coup d'œil ni l'instinct de la grande stratégie, quoiqu'il prétendît « avoir l'habitude de juger des terrains et assez de goût naturel pour voir de près ». Mais il manquait de sang-froid et, selon le mot de Biron, sa tête s'échauffait

[1] Custine à Pache, 11 février 1793 (A. G.).

[2] Plan pour la campagne de 1793 (A. G.); cf. au chapitre VII ses idées sur le Directoire des achats et son mémoire sur les subsistances de l'armée.

[3] *Mon.*, 29 août 1791.

dans l'exécution. Il avait gardé l'emportement de la jeunesse, et le danger où le jetait son irréflexion achevait de lui ravir sa liberté d'esprit. « Il a trop d'ardeur », disait-on de lui au ministère, et l'appréciation était juste : sans Coquebert de Montbret, son aide-de-camp favori, et surtout sans Houchard, il eût agi bien des fois étourdiment et à l'aveugle ; ce furent eux qui, dans les deux premières campagnes de l'armée du Rhin, le continrent et réprimèrent sa fougue imprudente [1].

Son plus vilain défaut était la vanité ; elle perçait dans tous ses actes et s'étalait naïvement dans ses discours et ses lettres ; furieuse, féroce, implacable, elle ne connaissait pour se satisfaire aucun égard, aucun ménagement. Sans scrupule, sans nul remords, sans le moindre souci de la vérité, Custine dénigrait ses supérieurs et ses égaux, rejetait sur ses inférieurs les fautes qu'il avait commises et les revers qu'il avait causés, embouchait la trompette pour ses propres succès, fussent-ils les plus insignifiants du monde, s'attribuait tout l'honneur des événements, et lâchait dans ses bulletins de telles gasconnades, que ses officiers le qualifiaient entre eux de fanfaron et de charlatan [2]. Il ne souffrait personne au-dessus de lui et voulait commander seul et en chef. Impé-

[1] Custine à Biron, 4 oct. 1792 ; Biron à Servan, 9 sept. (A. G.) ; Saint-Cyr, I, 37 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 186 « kein Feldherrntalent ».

[2] Cf. rapport de Laferrière sur Hochheim, 6 janv. 1793 ; Deprez-Crassier à Bouchotte, 9 mai 1793. « Custine chante de petits succès et laisse ignorer de grandes pertes » ; mot de Clémenceau, rapporté par Legrand, « le succès l'enivrait et la vanité l'étouffait » ; note inédite d'Eickemeyer « il n'était pas scrupuleux pour remplir ses rapports de faussetés » (cf. *Denkw.*, 186-187) ; mémoire de Fr. Wimpffen (A. G.) ; voir aussi *Belagerung der Stadt Mainz.*, 1793, p. 71-72. « Vous ne louez pas aisément vos confrères », lui écrivait Beurnonville le 12 janvier 1793.

rieux, tranchant, persuadé qu'il ne pouvait se tromper, il se cabrait à la moindre contradiction, et la plus légère critique le mettait hors des gonds. « Rien n'était sacré pour lui, rapporte un officier, lorsqu'on s'avisait de contrarier ses ordres ou de lui faire voir ce qu'il n'avait pas prévu. » Aussi tous ceux qui l'entouraient, connaissant son faible et craignant sa colère, lui prodiguaient les compliments et les éloges; ils lui formaient une cour qui ne cessait de vanter ses mérites, de louer toutes ses démarches et de le proclamer un grand homme : la chose allait très loin et l'on eût dit parfois que les flatteurs s'étaient donné le mot pour se moquer du général et le mystifier.

Tel était Custine en 1792. Son orgueil, ses hâbleries, ses emportements, la jalousie qu'il portait à ses camarades, les querelles d'amour-propre qu'il leur suscitait à tout instant, son malheureux penchant de déprécier autrui et de se surfaire soi-même, avaient indisposé contre lui les bureaux et l'opinion. On hésitait à le nommer général d'armée. « C'est un brouillon, écrivaient les jacobins de Strasbourg, il n'a jamais su obéir, et son ambition démesurée, sa conduite sous l'ancien régime, son despotisme habituel sont de puissants motifs de suspicion. »

Néanmoins, dès le commencement de la guerre, il fut chargé d'une expédition. Il y avait alors dans le pays de Porrentruy un détachement autrichien que le prince-évêque de Bâle, membre du corps germanique, avait obtenu de l'empereur pour le protéger contre les partisans de la Révolution. Mais, d'après un traité signé dans l'année 1780, le prince-évêque s'était engagé solennellement à ne jamais permettre aux ennemis de la France l'entrée de son territoire. Les patriotes du Haut-Rhin et

du Doubs réclamèrent l'exécution du traité, et Rengguer, syndic des Etats de Porrentruy, vint à la barre de l'Assemblée législative dénoncer à la fois la tyrannie du prince-évêque et la présence des Impériaux. Custine occupa les gorges de Porrentruy sans trouver de résistance. Mais Ferrier et les jacobins de Belfort et de Huningue lui reprochèrent de n'avoir pas enlevé ni poursuivi la petite troupe autrichienne ; « c'est par sa lenteur, disaient les clubistes de Strasbourg, que 500 Autrichiens ont pu sortir de Porrentruy où il était le maître de les cerner et même de les prendre ». Custine se justifia ; il avait mission de ne pas agir hostilement contre des troupes qu'on pouvait regarder comme impériales, puisqu'elles étaient placées à Porrentruy en vertu d'un ordre de l'Empire ; il ne devait donc, qu' « occuper le matériel du pays sans y porter la guerre. » D'ailleurs n'avait-il pas établi le camp *inattaquable* de Hésingue qui seul, affirmait-il plus tard, « a contenu les Bernois, les Soleuriens et les Bâlois » ? N'avait-il pas fait pour la défense de cette frontière un très bon plan que Victor de Broglie, prétendait-il par la suite, avait supprimé et soustrait aux papiers de l'état-major [1] ?

Mais ce qu'il voulait, c'était une armée, et pour avoir cette armée, il obséda le ministère, durant toute l'année 1792, de projets, de plaintes, de dénonciations. On lui préféra successivement La Morlière, Biron, Dumouriez, Kellermann. Chacune de ces nominations excitait son dépit et sa colère. Il devait seconder le vieux La Morlière et jouer près de lui le rôle que Luckner jouait près de

[1] Luckner à Custine, 3 mai 1792 ; les jacobins de Strasbourg au ministre, 11 juin (A. G.) ; *Mon.*, 16 juin 1792 ; Rec. Aulard, II, 94 ; procès de Custine (*Mon.*, 20 et 23 août 1793) ; plan pour la campagne de 1793 (A. G.).

Rochambeau à l'armée du Nord. Il se plaignit bientôt de la faiblesse de La Morlière et de l'importance que s'attribuait Victor de Broglie; à l'entendre, il n'avait pas assez d'autorité; seul il jugeait sainement la situation; seul il savait quel parti prendre; seul il apaisait les troupes par les « discours les plus pathétiques »; et, si l'on restait sourd à ses avis, il fallait s'attendre à tout. La Morlière, incapable de soutenir le fardeau du commandement, demanda Custine pour successeur; Custine, disait-il, remplissait ses devoirs avec la plus grande distinction, et l'armée ne pouvait être confiée à de meilleures mains. La nomination de Custine fut signée, puis aussitôt annulée. Custine se fâcha; le ministre répondit, pour s'excuser, qu'il avait eu la main forcée et qu'on doit quelquefois céder aux circonstances plutôt qu'à la raison[1].

Ce fut Biron qui remplaça La Morlière. Sur-le-champ Custine écrivit qu'on le nourrissait de couleuvres, qu'on lui donnait de « cruels dégoûts », que Biron n'avait ni ses longs services ni son expérience et s'était fait battre honteusement sous les murs de Mons dans la journée du 29 avril: « Washington et Rochambeau ont jugé en Amérique que Biron devait être à mes ordres, et on vient de proposer le contraire! Je puis assurer que je ne compterai jamais dans ma carrière militaire de journée de Mons! »

On lui donna le commandement de Landau à la place de Martignac qu'on accusait de connivence avec les émigrés. Il avait à peine gagné son poste qu'il se proclamait le sauveur de Landau. « Depuis cinq nuits je ne

[1] La Morlière au ministre, 6 juillet; Custine à Servan et à Lajard, 28 mai, 9 juin, 14 et 16 juillet 1792 (A. G.).

dormais pas et j'étais excédé de fatigue ; jugez quel a été mon étonnement quand, me présentant devant cette ville, je l'ai trouvée démantelée au point que j'y suis entré à cheval par une des brèches des murailles ! » Il assurait qu'on n'avait ni fermé les poternes, ni palissadé les chemins couverts, ni indiqué le lieu de ralliement, ni rien prévu ; mais sans prendre aucun repos, lui, Custine, avait fait murer les poternes, indiquer les lieux de rassemblement, assigner sa place à chacun, poser les pièces d'artillerie ; puis il s'était couché, las et accablé ; à son réveil, les ennemis se trouvaient à quinze cents toises ; il sortit à leur rencontre, les chargea rudement, les mit en fuite [1] !

Il ne cessait en même temps d'afficher son civisme. Un émigré, le baron de Fumel, son ancien ami, lui proposa de livrer la forteresse : « vous resterez lieutenant-général, employé, décoré, et, si vous avez besoin de rétablir vos affaires, vous en aurez les moyens ». Custine fit imprimer la lettre de Fumel en français et en allemand, et la distribua parmi les troupes et dans tout le département du Bas-Rhin [2].

Quelques jours plus tard, on le chargeait de diriger le camp de Soissons. Il se récria. Lui, l'officier-général le plus expérimenté de l'armée, aller à Soissons, dans ce camp inactif, à longue distance de la frontière ! Abandonner le théâtre des combats pour rentrer dans l'intérieur ! S'éloigner des dangers ! Fuir l'ennemi « dont l'as-

[1] *Mon.* du 18 août 1792.

[2] *Mon.*, 18 août. « Vous avez, lui écrivait Clavière le 13 août, donné à vos concitoyens un grand exemple et à la patrie un sûr garant de votre dévouement pour la liberté. » Le Vasseur de la Meurthe communiqua la lettre à la Législative qui l'applaudit avec transports et décréta la mention honorable (Le Vasseur à Custine, 18 août 1792, A. G.).

pect ne l'étonna jamais ! » La municipalité et le club de Landau appuyaient sa requête : Custine avait l'affection des citoyens et de la troupe ; Landau voulait le garder ; « notre cœur ne palpite que pour notre mère la France, et nous verserons avec plaisir notre sang pour la sauver sous le commandement de notre loyal général Custine qui est la terreur des ennemis de la liberté[1] ! »

C'était le 9 août que Landau affirmait ainsi son patriotisme français et sa confiance en Custine. La monarchie s'écroulait le lendemain. Un des premiers actes du Conseil exécutif provisoire fut de laisser à Landau un défenseur que « le vœu général semblait y fixer », et lorsque les commissaires de l'Assemblée législative reçurent le serment de Custine, ils le nommèrent l' « incorruptible »[2]. Du coup, il s'imagina qu'il succéderait à Lafayette fugitif. Dumouriez fut nommé. « Je suis loin, écrivit Custine au ministre, de ne pas croire aux talents de Dumouriez. Mais en ai-je moins montré que lui ? N'êtes-vous pas convaincu que sans les dispositions que j'ai préparées, l'Alsace eût été envahie ? Ai-je moins prouvé de patriotisme, moins d'attachement à la chose publique, et, tout étant égal, une grande ancienneté, une grande expérience, une grande habitude du commandement ne donnent-elles pas des droits[3] ? »

[1] Custine, la municipalité, le club de Landau au ministre, 9 août 1792 (A. G.).

[2] Clavière à Luckner, 11 août, et à Custine, 13 août 1792 (A. G.) ; *Mon.* du 26 août (lettre des commissaires) ; le 17 septembre Custine offrait à la Législative sa décoration de Saint-Louis et celle de Cincinnatus, « ce joujou que Washington n'avait jamais porté et que la France seule connaissait » ; l'unique décoration qu'il ambitionnait, ajoutait-il, c'était le médaillon de la vétérance. (Custine à Servan, 17 sept. A. G.)

[3] Custine à Servan, 24 août 1792 (A. G.).

Huit jours après, Kellermann remplaçait Luckner à l'armée du Centre. Custine, ulcéré, exhala de nouvelles plaintes, protesta contre l' « arbitraire injuste » qu'on exerçait sur lui. « Je le déclare nettement, la nomination de Biron, celle de Dumouriez étaient de grands désagréments ; mais celle de Kellermann est le coup de pied de l'âne, et, pour le recevoir, il faut vouloir, comme je le veux en effet, le succès entier de la Révolution », et il ajoutait : « Quelle folie fera Dumouriez ? Brave sans doute, mais incapable de former ou de suivre un projet ; pas plus d'habitude que Kellermann à manier des troupes. Et Kellermann ! Un homme de cette incapacité ! Quel plan peut-il sortir de sa tête ? Je le vois déjà en Bourgogne, si les ennemis font une marche sur lui [1] ! »

L'aimable Biron s'efforça de l'apaiser et de lui faire rendre justice. Il assura le ministre de la guerre que son lieutenant méritait une satisfaction ; sans doute Custine avait la bile très vive ; mais, après tout, il ne s'affligeait pas sans raison, puisqu'il se voyait préférer dans l'espace de deux mois trois lieutenants-généraux, ses cadets ; on devait donc, pour le consoler et le radoucir, lui donner le commandement des troupes qui campaient à Wissembourg et à Lauterbourg et qui formeraient dorénavant une armée dite armée des Vosges : « Ménagez-le bien, disait Biron, car il est précieux à conserver, et ce serait une perte irréparable. » Le 19 septembre, Custine était nommé général de l'armée des Vosges, à condition de se conformer aux ordres et instructions de Biron [2].

[1] Custine à Servan, 2 sept., et à Biron, 7 et 11 sept. 1792 (A. G.).

[2] Biron à Servan, 25 août et 16 sept. ; Servan à Biron, 7 sept. 1792 (A. G.). Il faut dire ici quelques mots des « *Mémoires posthumes* de Custine, rédigés par un de ses aides-de-camp » (Hambourg et Francfort, 1794). Ils sont évidemment l'œuvre d'un émigré, et non, comme

II. Biron avait de l'esprit, des connaissances militaires, une bravoure à toute épreuve ; mais il joignait à tant de qualités beaucoup d'irrésolution et de nonchalance. Accoutumé aux succès de boudoir, amolli par sa vie de galantes aventures et d'équipées romanesques, il était en outre dégoûté de la guerre depuis l'affaire du 29 avril et hanté par la crainte de hasarder la sûreté de l'Alsace. Il se contenta d'observer le corps autrichien qu'Esterhazy commandait dans le Brisgau et de surveiller inquiètement les cantons suisses. Custine, au contraire, voulait se signaler par une action d'éclat et montrer au grand jour les talents qu'il croyait avoir. « C'est à nous, disait-il, à disposer des faibles moyens qui nous restent, de manière à prouver que nous étions dignes d'être chargés du salut de l'empire [1]. » Il résolut de tenter la fortune sur le flanc ou sur les derrières de

on l'a dit, de Baraguey d'Hilliers, de Coquebert ou de Luchi. L'auteur reproduit dans son livre, pour le gros-sir, trois lettres qu'un émigré aurait écrites à Custine ; cet émigré, c'est lui-même ; il se trahit dans ses trois lettres qui ressemblent par le style et le ton au reste de l'ouvrage. Il avait sans doute connu Custine avant la Révolution et appris sur lui quelques détails ; il a trouvé dans le *Moniteur* les lettres et proclamations qu'il publie ; il savait l'allemand et il a consulté quelques brochures de l'époque, entre autres la justification de Gymnich ; il a su se procurer la copie d'un mémoire de Coquebert sur Mannheim (p. 76-81) ; il insiste sur ce qu'il était facile de connaître et passe légèrement sur les opérations militaires qu'il n'a pu voir de près. Cet émigré a d'ailleurs quelque esprit — l'esprit d'un pamphlétaire — et son style ne manque pas d'aisance ; mais les erreurs qu'il commet, notamment sur le nombre et les mouvements des troupes, prouvent assez qu'il n'a pas suivi Custine, même, comme dit Legrand, en qualité de valet de pied. Son livre est à lire, mais non à citer.

[1] Custine à Biron, 30 août 1792 (A. G.). Il a sur Biron un mot méchant et assez vrai : « bon citoyen que son malheur de Mons a rendu circonspect, mais qui est capable d'un grand travail de cabinet ».

la *grande armée* austro-prussienne qui marchait sur Paris.

Laclos qui régentait à Châlons le maréchal Luckner, méditait alors une diversion semblable et proposait au ministre une campagne dans l'Est. On tirerait du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône, des Vosges 12 000 hommes qui tiendraient garnison dans les forteresses d'Alsace. Dès lors l'armée de Biron et de Custine, comprenant 20,000 soldats de ligne et volontaires nationaux, pourrait se jeter sur les Autrichiens qui se trouvaient à Germersheim ; elle les culbuterait, se saisirait de Philippsbourg où elle laisserait des forces suffisantes et remettrait en état les anciennes fortifications, puis se porterait directement sur Trèves, descendrait la Moselle jusqu'à Coblenz, en brûlant les magasins et établissements militaires, reviendrait sur la rive droite du Rhin par Mayence, attaquerait le fort de Kehl sur ses derrières, et de là marcherait droit sur la Franconie pour y tout désarmer et ne reculer que devant les forces autrichiennes du Brisgau.

Biron et Custine jugèrent le plan de Laclos trop vaste et trop dangereux : c'était, disaient-ils, courir les aventures, s'exposer à d'incalculables périls, abandonner l'Alsace à des volontaires qui ne seraient ni organisés, ni armés, ni vêtus. Il valait mieux, à leur avis, au lieu d'engager cette grosse partie, se diriger aussitôt vers la Sarre, sur Trèves, sur Thionville, couper les communications de l'armée prussienne, détruire ses moyens de subsistance et la forcer à rebrousser chemin. Custine serait chargé de l'expédition ; il aurait un corps de 15,000 hommes « aussi bon et aussi bien outillé que notre misère le permettait » ; il attaquerait les troupes qui lui faisaient face ou simulerait une irruption dans

le Palatinat, puis se rejetterait vers la Moselle pour débloquer Thionville et prendre les Prussiens à revers : « le succès de ce détachement pouvait délivrer la France ». Le ministre Servan approuva le plan de Biron et de Custine. « Une armée, écrivait-il, commandée par un chef intelligent, pourrait, en se plaçant sur le flanc des ennemis et en les privant de leurs vivres, leur causer de grands embarras et les obliger à rétrograder avec promptitude. » Telle était aussi l'idée de Dumouriez qui, vers cette époque, amusait et usait les Prussiens dans leur camp de la Lune. Il priait Biron de détacher de l'armée du Rhin un corps de 15,000 hommes qui marcherait avec la plus grande diligence sur Metz et de là sur Toul et Bar-le-Duc pour intercepter aux Prussiens le chemin de Verdun : « Nous tenons les ennemis, disait-il, et sous quinze jours nous pourrons ruiner leur armée et terminer la guerre [1]. »

Après réflexion, Custine et Biron changèrent d'avis. L'un jugeait l'entreprise trop difficile ; l'autre prétendait qu'il n'aurait plus à sa disposition que huit bataillons de volontaires et qu'il resterait entièrement à découvert contre l'attaque d'un corps autrichien venu du Palatinat ou du Brisgau [2]. Mais Spire n'est qu'à six lieues de Landau et les magasins considérables des Autrichiens n'avaient depuis le 10 septembre d'autre garde que les

[1] Lettre de Luckner à Servan, 15 sept. et notes de Biron ; Custine à Servan, 15 et 17 sept. ; Servan à Custine, 20 sept. ; Dumouriez à Biron, 25 sept. 1792 (A. G.) ; cf. *Retraite de Brunswick*, 123.

[2] Biron à Dumouriez et à Servan, 1er oct. 1792 (A. G.). Il avoue qu'il n'a qu'un mérite dans l'expédition de Custine : « ma constance inébranlable à ne pas changer sa destination, malgré les pressantes invitations de Dumouriez qui voulait que je fasse marcher Custine directement sur Metz ». Cf. sa lettre du 27 sept. à Dumouriez (coll. Deslys, Bibl. Nat. mss.).

2,000 hommes qui formaient le régiment mayençais et 1,000 soldats du bataillon autrichien de Gyulai. Le poste, avoue Esterhazy, « était en l'air », et vainement la bourgeoisie de Spire, justement alarmée, avait prié les Impériaux de déplacer les magasins et de les faire transporter à Ketsch, sur la rive droite du Rhin [1].

Custine crut l'occasion favorable. « Les ennemis, marquait-il à Biron, ont totalement disparu et tous mes émissaires me rapportent qu'il ne reste que quelques centaines de Croates. » Il fallait donc marcher sur Spire, s'emparer des magasins, détruire les fours des Autrichiens et imposer à la ville, c'est-à-dire au Magistrat et au clergé, une contribution. Biron applaudit à ce projet : oui, Custine ferait sur Spire une course plus sûre ; l'expédition, menée entre le Rhin d'un côté, et Landau de l'autre, assurait la tranquillité de la frontière et n'offrait aucun risque ; mais il ne fallait pas la prolonger ; elle ne serait qu'un coup de main rapidement entrepris ; on devait brûler les magasins, puis se retirer sur Landau sans perdre de temps ; Custine imposerait une contribution à l'évêque et au clergé de Spire qui avaient « fait tant de mal » à la France ; mais il « porterait jusqu'à la coquetterie les ménagements pour le peuple » et il « prêcherait d'avance » les soldats, les exhorterait à tenir la meilleure conduite [2].

[1] Vivenot, *Quellen*, II, 246 ; Remling, I, 54-55.

[2] Custine à Biron, et note de Biron, 16 sept. ; Biron à Custine, 17 sept. et à Laclos, 21 sept. 1792 (A. G.). On remarquera ce que pensait Biron de la contribution. « Je crois que l'assemblée en sera fort contente ; mais je ne serais pas non plus très étonné qu'elle la désapprouvât. N'y aurait-il pas un moyen de tout concilier ? Ce serait de ne pas disposer des fonds qui en résulteraient et de se tenir en état de les rendre si l'assemblée jugeait que cela eût quelque avantage politique — ce qui serait un procédé généreux et pas cher. »

L'expédition, approuvée par Servan qui conseillait à Custine de « faire sa pointe avec chaleur [1] », était fixée au 22 septembre. 14,300 hommes devaient y prendre part, et l'adjoint Marco avait les ordres de marche tout prêts dans son bureau et sous clef. Mais la pluie, cette même pluie froide et insalubre qui faisait de l'Argonne un cloaque et transperçait dans leurs bivouacs fangeux les Prussiens grelottants, suspendit le départ de Custine. « Le temps, disait-il, est affreux, abominable ; il a inondé le camp et mouillé horriblement les soldats ; on croirait que les cataractes des cieux sont ouvertes et qu'ils se fondent en eau ; les plaines et les vallons sont tout submergés ; le Rhin est débordé et présente un spectacle effrayant. Se porter en avant, ce serait vouloir remplir nos hôpitaux et rester dans les boues. »

Il ne quitta Landau que le 29 septembre à dix heures du soir. Avant de partir, il avait fait lire à ses troupes une proclamation longue, emphatique, mais chaleureuse, sonore, et qui devait leur donner courage et confiance. Il se présentait comme un guerrier blanchi sous le harnais et assagi par l'expérience, comme un patriote, un défenseur de la liberté et de l'égalité, qui ne reconnaissait d'autre loi que celle de l'assemblée nationale aux « sublimes lumières ». Il jurait de détruire les despotes. Il recommandait la discipline, l'obéissance, la sobriété Les soldats, ses camarades, ses amis, ses frères d'armes, ne devaient ni se livrer à la mollesse, ni se borner à des libations en l'honneur de la liberté ; ils apprendraient à vivre de privations et s'accoutumeraient à la rigueur des saisons ; ils respecteraient les personnes et les propriétés ; ils ne combattraient que les tyrans et leurs

[1] Servan à Custine, 21 sept. 1792 (A. G.).

satellites : « le Français offre d'une main le symbole de la paix et de l'autre plonge ses armes dans le sein de l'oppresseur ! »

Les troupes suivirent le même chemin jusqu'à l'abbaye de Heimbach. Là, elles se divisèrent en trois colonnes. Celle de droite, conduite par Munnier et flanquée par l'avant-garde du colonel Houchard, marcha vers le village de Berghausen. Le centre, commandé par le général de Blou, s'engagea sur la chaussée qui mène droit à Spire. La colonne de gauche, dirigée par Neuvinger, devait traverser des bois et se porter par le Rinkenberger Hof au nord de Spire pour fermer aux ennemis la route de Worms [1].

Les 3,000 soldats qui gardaient Spire et les magasins, avaient pour chef le colonel mayençais Winckelmann. C'était un homme d'esprit aventureux et d'imagination exaltée qui ne rêvait que combats et conquêtes. Il prétendait que les hommes ne devaient être gouvernés que par le fer et le feu, que le pur despotisme était le meilleur des régimes, et, lorsqu'il entendait les mots de liberté et de droits de l'homme, il tombait dans des accès de rage.

[1] *Ordre de bataille* des troupes marchant sur Spire. *Colonne de gauche*, commandée par Neuvinger. *Avant-garde* (Lafarelle) : 7e chasseurs à cheval, 4e bat. des Vosges, 9e et 19e rég. de cavalerie ; *1re brigade* (d'Arlandes) : deux pièces de 8 à la tête ; 13e rég., 4e Jura, 46e rég., 1er Vosges (suivis de six pièces de 8, de quatre obusiers de bataille et de leurs approvisionnements) ; 2e *brigade* (Isambert) : 93e rég., 3e Rhône-et-Loire, 36e rég., 2e Haut-Rhin. — *Colonne du centre*, commandée par de Blou ; 5e *brigade :* 5e bat. de grenadiers, 3e rég. inf., 82e rég., 57e rég., 3e Vosges (ces troupes munies de leurs canons de bataille et d'un caisson pour deux pièces, outre deux obusiers de 6 pouces et quatre canons de 8). — *Colonne de droite*, commandée par Munnier : *avant-garde* (Houchard) : 2e chasseurs à cheval, 1er bat. de grenadiers volontaires, 2e cavalerie ; *détachement* (colonel Beaujeu), 2e Jura, 2e de l'Ain, 2e caval. ; *4e brigade :* un bat. de grenadiers, 32e rég., 2e Haute-Saône, 82e rég., 3e Jura.

Il demandait qu'on établît dans tous les états des tribunaux militaires d'inquisition qui auraient pouvoir d'arrêter et de pendre les patriotes sans autre forme de procès. Il avait fait un plan pour brûler Paris sans qu'il fût possible aux jacobins de s'échapper. Ce fanatisme ne déplaisait pas à la cour de Mayence et avait valu son commandement à Winckelmann[1].

Depuis quelques jours le colonel prévoyait l'attaque de Custine ; mais, dans sa folle présomption, et sans même songer aux moyens d'assurer sa retraite, sans donner d'instructions à ses officiers, il déclara qu'il attendrait les ennemis, quel que fût leur nombre, et qu'il se moquait de la canaille française. Le 29 septembre, au soir, un paysan de Berghausen l'avertit de l'approche des ennemis : Custine avait si mal gardé le secret que le matin même les femmes de Landau, en plein marché, s'entretenaient de l'expédition. Winckelmann avait encore le temps de se retirer par le Rehbach sur Worms et Mannheim ou de se jeter dans Mayence. Il aima mieux se défendre. Le lendemain, à neuf heures du matin, lorsque la colonne du centre, commandée par le général de Blou, déboucha près de la chapelle de la Vierge, elle trouva les Austro-Mayençais rangés en ordre de bataille, la droite appuyée à l'escarpement qui domine la porte de Worms, la gauche se prolongeant vers des jardins entourés de fortes haies. Les grenadiers qui formaient l'avant-garde de cette colonne, reculèrent, non sans désordre ; mais les officiers, entre autres l'intrépide Vidalot-Dusirat, coururent en avant et rappelèrent les soldats qui se déployèrent aussitôt en tirailleurs.

Bientôt arriva la colonne de droite conduite par Mun-

[1] Eickemeyer, *Denkw.*, 112.

nier. Le colonel Houchard refoula la cavalerie autrichienne dans la ville ; puis, lorsqu'elle sortit de Spire par une porte opposée, il la cerna et la força de se rendre.

Enfin, la colonne de gauche, que menait Neuvinger, parut à son tour. Elle avait fait un grand circuit et perdu trois heures en poussant des reconnaissances contre quelques piquets de uhlans qui se retiraient sur Worms. Custine se trouvait à cette colonne qui ne devait jouer d'abord qu'un rôle d'observation. Mais de Blou, chargé de la principale attaque, avait commis sottises sur sottises depuis son départ de Landau. Le général en chef changea sa destination personnelle et résolut de prendre à l'action une part décisive. Pour mieux faire rejaillir sur lui tout l'éclat de la journée et enlever le succès par la puissance de son artillerie, il appela près de lui, durant la marche, tous les canons de la colonne du centre.

A peine arrivé, Custine mit ses pièces en batterie. Mais les artilleurs manquaient d'expérience ; ils calculèrent mal leur distance, tâtonnèrent longtemps avant de trouver un emplacement convenable, et lorsqu'ils furent à portée de l'adversaire, environ à 800 mètres, ils avaient épuisé presque toutes leurs cartouches. Enfin, Custine fit occuper un pli de terrain qui découvrait et dominait toute la ligne austro-mayençaise. Dès les premiers boulets qui tombèrent au milieu de ses troupes, Winckelmann ordonna la retraite et rentra précipitamment dans la ville.

Custine voulait enfoncer les portes par le canon. Mais, comptant sur l'ardeur française, il n'hésita pas à commander l'assaut. Les soldats brisèrent les portes à coups de hache. Un aide-de-camp de Biron, André de Rutan,

entra le premier dans Spire. Des Autrichiens l'entourèrent en criant : *prisonnier ! prisonnier !* Rutan piqua des deux : « Comment ! un aide-de-camp français prisonnier ! » ; il leva son sabre, fendit le crâne à un officier, renversa trois soldats qui tentaient de l'arrêter et regagna sa troupe sous une grêle de balles. On devait le surnommer le *héros de Spire,* et Biron lui fit don d'une dragonne tricolore pour lui marquer son estime [1].

Cependant un vif combat s'engageait dans les rues de Spire. Les Autrichiens s'arrêtaient au milieu de la ville et tiraient par les fenêtres des maisons. Les Français, épouvantés [2], prenaient la fuite. Mais Custine place en tête de la colonne d'attaque deux pièces de huit et des obusiers. Il exhorte les soldats, les accable de reproches et d'injures, les frappe du plat de son épée et parvient, non sans une peine extrême, à les arrêter et à les rallier derrière l'artillerie. Winckelmann quitta Spire avec tous ses canons et ses caissons de munitions et se dirigea vers le Rhin par la plaine de Rheinhausen. Il croyait trouver des barques qui le porteraient à l'autre bord. Mais dès le commencement de l'action les bateliers avaient pris le large, et ni prières ni promesses ne purent les décider à regagner la rive gauche. Les Austro-Mayençais longèrent tristement la berge. Le Rhin avait dé-

[1] *Mon.* du 22 oct. 1792. Cf. sur André de Rutan Me Elliot, *Mém.*, 1861, p. 124 et sur sa sœur Charlotte l'art. de D. Mathieu (*Annales de l'Est*, 1889, no 2). Rutan, disait Biron : « est leste, intelligent, bien monté, et parle bien allemand ».

[2] « Un peu étonnés », dit Custine dans la relation officielle, mais dans sa lettre du 4 octobre à Biron, il avoue que ses hommes ne sont pas toujours faciles à diriger et qu'il a dû « redresser un moment de terreur ». Cf. le « mémoire sur Custine par un témoin oculaire » (*Journal de la Montagne*, 8 juillet 1793, « une troupe nouvellement levée s'effraie et fuit »).

bordé ; ils s'enfoncèrent jusqu'aux genoux dans des marais ; une quarantaine qui tentèrent de passer le fleuve à la nage se noyèrent. Pressés comme dans un cul-de-sac, entre le Rhin infranchissable et l'ennemi qui venait de tous côtés, ils mirent bas les armes à huit heures du soir. Ce fut Clarke, le futur ministre de l'Empire, alors chef d'escadron au 2e régiment de cavalerie, qui porta la sommation. Les Français ne purent s'emparer des canons que Winckelmann avait embourbés ou jetés dans le Rhin ; mais ils prirent cinq drapeaux qui furent offerts à la Convention. L'assemblée fit suspendre ces trophées aux voûtes de la salle de ses séances [1].

III. La prise de Spire était un succès brillant et, selon l'expression de Dumouriez, digne du bon temps des armées françaises. Custine avait mené l'opération avec vigueur et, pour emprunter un de ses mots favoris, avec nerf. Il se donna le ridicule d'écrire à Paris qu'à la fin de la journée il mourait de lassitude parce qu'il était resté vingt-deux heures à cheval sans mettre pied à terre. Mais il prodigua sa personne et montra le courage d'un simple grenadier ; comme dit Gay de Vernon, à cette époque et à la tête de troupes novices et soupçonneuses, un général devait donner l'exemple presque aussi souvent que la direction [2].

[1] Cf. sur le combat de Spire, *Mon.*, 5 et 7 oct. 1792 ; Remling, I, 62-68 ; *Oest. milit. Zeitschrift*, 1813, p. 105-107, et surtout Custine à Biron, 2 et 4 oct. (A. G.).

[2] Dumouriez à Biron, 6 oct. 1792 (Ternaux, *Terreur*, IV, 560) ; Gay de Vernon, *Custine et Houchard*, p. 55. Un témoin oculaire reproche toutefois, et avec justesse, à Custine de ne pas s'être emparé à temps de la Porte-Blanche et d'avoir mis quelque mollesse dans la poursuite des ennemis (*Journal de la Montagne*, 8 juillet 1793).

Il devait même, à l'occasion, user d'une effrayante sévérité. Custine se vantait d'avoir apaisé la fureur des soldats: « dans une ville emportée de vive force, il ne s'est pas commis une seule action dont ils aient à rougir », et Condorcet célébrait après lui cette armée républicaine « assez maîtresse de son courage, assez supérieure à ses ressentiments pour épargner les soldats et les habitants, respectant les personnes et les propriétés, et ne souillant la victoire d'aucun crime ni d'aucune injustice[1] ».

Il fallut bientôt en rabattre et chanter la palinodie. Custine avait, après le combat, laissé toute l'armée entrer et s'entasser dans Spire. Les rues furent encombrées, obstruées, et, au milieu de cette confusion extrême, le service des distributions devint impossible. Les soldats, en quête de vivres, couraient de tous côtés. Ceux-ci forçaient les portes des boulangeries, des boucheries, des auberges ; ceux-là pénétraient dans les caves où le vin coulait à flots et leur montait jusqu'à la cheville ; d'autres emportaient de grosses bottes de paille pour bivouaquer sur le pavé. Les cavaliers et les chasseurs laissaient leurs chevaux à qui voulait les prendre. Les prisonniers restaient abandonnés sur la place, puis à minuit étaient enfermés pêle-mêle dans la cathédrale. Des patrouilles allaient, venaient et s'efforçaient vainement de rétablir l'ordre. Il semblait qu'on n'eût pas prévu la victoire ou du moins qu'on eût oublié les précautions qui devaient la suivre[2].

[1] *Chronique de Paris*, 5 octobre 1792.

[2] *Belag.*, 19-20 ; Remling, I, 69 ; déposition d'un chirurgien au procès de Custine (*Mon.*, 29 août 1793) ; *Journal de la Montagne*, 8 juillet 1793 ; notes de Legrand (A. G.) : « Une partie de l'armée, car il faut dire le mot, et non quelques individus, s'est livrée au plus abominable pillage. »

Le 1er octobre, au matin, des mauvais sujets mirent à sac les maisons des chanoines. Custine fit battre la générale et l'armée alla camper sur la route de Worms. Trois bataillons demeuraient à Spire pour former la garnison de la ville; ils recommencèrent le pillage dans la soirée; à force d'exhortations et de prières, Custine les arrêta. Mais dans la matinée du lendemain, une compagnie de grenadiers volontaires[1], conduite par son capitaine et deux sergents, envahit les boutiques des horlogers, les églises et les couvents; elle brisa les vases sacrés; elle emporta l'argenterie, les habits, le linge. Custine, enflammé de colère, rassembla la garnison, la mena dans une petite plaine près de la porte du Bas-Rhin, et là, formant le carré, il somma les soldats de dénoncer les instigateurs du pillage. On désigna le capitaine et les deux sergents. Ces trois hommes furent arrêtés, on les fouilla, on trouva sur eux des pièces d'argenterie qui prouvaient leur délit. La loi ordonnait de les traduire devant une cour martiale; Custine les fit sur-le-champ fusiller par leur propre bataillon; « il n'y avait pas d'autre moyen, écrivait-il, d'arrêter le désordre et de sauver l'honneur du nom français ». Ce terrible exemple produisit une bonne impression. L'armée entière l'approuva, et durant quelques jours les soldats de Custine campèrent au milieu des vignes et des vergers sans cueillir les fruits qu'ils voyaient à portée de leurs mains[2].

[1] Dièche, le futur général, alors capitaine au 3e régiment d'infanterie, dit que cette compagnie appartenait au 2e bataillon du Haut-Rhin (*Journal de la Montagne*, 18 juillet 1793).

[2] Cf. Forster, VIII, 231. Fouquier-Tinville reprocha plus tard à Custine cette *fusillade de Spire* (*Mon.*, 18 août 1793); Laveaux ne cesse de la rappeler dans son *Journal de la Montagne*; Couturier

Les habitants de Spire, se souvenant de l'embrasement du Palatinat, avaient d'abord gardé le silence sur le passage des vainqueurs qui leur criaient inutilement *Vive la nation :* « L'histoire de 1689, disait l'un d'eux quatre mois auparavant, nous apprend comment les Français en ont usé avec Spire et malgré toutes les belles promesses, il faut attendre un semblable traitement des gardes nationales et des bandes de brigands qui se sont signalées à Avignon et dans leur patrie même par le meurtre, l'incendie et la dévastation. » Ils reconnurent que la discipline française était quelquefois aussi ferme que la discipline autrichienne. Partout, dans ces premiers jours de l'invasion française, les populations faisaient l'éloge de nos soldats. Les paysans qui transportaient le fourrage, étaient payés exactement, « avec la plus grande magnificence », et prônaient la loyauté de Custine. « On ne croit plus, écrivait-on à Paris, que les Français soient si cannibales. Nous traitons les habitants avec égard ; nous ne prenons rien qu'en payant et nous donnons une belle idée de nos émigrés qui ont fait ici des banqueroutes et nous ont calomniés ; nous caressons le peuple, nous y trouvons des frères que nous chérissons, nous n'en voulons qu'aux princes et aux prêtres[1]. »

On s'efforça de gagner non seulement les habitants,

et Dentzel disent dans leur *Rapport* (du 3 juin 1793, p. 128 et 131) que le général tenait peu de cas de la vie des hommes et qu'il les faisait fusiller arbitrairement « comme des lièvres ». Custine se justifia. (*Mon.*, 19 et 24 août 1793.)

[1] *Mon.*, 19 oct. 1792 (lettres de Worms et de Carlsruhe ; *Patriote français*, 11 oct. ; *Mon.*, 10 oct. (lettre de Berthelmy à Brival) ; Klein, 36-37 ; *Belag.*, 20-21 ; Remling, I, 34 ; note de Legrand (« dans les commencements surtout on payait bien et en numéraire ») ; Biron à Custine, 1er oct. (A. G.).

mais les prisonniers qu'on venait de faire. Officiers, cadets, chirurgiens, furent renvoyés sous promesse de ne plus servir dans la guerre présente. Le général de Blou les accompagna jusqu'au bac de Rheinhausen. Tous, de retour dans leurs foyers, vantèrent la bienveillance de leurs adversaires et, en prenant congé de Custine, Winckelmann et le baron de Diettrich, colonel du bataillon de Gyulai, l'assurèrent de la reconnaissance que leur inspiraient cette « générosité », cette « noblesse », cette « grandeur d'âme digne de vrais héros [1] ».

Les sous-officiers et les soldats [2] furent dirigés sur Landau, et de là sur Langres et Besançon. Ils arrivèrent à Strasbourg le 4 octobre. Les Mayençais, jeunes pour la plupart, avaient bonne mine et bonne tenue ; ce sont, disait Biron, « des hommes superbes qui montrent la meilleure volonté, les plus beaux que j'ai vus de ma vie, bien disciplinés, bien dressés, et presque tous disposés à entrer au service de la République ». Les Autrichiens, Hongrois et Croates, mal vêtus, tristes, ne comprenant ni l'allemand ni le français, craignaient d'être pendus et, à Landau, avaient refusé les rafraîchissements qu'on leur offrait. Les Strasbourgeois leur firent un accueil inespéré. Les musiques des régiments allèrent à leur rencontre pour leur souhaiter la bienvenue. Les dames de la ville donnèrent des vêtements aux femmes qui les

[1] Winckelmann et Diettrich à Custine, 2 oct. 1792 (A. G.). Mais Prudhomme (*Révol. de Paris*, n° 170, p. 112) fit un crime à Custine d'avoir renvoyé les officiers, et non les soldats : « Nous ne voyons dans cette mesure qu'une grande aristocratie et une prédilection pour les gentillâtres. Quelle lâcheté dans un républicain d'aimer les nobles et de croire à leur parole ! Custine, Custine, tu as la tache originelle !... »

[2] Au nombre de 2,546 : 1,451 Mayençais, 782 hommes de Gyulai, 90 cavaliers, 55 canonniers et 168 soldats de divers régiments.

accompagnaient. Puis, après une petite promenade dans les rues, ils furent conduits à la Finckmatt où ils trouvèrent des tentes pour les abriter ; les marmites étaient sur le feu ; ils mangèrent la soupe chaude, et, tout émus de cette réception cordiale, ils criaient *Vive la nation !* On leur donna des souliers et du tabac ; on leur fournit des plumes, du papier, de la cire pour écrire à leurs familles, et leurs lettres, déposées en leur présence dans deux bidons, furent portées à la poste par des gardes nationaux de Strasbourg et des sergents de la troupe mayençaise. « Jugez, mandait-on à Paris, si ces attentions feront bon effet [1]. »

Vingt-cinq Mayençais, pères de famille, avaient été relâchés à la prière de leur compatriote Dorsch, vicaire épiscopal. On les combla de prévenances. Dorsch leur dit la messe. Les jacobins les invitèrent à la séance allemande de leur société, firent une collecte en leur faveur, leur donnèrent le souper et le lit. « Leurs concitoyens, disait Biron, n'apprendront pas, sans en être profondément émus, de quelle manière la République française sait traiter ses ennemis. » Mais lorsque ces braves gens, dûment endoctrinés et munis de brochures patriotiques,

[1] Biron au ministre, 5 et 6 oct. 1792 (A. G.) ; *Mon.*, 12 et 16 oct. (lettres de Strasbourg). On fit aux prisonniers le même accueil à Colmar (*Mon.*, 21 oct.) et à Haguenau (*Argos*, 9 oct., p. 231-232). « Si l'électeur de Mayence, disait Euloge Schneider, avait vu comment l'auteur de l'*Argus* auquel il voudrait tant crever les yeux, s'appliquait à héberger les deux tiers prisonniers de son armée archiépiscopale, il aurait regretté d'avoir autrefois interdit ses écrits et fait la chasse à sa personne. Ainsi changent les temps. » (Cf. Bouvier, *Les Vosges pendant la révol.*, 1885, p. 162.) A la même époque le Mayençais Aaron Homberg, arrêté à Paris et accusé de complicité avec les voleurs du Garde-Meuble, était déclaré innocent. Roland le renvoya à Mayence avec une indemnité de 400 livres ; « un homme ne devait pas quitter la terre des hommes libres, ayant à se plaindre de vexations de la part de leur gouvernement » (*Mon.*, 23 oct.).

rentrèrent à Mayence, lorsqu'ils parlèrent des bons procédés des Français, lorsqu'ils contèrent qu'on les avait « portés sur les mains » et accueillis en frères, le gouverneur les envoya tenir garnison à Koenigstein : « on aurait mieux fait, s'écriait-il, de vous donner des coups de bâton. » Les officiers délivrés par Custine eurent ordre de se taire sur les événements. Le chancelier Albini auquel on rapportait la conduite humaine des patriotes et leur discipline exemplaire, répondait avec colère : « J'aimerais mieux apprendre qu'ils pillent et ravagent tout le pays [1] ! »

Pour mieux faire connaître à l'Allemagne la générosité française, Beauharnais rédigea au nom des prisonniers une lettre qui fut imprimée et tirée à plusieurs milliers d'exemplaires. Il l'avait intitulée : « *Les prisonniers autrichiens et mayençais à leurs compatriotes* », mais le public la nomma par abréviation l'*Adresse aux Germains*. On y lisait les phrases suivantes : « Nous comptions trouver en France des brigands, des hommes furieux, avides de nos dépouilles et altérés de notre sang. Nous avons trouvé un accueil obligeant, des sentiments tendres qui substituaient à l'inquiétude la confiance et la sécurité. Dans cette ville heureuse de Strasbourg où l'on vante tant la liberté, à force de bienfaits l'on nous a empêchés de la regretter. Ici, tous sont égaux et libres ; la loi établit des distinctions passagères, seulement pour l'exercice momentané des fonctions publiques auxquelles tous ont un droit égal de prétendre. Ce sont les principes de la nature qu'ils professent. O vous, compatriotes, revenez comme nous de votre erreur ; apprenez

[1] Forster, VI, 389, et VIII, 231 ; Biron au ministre, 7 oct. (A. G.) ; *Courrier des départ.* et *Mon.*, 15 et 16 oct. 1792 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 124-125.

que cette guerre est la querelle des rois contre les peuples[1] ! »

IV. Maître de Spire, Custine poussa sur Philippsbourg et sur Worms. Le 5 octobre, le chef des chasseurs de Saône-et-Loire, Schwardin, détaché en partisan, traversa le Rhin, entra dans Philippsbourg sans trouver de résistance et s'empara des magasins autrichiens. C'était cet héroïque Schwardin qui devait périr le 19 septembre 1793 à Torfou pour sauver l'armée. Il avait la tournure aimable, les façons gracieuses et presque timides, mais, nous raconte Kléber, avec cet air de jeune fille, c'était un lion dès le premier coup de feu. « Prends, lui dit Kléber, une compagnie de grenadiers, arrête l'ennemi et fais-toi tuer. » — « Oui, mon général », répondit simplement Schwardin. Il remit sa montre et son portefeuille à son domestique, arrêta l'ennemi et se fit tuer[2].

Pendant que Schwardin se saisissait de Philippsbourg, le maréchal de camp Neuvinger s'établissait à Worms. C'était, avec Houchard, le lieutenant préféré de Custine; il a, écrivait ce dernier, « exécuté, dans la journée de Spire, les dispositions de l'infanterie avec ce sang-froid et cette tranquillité d'âme qui assurent les plus grands succès ». Neuvinger avait ordre de tirer 400,000 livres du prince-évêque, 200,000 du grand-chapitre, 600,000 de la ville, en tout 1,200,000 livres. « La

[1] *Mon.* et *Courrier des départ.*, 19 oct. 1792.

[2] *Journal de l'armée*, 5 oct. 1792 (A. G.). Cf. sur Philippsbourg à cette époque Vivenot, *Herzog Albrecht von Sachsen-Teschen*, 1866, II, p. 9 et, sur Schwardin, les *Souvenirs* du comte de Contades, 1885, XXXII-XXXIII ; Gay de Vernon, 59 ; Beauchamp, *Hist. des guerres de la Vendée*, 1807, I, 331. Le 24 novembre 1792, Schwardin arrêtait sur la Moselle, près de Trarbach, un bateau chargé de Prussiens (*Mainzer Zeitung*, 26 et 29 nov. 1792). Il assista l'année suivante au siège de Mayence.

protection trop marquée, disait Custine, dont cet évêque, ce chapitre, cette ville ont honoré les émigrés, ne laissait aucun doute sur leurs sentiments envers la France », et il ordonnait à Neuvinger d' « employer le fer et le feu » et de « détruire les propriétés » pour obtenir la contribution. Neuvinger entra dans Worms sans aucune difficulté. Il y trouva des tentes en grand nombre et un magasin considérable de blé, de seigle et d'avoine. Il exigea des habitants la contribution fixée par Custine. « Je ne leur laisse, mandait-il, que vingt-quatre heures. On cherche à perdre du temps; je presse, je menace on pleure, on gémit; je reste inexorable. » Mais on lui remontra qu'il serait injuste et impolitique de demander 600 000 livres au Magistrat de la ville. Ce Magistrat, disait Rühl à la Convention, « à trois ou quatre petits marchands détailleurs près, se compose d'honnêtes tailleurs et cordonniers qui, lorsqu'ils n'ont pas de quoi occuper le tranchet et l'aiguille, manient la bêche et le hoyau, et n ont que de très chétives propriétés ». Sur un nouvel ordre de Custine, le Magistrat ou Conseil des Treize dut payer sur ses propres deniers 300,000 livres En revanche, les quatre collégiales furent taxées à 30,000 livres, le couvent de Marienmünster à 400.0 0, et les autres couvents de Worms, à 150.000 [1].

Dans le même temps, Custine imposait le clergé de Spire: le prince-évêque devait payer dans les vingt-quatre heures 100,000 thalers; le chapitre de la cathédrale 50,0 0 thalers; les deux couvents de religieuses, 2,100 florins [2].

[1] Custine à Neuvinger, 3 et 5 oct., et à Biron, 5 oct.; Neuvinger à Custine, 4 et 5 oct [A. G.]; Berthelmy à Brival, 5 oct. 1792 (*Mon.* du 10), *Belag.*, 25; Klein, 45; Remling, I, 80-82; Rühl à la Convention, 29 oct. 1792 [A. N. c. 241].

[2] Remling I, 72-73.

V. Custine pouvait marcher droit sur Mayence. La ville aurait ouvert ses portes sans résistance : habitants et soldats étaient atterrés ; les remparts n'avaient pas encore leurs canons ; la garnison ne se composait que d'invalides, de conscrits et de troupes envoyées par des petits princes de l'Empire. Il n'y pensa pas. Déjà, le 6 octobre, sur le bruit qu'on avait vu des Croates, son armée recevait l'ordre de coucher tout habillée et de se tenir prête à marcher. On apprenait le jour suivant que ces Croates n'avaient été aperçus que par des visionnaires [1]. Mais le surlendemain, Custine se disposait à regagner la frontière française.

Il croyait que le comte d'Erbach arrivait à marches forcées au secours de l'archevèque-électeur de Mayence. « M. d'Erbach, écrivait-il à Biron, a reçu l'ordre de venir couvrir Worms et Mayence avec un corps de 12,000 hommes. » Il craignait que le Palatin ne rompît soudainement la neutralité promise. Enfin, il était persuadé que le landgrave de Hesse-Darmstadt réunissait des troupes pour venir à sa rencontre.

Il se trompait. Le comte d'Erbach n'avait pas quitté la région de la Moselle.

L'électeur palatin, sur une sommation des ministres de Prusse et d'Autriche, avait enjoint à l'envoyé français de quitter ses états dans le plus court délai. Mais il avait en même temps informé M. d'Assigny qu'il souhaitait de rester le bon voisin et l'ami de la France. Il défendait aux émigrés, quels qu'ils fussent, de séjourner dans le Palatinat. Ses fonctionnaires ne cessaient de susciter des difficultés aux patrouilles mayençaises ; les hussards de

[1] *Journal de l'armée* (A. G.) ; Eickemeyer, *Denkw.*, 144 ; Custine à Biron et à Neuvinger, 5 oct. 1792 (A. G.).

l'archevêque-électeur ne pouvaient aller en reconnaissance à travers le territoire palatin sans une réquisition préalable, et lorsqu'un détachement, chargé par Winckelmann d'escorter au-delà du Rhin la caisse militaire, les ambulances et les bagages, se présenta dans la nuit du 2 octobre aux portes de Mannheim, le commandant de la ville refusa de le recevoir et ne lui permit de passer le Neckar que le lendemain, à sept heures du matin, sous condition de payer le péage [1].

Quant au landgrave de Hesse-Darmstadt, Louis X, ancien colonel du 94e régiment d'infanterie, ci-devant Royal Hesse-Darmstadt, il avait montré la haine la plus violente contre la France révolutionnaire et supplié la diète de Ratisbonne de lui faire rendre ses biens et privilèges en Alsace ; mais l'irruption soudaine de Custine avait radouci son langage et comprimé ses mauvaises intentions [2].

Le général Moustache pouvait donc aller de l'avant. Mais une grave nouvelle mit le comble à ses frayeurs. Les Prussiens arrivaient ! En réalité, ils étaient bien loin, et ceux qui s'approchaient n'existaient que dans l'imagination d'un maréchal-des-logis, du nom de Riel, qui recrutait dans le pays pour le compte de la Prusse. Ce Riel s'était mis en campagne avec un domestique du baron de Stein ; il avait couru les villages, de Guntersblum et d'Osthofen jusqu'à Worms, et commandé partout

[1] D'Assigny à Le Brun, 18, 22, 27 sept. et 18 oct. 1792 (A. E.) ; *Belag.*, 16-17 ; Gymnich, *Beschreibung der Festung Mainz*, 65 ; Klein, 52-53 ; Remling, I, 81.

[2] Le landgrave possédait en Alsace le comté de Hanau-Lichtenberg, c'est-à-dire les bailliages de Bouxwiller, Ingwiller, Pfaffenhoffen, Brumath, Wolfisheim, Westhofen, Wörth, Hatten, Offendorf et Kutzenhausen [cf. *Beschreibung des Elsasses*, 1782, p. 237-249, et Spach, *Œuvres choisies*, 1867, tome III, p. 339-377].

les vivres et le logis pour 25,000 Prussiens[1]. Custine accepta bonnement cette fausse nouvelle, et, sur-le-champ, sans même tourner la tête vers Mayence, sans même penser que la ville fût prenable, il rebroussa chemin. Le 8 octobre, il faisait reconnaître un camp à Edesheim, entre Neustadt et Landau, à égale distance de ces deux villes ; le 9, il donnait l'ordre de partir ; le 10, son armée s'éloignait en trois colonnes ; le 11, elle campait à Edesheim.

Le départ des Français fut aussi brusque que l'avait été leur apparition. On ne prit pas le temps de lever entièrement la contribution de Worms. Onze otages, dont quatre magistrats, le syndic de la cathédrale, les prieurs des Dominicains et des Carmelites, deux religieuses, furent emmenés à Landau[2]. Neuvinger brûla les magasins de Spire qu'on n'avait pu vider encore, et Schwardin, les bateaux du Rhin qu'on avait rassemblés à Philippsbourg.

En quittant le théâtre de ses faciles exploits, Custine adressa deux proclamations aux citoyens de Spire et de Worms. Il disait aux habitants de Worms qu'il leur avait imposé une contribution pour « faire retomber les dépenses de la guerre sur les hommes qui s'étaient déclarés ouvertement en faveur des émigrés » ; « la lutte actuelle, ajoutait-il, est dirigée contre ces usurpateurs de pouvoirs, et non contre les peuples ; vos magistrats doivent seuls porter la contribution. » Il assurait les habitants de Spire qu'il n'était venu que pour chasser les satellites des despotes ; aussi voulait-il, en partant,

[1] Cf. tous les ouvrages du temps, *Belag.*, 26 ; *Darstellung der Revolution in Mainz*, 29 ; Eickemeyer, *Denkw.*, etc.

[2] *Mon.*, 19 oct. 1792 ; Klein, 46, Remling, I, 83 ; *Journal de l'armée* (A. G.) ; ces otages furent relâchés le 22 novembre suivant.

indemniser la ville des dommages qu'elle avait éprouvés « dans le désordre inséparable de la confusion et de la chaleur d'une armée nombreuse qui vient d'emporter une ville de vive force ». Il remettait donc entre les mains du trésorier de l'armée, à Landau, une somme de 5,000 florins qui serait distribuée aux *citoyens indigents*. « J'ai cru, mandait il au président de la Convention, seconder le vœu de la nation entière en ne laissant aucun infortuné gémir de nos avantages ; mon objet a été de voir bénir le nom français par tous les peuples dont notre constitution doit achever le bonheur[1]. »

Il emportait de cette expédition 800,000 livres en numéraire[2], 362 tonneaux de farine, 12,726 sacs de seigle, d'espiote et d'avoine, 1,927 bottes de foin, 1,500 tentes ou effets de campement, 12 tonnes, ballots ou caisses renfermant des chemises, des pantalons et des souliers.

[1] *Mon.*, 14 oct. 1792.

[2]

Évêque de Spire	300.000 l.	
Clergé de Spire	150.000	
Dominicains	5.236	
Carmes	5.236	
Augustins	5 236	
Grand chapitre de Saint-Germain	12.000	
Chapitre de Saint-Guidon	8.000	
Chapitre de la Toussaint	8.000	
Dames de Sainte-Claire	5.236	
Chapitre de Worms	95.965 l.	4.3
Récollets de Spire	6.000	
Dames de Sainte-Magdelaine	4.830	
Religieuses bernardines de Worms	56.283 l.	17.6
Grand chapitre de Worms	104.034 l.	15.9
Les quatre chapitres et le Magistrat de Worms	165.835 l.	18 8

Cf. l'état signé par Pierre Blanchard (*Mon.*, 14 oct.) et par le ci-devant payeur titulaire, 20 nov. 1792 (A. G.).

CHAPITRE III

MAYENCE

I. Terreur de l'Allemagne. — Fuite de l'électeur de Mayence. — Détresse de la place. — Albini et le baron de Stein. — La panique du 5 octobre. — La garnison. — II. Retour de Custine. — Daniel Stamm. — Les Français devant Mayence. — Sommations. — Capitulation. — Entrée des sans-culottes. — III. La trahison d'Eickemeyer.

I. Si peu dangereuse qu'elle eût été, l'*expédition Custine*[1] fut célébrée en France comme une des plus grandes prouesses du siècle. Les Prussiens n'avaient pas encore évacué la Champagne ni rendu Verdun et Longwy. La Savoie avait été conquise sans résistance, sans effusion de sang. La prise de Spire était le premier fait de guerre qui se produisait sur le territoire ennemi. Elle passa donc pour une action merveilleuse et presque unique. Le colonel Champeaux, qui portait la nouvelle à Paris, se vit retardé dans toutes les villes qu'il traversait, par une population ivre de joie. A Nancy, le maire, la municipalité, la foule, battant des mains, criaient : *Vive Custine*,

[1] On disait alors *l'expédition Custine* plutôt que l'expédition de Custine, *l'armée Kellermann*, *l'armée Dumouriez*.

vive le défenseur de la liberté ! Le 6 octobre, Champeaux présentait à la Convention les premiers drapeaux qu'une armée républicaine eût enlevés aux ennemis, et, comme disaient les gazettes du temps, l'aigle impériale paraissait à la barre. Le colonel prononça quelques mots : Custine avait marqué ses premiers pas en Allemagne par une victoire ; aimé et craint à la fois de ses soldats, il ne remettrait l'épée au fourreau qu'après avoir écrasé les despotes ! L'assemblée éclata en applaudissements, et, comme les habitants de la Lorraine et de l'Alsace, cria *Vive Custine, vive le brave général !* Danton, montant à la tribune pour saluer cette belle entrée de jeu, prophétisa que le vainqueur de Spire porterait la guerre dans le cœur de l'Empire. « De toutes les parties de la salle, mandait Le Vasseur de la Meurthe à Custine, s'est élevé un cri de joie unanime pour consacrer votre gloire ; d'un seul coup vous avez vaincu et les ennemis de la France et les vôtres personnels. » L'enthousiasme était universel. Lorsque, dans la soirée du 6 octobre, Champeaux se rendait au théâtre, les acteurs lui chantaient en l'honneur de Custine un couplet que le public redemandait trois fois. La prise de Worms excita la même allégresse, les mêmes transports. « Custine, écrivait un soldat, a donné ordre au maréchal de camp Neuvinger d'aller prendre Worms ; Neuvinger a rempli sa mission. » Et les journaux qui reproduisaient le billet exaltaient ce style fier, noble et laconique, le style des républicains [1].

[1] *Mon.*, 7 et 15 oct. 1792 ; Le Vasseur de la Meurthe et le colonel Champeaux à Custine, 4 et 7 oct. (A. G.) ; mot de Clémencet « la journée de Spire fit la plus grande sensation » et de Saint-Cyr, I, 17, « Custine, le premier, a fait goûter aux Français le plaisir de la victoire ».

En Allemagne, l'événement produisit l'émotion la plus vive. De tous les points de la frontière, les correspondants des journaux annonçaient que cette triomphale arrivée des Français frappait de terreur tous les princes et principicules. « Quel tapage elle fait, mandait-on de Cologne, et quelle frayeur elle répand ! » Le margrave de Bade se rendit aussitôt à Rastatt et envoya d'abord à Pforzheim, puis à Ulm, ses enfants, ses archives et ses bijoux. « Tout le margraviat, écrivait-on de Carlsruhe, est en fuite et l'on ne voit sur les chemins qu'hommes et effets. » Les bruits les plus absurdes couraient dans les électorats. Les nationaux, disait-on, avaient amené 80 canons à Worms sur la place du marché ; ils étaient environ 30,000, et, plus on avançait dans l'intérieur du pays, plus s'enflait leur nombre : ils étaient à Francfort, 50 000 ; à Würzbourg 80,000 ; à Darmstadt, 100 000, dont 20,000 traversaient la Bergstrasse pendant que le reste marchait sur Mayence. Le Rhin, depuis si longtemps inanimé et comme désert, se couvrit de bateaux grands et petits qui descendaient vers Coblentz. Les fugitifs payaient des sommes enormes. Le voyage de Mayence à Cologne coûtait, non plus sept florins, mais trente, quarante, cinquante carolins[1]

Nulle part l'épouvante causée par cette « désastreuse bagarre[2] » ne fut aussi grande qu'à Mayence. « Depuis six jours, écrivait Caroline Böhmer le 6 octobre, nous attendons une invasion des Français[3]. » La petite armée

[1] *Mon.*, 16, 19, 20, 22 oct. ; *Patriote français*, 11 et 22 oct. 1792 ; Journal de Meier (*Erdmannsdörffer*, I, 505-507) ; Eickemeyer, *Denkw.*, 114-115 ; Forster, VI, 230 ; *Gesch. der franz. Erober. und Revol. am Rheinstrom*, 1794 p. 39.

[2] Vivenot *Vertrauliche Briefe von Thugut*, 1874, tome I, p. 4.

[3] Waitz, *Caroline*, 1871, I, 105.

électorale n'existait plus et la place semblait sans défense. Elle avait deux enceintes : l'une, intérieure ; l'autre, extérieure. Mais si l'enceinte extérieure, composée de forts palissadés fermés à la gorge, pourvus de réduits, reliés les uns aux autres par une ligne de redans, pouvait soutenir un siège et braver un assaut, l'enceinte intérieure avait été considérablement négligée. On trouvait encore dans les fossés des débris et des pans de murs qui dataient du bombardement de 1689. D'autres servaient de viviers aux carpes de l'électeur. D'autres s'étaient transformés en vergers et en potagers. Dans plusieurs endroits, le gouverneur avait planté des vignes qui lui donnaient chaque année quatre-vingts muids de vin. Il n'avait pas l'accès de certaines parties de la fortification que l'administration des finances s'était réservées, et il devait demander au chef jardinier de la cour la clef des ouvrages où se trouvaient les arbres fruitiers. Frédéric-Charles d'Erthal fit même démolir la redoute de la Chartreuse, entre le fort Saint-Charles et le Rhin, pour y créer des jardins anglais. Puis, lorsque s'enflamma la croisade austro-prussienne, il ordonna de mettre la forteresse en état de défense et vendit à l'administration de la guerre des palissades tirées de ses propres bois du Spessart. Mais, au mois de juillet, et comme si le manifeste de Brunswick écartait tout danger, les travaux furent suspendus [1].

Aussi, lorsqu'éclata dans Mayence, comme un coup de tonnerre, la nouvelle que Spire était pris d'assaut, la noblesse, le clergé, la plupart des professeurs de l'Université, les émigrés, les femmes de ceux qui suivaient le prince de Condé dans le Brisgau et les frères du roi en

[1] Eickemeyer, *Denkw.*, 104 ; Klein, 12-13 ; Keim, *Die Uebergabe von Mainz* (Preuss. Jahrb., XLIV, 2, p. 189).

Champagne se hâtèrent de s'enfuir avec leurs meubles, leurs fûts de vin et tout ce qu'ils avaient de plus précieux. On eût dit que les Français étaient aux portes de la ville. La route de Francfort s'encombra d'équipages et de véhicules de toute sorte, carrosses, chaises, phaétons, wiskis, carrioles, charrettes Les gens qui ne pouvaient trouver ni cheval, ni voiture, ni barque, gagnèrent à pied le Rheingau et les pays voisins de Nassau et de Hesse. Plus de 200,000 florins passèrent dans les mains des charretiers et des bateliers [1].

L'électeur séjournait alors à Aschaffenbourg. Il arriva le 3 octobre à Mayence ; mais il ne voulait pas « exposer au feu l'oint du Seigneur » et il partit le lendemain soir pour Würzbourg, après avoir nommé *statthalters* ou gouverneurs le doyen de la cathédrale, baron de Fechenbach, et le chancelier Albini ; il avait, dit-on, fait gratter les armoiries sur le carrosse qui l'emportait [2].

Albini était un homme énergique et vigoureux qui devait, en 1799, organiser avec succès le *landsturm* dans le pays de Mayence [3]. Il tenta de ranimer les courages. Il rassembla les corporations et la bourgeoisie à l'Hôtel-de-Ville, les nomma ses « chers frères », leur annonça le danger imminent, les pria de se défendre de toutes leurs forces contre l'agresseur, leur remontra que s'ils livraient la place aux Français, l'Allemagne entière, qui la regardait comme la clef de l'Empire, essaierait de la reprendre, de même que près de cent années auparavant, elle l'avait reprise au marquis d'Huxelles.

[1] *Belag.*, 29-32 ; Forster, VI, 383-384 ; Eickemeyer, *Denkw*, 115.
[2] *Courrier des départ.*, 28 oct. 1792 ; Forster, VIII, 224.
[3] Cf. sur Albini le *Mainzer Landsturms Almanach*, 1800, p. 66-68, et Rothenbücher, *Der Kurmainzer Landsturm in den Jahren 1799 und 1800*, 1878, p. 4, 18, 106 (« der Errichter und Oberbefehlshaber des Landsturms »).

Mais l'électeur avait donné l'exemple de la fuite ; il envoyait ses archives à Aschaffenbourg et son argenterie à Dusseldorf. Comme lui, le Chapitre faisait transporter à Dusseldorf le trésor de la cathédrale, les mitres, les chasubles brodées de perles et de diamants, les crosses, les ornements des autels, les images des saints. Albini lui-même, dans l'instant où il tenait aux bourgeois cet éloquent discours, expédiait ses bagages sur l'autre rive du Rhin. Deux médecins seulement restaient à Mayence. Dans la rue qu'habitait Forster, toutes les maisons étaient vides, excepté deux, dont la sienne [1].

On sollicita des secours de tous côtés, et vingt-six courriers partirent le 5 octobre pour demander des renforts aux états des cercles. Mais les uns ne répondirent pas et les autres s'excusèrent.

La ville libre de Francfort-sur-le-Mein refusa douze canons et une compagnie d'artilleurs.

Intimidé par une lettre de Custine qui le sommait de faire jeter dans le Rhin, en présence de commissaires français, les entrepôts autrichiens de Mannheim, le ministre de l'électeur palatin, Oberndorff, jurait que la ville ne renfermait aucun magasin et promettait de garder la neutralité la plus exacte, la plus impartiale et la plus rigoureuse [2].

Le duc de Deux-Ponts, d'ailleurs trop petit seigneur pour donner à la France une ombre d'appréhension, remerciait Custine de respecter son territoire avec une « attention rigide » et, comme disait Desportes, « duc, ministres, sous-ministres étaient aux ordres de la

[1] Forster, VI, 373, et 383-385, VIII, 230 ; *Darst.*, 27.

[2] Lettre de Custine à Oberndorff, 4 oct. (*Patriote français*, 14 oct.), et d'Oberndorff à Custine, 6 et 7 oct. 1792 (A. G.).

France; quand nous éternuerons, tout le duché s'écriera : *Dieu vous bénisse*[1] ! »

Le landgrave de Hesse-Darmstadt, Louis X, avait hérité de son père, Louis IX, une petite armée qui faisait l'admiration du militaire par la beauté de ses soldats, tous nerveux et fortement charpentés. Les officiers français venaient exprès de Strasbourg, de Landau et de Fort-Louis pour assister aux manœuvres du régiment que Louis IX entretenait dans sa résidence de Pirmasens et qui passait pour un modèle de discipline, d'économie et de bonne conduite. Darmstadt était une sorte de Potsdam où l'on ne voyait que des casernes et des champs d'exercices. Le landgrave pouvait donc jeter 3,000 hommes dans Mayence et sauver la ville. Il leur ordonna de se retirer à Giessen, hors de portée des envahisseurs, et il enjoignit à ses baillis de ne donner aux Français aucun sujet de plainte et de leur fournir, contre paiement, tout ce qu'ils demanderaient ; ils avaient ménagé ses possessions d'Alsace et il ne voulait pas se brouiller avec eux. « Cet imbécile là, s'écriait Catherine II, reste neutre contre les Français dans sa propre cause ! Lui et sa troupe meurent de peur à Giessen ; voilà un digne héros du temps où nous vivons, et l'on ne peut rencontrer qu'en Allemagne des modèles de déraisonnement pareil ![2] »

[1] Desportes à Le Brun, 16 et 21 oct. 1792 (A. E.).

[2] Riesbeck, *Voyage en Allemagne*, 1788, III, 197-198 ; Louis X à ses baillis, 5 oct. et 3 nov. 1792 (A. G.) « lorsque quelques troupes françaises apparaîtront, ne les recevez point d'une manière hostile; nous-même avons tâché de retirer notre militaire pour assurer autant que possible la propriété de nos fidèles sujets en cas de quelque invasion » ; *Lettres* de Catherine II à Grimm, 1788, p. 580 ; cf. une note inédite d'Eickemeyer (A. G. « c'était lâcheté, rien que lâcheté qui le détermina à se retirer à Giessen. »)

La diète de Ratisbonne décida le 8 octobre de fournir sans retard des secours aux Etats en péril. Mais on savait ce que valaient de semblables décisions et quelle était la lenteur des armements. L'Empire, avait dit Brissot, n'est qu'un fantôme. « Les cercles vont se lever ! mandait Desportes à Paris, *sous un an au plus tard* vos expéditions Custine seront contrariées, même arrêtées par les plus redoutables troupes de l'Empire ![1] »

Esterhazy était à Fribourg en Brisgau avec 7,000 hommes On lui dépêcha plusieurs messagers, entre autres le valet de chambre de l'électeur. Mais Esterhazy, dit Bouillé, était un homme plus que médiocre : il craignait une « double attaque » ; il voyait déja les Français que Ferrier commandait à Huningue, violer la neutralité du territoire de Bâle et pénétrer dans le Brisgau par Rheinfelden. Vainement Condé et Bouillé lui remontraient qu'il était impossible de garder quarante lieues d'étendue, et lui conseillaient de prendre l'offensive, de défendre la rive droite du Rhin, non pas en la bordant, mais en passant sur la rive gauche. Esterhazy refusait d'écouter les émigrés et se plaignait de leur « inconséquence » et de leur « agitation » qui le jetaient sans cesse dans de cruels embarras. Il se contenta d'envoyer sur Stollhofen un régiment de dragons et quatre bataillons d'infanterie en leur recommandant de ne pas s'exposer et de ne pousser en avant que des partis de cavalerie. Il somma la régence de Mannheim de faire marcher des troupes sans attendre les ordres de l'électeur palatin Il pria le landgrave de Hesse-Darmstadt de placer ses trois mille hommes a Philippsbourg. Mais lui-même restait a Fribourg pour réunir plus aisément ses « petites

[1] Desportes à Le Brun, 19 oct. 1792 (A. E.) ; Aulard, *La soc. des Jacobins*, II, 624.

forces » ; il se trouvait, disait-il, dans une triste position, et son corps d'armée était « faible et dépourvu de tout ». Déjà partaient de Fribourg la chancellerie et les caisses publiques ; déjà s'éloignait la régence ; tout le monde fuyait en Souabe, en Suisse, plus loin encore [1].

Albini, abandonné de tous, résolut pourtant de tenir ferme. Les soldats s'établirent dans les ouvrages extérieurs. Les bourgeois montèrent la garde aux portes et sur les places. Deux à trois cents paysans furent appelés des villages voisins pour manier la bêche et rouler la brouette à raison de vingt-quatre kreuzer par journée. On éleva deux nouveaux remparts ; on fit tomber sous la hache une allée d'arbres au-dessus de la Favorite ; on barra la route de Weisenau par des abatis. L'arsenal fournit des fusils aux habitants qui voulurent s'armer.

Le résident de Prusse à Mayence, le baron de Stein, secondait Albini de tout son pouvoir. C'était lui qui, dans l'intérêt de la défense, avait conseillé d'éloigner l'archevêque-électeur [2]. Il insérait dans la *Gazette de Mayence* des nouvelles rassurantes, parlait de prochains renforts, prétendait que Dumouriez avait essuyé des revers dans les Pays-Bas, et, à la tête d'un corps de francs-tireurs qu'il avait composé des chasseurs, piqueurs et autres domestiques de la noblesse mayençaise, il faisait des reconnaissances sur la rive du Rhin jusqu'à Nierstein [3].

Mais le découragement s'était emparé des esprits. Le 5 octobre, un hussard mayençais s'enivrait dans une auberge de Nackenheim et y menait grand tapage. Les

[1] Bouillé, *Mém.*, 342 ; Vivenot, *Quellen*, II, 247-248 ; R(omain), II, 244 ; D(esfours), 31.
[2] Sybel, I, 583.
[3] Forster, VI, 386.

gens du lieu, fatigués de cet hôte importun, imaginèrent de lui faire peur, et, soudainement, annoncèrent l'approche des Français. Aussitôt, sans demander son reste, le hussard enfourcha sa monture, courut à Mayence et traversa les rues au galop en criant à tue-tête : « Voilà l'ennemi ! » Il communiqua sa panique à toute la ville. Le canon d'alarme fut tiré. Les généraux se rendirent à leur poste. Les bourgeois gagnèrent les remparts. Cinquante à soixante soldats de Nassau-Weilbourg, affolés, déclarèrent à leur chef qu'ils n'avaient pas envie de se faire tuer pour l'électeur de Mayence : ils ouvrirent la porte dont ils avaient la garde, et prirent le chemin de leur pays. Leur prince les renvoya : ils revinrent, reçurent la bastonnade et servirent dans l'intérieur de la ville ; mais leur nom devint un sobriquet ; tout fuyard s'appela désormais un Nassau-Weilbourg [1].

Un conseil de guerre s'était assemblé le même jour. Il se composait du gouverneur Gymnich, des généraux de Faber et de Rüdt, des principaux commandants, des officiers du génie et de l'artillerie. Mais tous les membres de ce conseil étaient éperdus, aveuglés par la terreur [2]. Le gouverneur Gymnich, en même temps général en chef des forces mayençaises, et revêtu de ce double emploi depuis 1779, n'avait qu'un très mince savoir et manquait de caractère. Un instant disgracié, craignant de retomber en défaveur, s'efforçant de plaire à tous et de ne blesser personne, courtisan et non plus militaire, il se trouvait sans force et sans courage contre un péril imprévu. « S'il eût été plus ferme, dit un officier français, nous ne serions pas entrés dans la place [3]. » On

[1] *Dørst.*, 26-27 ; Forster, VI, 389 ; VIII, 225 et 229.
[2] « Keiner hat Kopf » (Forster, lettre du 6 oct. 1792, VIII, 225).
[3] Mot de Clémencet, rapporté par Legrand (A. G.).

l'avait vu, depuis la déclaration de guerre, chevaucher tous les jours jusqu'aux portes, mettre pied à terre, s'asseoir à une longue table et de sa propre main payer leur salaire aux ouvriers des fortifications ; il n'avait pas fait autre chose [1].

Le personnage le plus remarquable du conseil, le seul qui gardait son sang froid et joignait l'énergie au talent, le seul en qui le faible Gymnich mettait sa confiance, était Rodolphe Eickemeyer ingénieur, lieutenant-colonel du génie, professeur de mathématiques à l'Université et directeur des travaux hydrauliques dans l'électorat de Mayence et l'évêché de Worms. Il avait fait à Paris d'excellentes études et suivi les cours de La Caille, de l'abbé Marie, de Sigaud de La Fond, de Rouelle. Chargé, l'année précédente, de dresser un plan de défense de la place, il avait proposé, avec l'approbation de deux ingénieurs de l'armée de Condé, les travaux les plus urgents. Ses *Mémoires* témoignent d'une vive intelligence et d'un esprit sagace [2].

Eickemeyer déclara dans ce conseil de guerre du 5 octobre qu'il fallait défendre les dehors de la place et que les forts et les lignes retranchées tiendraient longtemps

[1] *Beschreib.*, 83.

[2] Il naquit le 11 mars 1753 à Mayence où son père était colonel du génie et fut successivement enseigne d'artillerie ou *Stückjunker* (2 juillet 1770), sous-lieutenant d'artillerie (30 juin 1774), premier lieutenant du génie (13 mars 1775), capitaine du génie (4 janvier 1784), major du génie (3 janvier 1786), lieutenant-colonel du génie (juin 1792). Il avait servi en 1790 et en 1791 dans les troupes d'Empire qui faisaient la guerre aux insurgents du pays de Liège, et publié quelques mémoires scientifiques ; quatre de ses travaux avaient été couronnés par diverses académies (cf. ses *Denkwürdigkeiten*, p. 24 et 97). Léopold Bleibtreu auteur d'un bon ouvrage sur l'histoire de Neuwied pendant la Révolution, a vu Eickemeyer avant la reddition de Mayence, et le juge « ein talentvoller Mann mit schönem Vorkommen. » (*Denkw. aus den Kriegsbegeb. bei Neuwied.* 1834, p. 144.)

contre une attaque de l'ennemi : abandonner les ouvrages extérieurs à l'assaillant, c'était lui permettre de bombarder de près l'enceinte intérieure en partie dominée par les forts, c'était lui faciliter l'assaut, c'était rendre la capitulation inévitable. Le général de Faber répondit qu'il était inutile de se maintenir dans les ouvrages extérieurs et qu'on devait restreindre la défense au corps de la place en se servant de tous ses canons contre l'assiégeant. La majorité l'approuva. Mais, à ce moment, le hussard ivre qui venait de Nackenheim annonçait l'approche des Français. Gymnich leva sur-le-champ la séance. « Allons au vote ! dit-il, faut-il défendre les ouvrages extérieurs ? » — Tout le conseil répondit qu'il fallait les quitter.

Le lieutenant-colonel Eickemeyer était resté seul de son avis. Il fut mandé, ainsi que le général de Faber, chez les statthalters Fechenbach et Albini. Ces deux personnages déclarèrent que la résolution du conseil de guerre leur paraissait dangereuse, et Albini, prenant Eickemeyer à part, l'assura qu'on estimait ses connaissances et sa fermeté ; « je vous donne ma parole, ajoutait-il, que sous peu l'électeur vous nommera général. » Eickemeyer répondit qu'il n'avait pas besoin de cette promesse pour faire son devoir [1].

On sut bientôt que les Français avaient détalé. Les alarmes se dissipèrent. Quelques fugitifs rentrèrent dans Mayence. Albini fit néanmoins continuer les travaux de la place. Il obtint de petits renforts : un escadron de hussards d'Esterhazy et 800 soldats autrichiens qui sortaient des hôpitaux et se rendaient dans les Pays-Bas. Il essaya de redonner du cœur aux habitants par des pro-

[1] Eickemeyer, *Denkw.*, 120.

clamations. Tout bourgeois atteint d'une blessure qui le mettrait hors d'état de gagner sa vie, recevrait annuellement cent florins sur la cassette de l'électeur ; s'il mourait de sa blessure, sa femme et ses enfants toucheraient la même pension jusqu'à ce que le plus jeune enfant eût atteint sa douzième année. Si la ville était bombardée, Frédéric-Charles d'Erthal paierait la moitié des dommages. Tous les anciens soldats durent concourir à la défense et l'on promit de les bien nourrir et de leur payer une solde de deux florins par semaine. On craignait les espions : tout habitant qui désirait loger un étranger plus de vingt-quatre heures, dut demander la permission aux statthalters [1].

La garnison comprenait dès lors 2,882 hommes de troupes régulières : 1,080 Autrichiens, 1,211 Mayençais et 591 soldats de l'évêché de Worms, de l'abbaye de Fulde, de Nassau-Orange, de Nassau-Weilbourg et de Nassau-Usingen. A ces troupes de ligne dont un tiers n'avait pas encore déchiré de cartouche, s'ajoutait une sorte de garde nationale levée en hâte et peu sérieuse : une soixantaine de francs-tireurs réunis par le baron de Stein, une trentaine d'anciens soldats, 200 paysans du Rheingau, une compagnie d'étudiants en droit, 700 artisans et ouvriers, 1,500 bourgeois [2].

Mais la prise de Spire et la défaite des Prussiens en Champagne avaient démoralisé les soldats et surtout les officiers. On passait de la fanfaronnade à la consternation. Après avoir parlé des Français avec un extrême dédain, on les regardait comme des foudres de guerre et l'on ne se croyait pas à l'abri derrière des murs de revê-

[1] *Darst.*, 69-70.

[2] La garnison, soldats et bourgeois, s'élevait en tout à 5,780 hommes.

tement d'une hauteur de trente-deux pieds. On ne demandait pas ce qu'il fallait faire pour se défendre ; il semblait que la reddition de la place fût chose convenue, et l'on ne discourait que de la retraite, des moyens de l'opérer, de la direction qu'elle prendrait. Bientôt on murmura, on s'indigna, on déclara tout haut qu'il était insensé de résister, avec si peu de monde, à toute l'armée française [1].

184 canons et 9 obusiers garnissaient les remparts et les forts extérieurs. C'était assez pour résister à un coup de main et repousser un envahisseur qui ne pouvait traîner avec lui un appareil de siège. Mais il y avait plus de pièces que d'artilleurs, et pour renforcer les 63 canonniers de profession et les 39 bourgeois inexpérimentés qui tiraient le canon aux jours de fête et dans les cérémonies publiques, il fallut leur adjoindre, en guise de servants, 145 menuisiers et 100 serruriers. Un ingénieur et trois officiers d'artillerie, Denis, Nexon, Prevost et Romain, envoyés par le prince de Condé, vinrent de Fribourg offrir leurs services au baron de Gymnich. Ils avaient couru pendant toute la nuit et rencontré sur leur route des patrouilles allemandes, plus transies de frayeur que de froid, tapies contre les haies, et qui ne répondaient qu'à voix basse, tant elles croyaient l'ennemi près de leurs épaules Ils furent arrêtés aux portes de Mayence, malgré leurs cocardes blanches, sous prétexte qu'ils étaient Français et que les meilleurs ne valaient pas grand'chose. On les mena chez Gymnich qui les retint à dîner ; mais, rapporte un des officiers, « nous remarquâmes dans la conversation de ces messieurs beaucoup d'embarras et d'incertitude ». Finale-

[1] Eickemeyer, *Denkw.*, 117.

ment, de peur d'exciter la jalousie et l'inquiétude de la bourgeoisie, Gymnich les fit conduire à Hochheim, dans une maison de l'électeur, et, lorsque l'ennemi parut, il les pria de partir : « Nous nous trouvons, leur écrivait-il, dans une position si déplorable que nous avons tout à craindre ; ne perdez pas un instant pour vous éloigner d'ici [1]. »

II. Pendant ce temps, Custine était revenu de son émoi. Dès le 12 octobre, il roulait dans son esprit inquiet de nouveaux et vastes desseins. Il connaissait l'échec des Prussiens dans l'Argonne, et lui-même prétendait immodestement être le premier auteur de Valmy, parce qu'un certain jour il avait écrit au ministre qu'on ferait bien de défendre la rivière d'Aire ; « je m'estime heureux, disait-il, que l'exécution de cette mesure ait produit le salut de la patrie ». Mais les Français, victorieux de toutes parts, ne pourraient-ils hiverner sur le Rhin et sur la Moselle? Pendant que Dumouriez et Kellermann envahiraient, l'un, la Flandre, l'autre, le pays de Trèves, ne pourrait-il, lui, Custine, s'emparer de Mayence [2] ?

A peine de retour a Edesheim, il apprenait, en effet, non sans confusion, qu'il avait reculé devant des ennemis qui n'existaient pas. Houchard lui mandait qu'un espion, envoyé a Spire et à Germersheim, n'avait vu personne sur la rive gauche du Rhin, et l'officier du génie Clémencet, chargé d'explorer en avant de Neustadt la vallée du Speierbach, rentrait au bout de trois jours en

[1] R(omain), II, 245-248 ; Gymnich, *Beschreib.*, 74 ; « ce furent les bourgeois, nous dit Eickemeyer dans une note inédite, qui forcèrent le gouvernement à les renvoyer ; les émigrés s'étaient attiré la haine des Allemands par leur conduite insolente ».

[2] Custine à Pache, 12 oct. 1792 (A. G.).

annonçant que, depuis un mois, pas un Autrichien n'avait paru dans la contrée. Custine, enhardi, fit ce qu'il aurait pu faire quelques jours plus tôt : il marcha sur Mayence. Il imitait, a dit un contemporain, le petit oiseau qui « sort du nid, saute sur la branche voisine, puis revient au nid, puis saute de nouveau et se risque plus loin[1] ».

Il était encouragé dans son dessein par des Allemands, amis de la Révolution française, non seulement par Dorsch, vicaire épiscopal de Strasbourg, mais par Böhmer et Wedekind. Böhmer, professeur au gymnase luthérien de Worms, s'était offert a Custine dès la prise de Spire. Le médecin Wedekind sortit de Mayence le 18 octobre, sous prétexte de soigner une malade du voisinage, et vint au-devant des Français. Custine s'attacha ces deux personnages; il fit de Böhmer son trucheman ; il nomma Wedekind médecin de l'hôpital militaire ; dès le 24 octobre, l'un et l'autre recevaient du général un traitement provisoire de cinq cents livres par mois. Il fallait, disait Custine, « indemniser ces deux hommes vertueux des grands sacrifices qu'ils avaient faits ». Ne s'étaient-ils pas « dépouillés de leur chaire et de leur état » ? Ne s'étaient-ils pas « condamnés à la proscription pour avoir professé publiquement nos principes[2] » ?

Custine n'ignorait donc pas qu'il y avait à Mayence un groupe d'hommes hostiles au gouvernement de l'électeur

[1] *Journal de l'armée;* Houchard à Custine, 14 oct. 1792 (A. G.) ; (Girtanner), *Die Franzosen am Rheinstrom*, 1793, p 5.

[2] Custine au president de la Convention, 24 oct. 1792 (A. G.) ; cf. *Darst.*, 42. On retrouvera Dorsch, Böhmer et Wedekind dans le volume suivant. L'auteur de la *G sch. der franz. Erober.* (p. 55) remarque ingenieusement et peut-être avec vérite que Wedekind devait connaitre mieux que personne, par son ami Eickemeyer, la faiblesse de la place.

et attachés aux principes nouveaux. On avait vendu le 5 octobre des cocardes tricolores dans la rue des Cordonniers. Quelques professeurs de l'Université, comme Hofmann et Metternich, ne cachaient pas l'enthousiasme que leur inspirait la Révolution française. Ils appartenaient au *Cabinet littéraire*, où on lisait à haute voix, au milieu des bravos, les gazettes de Paris. Aussi, le 13 octobre, les statthalters avaient-ils défendu aux membres de la société, sous les peines les plus sévères, d'accueillir par des applaudissements et des marques bruyantes d'adhésion la lecture des journaux français « qui ne prêchaient qu'une malheureuse révolte [1] ».

Mais l'Alsacien Daniel Stamm fut le principal instigateur de l'entreprise. Ce Stamm, secrétaire des Jacobins de Strasbourg et guide à l'armée du Rhin, avait prononcé, le 20 septembre au club, un discours sur les devoirs des soldats qui combattent pour la liberté. Custine le remarqua, le prit en goût. Il lui confia d'abord le soin de sa cave — Stamm était fils d'un tonnelier d'Epfig — et le nomma par plaisanterie son grand bibliothécaire [2]; puis il lui fit contresigner sa proclamation aux habitants de Worms. C'était, disait-il, « un bon républicain, brusque, franc, un de ces hommes durs et sévères comme il faut en opposer aux solliciteurs ». D'ailleurs Stamm savait très bien l'allemand; il ne manquait ni de hardiesse ni d'habileté; il avait accompagné Schwardin dans l'expédition de Philippsbourg et, le 18 octobre, en traversant Nackenheim avec l'armée, il harangua très adroitement les paysans et sut leur commenter les droits de l'homme. Stamm se rendit secrètement à Mayence. C'est à lui que

[1] Forster, VIII, 225; *Darst.*, 34-35 et 70-71; *Ueber die Verfassung von Mainz*, 1792, p. 11.
[2] Note de Legrand (A. G.).

Custine fait allusion, lorsqu'il parle d'émissaires qui bravent la mort pour assurer ses succès; j'ai trouvé, écrit-il avec son emphase coutumière, « des citoyens zélés pour la chose publique et assez dévoués à la patrie pour s'exposer avec transport au supplice, et j'ai su me procurer par l'intelligence et l'audace du jeune Stamm, la connaissance précise des points qui avaient été négligés dans la place ». En réalité, l'espion, qui se donnait pour marchand de vin, n'alla qu'à Weisenau, à une demi-lieue de Mayence[1]. Mais il en vit assez pour rapporter que la route n'offrait aucun obstacle, que la prise de Spire avait jeté l'effroi dans les cœurs, que les partisans de la Révolution se montraient et que ses ennemis s'éloignaient en toute hâte, qu'une poignée

[1] Eickemeyer, *Denkw.*, 126, et *Denkschrift*, 83 (il dit que Stamm avait deux compagnons). Cf. *Darst.*, 36 (qui prétend faussement que Stamm est entré à Mayence avec Böhmer et Houchard), et *Gesch. der franz. Erober.*, 54 (qui assure pareillement que Stamm pénétra dans Mayence, ainsi que Böhmer, avec un passeport palatin). Hofmann déclare, au procès de Custine (*Mon.*, 29 août 1793) que Stamm « entretenait des correspondances avec un chanoine de Mayence » (serait-ce Ch. Falciola ?). Un curieux témoignage est celui d'un habitant de Worms, P... (Pistorius ?) qui s'attribue tout l'honneur de l'entreprise. Un jour, il voit arriver chez lui deux hommes, l'un, capitaine de la garde nationale de Landau, l'autre, Stamm, qui lui proposent de les accompagner à Mayence. Il accepte. Mais, aux environs de la ville, les deux Français perdent courage et décident d'attendre P... dans un village voisin. « Leur proposition me fit d'autant plus de plaisir que leur présence aurait pu me trahir et peut-être me coûter la vie. J'entrai seul à Mayence où il ne me fut pas difficile de reconnaître les dispositions militaires puisque... J'allai ensuite faire visite à nos amis, et c'est de l'un d'eux que j'appris les bonnes dispositions des habitants. Après avoir resté trois heures à Mayence, je me mis en route pour rejoindre mes compagnons de voyage que je trouvai à Kirchheim. Je leur communiquai tous les renseignements. Aussitôt Stamm fut les communiquer à Custine, comme s'il eût été lui-même à Mayence. Custine le crut. » (*Journal de la Montagne*, 6 juillet 1793.)

d'hommes sans consistance et sans bravoure formait la garnison de la ville. Aussi Custine demandait-il pour Stamm le grade de capitaine aide-de-camp : la République, disait-il, devait reconnaître les talents et le zèle de ce citoyen, et récompenser le service qu'il avait rendu [1].

Sûr, comme il disait, du nombre de troupes qui tenait garnison à Mayence et « instruit des moyens d'attaque », quoiqu'il n'eût d'autre carte qu'un mauvais plan gravé vers le milieu du siècle à Nuremberg [2], Custine quitta son quartier-général d'Edesheim le 16 octobre, à huit heures du soir. Il avait eu soin de mander auparavant à Biron et au président de la Convention que, s'il échouait, il aurait du moins inquiété les coalisés et précipité leur retraite.

En se portant sur Mayence, il désobéissait en effet à

[1] Cf. Custine au ministre, 16 oct. 1792, et à la Convention (*Mon.* du 27) ; *Mainzer Zeitung*, 19 nov 1792. Stamm, né à Strasbourg et frère de cette Sarah Stamm qui fut la femme d'Eulogie Schneider, puis de Fréderic Cotta, avait alors vingt-cinq ans. La Société de la Révolution de Strasbourg l'avait reçu membre dans le mois de janvier 1791 (Heitz, *Les soc. polit. de Strasbourg*, 1863, p. 112, il s'intitule « négociant »). Arrêté à Wissembourg, après la capitulation du 23 juillet 1793 il fut relâché et comparut comme témoin au procès de Custine. Il devint successivement secrétaire du Comité de sûreté générale de Strasbourg, agent national du district de Benfeld Quelque temps plus tard, il fut pris par les Autrichiens et enfermé à Heidelberg (Ét. Barth, *Not. biogr.*, 504-506 ; Heitz, *Les soc. polit.*, 240 ; *Die alten Franzosen in Deutschland*, 99 et 230-231 ; *Die Franzosen am Rheinstrome*, 136 ; Procès de Custine, *Mon.*, 28 août et 3 sept. 1793 — le journal le nomme Schramm — ; ordre du 30 juillet 1793, signé Clarke « pour faire poursuivre et arrêter Stamm » A. G. ; les administrateurs du Bas-Rhin à l'accusateur public Clement, 25 niv. an III, A. N. w. 497). Stamm a contresigné toutes les lettres et proclamations de Custine aux citoyens et aux magistrats de Francfort (24, 25 et 27 octobre 1792 et les Francfortois le nommaient ironiquement le fidèle écuyer (*getreuer Schildknappe*) du général.

[2] Eickemeyer, *Denkw.*, 143.

Biron, son supérieur. Plus d'une fois Biron l'avait prié, supplié de ne rien risquer, de ne s'écarter ni trop loin ni trop longtemps, de « se tenir toujours à portée de marcher à la première réquisition ». Il le félicita de la prise de Spire, mais il ajoutait que le succès même pouvait avoir « des retours fâcheux, des suites difficiles à calculer », et lorsque Custine proposait de passer le Rhin à Philippsbourg, de descendre sur Strasbourg, d'occuper Kehl et de balayer le Brisgau, Biron refusait son consentement et envisageait dans cette expédition plus de dangers que d'avantages. Custine frémissait d'être ainsi tenu en laisse; il aurait voulu n'agir qu'à sa tête, et il se plaignait amèrement au ministre. Faudrait-il toujours se concerter avec Biron? Ne commanderait-il jamais en chef? A quoi servait d'avoir plus de services qu'aucun autre général et « une réputation militaire établie »? Pour mieux être maître de ses mouvements, il attendit que Biron fît une tournée dans la Haute-Alsace, et ce dernier avait à peine gagné Huningue qu'il reçut, non sans étonnement, un billet de son lieutenant qui lui mandait sa nouvelle entreprise : « Je vous envoie copie d'une lettre que j'écris au général Kellermann et je vous donne avis que, pour préliminer à l'exécution de ce plan et d'après des instructions particulières, je pars à l'instant, à la tête de l'armée que je commande, pour me porter sur Mayence[1]. »

[1] Custine à Pache, 12 et 14 oct. 1792, à Biron, 9 et 16 oct. ; Biron à Custine, 29 sept., 1er, 2, 3, 7 oct ; à Pache, 18 oct. ; à Le Brun, 19 oct. ; *Précis de la conduite de Biron*, 30 nov. (A. G.) ; Biron s'étonnait que Custine partît « en vertu d'instructions particulières » dont lui, Biron, n'avait pas connaissance, et lorsqu'il était convenu de se rendre à Strasbourg, le 19 octobre au soir, pour concerter les projets ultérieurs; il craignait que « cette mesure ne nuisît au plan général ».

La marche de l'armée française fut très rapide et l'une des plus forcées que l'histoire de la guerre eût encore signalées. « Notre Diomède, disait Desportes, a voulu que son apparition fût plus prompte que l'éclair [1]. » Le 18 octobre, à la pointe du jour, Custine s'emparait du pont volant d'Oppenheim et dans la soirée la cavalerie de son avant-garde entrait à Weisenau. Le lendemain matin apparaissait aux regards éblouis des soldats le plus beau et le plus majestueux des spectacles : le Rhin roulant ses eaux vertes, le pont de bateaux qui reliait ses deux bords, ses îles couvertes de saules et de peupliers qui laissaient voir à travers leur feuillage des ruines de remparts, sur la rive gauche la ville de Mayence étendue en forme de croissant, la masse sombre de ses vieux édifices où perçaient quelques maisons neuves aux terrasses couronnées de gazon, la flèche de la cathédrale s'élevant avec fierté dans les airs, le château de Martinsbourg, et, au-delà de Mayence, sur la rive droite où le Mein serpentait à travers les vergers, le grand village de Kastel, la riante bourgade de Kostheim, les coteaux de Hochheim dont le vin était alors si célèbre que les Anglais nommaient *hock* tous les vins du pays rhénan, et, au lointain horizon, sur une colline, la petite ville de Höchst et sa blanche tourelle [2].

Custine avait, pour couvrir son flanc gauche, envoyé quelques milliers d'hommes par Dürkheim et Neuf-Linange à Alzey ; deux bataillons s'étaient avancés jusqu'à Kreuznach et Bingen ; deux autres restaient à Worms et à Oppenheim. Il ne disposait que de 13,000 hommes et de 45 canons de campagne ; il n'avait pas un mortier,

[1] Desportes à Le Brun, 19 oct. 1792 (A. E.).

[2] Cf. Riesbeck, *Voy. en Allem.*, III, 194 (Robineau, dit Beaunoir), *Voyage sur le Rhin*, 1791, I, 35 ; *Friedenspräliminarien*, I, 287.

pas une pièce de siège ; notre parc, dit un officier, n'avait que du huit et quelques obusiers. Mais il comptait user de stratagème et intimider la garnison par le vaste déploiement de ses forces. « Je ne pourrai prendre Mayence, avait-il écrit, par un siège régulier, et je n'ai d'espoir qu'en une âme vénale ou timide ; vénale, je l'achèterai ; timide, je l'emporterai ! [1] »

Il commanda des manœuvres et des démonstrations qui devaient multiplier ses forces aux yeux de l'adversaire, et il fit si bien que Mayence crut voir 30,000 hommes devant ses murs. Un grand nombre de tentes se dressèrent sur les pentes de Hechtsheim, de Weisenau à Marienborn et à Mombach [2]. L'armée eut ordre de prendre un grand développement sans profondeur. La cavalerie, se mettant sur deux rangs, offrit un front immense. L'infanterie, se montrant sur deux et même sur un seul homme de hauteur, exécuta pendant toute la journée des marches et des contremarches. Vingt à vingt-cinq voitures, chargées d'échelles que l'adjudant-général Marco avait ramassées sur la route et fait attacher les unes aux autres par des cordes achetées à Alzey, allèrent et vinrent sur les chemins, comme si l'on préparait l'escalade, et du haut de la tour Saint-Etienne, la plus haute de la ville, le chancelier Albini, le général Hatzfeld, l'ingénieur Eickemeyer, le professeur Metternich et une foule de curieux purent les voir à l'aide du

[1] Custine à Pache, 16 oct. 1792 (A. G.).

[2] L'armée campait la droite appuyée à Hechtsheim et la gauche au Rhin, la ligne s'étendant par le couvent de Dalheim, le moulin de Gonsenheim et la tête du bois de Mombach. Les grenadiers s'étaient établis en avant du moulin de Gonsenheim sur les coteaux des vignes. On dit que Custine fit le tour de la place ventre à terre et vint même jusqu'au pied du glacis des forts.

meilleur télescope anglais de l'Université[1]. Un grand nombre de bateaux, rassemblés par l'avant-garde, descendirent le Rhin, comme si l'on projetait d'assaillir le quai du fleuve. Enfin, à midi, le colonel Houchard vint sommer la place. Il avait la taille imposante, le visage rude, rébarbatif, sillonné de larges cicatrices, et sa personne répondait bien aux menaces que contenait la sommation de Custine. Les Français, disait le général, avaient prouvé à Spire ce qu'ils savaient faire, et à sa voix, à son ordre, rien n'étonnerait leur courage ; si la ville ne se rendait pas, elle serait prise d'assaut et détruite le jour suivant. Gymnich répliqua verbalement à cette mise en demeure qu'il voulait se défendre, qu'au moins il demandait jusqu'au surlendemain pour réfléchir sur sa situation.

Gymnich avait-il une velléité de sérieuse résistance ? La forteresse allait-elle fermer obstinément ses portes ? Durant tout le jour et dans la soirée jusqu'à minuit, elle riposta au feu des Français, et peu s'en fallut que son artillerie ne fît un grand mal à la division que commandait Lafarelle. Ce général avait traversé Zahlbach et devait laisser Bretzenheim à droite et longer le ruisseau qui coule dans le vallon de Gonsenheim pour se mettre en bataille derrière Mombach. Il alla très gauchement débusquer sur le glacis du fort Hauptstein à portée des pièces mayençaises. On a prétendu que ses gens usèrent de ruse et qu'ils agitèrent des mouchoirs blancs en criant : *Vive Condé* pour faire taire le canon. En réalité, le général de Rüdt, chargé de la défense du Hauptstein, faible, indécis, ignorant, n'osa commander le feu et Lafarelle eut le temps de se mettre en sûreté. Mais un

[1] [Metternich], *Der Aristokrat auf Seichtheiten und Lügen ertappt*, 1793, p. 20 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 133.

fourrier de l'électeur, ancien sergent au régiment de La Marck, sortit de la place en soulevant son chapeau. Un capitaine de La Marck, Cämmerer, s'avance et lui demande en allemand ce qu'il veut. — « Etes-vous amis ou ennemis, et que voulez-vous ? — « Mon général peut seul vous répondre. » — Le fourrier fut conduit à Lafarelle, et lorsqu'il rentra dans la ville, il fit tirer sur les deux chasseurs qui l'avaient escorté [1].

Il fallait brusquer l'aventure, mettre fin par une nouvelle et vigoureuse démarche aux incertitudes du gouverneur. Custine envoya dans la matinée du 20 octobre une seconde sommation à Gymnich Il accorderait volontiers un délai de vingt-quatre heures, mais il ne pouvait retenir ses grenadiers qu'enflammait le désir de la gloire et d'une *riche proie*. « Je ne dois pas, disait-il, enchaîner l'ardeur de mes soldats, et je le voudrais en vain. Je vous en préviens, ce n'est point une attaque régulière, c'est une attaque de vive force à laquelle il faut vous attendre ; non seulement elle est possible, mais même elle est sans danger ; aussi bien que vous, je connais votre place et l'espèce de troupes qui la défend. Réponse, réponse, Monsieur le gouverneur ! »

Une lettre aux magistrats était jointe à cette sommation. Custine y parlait des moyens terribles dont il disposait pour réduire la ville en cendres, de la perfection de l'artillerie française, de ses boulets rouges et de ses obus, de la bravoure de ses soldats à qui rien n'était impossible, et il assurait aux Mayençais que s'ils refusaient

[1] *Darst.*, 42-44 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 130 ; Forster, VIII, 232 (lettre du 20 oct. 1792 « unsere Furcht und Kopflosigkeit macht Alles möglich ») ; note inédite de Vidalot-Dusirat et d'Eickemeyer (A. G. « Lafarelle eut à rendre grâces à l'ignorance du commandant du Hauptstein qu'on ne tirât pas sur ses troupes »).

de se rendre, le lendemain serait le dernier de leurs jours[1].

Gymnich eut une conférence avec les statthalters Fechenbach et Albini, le général de Hatzfeld, le conseiller intime Kalckhoff et le résident de Prusse baron de Stein. Trois de ces personnages, les seuls qui ne fussent pas militaires, Fechenbach, Albini, Kalckhoff, proposèrent de défendre la place. Mais Gymnich déclara qu'il était prêt à capituler, et le baron de Stein l'approuva ; on ne pouvait, disait Stein, compter sur la garnison et encore moins sur la bourgeoisie ; on n'avait aucune espérance de recevoir des secours extérieurs ; la résistance était donc une folie ; elle entraînait l'escalade et le pillage ; elle aurait l'issue la plus funeste. L'opinion de Stein, qui passait pour un homme du métier, entraîna les statthalters ; ils convinrent qu'il valait mieux livrer la forteresse par une prompte capitulation que d'exposer la bourgeoisie à la fureur d'une soldatesque victorieuse[2].

Un conseil de guerre suivit cette conférence. Il ne comprenait que des militaires : les généraux Gymnich, Rüdt, Hatzfeld, Buseck, les généraux-majors Faber, Kotulinsky, Stutzer et le lieutenant-colonel Eickemeyer, qui tenait la plume. Gymnich répéta ce qu'il avait dit et ce que savaient les membres du conseil : la ville manquait de tout ; sa garnison, composée des éléments les plus divers, marquait une extrême lassitude ; l'ennemi paraissait avoir 30,000 hommes et allait sans doute donner l'assaut, infliger à Mayence tous les malheurs que subit d'ordinaire une ville emportée de vive force ; que faire dans un tel état de déconfort, de délaissement

[1] Gymnich ne remit pas cette lettre aux magistrats.
[2] Note inédite d'Eickemeyer (A. G.).

et de détresse ? Tous les assistants approuvèrent Gymnich. Seul, Eickemeyer opina que la place devait se défendre encore, qu'il faudrait du temps pour l'assiéger dans les formes, qu'un assaut serait facilement repoussé. Mais on lui demanda s'il voulait être responsable du malheur de la ville. La capitulation fut résolue d'un commun consentement [1].

Eickemeyer, qui savait parfaitement le français, eut mission de se rendre auprès de Custine. Il trouva le général à Marienborn, et tout d'abord, selon les instructions de Gymnich, il déclara que le gouverneur ouvrirait volontiers la ville aux Français, s'ils reconnaissaient la neutralité de l'électeur. Custine parut embarrassé, mais il se remit bientôt. « La France, répondit-il, ne veut pas conquérir, et je suis venu, non pour faire du mal à des citoyens paisibles, mais pour châtier un prince qui secourait les émigrés, nos plus implacables ennemis, et qui s'allie contre nous à l'Autriche et à la Prusse. Ce prince n'est donc pas neutre. D'ailleurs, il appartient au ministre des affaires étrangères, et non à moi, qui ne suis que soldat, de reconnaître la neutralité de l'électeur. » Et il congédia Eickemeyer en ajoutant d'un air fâché qu'il ne laissait plus à Gymnich que deux heures de réflexion ; ce délai passé, il regarderait les négociations comme rompues. Eickemeyer lui remit alors un pli cacheté. Custine courut à sa table, ouvrit la lettre et la lut en souriant. C'était la réponse de Gymnich ; il cédait Mayence pour épargner à la population les horreurs d'un bombardement [2].

[1] Témoignage d'Eickemeyer, *Denkschrift*, 104, et *Denkw.*, 136, confirmé par son ennemi Hatzfeld dans l'*Untergang des Churfürstenthums Mainz*, 1839, p. 133.

[2] Eickemeyer, *Denkw.*, 139-141. Custine s'entretint longuement

Le 21 octobre, la capitulation était signée. Le maréchal de camp Munnier et le commissaire des guerres Pétigny représentaient Custine; le conseiller intime Kalckhoff et Eickemeyer avaient les pleins pouvoirs de Gymnich [1]. Le vainqueur mettait sous la sauvegarde de la loi les propriétés particulières et en garantissait la sûreté, selon les principes de la constitution française. Le ministère, les dicastères, le haut et le bas clergé, toutes les personnes attachées au service de l'électeur, tous les habitants de Mayence pouvaient se retirer avec leurs effets, et on accorderait à chacun les passeports et saufconduits qu'il demanderait. La garnison sortirait librement avec les honneurs de la guerre, mais elle n'emmènerait que quatre pièces de campagne et s'engagerait à ne pas servir durant un an contre la République.

Les Autrichiens n'étaient pas compris dans la capitulation. Leur capitaine Andujar refusa de souscrire à la reddition de la place, et, bravant les ordres de Gymnich, agissant, comme il disait, contre la subordination pour la première fois après vingt-quatre ans de services, il passa le pont du Rhin et gagna Coblenz pour soustraire mille hommes à la volonté des ennemis [2].

avec lui ; il disait que Louis XVI avait perdu la confiance et ne remonterait plus sur le trône, qu'on établirait une régence jusqu'à la majorité du Dauphin qui recevrait une instruction conforme aux nouveaux principes.

[1] Eickemeyer (*Denkschrift*, 113). et Forster (VI, 397) racontent un détail curieux qui « donne une idée de la réflexion et de la présence d'esprit qui présidaient en ce moment aux affaires » : Gymnich avait oublié de remettre à Kalckhoff les articles de la capitulation, et Kalckhoff, de les lui demander ; Kalckhoff et Eickemeyer durent rédiger les articles d'après leurs souvenirs.

[2] Cf. la lettre d'Andujar à Gymnich, *Darst.*, 78. Custine prétendit, dans sa lettre à la Convention, que les Autrichiens étaient soumis aux mêmes conditions que le reste de la garnison ; mais, disait-il,

A midi s'ouvraient les portes de la ville. C'était un dimanche. Pendant que la populace se jetait dans les vignes comme une troupe d'étourneaux[1], pillait les casernes, volait le bois des magasins, un grand nombre d'habitants allaient, curieusement et sans crainte aucune, visiter le camp français. Ils connaissaient la bonne discipline et l'humanité des assiégeants. Deux jours auparavant, un berger traversait les lignes avec son troupeau sans perdre une seule bête, et des servantes qui venaient chercher dans la banlieue pour mille florins de linge, avaient vu les Français s'empresser aimablement autour d'elles pour remplir et porter leurs paniers. Les soldats reçurent les Mayençais avec cordialité; ils leur distribuèrent des cocardes : « Bonjour, camarades, leur disaient-ils, bonjour, frères ! » et les enfants, courant après eux, criaient : « Cocarde, Monsieur ! [2] »

Le jour suivant, 22 octobre, l'armée française fit son entrée dans Mayence. Les habitants l'accueillirent sans dire un mot, sans pousser un cri, sans donner la moindre marque de joie ou de tristesse. Ne sait-on pas, rapporte un témoin, « l'antipathie des Allemands contre les Français, nourrie par la dissemblance du caractère et de la langue » ? Les artisans n'avaient-ils pas, la veille, dans le premier moment de surprise et de colère, crié qu'on pouvait encore se défendre[3] ? Les prêtres, dont fourmillait la ville, n'avaient-ils pas représenté les Français comme

il leur avait permis de sortir avant l'entrée de son armée parce qu'ils craignaient d'être égorgés par les Français.

[1] *Der Bürgerfreund*, 26 oct. 1792.

[2] Forster, VI, 396-397 ; VIII, 232-233 ; *Argos*, 30 oct. 1792, p. 279.

[3] Zech, *Anrede an seine Mitbrüder und Mitbürger*, 21 déc. 1792, 1793, p. 13 ; cf. *Schöne Raritäten*, II, 1793, p. 47.

des athées et des tisons d'enfer ? Enfin, quelle différence aux yeux des Mayençais entre leurs soldats de parade, découplés, râblés, bien poudrés, bien brossés, sanglés dans leur habit, aux culottes collantes, aux guêtres cirées, au fusil brillant comme une glace, et ces Français négligés, sales, couverts de poussière, portant au bout de leur baïonnette rouillée un morceau de viande ! C'étaient là les vainqueurs ! Les soldats de ligne, sous leur uniforme blanc, avaient encore bon air et belle tournure. Mais quel spectacle comique offrait la foule des volontaires nationaux vêtus de bleu ! On considérait avec une pitié méprisante le piètre accoutrement de ces carmagnoles, leurs habits qui tombaient en loques, leurs culottes usées, jaunies, qui laissaient voir la peau, leurs bas déchirés, leurs souliers éculés. On regardait avec surprise ce singulier assemblage d'hommes de toute taille et de tout âge, marchant sans ordre et pêle-mêle, portant qui une capote, qui une blouse, les uns grands, droits, corpulents, les autres petits, chétifs, quelquefois bossus. Un Prussien ou un Autrichien, disait-on, ne ferait qu'une bouchée de ces gens-là ! Et quel scandale lorsqu'on les vit, le lendemain et les jours suivants, fumer leur pipe pendant l'exercice au nez de leur instructeur ! Mais à l'étonnement et au dédain succéda bientôt la sympathie. Ces républicains montraient tant de gaieté, d'entrain et de bonhomie ! « Qu'on saisisse les revenus de l'électeur, disaient-ils en riant, mais qu'on n'oublie pas les jambons de Mayence ; nous sommes à la source ! » Ils n'étaient pas exigeants, ils ne demandaient que le logis, et on les trouvait à l'occasion serviables, obligeants, pleins de complaisance ; sitôt qu'ils avaient un instant de loisir, ils aidaient le bourgeois dans son ménage ou son métier. Mobiles, souples, alertes, ne cessant de changer de pos-

ture, incapables de demeurer en place, toujours en mouvement et comme en l'air, ils allaient et venaient, sautaient, dansaient, jasaient, sifflaient, chantaient, jouaient avec leurs chiens et faisaient un tel bruit qu'on les croyait plus nombreux qu'ils n'étaient réellement et que Mayence ne semblait pas désemplir. Tout le jour, ils couraient aux appels du tambour, soit pour monter la garde, soit pour manœuvrer, soit pour recevoir le pain ou le quartier de bœuf qu'ils fendaient en petites portions dans la rue sur une borne ou sur une pierre. On ne voyait, on n'entendait qu'eux, et jamais la ville n'avait été plus animée et plus vivante. Mais, dès que tombait la nuit, le tumulte s'apaisait ; un profond silence régnait dans les rues, et l'on ne rencontrait plus que des patrouilles. Officiers et soldats se traitaient en frères et paraissaient n'avoir qu'une âme et un cœur. Ils mangeaient à la même table dans les auberges. Tous aimaient Custine et ne juraient que par lui : « Il continuera sa farandole, s'écriaient-ils, car c'est une farandole continuelle que nos conquêtes. » Ils étaient fiers de leur mission et se regardaient comme les chevaliers des droits de l'homme ; ils ne parlaient que de la défaite des rois et de la chute des trônes ; les Alsaciens mêmes, qui ne savaient que l'allemand, disaient avec orgueil : « Nous sommes soldats français [1] ! »

[1] Forster, VIII, 252 ; VI, 393-394, 399-400 ; *Darst.*, 110 ; *Belag.*, 53 et 60-61 ; *Ueber die Verf. von Mainz.*, 16 ; *Die alten Franzosen*, 78 ; (Girtanner), *Die Franz. am Rheinstrome*, 48-49, 95, 189, 205 ; Ihlee, 25, 31-32, 68 ; Gœthe, lettre du 20 août 1797 : *Courrier des départ.*, 28 oct. 1792. *Munter*, « éveillé » est l'épithète consacrée des Français, et Gœthe la répète trois fois en six vers dans le fameux début de son sixième chant d'*Hermann et Dorothée* (v. 24-29). Thérèse Heyne les juge *drollig* (Huber's sämmtl. Werke, 1802, tome I, p. 69).

Ainsi tombait, presque instantanément, après une insignifiante canonnade, et, selon le mot de Custine, par un hasard heureux [1], la cité qu'on nommait le boulevard de l'Allemagne. Quatre mois auparavant, elle était pleine de fêtes. L'empereur y faisait son entrée au son des cloches et au bruit du canon, entre des haies de soldats, sous une pluie de fleurs que les enfants jetaient sur son passage. Les personnages les plus considérables de l'Empire et de l'émigration française, cinquante princes et une centaine de comtes et de marquis s'y donnaient rendez-vous ; Vienne, Berlin, Versailles se rencontraient dans Mayence ; durant trois jours, ce n'était qu'un enchaînement de concerts et de spectacles, de bals et de festins. Le soir, la ville s'illuminait, des gerbes de feu s'élevaient de toutes parts, et les jardins de la Favorite, les yachts du Rhin, le pont de bateaux, les clochers de Kastel, de Kostheim, de Hochheim étincelaient de lumières. On lisait dans les rues des devises en l'honneur de François II et des allusions à la conquête de la France. Les émigrés assuraient hautement qu'ils seraient bientôt à Paris, et le marquis d'Autichamp, passant sous les fenêtres d'une dame qui lui souhaitait bonne chance, répondait le mot célèbre : « Ce n'est qu'une promenade ! » Lorsqu'à la table de Gymnich, on passait en revue les hommes qui s'étaient signalés dans la Révolution, on les déclarait tous *pendables* sans exception : « Mais, demandait Gymnich, où prendrez-vous les bourreaux et les cordes ? » — « Les hommes seront les bourreaux, et les femmes donneront leurs beaux cheveux pour servir de cordes. » Les officiers de la petite armée mayençaise n'avaient pas moins d'orgueil et de forfan-

[1] Il a dit ce mot au tribunal révolutionnaire (*Mon.*, 24 août 1793).

terie. « J'ai trois chapons dans ma voiture, disait l'un, je mangerai le premier à Landau, le deuxième à Nancy, et le troisième à Paris. » Un autre jurait de décapiter de sa propre main quelques jacobins et de rapporter leurs têtes dans un sac, et Gymnich lui répliquait : « Envoyez-moi plutôt ces coquins-là ; je les ferai mourir de faim dans mes casemates. » Mme de Gymnich, plus modeste, n'exigeait qu'un doigt de Petion [1].

Tout ce monde brillant et superbe avait pris la fuite. Les couleurs tricolores flottaient sur le palais où le duc de Brunswick avait pesé les termes du manifeste qui menaçait Paris d'une subversion totale. La Révolution entrait victorieuse dans la ville où les alliés avaient conspiré sa ruine. Le *Çà ira*, la *Carmagnole*, la *Marseillaise* retentissaient dans les rues de Mayence. Nos commissaires des guerres prenaient possession de l'immense matériel que renfermait la capitale de l'archi-chancelier de l'Empire germanique : 237 canons, 20,983 bombes, 27,684 obus, 7,757 grenades, 250,973 boulets, 2,305 cartouches, 5,137 fusils et 1,772 mousquets, 138,867 livres de plomb et 468,000 livres de poudre.

III. La capitulation avait eu lieu si soudainement et avec une telle promptitude qu'elle fut attribuée à des causes extraordinaires. Comme il arrive après tous les grands désastres, l'imagination cherchait le traître, et elle le trouva. Ce traître était Rodolphe Eickemeyer. Les Français s'emparaient à peine de la ville que les partisans de l'électeur faisaient courir sur l'ingénieur les bruits les plus malveillants. Il s'entendait, disait-on,

[1] Forster, VI, 359, 363, 393 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 108-110 ; *Inv. pruss.*, 142 et 276.

avec Wedekind, et un soir, le 6 octobre, lorsque le médecin revenait de Nackenheim, on l'avait vu s'entretenir tout bas avec Eickemeyer qui l'attendait aux portes. Eickemeyer avait poussé Gymnich à capituler en lui grossissant le péril et en lui faisant des rapports mensongers ; il était monté sur la tour Saint-Etienne pour observer le camp français, et il avait dit exprès que les assiégeants étaient au nombre de 40,000 ; enfin, il avait déclaré dans le conseil de guerre qu'on ne pouvait se défendre [1].

Ces accusations étaient fausses. Mais Eickemeyer les avait provoquées et colorées, pour ainsi dire, d'une certaine vraisemblance en se hâtant, après la capitulation, de changer de drapeau et d'entrer au service de la République française. Le 3 novembre, paraissait dans la *Gazette de Mayence* une lettre d'Eickemeyer qui renvoyait à Frédéric-Charles d'Erthal son brevet de lieutenant-colonel. Il rappelait qu'il avait souvent proposé de mettre Mayence en état de défense, qu'il avait fait les plus grands efforts pour conserver la place à l'électeur. Mais, ajoutait-il, « me voyant incapable de rendre désormais à Votre Grâce des services militaires, j'ai cru que le plus utile était de continuer mes fonctions à l'Université et j'ai demandé au général français la permission de séjourner à Mayence. Il a découvert en moi quelque talent pour les affaires militaires et m'a offert le grade de colonel. Or, comme il n'y a dans ce changement aucune collision d'intérêts qui pourrait détourner un homme d'honneur de passer du service d'un prince neutre au service d'une puissance belligérante, j'ai cru

[1] *Darst.*, 33, 152-156; *Belag.*, 37-39, 45 ; *Beschreib.*, 84, 88, 90 ; *Ueber die Verfassung von Mainz.*, 8 et 21, etc.

devoir accepter une place qui améliore sensiblement ma fortune actuelle et me promet pour la suite les plus avantageuses perspectives. La pensée de vous épargner un traitement en échange duquel je ne puis rendre de service, et l'espoir de contribuer dans mon nouvel emploi au bien de mes concitoyens mayençais ont achevé de me décider entièrement. »

Cette lettre, assez maladroitement rédigée, souleva toute l'Allemagne. On y releva des contradictions, des phrases louches et embarrassées. Eickemeyer n'était-il pas Mayençais? Pourquoi cessait-il de servir son prince? Pourquoi ne suivait-il pas l'électeur comme avaient fait Gymnich et les autres généraux? S'il restait à Mayence, pourquoi ne se contentait-il pas de sa place de professeur? Il disait, pour excuser sa défection, que Frédéric-Charles d'Erthal était un prince *neutre;* mais, mieux que personne, il savait que Frédéric-Charles d'Erthal n'était pas neutre. Non; Eickemeyer avait déserté parce qu'il aimait l'argent et les honneurs; il voulait avancer, monter en grade; il voulait être colonel et général: rien d'étonnant qu'un pareil homme eût, de longue date, entretenu de secrètes intelligences avec Custine.

Qu'auraient dit les contemporains s'ils avaient su qu'Eickemeyer avait, dès le surlendemain de la capitulation, demandé le titre de citoyen et un emploi dans les armées françaises? « Il a, mandait Custine le 23 octobre, défendu la ville de Mayence lorsqu'elle a été assiégée; mais cette place ayant été rendue par le gouverneur, Eickemeyer, heureux de n'être pas sous un joug contraire à ses principes, heureux de pouvoir profiter du titre précieux d'homme libre, demande à être citoyen français et à être employé au service de la République. Cet officier du génie ayant de grands talents dans son

état et une parfaite connaissance des fortifications, et lui ayant déjà de grandes obligations, vous sentez combien il peut être utile ; je vous demande pour lui une place de colonel adjudant-général à l'armée que je commande et, vu son mérite et le civisme qu'il montre, je vais l'employer provisoirement avec le traitement de cette place. » Le 30 octobre, le conseil exécutif nomma Eickemeyer adjudant-général surnuméraire avec le grade de colonel, et le lendemain Custine écrivait qu'Eickemeyer servait déjà dans l'armée française et qu'il était « de la plus grande utilité par les renseignements locaux qu'il fournissait [1] ».

Et pourtant, Eickemeyer n'avait pas trahi. Si Custine avait essayé d'attaquer sa fidélité avant le siège, il aurait nommé l'ingénieur dans sa correspondance. Plus tard, dans ses disgrâces, Eickemeyer n'aurait pas craint de rappeler au gouvernement français le service qu'il avait rendu. Les représentants du peuple, qui louent son patriotisme, auraient fait allusion à la reddition de Mayence [2]. Gymnich, qui le nomme une seule fois dans sa justification [3], n'aurait pas manqué de le charger. Les généraux qui votèrent la capitulation, auraient tenté de

[1] Custine à Pache, 23 et 31 oct. 192 ; Pache à Custine, 30 oct. (A. G.) ; cf. la lettre des bureaux au ministre « Eickemeyer a défendu la ville, mais dès que cette place a été rendue aux Français, il a demandé le titre de citoyen français et du service dans les troupes de la République ».

[2] Rec. Aulard, II, 332. On lit pourtant dans une lettre de Haussmann, l'ancien représentant, alors administrateur des subsistances militaires (2 brumaire an VIII) : « En 1792, Eickemeyer a puissamment concouru à la prise de Mayence » : mais Haussmann ne vint à Mayence que plus de deux mois après la capitulation et il plaide dans cette lettre auprès du ministre de la guerre par les plus vigoureux arguments la cause d'Eickemeyer disgrâcié.

[3] *Beschreib*, 64 (« le rapport de l'ingénieur-major... »).

réfuter de son vivant l'apologie qu'il publia en 1798.

Sans doute Custine reconnaît le 23 octobre qu'il *a déjà de grandes obligations* au lieutenant-colonel Eickemeyer ; mais Eickemeyer lui avait communiqué les plans de Mayence et n'avait pas dissimulé ses sentiments. L'ingénieur était indigné de la lâcheté de Gymnich, et le gouvernement de l'électeur ne lui inspirait plus qu'aversion et mépris. Peut-être avait-il essuyé quelques dégoûts ; peut-être avait-il sur le cœur une de ces cruelles et impardonnables mortifications que l'aristocratie mayençaise n'épargnait pas aux roturiers. Mais, avant tout, il aimait la France où il avait passé plusieurs années de sa jeunesse et terminé ses études; il aimait la Révolution et ne la combattait qu'à regret. « J'ai quitté, disait-il, le service de l'électeur de Mayence pour me joindre à mes compatriotes qui acceptaient l'offre généreuse des Français de les réunir à eux ; j'ai été le premier de mon pays qui ait pris les armes pour la défense de la cause de la liberté [1]. » Un de nos officiers, Legrand, a connu très particulièrement Eickemeyer : « J'ai conversé, dit-il, vingt fois à ce sujet avec ce savant et estimable citoyen ; je le crois incapable de trahir personne, même un despote, même un prêtre tel qu'était son prince-évêque, même par amour pour la liberté qu'il portait et porte dans son cœur. L'entrée d'Eickemeyer au service de la République fournit un beau prétexte à Gymnich et à tous les membres du conseil de guerre pour couvrir leur faiblesse et leur incapacité. Eickemeyer, persuadé que le pays de Mayence allait être réuni à la République et que cette réunion tiendrait, philosophe d'ailleurs et ami des principes français, put servir notre cause sans avoir livré

[1] Eickemeyer au ministre de la guerre (A. G.).

la place que le gouverneur n'avait pas voulu défendre malgré ses conseils. Si quelque jour MM. de Beaulieu et de Latour, nés Belges, et qui ont à présent en France la plus grande partie de leurs propriétés, servaient dans les troupes de la République, il n'y aurait rien de fort étonnant, et on ne les accuserait pas d'avoir perdu par trahison, en faveur de la France, telle ou telle bataille[1]. »

Le grand tort d'Eickemeyer fut de se rallier si vite, sans faire de façons, sans mettre entre sa démission et son passage aux Français un intervalle décent. Ses amis mêmes jugèrent sa conduite « impolitique », et le grave Schlosser déclare que ni son amour de la liberté, ni sa haine contre une caste orgueilleuse, ni son cosmopolitisme n'excusent le rôle qu'il a joué[2].

Eickemeyer n'a donc pas livré Mayence[3]. A quoi ser-

[1] Note inédite de Legrand (A. G.). Cf. ces mots de J. A. Boost (*Was waren die Rheinländer als Menschen und Bürger und was ist aus ihnen geworden?* 1819, p. 57) : « Man hat vieles über die schnelle Besitznahme dieser grossen Festung, vieles über Verrath und Einverständniss gefahelt. Dabei schienen aber die Leidenschaften immer zu vergessen, dass eigentlicher Verrath schwerer zu begehen sei, als jene glauben, die mit keckem Mund ihn auszusprechen, und ihre eigene Schuld durch fremde zu beschönigen wagen. »

[2] *Darst.*, 351-352 ; Klein, 122-128. Au fond, le principal motif qui détermina Eickemeyer est peut-être d'ordre domestique et privé. Depuis longtemps, l'ingénieur vivait avec une Mme Zucchi qui s'était séparée de son mari ; il ne pouvait l'épouser sous le gouvernement électoral ; il accueillit donc avec joie l'avènement du régime français qui lui permit de s'unir légalement à la femme qu'il aimait depuis sa jeunesse et qui lui avait donné plusieurs enfants. Un jour, à Gau-Algesheim, son beau-frère Appiano lui reprochait de s'être rangé du côté des Français : « Je n'ai eu d'autre dessein, répondit Eickemeyer, que d'épouser votre sœur. »

[3] Eickemeyer fut employé quelque temps à l'armée de Custine, comme adjudant-général colonel surnuméraire, et chargé de reconnaître, avec Clémeucet, le pays entre le Rhin et la Nahe, puis envoyé à la division du Haut-Rhin, dans le Mont Terrible, comme adjudant-général colonel (18 mars 1793). Promu général de brigade le

vait sa trahison ? Les Français n'avaient pas besoin de lui pour entrer dans la ville. Il suffisait de laisser faire Gymnich et les membres du conseil de guerre. Gymnich s'est condamné lui-même en retraçant les motifs qui, selon son expression, lui imposaient le devoir de capituler : il croyait, dit-il, que Custine avait 30,000 hommes d'élite, secondés par une grosse artillerie et prêts à donner l'assaut ! Quant aux membres du conseil de guerre, ils n'ont fait à Gymnich aucune opposition : eux aussi n'ont montré qu'insouciance et mollesse ; eux aussi n'ont eu qu'un but, en finir au plus tôt avec le siège et combattre le moins possible. Ils avaient le sentiment de l'honneur et Gymnich répondait à Custine qu'il était officier et qu'il ne craignait pas la mort. Mais c'étaient des officiers d'empire et d'électorat, nullement

15 mai suivant, il commanda la place de Belfort et servit comme ingénieur dans l'armée qui bloquait Mayence. Au mois de juin 1796, il était à la tête de la première brigade de la division Taponier qui formait l'aide droite de l'armée du Rhin. Il prit part à la retraite du Val d'Enfer et au siège de Kehl où il fut blessé à la jambe gauche par un éclat de bombe (7 nivôse an V). Il eut divers commandements dans l'intérieur, à Lons-le-Saulnier, à Bourg, à Montbrison. Mais l'administration centrale de la Loire lui reprocha d' « avoir des liaisons et des habitudes avec des contre-révolutionnaires bien connus » et le 11 vendémiaire an VIII le ministre de la guerre, Dubois-Crancé, lui ordonna de cesser sur-le-champ ses fonctions. Eickemeyer reçut cette lettre le 19, se démit dans la journée et partit pour Mayence. Quelque temps après, on lui donna le commandement de la légion des Francs du Nord (26 frimaire an VIII) : il eut des démêlés avec un beau-frère de Berthier, d'Avrange, et dut prendre sa retraite qui fut de 3,500 francs. Vainement, il demanda sa mise en activité à Napoléon (30 nivôse an XIII) ; il n'entra pas au Sénat, quoiqu'il fût un des deux candidats nommés par les électeurs réunis à Mayence. Il accepta les fonctions de maire de Gau-Algesheim en 1811, et s'enferma dans Mayence en 1813. Devenu sujet du grand-duc de Hesse-Darmstadt, il fut élu en 1820 député de la deuxième chambre des Etats, mais donna bientôt sa démission. Il mourut le 9 septembre 1825.

imbus de l'esprit militaire et martial, des généraux de cour qui ne pensaient qu'à parader, à caracoler, à passer des revues, à montrer leur bel uniforme dans les fêtes et sur les promenades. Ils n'avaient en tête que la faveur du prince, et lorsque la guerre, tonnant tout à coup, les tirait de leur douce et confortable existence, ils demeuraient stupéfaits, effarés, atterrés ; il avaient oublié leur métier de soldat. Un semblant de résistance, un peu de vigueur déployée à propos, aurait suffi sans doute pour arrêter l'adversaire ; les *Pfaffengenerale* étaient incapables de ce léger effort.

CHAPITRE IV

LA WETTERAVIE

I. Neuvinger à Francfort. — Contribution. — Résistance du Magistrat et du Sénat. — Protestations des bourgeois. — Lettres impérieuses de Custine. — Gorani. — Fr. Wimpffen. — Le Brun et Roland. — Clavière et un article du *Moniteur*. — II. Prise de Konigstein. — Combat de Nauheim. — Incursions et razzias. — Manifestes de Custine. — Proclamation contre le landgrave de Hesse. — Indignation des Hessois. — Colère des paysans. — La Révolution française en Allemagne. — Pamphlets. — Les Français peints par un Allemand. — III. Custine et Kellermann. — Les deux armées du Rhin et de la Moselle confiées au général Moustache. — Plans de Custine approuvés par Pache.

I. La terreur était dans l'Empire, et les Allemands se précipitaient au-devant des Français pour faire leur soumission. L'évêque de Würzbourg, le prince-abbé de Fulda, la princesse de Neuwied, Wetzlar et la Chambre impériale qui siégeait dans cette ville, demandaient des sauvegardes à Custine. La princesse de Neuwied lui assurait qu'elle n'avait jamais approuvé la protection que son mari donnait aux émigrés. La Chambre impériale lui faisait dire qu'elle jugeait les procès et ne traitait en aucune façon les affaires politiques. Les magistrats de Wetzlar vantaient les procédés du général envers

les vaincus : « Wetzlar n'a jamais permis aux émigrés français le séjour dans ses murs ; elle a fermé ses portes à leurs enrôleurs. » Pas un prince des pays rhénans ne se croyait à l'abri ; presque tous fuyaient au loin. La famille du landgrave Guillaume IX quitta Cassel en toute hâte. La Diète voulut abandonner Ratisbonne et plusieurs ministres louèrent des bateaux pour descendre le Danube. « Les Français, s'écriait Cobenzl, vont-ils s'avancer toujours et trouver tout désarmé ? Vont-ils ravager, comme Attila, la moitié de l'Europe [1] ? »

Custine semblait, en effet, tout plein de la furie française : il allait bon train et, comme disait Desportes, si les enjambées de ce diable se continuaient de cette sorte, on ne distinguerait plus le terme de sa course [2]. L'instant était arrivé, mandait-il à Paris, de *frapper le grand coup*, et le républicain ne devait pas ralentir son action après quelques succès. Point de relâche, ajoutait-il, point d'accommodement avec les puissances belligérantes, point de suspension d'armes, point de repos qui « serait la mort de la discipline militaire », plus de conventions ni de traités avec les souverains. Si, comme voulait Desportes, un congrès pacificateur s'établissait à Deux-Ponts — congrès dont Custine, disait Desportes, serait le thermomètre — il devrait négocier avec une extrême lenteur et endormir les ennemis de la République. Il fallait, pour fonder la liberté française, faire la révolution dans l'Empire ; il fallait dicter des lois aux despotes, leur arracher leur sceptre et courber leur tête orgueilleuse ; il fallait

[1] Custine au président de la Convention, 26 oct. 1792 ; la ville et la chambre impériale de Wetzlar à Custine, 22 oct. (A. G.) ; Kaulek, *Papiers de Barthélemy*, I, 411 ; Vivenot, *Quellen*, II, 311.

[2] Desportes à Le Brun, 28 oct. 1792 ; Custine au président de la Convention, 23 oct. (A. G.).

appeler les nations à choisir leur propre gouvernement par un vœu libre et spontané ; « la France doit à tous les peuples le redressement de leurs griefs, le bienfait de la liberté, et il faut qu'elle acquitte cet engagement sacré ! [1] »

Le jour même où capitulait Mayence, 2,000 Français se dirigeaient vers Francfort, 500 sous les ordres du colonel Houchard, sur la rive droite du Mein, par Kastel et Höchst, les 1,500 autres sous le commandement de Neuvinger, sur la rive gauche, par Oppenheim et le pays de Darmstadt.

Le 22 octobre au matin, un cri retentissait dans les rues de Francfort : « *Les Français sont là !* » Les bourgeois couraient à la porte de Bockenheim et voyaient, du haut des remparts, les soldats de Houchard épars dans la campagne : ici des chasseurs à cheval, là des volontaires, les uns prenant leurs aises et couchés sur le gazon, au soleil d'automne, les autres faisant la cuisine. Mais l'artillerie avait braqué ses pièces contre la porte. Le Sénat s'assembla sur-le-champ et envoya demander à Houchard ce qu'il voulait. Le colonel répondit qu'il attendait encore d'autres troupes et ne désirait pour l'instant que des vivres et du bois. A trois heures de l'après-midi, Neuvinger se présentait à Sachsenhausen [2] et déclarait aux députés du Sénat qu'il avait une lettre de Custine, mais qu'il la remettrait en personne au Magistrat. Les députés invoquèrent la neutralité de Francfort et, en se

[1] Custine à Biron, 21 oct. ; à Pache et au président de la Convention, 24 oct. ; à Le Brun, 28 oct. ; cf. Desportes à Custine, 22 oct. et 1er nov. (A. G.).

[2] L'auteur du « Mémoire sur Custine par un témoin oculaire » fait observer avec raison que « si Francfort avait voulu se défendre, la marche ordonnée par Custine était maladroitement calculée, puisqu'une des deux colonnes arriva douze heures avant l'autre » (*Journal de la Montagne*, 8 juillet 1793).

retirant, firent lever le pont. Neuvinger ordonna d'avancer du canon. Le pont fut baissé, la porte ouverte, et les Français entrèrent dans Francfort au cri de : *Vive la liberté!* On leur fit bon accueil ; on croyait qu'ils traversaient la ville pour marcher sur Hanau; d'ailleurs, ils payaient comptant, en bon argent, et l'on ne fit que rire lorsqu'on les vit, à peine arrivés, tirer des hameçons de leurs sacs et pêcher les poissons dans les fossés de l'enceinte. Mais Neuvinger s'était rendu au Römer et avait remis au Sénat la lettre de Custine. Le général exigeait, dans les vingt-quatre heures, une contribution de deux millions de florins, faisant en monnaie de France 4,363,636 livres : le Magistrat de Francfort avait ouvertement protégé les émigrés et souffert la publication d'une gazette aristocratique [1].

Le Sénat protesta [2]. La ville avait refusé de vendre aux comtes de Provence et d'Artois une partie des canons de l'arsenal; refusé de leur prêter une somme considérable,

[1] Ihlee, 22-23 (renferme à peu près tous les documents) ; Gœthe, lettre du 23 août 1797. Custine voulait également se saisir des fonds qui appartenaient au roi de Prusse et qui avaient été déposés chez le banquier Willemer ; mais les fonds n'étaient plus là. (Kriegk, *Deutsche Kulturbilder aus dem XVIII Jahrh.*, 1874, p. 210.)

[2] Le Senat ou *Rath* s'élisait lui-même. Il comptait quarante-trois membres, tous bourgeois et fils de bourgeois de Francfort, devant prouver qu'ils n'avaient pas besoin de vivre du public. Il se divisait en trois bancs : le premier banc composé de quatorze échevins ou *Schöffen* et du maire ou *Schultheiss* choisi parmi les échevins à la fois par l'élection et par le sort; le deuxième, de quatorze conseillers; le troisième et le plus bas, de quatorze artisans (deux bouchers, deux forgerons, deux boulangers, deux cordonniers, un jardinier, un pelletier, un tanneur, un pêcheur et deux autres bourgeois honorables exerçant un métier quelconque). Les deux premiers bancs fournissaient chaque année les deux bourgmestres et n'étaient occupés que par les membres des maisons patriciennes de Limbourg et de Frauenstein, ainsi que par les *gradués* (docteurs et licenciés en droit) et par quelques marchands considérés.

même contre de gros intérêts; refusé de reconnaître leur agent, le comte de Marsan, qui s'était fait nommer chambellan du roi de Prusse pour avoir le droit de résider à Francfort; refusé d'afficher l'ordonnance du grand bailli d'Ettenheim contre le maire et le procureur de Strasbourg. Elle avait fait saisir à la foire les brochures hostiles à la Révolution. Elle n'avait jamais permis aux émigrés de se rassembler ni de recruter sur son territoire. Ils n'étaient venus à Francfort qu'isolément, passagèrement et sans caractère reconnu. Une cité ouverte à tous, une cité libre, commerçante, où se traitaient les affaires du monde entier, pouvait-elle agir autrement? Le Magistrat devait-il aller de maison en maison, d'hôtellerie en hôtellerie, reconnaître et examiner les étrangers? Une pareille inquisition n'aurait-elle pas effrayé et fait fuir le commerce? Du reste, le 22 octobre, un officier de Houchard n'avait-il pas arrêté trois émigrés dans la ville même, avant l'arrivée des troupes républicaines? Le jour précédent, les quatre officiers que Condé envoyait à Gymnich, n'avaient-ils pas inutilement demandé la permission d'entrer, même pour quelques heures, dans la première auberge? Un de ces officiers ne disait-il pas que les émigrés étaient de « véritables bêtes noires » aux yeux des magistrats des villes libres? Restait la gazette aristocratique dont Francfort avait souffert la publication. Mais la ville devait-elle proscrire la liberté de la presse que la France proclamait? Et avait-elle interdit l'impression des gazettes patriotiques[1]?

Custine répondit que les magistrats de Francfort

[1] *Mém. présenté à la Convention* avec les pièces justificatives; Baulieu, *Relation exacte* de l'affaire des Francfortois, 4-5; *Mon.*, 16, 23, 24 nov. 1792; R(omain), II, 258; cf. Rittweger, *Custine in Frankfurt*, 1867.

avaient des torts envers la France. Ils avaient défendu de recruter pour les émigrés, mais cette défense prouvait qu'on recrutait. Ils avaient défendu aux émigrés d'insulter les Francfortoises, mais cette défense prouvait encore que les émigrés trouvaient asile à Francfort. Enfin, ils avaient laissé rédiger sous leurs yeux et avec leur approbation une gazette qui « faussait l'esprit des Germains sur la Révolution ». Étaient-ce là des preuves de leur attachement à la République française? Ne voulaient-ils pas évidemment « éteindre la lueur des vérités éternelles »? Néanmoins, Custine consentit à réduire la contribution à quinze cent mille florins, pourvu qu'elle fût payée sur-le-champ[1].

Neuvinger avait déjà fait savoir à la population francfortoise que les Français venaient châtier le Magistrat et se venger de l'appui qu'il avait donné aux émigrés, cette « écume d'un peuple libre »; la contribution, disait-il, ne devait atteindre que les chefs de la ville, les familles patriciennes, les maisons, biens et possessions des corporations ecclésiastiques et des électeurs, princes, comtes et nobles. Mais le Magistrat lui remontra qu'il n'y avait à Francfort que deux maisons patriciennes: celle de Limbourg et celle de Frauenstein[2]; que la taxe ne pouvait

[1] Mém. à la Conv., pièces 4-5; *Mainzer Zeitung*, 25 oct. 1792.

[2] Les membres des maisons ou sociétés de Limbourg et de Frauenstein descendaient des anciennes familles aristocratiques. Ils devaient, sans se mêler d'aucun négoce, vivre de leurs rentes et de leurs biens, ne s'allier qu'à des maisons nobles. Ils étaient exempts de certaines charges, ne logeaient pas les gens de guerre, ne montaient pas la garde. La maison de Limbourg ou d'Alt-Limburg comprenait les familles Holzhausen, Glauburg, Humbracht, Stallburg, Lersner, Güuderode, Wunderer, Baur d'Eyseneck, Hohenstein, Adlerflycht et Zigesar; elle avait droit à quatorze places sur les deux premiers bancs du Sénat. La maison de Frauenstein ou de Braunenfels qui venait après celle de Limbourg, se composait des familles suivantes:

peser uniquement sur ces deux maisons, ni sur les sept curés catholiques, ni sur les Carmes et les Capucins; que lui-même n'avait aucune juridiction sur les propriétés des trois électeurs ecclésiastiques et sur celles des princes qui possédaient des hôtels dans la ville; que la contribution était une charge publique et devait, suivant la constitution francfortoise, être payée par toute la bourgeoisie. Là-dessus, le Magistrat, qui n'avait pas dans ses caisses le numéraire suffisant, fit un emprunt volontaire en offrant aux prêteurs des reconnaissances qui portaient intérêt à 4 %. Son appel fut entendu. Dès le 23 octobre, au matin, des artisans, tailleurs, bouchers, cordonniers, menuisiers, s'empressaient à l'envi de porter au trésor de la ville l'argent dont ils pouvaient disposer. Le Magistrat remit aussitôt à Neuvinger 300,000 livres, en ajoutant qu'il ne considérait cette somme que comme un dépôt.

Sans doute Custine croyait soulever les pauvres de Francfort contre les riches. Il s'imaginait que le peuple profiterait de l'entrée des Français pour se révolter contre le Sénat et renverser une constitution qui passait, non sans raison, pour aristocratique[1]. « Vous adopterez, disait-il, une révolution qui rend leurs droits aux nations

Bienenthal, Barkhaus dit Wiesenhüten, Fleischbein de Kleeberg, Grambs, Heyden, Klettenberg, Lauterbach, Loen, Ohlenschlager, Schneider, Uffenbach; six de ses membres pouvaient siéger au Sénat.

[1] Cf. J.-A. Moritz, *Versuch einer Einleitung in die Staatsverfassung derer oberrheinischen Reichsstädte. I. Reichsstadt Frankfurt*, 1785. « En somme, dit Moritz (1, 322) le Magistrat de Francfort gouverne la chose publique et se compose des plus notables de la bourgeoisie, ...il n'est pas lié en toutes circonstances au consentement de la bourgeoisie, et lorsqu'il ne peut prendre seul une résolution, ce n'est pas chaque bourgeois, ce n'est pas chaque tribu qui dit alors son mot, mais certains collèges dont les membres ne sont pas élus par tous les bourgeois, ...le gouvernement de Francfort est une aristocratie tempérée. »

et détruit les pouvoirs usurpés. » Il osa même écrire à la Convention que les Francfortois criaient sur son passage : « Nous voulons être libres et Français[1] ! » Et voici que les gens du peuple prenaient leur part de la charge qu'il ne voulait imposer qu'au Magistrat !

Le général ignorait que les bourgeois de Francfort aimaient leur constitution et désiraient la garder. Ils lui déclarèrent nettement, dans une lettre publique, qu'ils n'étaient pas opprimés et qu'ils jouissaient déjà de la liberté qu'il leur offrait. Il y avait des riches à Francfort, mais ils ne formaient pas une classe particulière, et leur aisance se répandait sur toutes les branches d'industrie; quiconque voulait et pouvait travailler, trouvait son nécessaire. Il y avait des pauvres à Francfort; mais, grâce aux fondations publiques et privées, ils étaient à l'abri de la misère. Il y avait des impositions à Francfort; mais elles étaient si modiques que nul ne s'en plaignait. Bref, disaient les bourgeois, « nous sommes tous heureux, tous contents, et nous croyons que notre prospérité générale est liée trop étroitement avec notre constitution et l'aisance de nos plus riches concitoyens pour ne pas protester contre la taxe. Nous ne pourrions témoigner plus vivement notre zèle pour la nation française qu'en lui souhaitant de trouver dans sa nouvelle constitution le bonheur que nous donne la nôtre. Vous vous présentez, Monsieur le général, comme le défenseur de la liberté et le protecteur du bien public; laissez-nous donc notre

[1] *Mon.*, 5 nov. 1792. Cette lettre fut ainsi appréciée par le *Journal de la Montagne* (9 juillet 1793). « Custine se rend à Francfort et avec son ton ordinaire, ce ton tranchant d'un homme plein de vanité qui croit que lui seul voit bien et que tout le reste des hommes n'y voit goutte, il écrit à la Convention qu'on s'est trompé sur les dispositions de Francfort, qu'il y a été, et n'a entendu qu'un cri : *nous voulons être libres et Français !* »

constitution, le plus inestimable de tous nos biens[1] ! »

Cette protestation des bourgeois avait été précédée d'un véhément *Appel d'un citoyen allemand au chef des Français*[2]. Pourquoi, disait l'auteur de l'*Appel*, voulez-vous nous débarrasser de chaînes que nous ne portons pas, nous imposer des bienfaits dont nous n'avons nul besoin, ébranler notre constitution, troubler notre repos, diviser notre cité, la livrer aux horreurs de la guerre civile? Si quelques-uns d'entre nous ont douté de la liberté, s'ils ont offert asile aux émigrés, s'ils ont mis en circulation de faux assignats, ne sont-ils pas assez punis en voyant leurs hôtes chassés de leur patrie et méprisés de l'Europe? Ne sont-ils pas assez flétris si vous dites au public leurs noms et leurs crimes? Pour châtier quelques citoyens, vous exigez des millions de florins! Cette contribution n'est qu'une invention du despotisme et un « pillage régulier »; elle ne sied ni à la République française ni à vous, et ce n'est pas ainsi que se venge un noble peuple. D'ailleurs, les riches marchands que vous menacez n'oppriment personne, ne peuvent opprimer personne; ils nourrissent des centaines de gens qui, sans eux, manqueraient de pain, et c'est de leur luxe que vit l'artisan. Vous ne trouverez pas à Francfort un seul mécontent[3]. Custine, vous êtes entre la gloire et le

[1] *Die Bürger von Frankfurt an den fränkischen Bürger und General Herrn Cästine*, 5 nov. 1792; cf. *Chronique de Paris*, 30 nov. 1792.

[2] *Zuruf eines deutschen Bürgers an den Führer der Franzosen* (Ihlee, 26-40); voir également la lettre du maître serrurier Jean-Philippe Auerbach à Dorsch, *id.*, 129-135.

[3] « Il n'en est pas, dit Legrand dans une note inédite (A. G.), de la fortune des négociants comme de la fortune d'un courtisan ou d'un prélat. Ces derniers n'ont que de beaux hôtels richement meublés et des biens-fonds; si on les dépouille de ces propriétés, elles ne font que changer de mains et la masse du peuple n'y prend qu'un intérêt médiocre. Il n'en est pas de même des capitaux qu'on enlève à des com-

déshonneur; mieux vaut l'amour des Allemands qu'une bataille gagnée. Votre grande nation vient-elle chercher de l'argent et non des amis? Veut-elle agir contre les principes qu'elle a si hautement prêchés, agir contre la justice et l'humanité dont elle porte la bannière?

Mais Custine tenait bon et ne démordait pas de son dire. Il déclara qu'il n'avait taxé la ville que pour faire peser sur d'injustes magistrats une partie des frais énormes de la guerre et que la contribution devait être payée, non d'après le nombre des tribus et corporations, mais d'après leurs richesses. Il ne confondait pas des hommes « enivrés de leur puissance, portés à abuser de leur autorité et de leur opulence » avec le modeste citoyen qui se nourrit à peine du produit de son travail. Le peuple de Francfort ne paierait pas la taxe; ce n'était pas le peuple qui recevait les émigrés, qui jetait l'argent de la République dans les coffres des princes, qui mettait en circulation les faux assignats pour avilir la monnaie nationale, qui approuvait l'impression d'une gazette hostile à la constitution française. Neuvinger avait mal interprété la pensée de Custine et ne devait pas souffrir une pareille iniquité. Quoi! le banquier, le négociant en gros[1] rejetait les charges publiques sur le pauvre! Non, ce seraient les marchands, les capitalistes, les manieurs d'argent qui paieraient la contribution; quiconque ne possèderait pas au moins en propre 30,000 florins, serait exempt de la taxe; Custine n'avait passé le Rhin que pour protéger les faibles, et les Français apprendraient à

merçants et dont la privation, même momentanée, laisse sans ouvrage et par conséquent sans pain, une foule considérable de pauvres artisans qui, dans une ville comme Francfort, forment l'immense majorité du peuple. »

[1] Le *Moniteur* imprime « le négociant Legros »!

l'Allemagne que les hommes, égaux en droits par la naissance, ne sont pas destinés à porter le joug du riche[1] !

Telles furent, à diverses reprises, les déclarations de Custine. Les magistrats de Francfort essayèrent encore de fléchir sa rigueur. Il ne consentit à leur accorder une seconde diminution de 500,000 florins que s'ils lui prêtaient leur artillerie. « Magistrats du peuple, leur écrivait-il, je vous demande de me prêter l'artillerie et les munitions de Francfort pour augmenter les moyens de défense de l'intéressante conquête que vient de faire la République française. C'est de l'artillerie de vingt-quatre et de ses munitions dont je vous demande le prêt ! » Mais le Magistrat objecta qu'il ne pouvait prêter ses canons sans violer la neutralité et s'exposer à la vengeance du corps germanique[2].

Plus irrité que jamais, Custine se rendit à Francfort le 27 octobre. Il venait, comme dit un Allemand, tenir un lit de justice, et il était accompagné d'un millier de soldats, d'un train d'artillerie et de son interprète Böhmer en habit rouge. Les habitants regardaient avec curiosité le citoyen-général « devant qui, comme devant un second Josué, tombaient les murs des forteresses allemandes » ;

[1] Proclam. du 24 et du 27 oct. aux citoyens de Francfort, du 25 aux conseillers du peuple, du 28 aux magistrats.

[2] *Mém.* à la Conv., p. 11-12. « Custine, dit Eickemeyer dans une note inédite (A. G.), aurait mieux fait de dire aux Francfortois : « Vous n'êtes pas en état de soutenir votre neutralité, de fermer vos portes aux ennemis des Français, d'empêcher qu'ils ne se servent de votre artillerie contre moi. Optez donc si je dois en faire usage pour la défense de votre ville ou la mettre en lieu sûr afin de ne pas vous exposer aux calamités d'un siège. Ma propre sûreté exige cette mesure, et vous pouvez être assurés que votre artillerie vous sera rendue à la paix. » Qui aurait pu blâmer Custine ? Mais, à voir sa conduite envers Francfort, il semble que la sûreté de l'armée lui importait moins que d'attraper de l'argent. »

et l'on parla longtemps de sa grosse moustache et de ses yeux rusés qui regardaient sans cesse de tous côtés et révélaient la vivacité de son tempérament. Lorsqu'il arriva sur la place du Römer, il se tourna vers la foule et, souriant, demanda en langue allemande : « C'est ici que vous avez vu l'empereur cette année ? » — « Oui, Monsieur le général », répondit un vieux juif. — « Eh bien ! vous n'en verrez plus [1]. »

Il fit arrêter aussitôt comme otages sept des négociants les plus considérables de la ville [2] : il était fatigué des retards du Sénat et pour le punir, il ne rabattait rien de ses premières demandes, et il exigeait maintenant dans le plus bref délai deux millions de florins. Ces otages ne paieraient pas personnellement la contribution ; elle portait, répétait Custine, sur la richesse, et chacun devait s'exécuter en proportion de ses facultés que le Sénat connaissait sûrement, au moins par approximation. « Ne croyez pas, ajoutait-il, que je projette d'abandonner vos murs ; j'espère vous donner un jour assez d'idées de mes connaissances militaires pour vous faire perdre cette opinion, si elle est la vôtre. C'est de ce point que les armes de la République partiront pour contraindre les puissances qui voudraient la méconnaître. Elle ne veut pas conquérir l'Allemagne ; elle veut assurer son repos et surtout convaincre l'empereur qu'il est de son intérêt d'adopter les principes de la raison et de la philosophie longtemps méconnus. Cessez donc,

[1] Ihlee, 50 ; *Die alten Franzosen*, 122. « Habt Ihr dieses Jahr den Kaiser hier gesehen ? — Jo, Herr Generol — Nun, Ihr werdet keinen mehr sehen » ; cf. *Gesch.*, 99.

[2] Catoire, Bethmann-Hollweg, Gontard, Schweizer, Jean-Elie Ehrmann, Brentano, le juif Speyer : Willemer avait été arrêté à la place de Catoire, mais il était agent de la Prusse et fut relâché le lendemain.

Messieurs, de vous repaître de chimères, consentez à la dernière proposition que je vous ai faite, de me donner deux millions de florins, et contractez dès ce jour avec nous une alliance que rien ne pourra rompre. »

Le Sénat plia. Il versa le 31 octobre entre les mains de Neuvinger un million de florins. Mais à force de sollicitations et d'instances il obtint que le second million ne serait payable que l'année suivante en deux termes, le 2 avril et le 2 août [1].

Cinq députés de la ville, le syndic Seeger, l'échevin Günderode, les négociants Engelbach, Müller et Jordis, se rendirent aussitôt à Paris pour demander à la Convention nationale la restitution du premier million. L'Assemblée renvoya leur mémoire au Comité diplomatique et Rühl assura que la somme de deux millions de florins imposée à cette « république bâtarde » de Francfort n'était encore que trop modique [2]. Mais à Paris même et dans l'armée, des voix indignées s'élevèrent contre le général.

Les officiers de la garnison ne cachaient pas aux Francfortois qu'ils désapprouvaient les exigences de Custine. Un jour qu'ils étaient réunis au grand café de la ville, l'un d'eux entra tout joyeux : *la contribution est rendue*, criait-il à chacun. Les officiers applaudirent, et un capitaine des troupes de ligne, nommé Simard, déclara qu'il donnerait volontiers tout ce qu'il possédait, si la nouvelle était vraie [3].

[1] Ce second million qui formait la somme de 2,181,818 livres (y compris les 300,000 livres précédemment payées) ne fut jamais donné, puisque les Prussiens reprirent Francfort le 2 décembre 1792. En réalité, le Magistrat versa 1,991,005 livres 16, 2 (état du 20 nov., signé Hébert, A. G.).

[2] Rühl à la Convention (A. N. c. 241).

[3] Ihlee, 68 et 100 ; Baulieu, 8-9 ; Gorani, *Nouv. pétition à la*

Gorani, cet aventurier italien, ce chaud cosmopolite qui recevait de l'Assemblée législative le titre de citoyen français et qui défendait la cause de la Révolution, soit dans des missions secrètes soit dans des lettres publiques aux souverains, Gorani rédigea deux pétitions pour les habitants de Francfort. Sommes-nous, disait-il, des brigands qui pillons également amis et ennemis? Nos généraux qui s'annoncent comme les fléaux des tyrans, vont-ils exercer la tyrannie? Allons-nous détruire la bonne réputation que nous avons méritée à Spire et à Worms, nous avilir aux yeux des nations, leur prouver que nos principes de bienfaisance ne sont que des mots, des pièges, des « appâts de rapine »? Et il demandait que les sommes payées par les Francfortois leur fussent rendues [1].

Comme Gorani, François Wimpffen écrivait à la Convention qu'il était injuste d'exiger une contribution du petit état libre de Francfort: Francfort, disait-il, avait établi et maintenu depuis plusieurs siècles nos principes de liberté; Francfort observait exactement l'égalité; le gouvernement de Francfort était « le plus assimilé au nôtre »; et la nation française devait-elle faire d'autre conquête que « la conquête des cœurs et des affections [2] »?

Desportes mandait qu'un grand nombre d'Allemands nous accusaient de brigandage. Il s'étonnait que Custine n'eût pas témoigné « les plus hautes déférences » à la ville libre de Francfort. Les Français ne devaient-ils pas déployer la modération qui convient aux libérateurs des peuples? Lui aussi voulait que la contribution fût resti-

Conv., 24 janv. 1793, p. 2 : Custine a eu « le chagrin humiliant de voir cette hostilité désapprouvée par ses compagnons d'armes ».

[1] Cf. Marc Monnier, *Un aventurier italien*, 1885, p. 203.

[2] François Wimpffen *à la Convention*, 30 nov. 1792 (A. G.).

tuée aux Francfortois : on rassurait ainsi des amis effarouchés et « cette réparation d'un tort passager nous vaudrait une victoire [1] ».

Le ministre des affaires étrangères, Le Brun, partageait l'opinion de Desportes ; il lui répondit que « le jugement porté en Allemagne était très juste » et que la France rendrait à Francfort une contribution qui « ne pouvait être approuvée », mais qu'elle ferait cette restitution « de manière à ne pas humilier Custine ». Son collègue Roland alla plus loin. Il fit insérer dans le *Moniteur* et publier à part une lettre qui reconnaissait la neutralité de Francfort. La ville, disait-il, avait pu être occupée et influencée, mais elle n'avait rien voulu influencer par elle-même ; elle s'était disculpée de toutes les imputations ; les Français ne pouvaient lui reprocher ni dispositions hostiles ni sentiments malveillants : il fallait donc, concluait le ministre de l'intérieur, traiter les Francfortois en amis et en frères, et les décharger de la contribution que Custine leur avait imposée « par sévérité de zèle ».

Mais la contribution ne fut pas rendue. Le 5 décembre, le ministre des finances, Clavière, écrivait à Custine que les députés de Francfort partiraient sans emporter leurs millions, et la veille, le *Moniteur* faisait paraître une piquante justification du général. Custine, disait le journal, entrait en Allemagne comme guerrier et non comme voyageur, et les contributions étaient l'accessoire de la guerre ; une fois l'épée tirée, il ne fallait pas l'é-

[1] Desportes à Le Brun, 25 oct., et Le Brun à Desportes, 2 nov. 1792 (A. E.). « Le gazetier de Francfort, disait Desportes, a parlé en termes peu décents de la Révolution ; mais il fallait le promener par la ville sur un âne avec sa feuille aristocratique derrière le dos, et le forcer ensuite d'insérer cet article dans sa gazette ».

mousser ni amortir ses coups ; les Français avaient renoncé aux conquêtes, mais non aux contributions. La ville de Francfort croyait mériter une exception ; mais elle était membre de l'Empire ; elle n'avait pas protesté à la Diète en faveur de la France ; elle fournirait son contingent contre nous, lorsque l'Empire l'exigerait. Elle se prétendait libre : sa liberté ressemblait à celle d'une république de castors au milieu d'avides chasseurs ; elle consistait à ramasser par l'industrie les richesses qui seraient tôt ou tard la proie des Autrichiens ou des Prussiens. D'ailleurs, les Français faisaient la guerre aux gouvernements et non aux peuples ; ils voulaient affranchir et *franciser* l'Europe ; ils étaient comme les entrepreneurs de la liberté des nations. Pourquoi ne prélèveraient-ils pas sur les despotes et leurs créatures de légères indemnités ? Pourquoi n'imposeraient-ils pas une contribution à cette cité de Francfort qui n'était gouvernée que par des riches ? Aurait-on pitié des banquiers et des capitalistes ? Allait-on gémir sur leur sort, comme le bon financier qui pleurait Holopherne si méchamment mis à mort par Judith ? Non : Custine avait raison d'employer leurs florins comme « véhicule de propagande », comme un moyen de recruter des révolutionnaires en Allemagne. Francfort se plaint, ajoutait le *Moniteur* : « que le peuple se forme en assemblées primaires ; qu'il élise librement ses magistrats que nous ne pouvons reconnaître. — Mais, diront les Francfortois, nous sommes soumis aux lois de l'Empire. —Affranchissez-vous. — Nous n'osons pas. — Eh bien, payez, nous vous affranchirons ; la Constitution germanique et la République française ne peuvent subsister ensemble [1]. »

[1] *Mon.*, 24 nov. et 4 déc. 1792. On reprocha même à Custine d'a-

II. Maître de Francfort et, quelques jours après, de la petite forteresse de Königstein [1], installé sur la rive droite du Rhin, Custine devait s'emparer de Hanau qui lui donnait les deux bords du Mein et assurait ses derrières. La place était en mauvais état; elle n'avait qu'une faible garnison; beaucoup d'habitants, huguenots et réfugiés français, auraient accueilli sans déplaisir l'armée républicaine, et quelques-uns eurent l'audace de coiffer d'un bonnet phrygien les deux lions qui figuraient sur l'écu placé au-dessus du corps de garde principal. Mais Hanau appartenait au landgrave Guillaume IX, et les Hessois se seraient mieux défendus que les Mayençais. Leur bravoure était proverbiale comme l'esprit des Saxons et le flegme des Hanovriens. Un grand nombre avaient fait la guerre d'Amérique sous les drapeaux anglais, et l'on vantait leur endurance, la haute stature et l'air martial de leurs grenadiers, le tir excellent de leurs chasseurs. Un contemporain assure que leurs officiers étaient plus instruits que les officiers prussiens, qu'ils savaient se garder, diriger leurs patrouilles et, dans les circonstances périlleuses, prendre une résolution hardie. Les troupes hessoises, dit le duc de Richelieu, « sont véritablement belles, surtout l'infanterie qui est instruite et manœuvrière [2] ».

voir donné des lettres de sauvegarde à la Chambre de Wetzlar, au lieu de lui imposer une contribution, et, pour se justifier, Custine déclara très étrangement qu'il avait voulu sauver de la destruction les titres, documents et registres qui prouvaient l'iniquité de ce tribunal : « c'était là que les peuples et les individus lésés iraient chercher la preuve du brigandage dont ils avaient été les victimes! » (Custine a Pache, 19 nov. A. G.).

[1] Le lieutenant-colonel Schaal la fit capituler le 28 octobre. La garnison, composée de vingt-huit hommes que commandait le capitaine Fuchs, obtint les mêmes conditions que celle de Mayence.

[2] Ditfurth, *Die Hessen in den Feldzügen in der Champagne, am*

Custine n'osa donc se porter sur Hanau. Mais il était aisé de s'emparer des salines de Nauheim, dans le voisinage de Friedberg, et de faire contribuer une grande partie de la Wetteravie[1]. Le colonel Houchard fut chargé de cette commode et lucrative expédition. Il emmenait avec lui 1,500 fantassins, 1,000 cavaliers et deux batteries d'artillerie volante.

Il éprouva la bravoure hessoise dans la journée du 26 octobre. 120 hommes, commandés par le capitaine Mondorf, gardaient les salines de Nauheim. Ils résistèrent quelque temps, puis abandonnèrent l'édifice pour se retirer sur le Johannisberg et de là sur Butzbach ; ils furent enveloppés et se rendirent après avoir épuisé leurs munitions. Le vainqueur admira le courage des vaincus ; il laissa leur épée aux officiers[2].

Maine und Rheine, 1881, p. 13 ; Valentini, 17-18 ; Mirabeau, *De la monarchie prussienne*, VI, 204 ; *Le duc de Richelieu*, Saint-Pétersbourg, 1887, p. 128 ; Dampmartin, *Quelques traits de la vie privée de Frédéric-Guillaume II*, 1811, p. 105 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 162 ; *Gesch.*, 105.

[1] Ce pays fertile doit son nom à la Wetter, affluent de la Nidda. Il s'étend du Taunus aux froides et hautes montagnes du Vogelsberg et comprenait, outre la ville impériale de Friedberg, les domaines de la maison de Nassau, une partie de Hesse-Darmstadt (bailliages d'Ulrichstein, Schotten, Nidda, Rossbach, Butzbach, Kleeberg, Hüttenberg, Königsberg), la principauté de Hesse-Hombourg (Hombourg vor der Höhe), le comté de Hanau-Münzenberg (Hanau, Bergen, Bockenheim, Vilbel, Nauheim, Münzenberg, Gelnhausen, etc.) qui appartenait à Hesse-Cassel, les terres des diverses branches de la maison de Solms (Braunfels, Hohensolms, Laubach, Rödelheim), le comté de Königstein dont étaient seigneurs l'électeur de Mayence et la maison de Stolberg, la plus grande partie du haut comté d'Isenbourg. On sait que les comtes et seigneurs de l'Empire se partageaient en quatre collèges, Wetteravie, Souabe, Franconie et Westphalie ; le collège des comtes de Wetteravie comptait parmi ses membres, tous protestants : les comtes de Solms, d'Ysenbourg, de Stolberg, de Wittgenstein, de Linange, les rhingraves, Hanau, Nassau-Sarrebrück, Usingen et Weilbourg.

[2] Ditfurth, *Die Hessen*, 150-153, et *Tableau historique*, II, 163.

Houchard, que Stamm surnommait le fléau des despotes, fit vendre à Francfort et à Mayence le sel de Nauheim et courut la Wetteravie. Il ménagea les villages et leur paya ce qu'il consommait ; « il faut balayer, avait dit Le Brun, tout ce qui est devant et à côté de vous le long du Rhin, en traitant les peuples avec fraternité. » Les princes et les abbayes durent payer des contributions et donner des otages. Les couvents de l'électorat de Mayence, Arnsburg, Ilbenstadt [1], Niederilbenstadt, Engelthal, Rockenburg, livrèrent des bœufs et des moutons en grand nombre. Le comté d'Eppstein qui appartenait à l'électeur de Mayence et au landgrave de Hesse-Darmstadt, donna de la paille, de l'avoine, de l'orge. Le Johannisberg, domaine du prince-abbé de Fulda, fut occupé, et ses foudres de vin auraient été vendus aux enchères sans l'arrivée subite des Prussiens. Wiesbaden reçut une garnison française qui désarma les habitants et leur enleva tous les fourrages. L'établissement de Selters, dont l'électeur de Trèves était propriétaire, dut payer une contribution.

Les deux princes de Nassau-Weilbourg et de Nassau-Usingen [2] avaient obtenu des lettres de sauvegarde.

[1] On imposa pour une somme de 150,000 livres l'abbaye d'Ilbenstadt qui ne put donner sur-le-champ que 3,500 livres ; deux religieux et le syndic furent emmenés comme ôtages à Landau (le syndic Englert à Custine, 18 déc. 1792, A. G.).

[2] Il y avait plusieurs Nassau. I. Dans le cercle de Westphalie : 1° Nassau-Dietz ; 2° Nassau-Siegen ; 3° Nassau-Dillenbourg ; 4° Nassau-Hadamar. II. Dans le cercle du Haut-Rhin : 1° *Nassau-Weilbourg* qui possédait le comté de Nassau-Weilbourg (bailliages de Weilbourg, Weilmünster, Löhnberg, Mehrenberg, Kleeberg, Hüttenberg, Gleiberg), la seigneurie de Kirchheim et Stauff (Kirchheim-Bolanden, Gölheim, etc.), le bailliage d'Alsenz, un tiers du comté de Saarwerden et de la prévôté de Herbitzheim ; 2° *Nassau-Sarrebrück-Usingen* qui possédait la seigneurie d'Idstein, les bailliages d'Usingen, Wehen,

Houchard tira du prince de Nassau-Usingen dix mille florins, sous condition de respecter le château de Biebrich, et lui prit ses chevaux et toute l'argenterie de son château d'Idstein. « J'ai des ordres, disait-il dans le salon du prince, au milieu des dames qui s'effrayaient et se trouvaient mal, j'ai des ordres, et un soldat républicain ne peut s'en départir. » Custine vint en personne au château de Weilbourg, et sous prétexte que *Monsieur Nassau* avait eu soixante hommes dans Mayence, déclara de bonne prise l'argenterie, l'écurie et les greniers. Il invita même le pauvre prince à faire l'abandon de ses droits et prestations pécuniaires, et à « donner le grand exemple [1] ».

Guerre aux palais ! paix aux chaumières ! Ce manifeste de la nation française était le mot d'ordre que Custine donnait à ses lieutenants, et au grand ébahissement des populations qu'émerveillaient sa fécondité et sa rage d'écrire, au milieu de ses opérations militaires et fiscales, il rédigeait proclamations sur proclamations, tantôt à

Burg-Schwalbach, Kirchberg et les grands bailliages de Wiesbaden (Wiesbaden, Mosbach, Biebrich) et de Lahr ; 3° *Nassau-Sarrebrück-Sarrebrück* qui possédait le comté de Sarrebrück, la seigneurie d'Ottweiler, les deux tiers du comté de Saarwerden et de la prévôté de Herbitzheim, les bailliages de Hombourg et de Jugenheim.

[1] Cf. Le Brun à Custine, 20 oct. 1792 ; Custine à Biron, 12 et 14 nov.; Note de Legrand (A. G.) ; Klein, 223-231 ; *Die alten Franzosen*, 156-164 ; *Minerva*, VII, 405-423 (*Histor. Nachrichten von dem Einfall der Franz. in Weilburg*, par le conseiller Medicus) ; Etat du 20 novembre, remis à la caisse du payeur : vente de vin et blé à Eppstein, 7,000 l. ; contrib. d'Ilbenstadt, 3,545 l. 8 ; d'Arnsburg, 4,080 l. ; d'Engelthal, 9,544 l. 3.7 ; d'Oberhoffen, 226 l. 19.6 ; du receveur de Windecken, 853 l. 13.3 ; de celui de Hanzhausen, 451 l. 17.2 ; du prince de Nassau-Usingen, 3,280 l. 1.7 ; vente de chevaux, 372 l. 10.3 ; vente de grains et paille à Ilmestheim, 5,925 l. ; ventes du sel de Nauheim, 1,783 l. 17.1 ; 9,818 l. 3.7 et 19,998 l. ; vente de bœufs, 877 l. ; contrib. de la poste de Mayence, 7,510 l. 9.10 ; contrib. de la caisse électorale de Limbourg, 17,454 l. 11.3.

l'humanité opprimée en Allemagne, tantôt aux habitants des électorats ecclésiastiques, tantôt aux soldats des puissances qui faisaient la guerre à la France, tantôt aux troupes de Hesse-Cassel.

Il avait déjà répandu par milliers une adresse de la nation française à la nation allemande. Dans ce manifeste, les Français promettaient à l'Allemagne leur « appui redoutable » ; ils venaient venger ses droits méconnus et « l'indigne esclavage dans lequel vivait un peuple fier et brave » ; ils l'excitaient à se soulever contre les despotes : « Que l'aigle allemand s'élève dans les airs; que les soldats allemands cessent de servir l'orgueil des cours et viennent sous nos drapeaux gagner de concert victoire et liberté sur les bords du Rhin[1]; que l'union des deux nations soit pour tous les tyrans un exemple terrible ! »

Custine prodigua les mêmes promesses, les mêmes exhortations dans l'*Appel à l'Allemagne opprimée.* Il offrait, disait-il, la fraternité, la liberté. Les despotes répétaient que « le peuple n'existe que pour satisfaire leur vaine gloire et que l'or du peuple doit saturer leurs passions ». Mais la France s'était armée contre ces despotes ; elle leur avait enlevé Mayence et ne l'abandonnerait pas : « Je vais mettre cette ville dans l'état le plus redoutable et je jure de la défendre même contre tous les efforts de nos ennemis réunis. Puisse-t-elle devenir le boulevard de la liberté de tous les peuples de l'empire germanique ! Puissent de son sein partir les principes d'éternelle vérité ! Puisse leur évidence frapper tous les hommes courbés sous le joug de la servitude ! Pour moi, fier du beau titre de citoyen français, j'ai abjuré toutes ces distinctions qu'avait inventées l'orgueil ; la seule

[1] *Die französische Nation an die deutsche* (Ihlee, 63-64).

ambition d'un homme sage doit être de vivre dans la mémoire de ses concitoyens[1] ! »

Il annonçait en termes pompeux aux habitants des électorats ecclésiastiques qui « soupiraient depuis si longtemps sous le joug des prêtres » leur délivrance et la prochaine abolition de leurs impôts. Encore un moment, et ils éliraient eux-mêmes leurs administrateurs et leurs pasteurs ; ils seraient à jamais délivrés de ces usurpateurs qui ne leur permettaient pas de prononcer le mot sacré de propriété et qui, au lieu d'éclairer les hommes, s'efforçaient d'éteindre en eux les rayons de la raison[2].

Il appelait sous ses étendards les soldats étrangers et promettait à ceux qui serviraient la France, quinze kreuzer par jour — sans coups de bâton — et à ceux qui déserteraient, une pension annuelle de quarante-cinq florins et le droit de bourgeoisie. Que les alliés m'approchent, écrivait-il, « ils trouveront un pays immense inondé de proclamations et d'annonces aux soldats allemands » ; il en avait rempli tous les villages de la Hesse jusqu'auprès de Marbourg ; il en remplirait le Hundsrück jusqu'auprès de Coblenz et de Trèves. A l'entendre, il avait déjà fait de nombreux prosélytes et il demandait la permission de lever une légion allemande composée d'officiers excellents et de soldats qui « connaîtraient parfaitement l'Empire[3] ».

Enfin, il essayait de gagner les Hessois en leur faisant un affreux portrait de leur landgrave. Ce prince, disait

[1] Procl. du 23 oct. 1792 distribuée sous le titre *Aufruf an die gedrückte Menschheit in Deutschland* ou *an das gedrückte Volk teutscher Nation.*

[2] *Mainzer Zeitung*, 5 nov. 1792.

[3] Custine à Pache, 24 oct. et à Biron, 30 oct. 1792 (A. G.).

Custine, « ne songeait donc pas que l'heure du jugement dernier avait sonné pour tous les tyrans », que « le jour de l'affranchissement avait paru pour les peuples qu'ils aveuglaient » ? Et il lançait à Guillaume IX cette apostrophe qu'il croyait écrasante : « Monstre, sur lequel s'entassent depuis longtemps, comme les noirs nuages précurseurs de la tempête, la malédiction de la nation allemande, les larmes des veuves que tu laisses sans pain, le cri douloureux des orphelins que tu réduis à la misère, tes soldats abusés te livreront à la juste vengeance des Français ! Tu ne leur échapperas point par la fuite. Quel peuple au monde pourrait donner asile à un tigre tel que toi[1] ? »

Custine pensait que tant de proclamations produiraient des « résultats incalculables » et qu'en se servant, comme il disait, de sa plume autant que de son épée, il se rendrait maître de l'opinion. « Mes proclamations dans la ville de Francfort terrassent l'aristocratie de la richesse ; celles que j'ai promulguées à Mayence et à Worms portent le coup mortel à l'aristocratie de la noblesse ; celle où je lance les foudres de l'anathème contre Guillaume, landgrave de Hesse, ce commerçant de sang

[1] *Mon.*, 29 oct. et 9 nov. 1792 ; Ihlee, 70-71 ; Brissot avait déjà nommé le landgrave « ce marchand de chair humaine » (discours aux jacobins, 30 déc. 1791) et Blanier l'appelait le « boucher de Cassel » (16 déc. 1792, à Le Brun. A. E.). Il est, disait le *Moniteur* du 16 juillet, « toujours constant dans son noble métier », et le même journal le qualifie de « féroce » (29 nov. et 20 déc.) et de « farouche assassin » (18 déc. 1792). Le 1er décembre 1793, il annonce que le landgrave envoie aux Pays-Bas « quelques ballots de marchandises » c'est-à-dire six mille hommes ou « héros de magasin » qu'il vend à l'Angleterre trois guinées la pièce l'un dans l'autre. Stamm allait dire du landgrave, dans son fameux récit de la *Frankfurter Adventfeier*, qu' « à l'honneur de l'humanité, il aurait mérité depuis longtemps d'être banni de son sein ».

humain, prépare sans secousse la liberté de tous les peuples de l'Empire[1] ! »

Il fut bientôt détrompé. Il se contentait de rire lorsqu'un vassal du landgrave et chambellan du roi de Prusse, Frédéric Treusch de Buttlar, le provoquait en duel, et, en son nom, Stamm répliquait spirituellement qu'un général, sur le sol ennemi, et à la tête d'une armée, ne se bat qu'à coups de canon[2]. Mais les Hessois répondirent à la proclamation de Custine par un cri de fureur. Le landgrave, dur et avare, n'avait pas la réputation d'un bon maître. Les outrages de l'envahisseur le rendirent populaire, et s'il avait osé profiter de l'exaspération du peuple et employer les armes révolutionnaires, il eût organisé facilement une levée en masse. Le paysan, *le pauvre Conrad,* comme on le nomme en ce pays, blessé dans son orgueil national, ne pensait plus qu'à tirer vengeance de ces « pouilleux de Français ». Une foule de vieux soldats et de jeunes gens attendaient avec impatience l'appel de leur souverain. Dans les villages, les vétérans se faisaient instructeurs et apprenaient aux jeunes recrues à marcher en ordre et à manier le fusil. Guillaume IX, écrivait-on au *Moniteur,* « est parvenu à persuader ses sujets que les invectives de Custine retombaient sur eux-mêmes, et ces soldats igno-

[1] *Courrier des départ.*, 6 nov. 1792, et Custine à Le Brun, 28 oct. (A. G.).

[2] *Mainzer Zeitung*, 19 nov. 1792 (lettre de Buttlar, 9 nov. et de Stamm, 16 nov. ; cf. les deux lettres dans la *Chronique de Paris*, 12 déc.). Trois jours plus tard, Stamm, croyant que le landgrave avait mis à prix la tête de Custine, écrivait une lettre à Guillaume IX : « Vous êtes marchand d'hommes et vous offrez 6,000 carolins pour l'article Custine. Donnez-moi seulement 3,000 carolins et je vous livre Custine, son armée, son artillerie et moi-même devant les portes de Hanau où vous n'aurez que la peine de les prendre. »

rants se croient armés pour leur propre cause. » Le manifeste, reconnaît Forster, « est insensé et a réveillé l'amour-propre, la pitié et l'honneur des Hessois ». Custine lui-même mandait deux mois plus tard, non sans tristesse ni dépit : « accoutumé à baiser la main qui le frappe, le peuple se met à l'adoration devant le landgrave. » Peut-être Stamm ou Böhmer lui avait-il traduit la protestation vigoureuse qu'un soldat rédigeait au nom de tous les fidèles sujets de Hesse-Cassel : « Tu essaies, Custine, de nous endormir par l'apparence de l'amitié et de nous rendre parjures ; tu prends une peine inutile ; nous t'attendons l'épée à la main et nous sommes résolus à mourir avec notre prince, quels que soient ses défauts, plutôt que de vivre sans gloire ! [1] »

Le général avait inconsidérément soulevé la population de Hesse-Cassel. Savait-il du moins se concilier les cœurs dans la Wetteravie et le reste de l'Empire ? Mais bourgeois et paysans n'accueillaient ses proclamations qu'avec un sentiment de colère et de haine. Les bourgeois s'indignaient qu'un général qui prétendait leur faire présent de la liberté et les rendre plus heureux qu'ils n'étaient, vînt extorquer leurs écus en les mena-

[1] *Mon.*, 29 nov. 1792 ; Forster, VI, 406-407 : *Die alten Franz.*, 144-149 ; *Ueber die Verf. von Mainz.*, 8, note ; *Ditfurth*, 154-162 ; Custine à Pache, 5 janv. 1793 (A. G.) ; *Reclama der Hessen auf das Proclama des neufränkischen Bürgers und Generals Custine*, Hanau, 28 oct. 1792 ; cf. une lettre de Charles-Auguste de Weimar à Knebel (*Liter. Nachlass*, de Knebel, 1840, I, 177 « die Hessen setzten derben Widerstand allen beleidigenden neufränkischen Witzen entgegen ») et (Girtanner) *Die Franz. am Rheinstrome*, I, 53. « Lorsqu'Achille dit à Agamemnon : tu as l'œil envieux d'un chien et le cœur timide d'un chevreuil, il tient le même langage ; mais il avait un motif plus grave puisqu'Agamemnon lui soufflait la belle Briseis ; Custine est tellement épris de lui, de sa gloire, du prix de la liberté — qu'il ne doute pas un moment que les Hessois enverront leur maître au diable pour combattre sous ses ordres. »

çant de l'incendie et du pillage s'ils refusaient de délier les cordons de leur bourse. Ils s'indignaient qu'un général qui débitait de si belles sentences sur le désintéressement et la générosité de sa nation, vînt arracher de braves gens à leur famille et les emmener comme otages en jurant de ne les relâcher que lorsqu'il serait payé jusqu'au dernier liard. Voilà, disaient-ils, une singulière *captatio benevolentiae!* [1] Rühl lui-même, Rühl, l'ami de Custine, Rühl qui s'était hâté d'approuver la contribution de Francfort, Rühl blâmait la taxe établie sur les magistrats de Worms [2], et lorsqu'il sut que le général voulait demander cent mille florins à la ville impériale de Friedberg, il jeta les hauts cris et déclara qu'une pareille imposition était plus qu'exorbitante ; si l'on appelait, assurait-il, d'Alger, de Tunis ou de Smyrne des marchands d'esclaves et qu'on leur vendît les habitants de cette bicoque, ils ne trouveraient pas la moitié de la somme que réclame Custine, et tous les patrons levantins, mis ensemble, emploieraient vainement leurs fouets pour la faire acquitter par ces pauvres citadins [3] ! Mais ce qui révoltait surtout la bourgeoisie allemande, c'était la contribution de Francfort. On comprenait que Custine eût enlevé les magasins de Spire ; — ces dépôts appartenaient aux Impériaux ; qu'il eût mis sur Spire et Worms une imposition de guerre ; — après tout, ces deux villes avaient donné quelque sujet de mécontentement à la nation française ; — qu'il eût conquis Mayence ; — l'Electeur ne s'était-il pas hautement rangé du côté des alliés ? Mais on ne pouvait croire qu'il eût exigé de la ville neutre de Francfort deux millions

[1] *Die Franzosen am Rheinstrome*, 30.
[2] Cf. plus haut, p. 65.
[3] A. N. c. 241.

de florins et tenté de renverser une constitution dont personne ne se plaignait. Cet acte du général français, affirme un écrivain de ce temps, « a profité dix fois plus à la patrie allemande que la plus grande victoire ; il a prouvé que les nationaux se donnaient pour ce qu'ils n'étaient pas et qu'ils n'avaient inscrit dans leur constitution que des phrases pompeuses et sonores [1] ».

Telles étaient les dispositions de la classe bourgeoise. Quant aux paysans, s'ils voyaient avec une secrète satisfaction piller les caisses et vider les greniers de leurs baillis, ils s'irritaient des contributions imposées à leurs moines, à leurs nonnes et aux princes qu'ils aimaient. Quoi ! les Français se vantaient d'apporter l'exemple de toutes les vertus et ils n'entraient dans les couvents que pour les rançonner ! Ils menaçaient de pauvres religieuses d'incendier leur maison, si elles ne faisaient l'abandon de leur mince pécule [2] ! Malgré les sauvegardes qu'ils avaient données, ils entraient dans Idstein et dans Weilbourg le sabre au poing et l'injure à la bouche, et ils mettaient à sac la demeure des bons princes de Nassau ! Outrés de colère, les jeunes gens d'Idstein se jetaient aux pieds de Charles-Guillaume de Nassau-Usingen, lui juraient un fidèle attachement et lui demandaient avec instances la permission de tirer sur les Français [3].

Enfin, les paysans eux-mêmes n'étaient pas épargnés.

[1] *Gesch.*, 94-97.

[2] Mémoire sur Custine par un témoin oculaire, *Journal de la Montagne*, 9 juillet 1793.

[3] *Id.* Déposition de Lemaire au procès de Custine (*Mon.*, 26 août 1793 « cette opération indisposa beaucoup les habitants du pays contre la nation française ». Cf. *Die alten Franzosen*, 163 ; *Revolutions-Almanach*, 1794, p. 108 ; Wenck, *Deutschland vor hundert Jahren*, II, 1890, p. 73.

Custine recommandait de les ménager, mais il ne pouvait être partout ni mettre chacun à l'abri de la rapacité du soldat ou du caprice de l'administration. Il y eut des cultivateurs qui furent maltraités ; d'autres à qui des fourrageurs prirent comme paille des gerbes encore chargées de grains ; d'autres qui ne reçurent pas leur salaire. Durant sept à huit jours, des gens de la contrée réquisitionnés par le commissariat des guerres, enlevèrent le sel emmagasiné dans les salines de Nauheim et le transportèrent à Francfort et à Mayence ; on avait annoncé qu'on les paierait comptant ; ils n'obtinrent pas un kreuzer, et nombre d'entre eux perdirent leurs chevaux dans la boue des chemins ou firent une dépense ruineuse. Après avoir promis aux paysans l'abolition de la corvée, on les traitait comme des sujets corvéables ! Le peuple des campagnes se mit à maudire Custine avec tous les Français et à dire que la guerre pesait autant sur les chaumières que sur les palais. Custine, écrivaient plus tard les jacobins de Strasbourg, « s'est contenté de faire des courses pour enlever les chevaux et l'argenterie des petits princes et comtes ; les déprédations et la cupidité de ses agents devaient faire détester aux Allemands une révolution qui les dépouillait de leurs propriétés et les exposait aux vexations les plus tyranniques [1]. »

La Révolution française, à ses débuts, avait rempli

[1] *Id. Journal de la Montagne*, 9 juillet (mém. sur Custine par un témoin oculaire) et 15 juillet 1793 (adresse des jacobins de Strasbourg à la Convention). Cf. dans le n° du 11 juillet la conclusion du mémoire du témoin oculaire « on dirait que Custine n'a été en Allemagne que pour faire aux habitants un cours de haine et de diffamation contre la France, pour éloigner à jamais de nous ces peuples bons et généreux ; nous avons acheté leur aversion : ils nous aimaient auparavant et nous abhorrent maintenant ». Voir aussi *Gesch.*, 104.

l'Allemagne d'admiration. « Il n'est pas, dit un de nos officiers, un être pensant dans ce pays qui ne fît pour elle des vœux publics ou secrets[1]. » Les plus grands esprits la saluèrent avec transport. Klopstock la nommait « la plus grande action du siècle », Gœthe décernait à Paris le titre de capitale du monde, Stäudlin célébrait les « fils sublimes de la Gaule » tombés à la bataille de Jemappes[2], et que de jeunes Allemands, entraînés par la fougue de leur âge, passèrent le Rhin pour assister et aider au triomphe des idées nouvelles ! Dès les premiers jours de l'entrée des Français en Allemagne, trois étudiants de l'académie de Stuttgart venaient exprès à Spire pour voir le général et l'armée d'une nation dont les principes et l'énergie faisaient l'espoir des autres peuples[3]. Les Français n'étaient plus les *Franzosen* ; on les nommait *Franken* ou *Neufranken*, les Francs, les nouveaux Francs, comme pour les distinguer des anciens Francs ou *Altfranken*, c'est-à-dire des Français d'avant 1789, des partisans de l'ancien régime, des émigrés. C'était une nouvelle France qui naissait, une France régénérée, résolue à faire le bonheur de l'humanité, à détruire les abus, à ruiner les préjugés, à réaliser l'idéal[4]. Un instant, on crut que les prédictions

[1] Note de Legrand (A. G.).

[2] *Mainzer Zeitung*, 13 décembre 1792.

[3] *Mon.*, 16 oct. 1792.

[4] Cf. sur ce mot de *Neufranken* les « Briefe eines preussischen Augenzeugen über den Feldzug des Herzogs von Braunschweig », 1793, I, 55 (par la Révolution, dit-il, les nouveaux Francs ont détruit les usurpations des anciens Francs, *die neufränkische Abschaffung altfränkischer Usurpationen*) ; il nomme aussi les Français *Neugallier* (IV, 6). Voir Metternich, *der Bürgerfreund*, n° 1, 26 oct. 1792 « Neufranken, so werden wir in die Zukunft die Franzosen nennen » et (Girtanner) *Die Franz. am Rheinstrome*, 1 « Die Franzosen oder, wie man sie zu nennen pflegt, die Neufranken ». En mars 1793, les

de Brissot allaient se vérifier : « Quand les Allemands, avait dit le girondin, verront notre armée déployer au milieu d'eux le drapeau tricolore, quand ils la verront protéger les propriétés au lieu de les dévaster, acheter leurs denrées au lieu de les piller, ils couvriront les Français de bénédictions, au lieu de s'irriter contre eux » ; il exaltait à l'avance les volontaires nationaux, ces libérateurs du genre humain, qui s'avanceraient triomphalement à travers l'Allemagne, montrant à tous un visage ouvert et amical, serrant la main à tous, promettant à tous la fin de leurs misères, et son imagination enflammée se représentait les deux peuples jurant sur les étendards de la liberté qu'ils seraient frères à jamais [1]. L'antipathie, le dégoût, la haine remplacèrent peu à peu l'enthousiasme, et insensiblement se refroidit l'ardeur de liberté, se rompit le charme. Custine fut le principal auteur de ce désenchantement. On reconnaissait la discipline de ses soldats et leur bonne conduite. On louait les ordres que Neuvinger avait donnés à sa division, de ne rien prendre « sans une juste rétribution » et d'honorer le nom français en respectant les propriétés [2]. On s'étonnait même que les gardes nationales commissent si peu d'excès et que des gens ramassés en hâte et au hasard, sortis de toutes les classes de la société et qui, depuis trois ans, vivaient dans les tumultes et dans une sorte de vertige, eussent encore des

commissaires français disaient à Kirchheim, dans le comté de Linange, qu'ils n'étaient pas des *Franzosen*, comme au temps de Louis XIV qui avait ravagé le Palatinat et qu'ils rougissaient de ce nom ; « nous nous appelons Francs, *wir heissen Franken* » (Remling, I, 274).

[1] Discours aux jacobins, 30 déc. 1791, tiré à part, p. 9-11.

[2] Ihlee, 40, 68, 72-73 ; cf. une lettre de la mère de Gœthe (1er janvier 1793) « les officiers seraient morts de faim plutôt que d'exiger quelque chose » et *Preuss. Augenzeuge*, IV, 9.

façons aimables et les agréments de la politesse française[1]. Mais la contribution dont Custine frappa la ville impériale de Francfort, ses incursions dans la Wetteravie, sa conduite envers les princes de Nassau, son manifeste aux Hessois aliénèrent les esprits. « Nos ennemis, déclare un agent français, lui ont la plus grande obligation d'avoir dégoûté les peuples de l'Allemagne de la fièvre révolutionnaire[2]. »

Un Allemand publia, dans les premiers mois de l'année suivante, un gros pamphlet sur les exploits de Custine. Les *Franzosen*, disait-il, avaient reparu en Allemagne ; ils prenaient un masque, faisaient patte de velours, et se nommaient les *Neufranken ;* mais c'étaient toujours les « ennemis héréditaires », les *Erbfeinde*, qui causaient tant de maux à l'Allemagne et laissaient partout des traces de leur cruauté, de leur perfidie, de leur insupportable orgueil ; c'étaient les mêmes qui pillaient Spire et Worms un siècle auparavant, qui commettaient tant de ravages à Heidelberg et dans le pays d'alentour, qui réduisaient pendant la guerre de Sept-Ans un si grand nombre de familles à la mendicité ; ces républicains étaient les « frères » des soldats de Louis XIV. Custine avait beau dire ; il ne venait en Allemagne que pour remplir sa bourse et faire le métier de voleur. Les Français s'imaginaient qu'ils étaient des héros parce qu'ils plantaient un arbre de liberté et disaient aux peuples : « nous sommes libres et vous êtes esclaves ; nous vous faisons libres et égaux ; » ces chevaliers

[1] (Girtanner), *Die Franzosen am Rheinstrome*, 46-47 et 49.

[2] Témoignage de Simon (procès de Custine, *Mon.*, 28 août 1793) et Forster, VI, 405 (les Français agissent, comme les clubistes, « planlos und widersinnig »).

errants de la liberté n'étaient que des charlatans grossiers qui ne connaissaient pas le caractère allemand [1].

Un deuxième, remontant plus haut encore, disait que les nouveaux Francs étaient toujours ces anciens Francs que Vopiscus accusait de mauvaise foi et de parjure : de même que leurs ancêtres, ils jouaient avec les serments ; ils renversaient le souverain qu'ils avaient juré de conserver ; ils ne tenaient jamais leur parole ; ils ne donnaient des sauvegardes que pour les violer ; leur général Custine n'était qu'un bandit, un *Räuber* [2].

« M. de Custine, disait un troisième, a traité de turc à maure les Francfortois qui ne l'avaient pas offensé. Les philosophes de Paris l'ont chargé de faire la guerre aux palais ; il la fait aux caves, aux greniers et aux cassettes [3] ! »

Celui-ci écrivait à la Convention que Custine et son paladin Stamm ne faisaient que hâbler, piaffer et diffamer les souverains. Le général était un grand seigneur qui ne pensait qu'à s'amuser dans son palais de Mayence où il buvait à longs traits le vieux vin du Rhin. Il sortait quelquefois pour se promener au dehors ; mais il aurait mieux fait de rester dans sa douce inaction. « Il a imposé Francfort qui gardait une complète neutralité, de la façon la plus brutale et la plus imprudente ; sa conduite à Usingen et à Weilbourg lui a ôté toute considération ; on ne voit plus en lui qu'un partisan, un

[1] *Die alten Franzosen in Deutschland hinter der neufränkischen Maske verschlimmert oder Cüstin's Heldenthaten*, p. 2-4, 20, 141-142.

[2] *Ueber die Verfassung von Mainz*, 43 (daté du 24 novembre 1792) ; l'auteur anonyme prononce cette phrase remarquable : « bientôt de l'anarchie sortira un dictateur, soutenu par les sans-culottes, et il donnera des lois despotiques à la France. »

[3] *Sur Custine et Mayence*, par un citoyen manqué, p. 4.

autre Luckner, plus propre au pillage qu'à la guerre [1]. »

Celui-là assurait que les Français, ennemis jurés de l'Allemagne dans tous les temps, revenaient, plus que jamais avides de sang et de butin ; « ils ont été nos plus implacables adversaires, ils nous ont enlevé mainte belle contrée plus par leurs négociations astucieuses que par leurs armes, ils viennent aujourd'hui détruire la constitution de l'Empire [2] ! »

Girtanner rappelait le dicton *gens gallica, gens perfida* et comparait les Français au jeune homme décrit par Horace. C'étaient toujours les mêmes grands enfants, légers, étourdis, imprévoyants, épris de tous les plaisirs, dévorant la vie, incapables de supporter l'ennui et de s'occuper longtemps d'une seule et même chose, inconstants, volages, sourds à tous les avertissements, n'agissant que par boutades, prodigues, présomptueux. Un Français, écrit Girtanner, est toujours amoureux de sa propre personne ; il se regarde comme le favori de la nature et se croit fait pour être le maître du monde ; personne ne dit aussi souvent que lui *un homme comme moi*. De là ce ton d'assurance et de fierté, cette façon hardie de prétendre à tout et de tout revendiquer, cette confiance extraordinaire dans ses forces. Ce peuple voulait, à l'heure actuelle, conquérir le monde, et sûrement il échouerait ; mais, au lieu de désespérer et de se faire des reproches, il chanterait *on ne s'avise jamais de tout* ; rien ne peut l'émouvoir profondément ; il ne prend rien au sérieux ; tout lui est jeu et chanson [3].

Le patriotisme allemand commençait à naître. Dans

[1] Marcus Anckerford, d'Upsal, à la Convention (déc. 1792, A. G.).
[2] *Ein Geschenk für alle brave deutsche Soldaten, insbesondere für die Sachsen*, 1793, p. 11 et 18.
[3] *Die Franzosen am Rheinstrome*, 187-211.

son curieux *Journal* de la prise et de la reconquête de Francfort, Ihlee prophétisait l'éveil prochain de l'esprit national, et « alors, ajoutait-il, malheur à Custine et à ses hordes ! La masse des Français ne pourrait soutenir la lutte contre les guerriers nés et exercés de l'Allemagne ! » L'anonyme défenseur de l'ancienne constitution mayençaise fait les mêmes prédictions ; il affirme que l'Allemagne peut lever plus de volontaires que la France, que les princes apprennent à connaître le bourgeois et le paysan, qu'ils secouent leur sommeil et rassemblent leurs peuples pour défendre la liberté allemande [1].

Les journalistes, les écrivains, les professeurs, les étudiants [2], gardèrent au fond du cœur le culte de la Révolution et comprirent qu'elle était nécessaire, qu'elle venait inévitablement et comme fatalement renouveler les choses humaines. « Les hommes instruits, a dit un officier républicain, étaient enthousiastes de bonne foi de nos principes, qui, malgré les fous, et les intrigants, et les brigands qui en ont abusé, sont d'éternelles vérités [3]. » Mais le peuple se prit à détester les Français, comme autrefois. « Jamais, écrivait le représentant Couturier, vous ne devez compter sur la loyauté de ce pays ; les rançons et les pillages énormes nous ont rendus odieux à jamais [4]. » Custine vit les habitants « servir

[1] Ihlee, 94 ; cf. 46, 68, 77, 128 ses assertions sur les Francfortois qui restent allemands, *deutsch und treu*, et dont la postérité louera le patriotisme allemand, la *Deutschheit* ; voir aussi *Ueber die Verf. von Mainz*, 41 et les innombrables pamphlets de l'époque.

[2] Ceux qu'on nommait les *Gelehrten* ; cf. la préface des *Alte Franz. in Deutschland* et les adjurations de l'auteur à cette classe d'hommes qu'il regarde comme imbue d'idées révolutionnaires.

[3] Note de Legrand (A. G.).

[4] Couturier à Pache, 18 janvier 1793 (A. G.).

parfaitement » les Prussiens et devenir leurs espions. « On est loin, mandait son fils, de se faire une idée de l'acharnement des paysans de tout le Rheingau, de Nassau et de la Hesse contre nous ; partout même esprit et même conduite ; et cependant les Français les paient et les traitent bien ! » Lorsque nos chasseurs se laissaient surprendre dans un village, la population s'armait de fourches et se joignait aux hussards prussiens ou hessois. Des bourgeois offraient de guider nos détachements et les menaient droit dans une embuscade. « Malgré la discipline du soldat, avoue Custine, et les grands ménagements dont on avait usé, j'ai vu ces serfs imbéciles, abrutis par l'esclavage, prendre le parti de leurs despotes et dire qu'on pouvait bien les traiter avec rigueur, les dépouiller, mais non leurs maîtres ! Et que deviendrons-nous, s'écriaient-ils, si l'on ruine nos souverains seigneurs [1] ? »

III. En s'établissant à Francfort, au cœur de l'Empire, Custine ne voulait pas seulement taxer l'Allemagne, lever des contributions immenses, rassembler de considérables approvisionnements par des razzias en tous sens. Il comptait porter un coup mortel à l'Autriche. Le 23 octobre, il ordonnait à Neuvinger d'enlever ou de détruire les magasins que les Autrichiens avaient établis dans la ville impériale de Heilbronn, de parcourir avec la plus grande célérité les trente lieues qui séparent Heilbronn de Francfort, de transporter au besoin ses

[1] Custine à Pache, 1er et 11 déc. 1792 ; Custine fils à Le Brun, 6 déc. 1792 (A. G.). Le 21 décembre, le général écrivait à Pache : « Je vois des tyrans que le peuple abhorrait lui devenir intéressants, lorsqu'on fait porter sur eux seuls le poids de la guerre. Ce peuple ignorant s'écrie que c'est une injustice de les traiter ainsi. Il va jusqu'à désirer de porter les charges de préférence à les voir supporter aux princes. »

soldats sur des chariots ; si Neuvinger rencontrait en route les Impériaux sortis de Mayence, il leur livrerait combat et les exterminerait, car des prisonniers ne pourraient que l'embarrasser. Du succès de cette entreprise, disait Custine, dépendait la ruine des Autrichiens, et, pour faciliter l'opération, il priait Biron de retenir Esterhazy dans le Brisgau en faisant vers Huningue les plus vives démonstrations et en jetant un pont sur le Rhin. Neuvinger craignit sans doute de risquer une pointe si hardie, et Custine, se ravisant, préféra délivrer une sauvegarde à l'évêque de Spire, moyennant cent mille écus en espèces sonnantes qui lui servirent à payer la solde de ses troupes [1].

Mais n'était-ce pas une grande faute d'aller à Francfort ? Au lieu de rançonner la Wetteravie, Custine aurait dû descendre le Rhin. Rien ne lui était plus aisé que de *couler* rapidement sur Coblenz et sur Trèves [2]. Coblenz tremblait, Coblenz attendait les carmagnoles, et le 26 octobre, pendant que la garnison tréviroise, composée de quelques vieux invalides déjà saisis de frayeur et incapables de résistance, se réfugiait à Ehrenbreitstein sur la rive droite du fleuve, pendant que des centaines de paysans se hâtaient de détruire quelques ouvrages de défense pour ôter aux Français tout prétexte d'hostilités, le syndic Lasaulx portait au quartier-général de Mayence les clefs de la ville [3]. Les Prussiens n'avouaient-ils pas qu'une fois Custine à Coblenz, ils se rejetteraient en

[1] Custine à Neuvinger, 23 oct. 1792 (A. G.) ; cf. son procès, *Mon.*, 23, 25, 29 août 1793 et surtout la déposition de Wedekind (c'est Wedekind que le journal qualifie de « témoin, médecin à l'hôpital militaire de Strasbourg »). Voir dans Remling, II, 459, la sauvegarde accordée aux établissements de l'évêché de Spire.

[2] Beurnonville à Pache, 17 déc. 1792 (A. G.).

[3] *Mainzer Zeitung*, 30 oct. 1792.

Westphalie ? Et s'il était trop tard pour courir à Coblenz avec la plus grande partie de son armée, Custine ne pouvait-il envoyer une avant-garde qui aurait le temps de prendre Ehrenbreitstein, de faire main-basse sur les magasins ou de les livrer aux flammes [1] ?

Par malheur, il s'imagina qu'il n'avait pas assez de monde. « Il s'est plaint à moi, écrivait Desportes, qu'il n'a que 8,000 hommes pour garder ses conquêtes et tenir la campagne ; qu'on le renforce, au nom du ciel, qu'on le renforce ! » Custine hésita donc ; il n'osa disséminer ses troupes et les envoyer vers le nord, par les deux rives du Rhin, sur une si grande étendue de territoire ; l'opération, disait-il, l'avait un instant et de prime abord « bien tenté » ; mais après réflexion, il la traita de folie : « Je n'ai pas assez de monde, répétait-il, pour occuper tant de pays [2]. »

Il préférait laisser cette tâche à Kellermann. Ce dernier suivait alors les Prussiens dans leur retraite sur Verdun et Longwy. Custine le pria d'*adosser* l'armée du Centre [3] à l'armée des Vosges, de descendre la Moselle par Thionville et de pousser jusqu'à Coblenz. Se porter sur la Sarre, la passer à Consarbrück ou à Sarrebourg dans le Sarregau, arriver à Trèves avant les ennemis, s'emparer d'Ehrenbreitstein, « la clef de la basse Allemagne », ainsi que de la petite forteresse hessoise de Rheinfels, telle devait être, suivant Custine, la besogne, d'ailleurs facile, de Kellermann. Quant à lui, une fois qu'il aurait assuré la

[1] *Die alten Franz.*, 22 ; *Belag.*, 75 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 160 ; Soult, *Mém.*, 1854, I, 10-11.

[2] Desportes à Le Brun, 1er nov. 1792 (A. E.) ; Custine à Biron, 8 nov. 1792 (A. G.) ; procès (*Mon.*, 20 août 1793).

[3] Qu'on allait nommer et qu'on nommera désormais dans ce récit « armée de la Moselle ».

tête de pont de Mayence, reçu les renforts qu'il attendait d'Alsace et recouvré les troupes qu'il avait prêtées à Kellermann dans les derniers jours du mois d'août, il comptait balayer — sans doute dès le 15 novembre — la rive droite du Rhin et menacer l'Autriche antérieure[1]. Il forçait ainsi les Impériaux d'évacuer la Belgique pour venir au secours du Brisgau et il espérait que la moitié d'entre eux resterait dans les boues; « maître d'Ehrenbreitstein, de Trarbach et de Rheinfels, je pourrai, après avoir pris Hanau, entrer dans la Haute-Allemagne; les Autrichiens qui sont en Flandre, près d'être totalement coupés, abandonneront les Pays-Bas et ne retourneront dans les états héréditaires que par lambeaux[2]. »

Mais Kellermann se croyait naïvement diplomate. Il s'imaginait que les Prussiens désiraient se détacher de l'Autriche ; il leur proposait la paix, leur offrait une alliance perpétuelle et voyait, disait-il, « infiniment de dispositions d'une pacification générale et même d'un traité particulier avec eux ». Déjà, pour « entamer une négociation » et « faire le traité », il demandait des commissaires de la Convention et surtout Fabre d'Eglantine[3]. Il eût mieux fait de refouler vigoureusement les Prus-

[1] L'Autriche antérieure comprenait trois parties : 1° le Brisgau (avec Fribourg pour capitale et résidence de la Régence et de la Chambre des comptes ; villes principales : Vieux-Brisach, Villingen, Neuenburg, Waldkirch) et les quatre villes forestières, Laufenbourg, Rheinfelden, Säckingen et Waldshut; 2° la Souabe autrichienne (marquisat de Burgau, landgraviat de Nellenbourg — avec Stokach pour chef-lieu — préfecture impériale d'Altdorf et de Ravensburg, comté de Hohenberg, ville de Constance); 3° les seigneuries du Vorarlberg (comtés de Feldkirch, Bregenz, Bludenz, Sonneberg).

[2] Custine à Biron, 23 oct. 1792; à Pache et à la Convention, 24 oct.; à Kellermann, 16 oct. et 25 oct.; à Pache, 4 nov. (A. G.).

[3] Vivenot, *Quellen*, II, 297; Robinet, *Le Procès des dantonistes*, 1879, p. 531-532.

siens l'épée dans les reins. A la frontière du Luxembourg comme à la sortie des défilés de l'Argonne, Brunswick, Kalkreuth, Lucchesini amusaient les Français par de belles paroles, et, au lieu d'accabler l'adversaire, on le ménageait, on lui faisait un pont d'or, on ne voyait plus en lui que le futur allié [1] !

Kellermann ne songeait donc nullement à pénétrer dans la vallée de la Moselle et à couper aux Prussiens le chemin de Trèves. Il jugeait sa besogne finie et réclamait le bâton de maréchal de France. Vainement le ministre de la guerre et le Conseil exécutif lui ordonnaient d'entrer sans retard en Allemagne, de masquer la place de Luxembourg pour la prendre au printemps, de ne plus s'arrêter à des négociations et de ne penser qu'aux opérations militaires, bref d'agir comme agissait Custine, comme agissait Dumouriez dont l'armée faisait des marches aussi pénibles que l'armée de la Moselle, éprouvait plus de pertes, plus de privations encore, et pourtant, alerte, résolue, confiante, allait conquérir les Pays-Bas autrichiens et remporter au grand étonnement de l'Europe la victoire de Jemappes. « Hâtez-vous, répétait le ministre, de vous porter sur Trèves et Coblenz, les

[1] Cf. notre *Retraite de Brunswick* et ajouter ces deux importants témoignages : « C'est pour la deuxième fois, écrit Beurnonville à Pache le 14 déc. 1792, qu'on leur fait grâce, je dirai comment quand on le voudra, et ils n'en paraissent pas plus disposés à la reconnaissance. » Clavière, de son côté, mande à Custine le 5 décembre : « J'ai très bien remarqué un esprit de ménagement pour le roi de Prusse qui a influé sur les mouvements de l'armée que Kellermann commandait. On n'a pas placé ce prince au rang d'un ennemi odieux ; on n'a pas pu se séparer comme il fallait de l'idée de traiter avec lui ; de là les dispositions à lui faire un pont d'or. Elles me frappèrent dans le temps, jusque-là même qu'on justifiait d'inconcevables ménagements en disant qu'il fallait lui laisser des forces, puisqu'il allait devenir notre ami ! » (A. G.)

peuples vous attendent, vos succès vous coûteront peu, il est indispensable que vous secondiez Custine et ne laissiez aucun repos à des ennemis qui pourront se réunir pour l'accabler. » Vainement Dumouriez ne cessait de dire que Kellermann devait attaquer Trèves, municipaliser les électorats, faire par la Moselle jusqu'à Coblenz ce que Custine avait fait par le Rhin jusqu'à Mayence, mettre plus de vigueur et d'activité dans la poursuite, donner un *coup de collier*. Vainement Custine remontrait que les obstacles qu'alléguait Kellermann, n'étaient pas insurmontables ; que, si le ciel répandait ses cataractes sur les Français, il n'épargnait pas les Prussiens et « délayait » leurs chemins ; qu'on ne saurait mieux pourvoir aux besoins d'une armée qu'en la menant sur le territoire ennemi ; que le pays de Coblenz est bien meilleur que celui de Trèves, et que la forteresse d'Ehrenbreitstein qui serait occupée sans obstacle, donnerait la faculté de vivre pendant l'hiver aux dépens de la rive droite du Rhin [1]. Les officiers prussiens ne disaient-ils pas que l'armée de la Moselle n'avait qu'à s'avancer aussitôt par la Sarre pour les forcer à marcher de Luxembourg sur Cologne par un long détour ? Le duc de Brunswick ne craignit-il pas un instant que Kellermann ne vînt se poster à Taverne et lui barrer la route de Trèves ? Au risque de décourager son armée, n'envoyait-il pas sa vaisselle d'argent à Brunswick en lui faisant prendre le chemin de Wesel [2] ?

L'obstination de Kellermann égalait sa vanité. Il refusa de pousser en avant. Son armée, disait-il, était harassée; elle manquait de toutes choses, de vêtements, de chaus-

[1] Cf. la correspondance du ministre et des généraux dans les derniers jours d'octobre et les premiers jours de novembre (A. G.).

[2] Massenbach, *Mém.*, 1809, I, 128 et 136.

sures ; elle ne comptait que 18,000 hommes depuis que Valence l'avait quittée pour rejoindre Dumouriez, et elle avait devant elle 50,000 Austro-Prussiens ! Pouvait-il avec de pareilles forces, espérer de prendre Trèves et Coblenz ? Non ; il voulait reposer ses troupes, les réparer et les rafraîchir, les renforcer, les équiper de la tête aux pieds, et il ne les mettrait en mouvement qu'au mois de janvier. S'il fallait faire une campagne d'hiver, janvier était la seule saison favorable aux grands coups ; « si Custine, ajoutait-il, ne peut tenir Mayence, qu'il l'abandonne ; nous le reprendrons aussi facilement qu'il l'a pris, et en même temps nous prendrons Trèves et Coblenz. » Au fond, il craignait, en se portant sur Trèves et Coblenz, de recevoir les ordres de Custine et de se mettre sous un commandement qu'il jugeait, non sans raison, dur et insupportable.

Custine s'emporta. « Je l'avoue, s'écriait-il, il est dégoûtant de voir manquer la fin de la plus belle campagne ! » Il ne se borna pas à dire au ministre que Kellermann faisait preuve d'une « insigne stupidité », que ses lettres étaient « vides de sens et d'idées », qu'il avait permis aux Prussiens de se retirer « sans même engager une seule affaire d'arrière-garde ». Il ne se contenta pas de demander que l'armée de la Moselle fût mise en d'autres mains ; « je ne saurais trop, disait-il, insister sur la destitution de Kellermann ; il me faut, à cette armée, un homme qui ait toute ma confiance », et il proposait l'homme le plus militaire qu'il connût, Félix Wimpffen, le défenseur de Thionville, qu'on nommait alors Léonidas-Wimpffen. Il envoya au président de la Convention une lettre qui dénonçait Kellermann et le couvrait des plus sanglantes injures. Kellermann, assurait Custine, n'avait montré qu'irréflexion, impéritie,

incapacité, nullité, lâcheté ; sa correspondance prouvait une basse jalousie et une orgueilleuse ivresse du commandement ; il était indigne du nom de général et méritait un juste châtiment ; le glaive des lois devait s'appesantir sur quiconque négligerait de porter le coup mortel aux ennemis de la République [1] !

Cette lettre fit grand bruit. Elle affligea les bons citoyens. « Quel chagrin, écrivait un journaliste, pour ceux qui désirent la paix, l'union et cette intelligence si nécessaire dans nos opérations ! » Biron n'hésita pas à blâmer Custine ; il n'excusait pas les coupables retards de Kellermann ; mais pourquoi soulever un « scandaleux procès » ? Pourquoi donner à la France ce triste spectacle de la désunion des généraux ? Pourquoi montrer à l'Europe que le concert « si important pour la gloire des armes françaises » n'existait pas ? Beauharnais adressait à Custine les mêmes reproches : ces dissentiments, disait-il, faisaient la joie des ennemis ; ils ruinaient la confiance publique, et bientôt des anarchistes se lèveraient pour déclarer que pas un seul général ne devait être exempté de la proscription ! Desportes qui naguère nommait Custine *son héros*, le désapprouvait hautement ; avait-on jamais entendu une dénonciation « plus insensée, plus incivique » ; avait-on jamais vu un général se donner tant de louanges et prodiguer si libéralement les injures à un collègue [2] ?

Kellermann répliqua que Custine avait dicté sa dénon-

[1] Custine à Pache, 29 oct., 2 et 4 nov. (A. G.) ; *Mon.* du 5 et du 7 nov. 1792.

[2] *Courrier des départ.*, 5 nov. 1792 (Cf. Prudhomme, *Révol. de Paris*, n° 174, p. 300 « Custine et Kellermann n'attaquent plus les ennemis actuellement ; ils se canonnent entre eux par lettres ») ; Biron et Beauharnais à Custine, 1er et 6 nov. (A. G.) : Desportes à Le Brun, 12 nov. (A. E.).

ciation dans un accès de folie ou de vin [1]. Mais, s'il était, selon le mot de Jean De Bry, l'homme du 20 septembre, Custine était le vainqueur de Spire et le conquérant de Mayence ; il se déclarait tranquille, assuré de l'avenir ; il répondait des événements : « qu'on nous défasse seulement de l'imbécile Kellermann, et tout ira le mieux possible ». Le Conseil exécutif manda Kellermann à Paris. En vain, à cet instant, ce dernier annonça que son armée s'ébranlait, qu'elle se portait des hauteurs de Sarrelouis sur Merzig. Sa brusque marche, comme disait Biron, étonnait autant que ses lenteurs. Quoi ! après avoir si souvent objecté qu'un long repos était indispensable à ses troupes, il se remettait tout à coup en mouvement, et cela, sans donner aucun éclaircissement, sans entrer dans le moindre détail ! Le 5 novembre, le Conseil exécutif le remplaça par Beurnonville qui commandait l'avant-garde de Dumouriez à l'armée de la Belgique et qui dut « marcher le plus tôt possible pour concourir à l'expédition de Custine [2] ».

Les succès de Custine, tambourinés par la presse, avaient ébloui l'opinion. Il était le général en vogue. Tous les journaux le félicitaient à l'envi de marcher si lestement, si crânement et avec une impétuosité si française, de frapper tant de coups hardis, de prendre comme d'un revers de main le boulevard de l'Allemagne, de « flageller les trois fois nobles Germains ». Les jaco-

[1] Lorsqu'il lut cette réponse de Kellermann, Custine se leva de sa chaise précipitamment et, donnant un grand coup de poing sur la table : « Sacré j... f..., dit-il, il faudra qu'il porte sa tête sur l'échafaud ou que j'y porte la mienne. » (Note de Legrand, A. G.)

[2] Custine au Comité extraordinaire de la Convention, 4 nov. 1792 ; Biron à Custine et à Pache, 5 et 6 nov. ; Pache à Biron, 5 nov. (A. G.) ; Rec. Aulard, I, 223.

bins le préféraient à Dumouriez dont ils pénétraient l'ambition et redoutaient la dangereuse puissance. Le crédit de Custine ne les alarmait pas ; malgré ses allures hautaines, le général Moustache n'avait rien d'un dictateur ; il paraissait obéissant, docile, empressé ; il demandait à la Convention des commissaires, entre autres Rühl et Reubell, pour juger ses actes et administrer le pays rhénan ; il parlait la langue emphatique des clubs ; il savait exploiter les vaincus ; les révolutionnaires ardents, lisons-nous dans le *Tableau historique*, voyaient en lui « le seul homme capable de conquérir l'Allemagne, d'y pomper le numéraire par des contributions et d'y répandre leurs principes ». Longtemps encore on devait l'appeler « l'écueil des Allemands » et quelques-uns de ses officiers proposaient de lui donner le surnom de Germanique [1].

Lui-même était enivré. Il vantait son activité, sa prudence, son intégrité : « mon caractère est austère ; je n'ai rien fait légèrement, au milieu du tourbillon qui m'entraîne », et il disait superbement : « mes antichambres sont pleines de conseillers intimes de tous les princes de l'Empire, d'estafettes arrivant de quarante et trente lieues, apportant des dépêches de la part de ces messieurs. Commençant ma journée à cinq heures du matin, la finissant à dix heures du soir, sans prendre un instant de distraction, sans avoir même libre le moment de mes repas, je suis obligé de laisser des montagnes de lettres sans réponse, dix personnes écrivant jour et nuit dans mes bureaux ! » Il réclamait son salaire. Après Spire, il mandait à Paris qu'il espérait « un

[1] *Courrier des départ.*, 11 oct., et *Chronique de Paris*, 20 nov. 1792 ; Custine au président de la Convention, 26 oct. 1792 (A. G.] ; *Tableau historique*, II, 154 ; *Annales patriotiques*, 12 juin 1793.

degré d'influence qu'il croyait mériter », et le jour même où Mayence capitulait, il priait le ministre de lui « assigner d'une manière précise le commandement qui lui était donné » afin qu'il pût « compter sur ses propres forces, et les porter enfin sans entraves défensivement et offensivement partout où le demandaient la sûreté et la gloire de l'armée [1] ».

Mais Pache hésitait à faire de Biron le lieutenant de Custine. Il usa d'un biais. Le 5 novembre, il écrivit à Biron qu'on le voyait avec plaisir seconder Custine et contribuer au succès des armes de la République; « vous ferez, ajoutait-il, partir vos troupes dès le moment que Custine le jugera convenable. » Biron comprit ; il répondit que toutes ses troupes seraient désormais aux ordres de Custine et que cette disposition du ministre ne lui causait aucune humeur. Sa lettre fut communiquée à la Convention et publiée dans les gazettes ; l'assemblée et les journaux applaudirent à tant de bonne grâce et célébrèrent cette rare abnégation. Mais en réalité Biron était piqué, piqué de la conduite de Pache, piqué surtout du ton dédaigneux que Custine prenait envers lui. « J'aime Biron, avait écrit Custine au ministre, j'aime sa bonhomie dans le commerce ordinaire de la vie, mais ne l'avais-je pas primé par les services, par l'âge, et, j'ose dire, par les connaissances et même par le caractère ? » Et, cavalièrement, brutalement, sans se souvenir des

[1] Custine à Pache, 14 et 19 nov. 1792, à Biron, 30 oct. Cf. ses lettres du 14 et du 21 octobre. Après Spire, et quoiqu'il fût toujours aux ordres de Biron, il le nommait « citoyen mon camarade » ; après Mayence « mon cher collègue », et il ne daigna pas l'informer aussitôt de sa conquête ; « le courrier, lui écrivait Biron le 22 octobre, était chargé de lettres pour tout le monde, excepté pour moi ; il est vraiment indécent que ce soit par le public que nous apprenions des nouvelles l'un de l'autre ».

égards que Biron avait eus pour lui et de ses ménagements délicats, il lui disait : « vous êtes arrivé pour me commander ; je vous avais commandé jusque-là ; je reprends mon rôle ! » Biron déclara qu'il n'était plus responsable de la sûreté de l'Alsace et qu'il attendait son successeur. Le 16 décembre, il fut nommé général de l'armée du Var et remplacé par Deprez-Crassier [1].

Jusqu'alors Custine avait signé simplement ses proclamations et sauvegardes « le citoyen général Custine ». Après la décision du ministre, il se qualifia de « citoyen français, général commandant en chef les armées de la République française sur le haut et bas Rhin, au centre de l'Empire et en Allemagne [2] ». Il joignit bientôt à ce titre fastueux celui de général en chef de l'armée de la Moselle : on mit sous ses ordres le successeur de Kellermann ; il eut pouvoir de diriger la marche et de dicter les mouvements de Beurnonville. Militairement, la mesure était excellente. L'armée de la Moselle n'agissait-elle pas sur le revers des Vosges ? Ses opérations n'étaient-elles pas inséparables des opérations de l'armée qui agissait de l'autre côté des montagnes ? Et par suite, les deux armées ne devaient-elles pas avoir un seul et même chef ?

Le nouveau généralissime usa sur-le-champ de sa double autorité. Biron reçut l'ordre d'envoyer à Mayence tout ce qu'il avait de troupes, plus de 15,000 hommes qui

[1] Pache à Biron, 5 nov. et 16 déc. ; Biron à Pache, 9 et 15 nov., à Custine, 9 et 11 nov. 1792 (A. G.).

[2] *Sic.* Cf. Ihlee, 149 (sauvegarde du 23 nov. 1792). C'est Beurnonville qui juge ce titre *fastueux*, et l'auteur du *Sendschreiben an den getreuen Schildknappen Stamm* dit ironiquement que « Custine s'est nommé une fois, dans un accès d'humeur cromwellienne, commandant au centre de l'Empire ; Dieu merci ! il était encore sur la frontière et cherchait sur la carte le chemin de Hanau. »

furent tirés des garnisons de l'Alsace, de Strasbourg, de Neufbrisach, de Huningue, de Belfort et de la division de Porrentruy[1]. Beurnonville dut exécuter l'opération que Kellermann avait refusé d'entreprendre : établir tout d'abord une communication avec les avant-postes de Custine à Kreuznach, puis marcher sur Trèves et de là sur Trarbach où s'effectuerait la jonction des armées ; une fois réunis, les deux généraux se rendraient maîtres de Rheinfels ainsi que de Coblenz ; « alors, disait Custine, nous entrerons dans l'Empire et prendrons Hanau ; de là, nous développant et marchant vers les points où se trouvent les belles routes, nous irons combattre les Autrichiens en prenant le Brisgau à revers », et de rechef il jurait de faire en Allemagne une révolution « qui *détruirait ces tigres* » ; c'était le seul parti à prendre pour obtenir une paix durable[2].

Dumouriez devait, lui aussi, seconder les armées de la Moselle et des Vosges. Qu'il suive la Meuse, s'écriait Custine, qu'il serre les ennemis par sa droite, qu'il vienne me donner la main par Cologne et Bonn, pendant que Valence ira bloquer Luxembourg, et nous terminerons la campagne ! Pache soutenait Custine. « Je ne saurais, lui mandait-il, qu'approuver l'ensemble et le but de vos opérations. » Il ordonna que Dumouriez repousserait les Autrichiens jusqu'au Rhin ; tout devait se mettre en mouvement ; tout devait concourir au plan de Custine, à ce plan « digne du peuple français » ; toutes les armées agiraient en même temps ; elles n'avaient

[1] État des troupes tirées de l'armée du Rhin pour renforcer Custine, signé Beauharnais, 21 nov. 1792 (A. G.) ; en tout 15,517 hommes.

[2] Custine à Beurnonville, 17 et 22 nov., à Pache, 17 nov. 1792 (A. G.).

qu'à s'avancer et à conquérir ; quelques semaines de vigueur, et le Rhin servirait de barrière à la France contre le despotisme[1] !

Le vainqueur de Jemappes jugeait les choses plus froidement, plus sainement que Custine et que Pache. Il trouvait que Kellermann avait été puni sévèrement et comme il l'avait mérité; mais il blâmait Custine. Ce dernier, selon lui, ne connaissait que l' « action physique » de la guerre ; il en ignorait l' « action morale » et les « résultats politiques ». Il avait eu raison de prendre Spire, Worms, Mayence et les bords du Rhin où Prussiens, Autrichiens, émigrés avaient établi leurs magasins ; mais aller à Francfort, s'enfoncer dans la Wetteravie, pousser une pointe sur Marbourg sans se saisir de Coblenz et s'assurer du cours du Rhin, c'était agir contre toutes les règles de la prudence, c'était faire une guerre *aventurière* et ruineuse ; c'était rattacher à l'Autriche « pour leur propre intérêt, pour leur propre sûreté, pour leur propre vengeance » les princes allemands qu'on devait ménager. « Nous ne savons plus, disait Dumouriez, ni où nous irons, ni comment nous en reviendrons. » A son avis, Custine aurait donc dû s'emparer de Coblenz ; il ne l'avait pas fait, mais il pouvait encore repasser le Rhin, après avoir jeté dans Mayence une garnison suffisante, se joindre à Beurnonville, prendre Trèves, et peut-être assiéger les Prussiens dans Coblenz. Pour lui, Dumouriez, il exécuterait les ordres du ministre, il marcherait sur Cologne; mais devait-il envoyer Valence à Luxembourg, au commencement de l'hiver, par les affreux défilés des Ardennes, à travers

[1] Pache à Custine, 24 nov. 1792 (A. G.), et *Corresp.* de Dumouriez avec Pache, 162.

un pays où les subsistances étaient rares et les charrois impossibles ? Enfin, les bureaux de la guerre avaient entravé ses mouvements : on lui donnait un Ronsin comme ordonnateur ; il ne recevait ni argent ni fourrages ; ses bataillons de volontaires subissaient une diminution effrayante ; les troupes qu'il gardait encore, étaient sans capotes, sans culottes, sans bas de laine, sans souliers ; les Belges, déjà mécontents, s'agitaient et refusaient de se soumettre au système français [1].

Pache répondit que Dumouriez devait pousser jusqu'au Rhin. Le général obéit : son avant-garde entra dans Aix-la-Chapelle et coiffa d'un bonnet rouge la statue de Charlemagne ; lui-même allait se porter sur Dusseldorf, et Valence sur Cologne. Mais au même instant, il apprenait que Custine était « très compromis » et que Beurnonville avait échoué devant Trèves.

[1] Cf. *Jemappes*, passim ; *Corresp.* de Dumouriez avec Pache, 68-69, 172, 230 ; Rochambeau, *Mém.*, 1824, I, 433.

CHAPITRE V

TRÈVES

Beurnonville. — Indiscipline de son armée. — Le citoyen Cusset. — Bulletins triomphants. — Echecs répétés. — Pully à Wawern. — Retraite désastreuse. — Désertions, insubordination, maladies.

Ajax-Beurnonville n'était venu qu'avec répugnance à l'armée de la Moselle. Il ne voulait être aux ordres de personne, sinon de Dumouriez qu'il nommait son père, et il se plaignit d'être « affligé par une gênante subordination ». Mais il avait eu, depuis la déclaration de guerre, un avancement fabuleux : colonel au mois d'avril, il était maréchal-de-camp au mois de mai, et lieutenant-général au mois d'août. Le ministre lui répondit que sa carrière avait été aussi rapide que brillante, et que c'était un grand pas de quitter le commandement d'une avant-garde pour celui d'une armée. Beurnonville se tut ; mais lorsque Custine lui demanda 6,000 hommes de renfort, il réclama, se fâcha : on mutilait, on *rognait*, on *mangeait* son armée ; il n'aurait bientôt qu'une poignée de soldats et ne serait plus qu'un chef de patrouilles sur la Sarre ! Il garda ses 6,000 hommes [1].

[1] Beurnonville à Pache et à Custine, 14, 15, 16 nov. 1792 (A. G.).

Cependant, son armée diminuait et fondait à vue d'œil. Danton avait, dans la séance du 4 octobre, à la nouvelle de la prise de Spire, proposé à la Convention de décréter que la patrie n'était plus en danger ; l'Assemblée rejeta sa motion ; mais les volontaires, croyant naïvement ce qu'ils désiraient, s'imaginèrent qu'elle avait rendu le décret. D'ailleurs, la loi leur permettait de se retirer au 1er décembre de chaque année. Un grand nombre d'entre eux décampèrent spontanément, sans permission, avec leur redingote et leurs armes. Bientôt des bataillons de 600 soldats furent réduits à 120. Des compagnies ne comptèrent plus que 9 hommes. Tous les jours, 100 à 150 volontaires quittèrent l'armée de la Moselle. « Il est bien probable, disait Beurnonville, que je n'arriverai qu'avec mes troupes de ligne devant Trèves [1]. »

Si ceux qui restaient avaient du moins observé quelque discipline ! Mais la licence était affreuse. Pas un jour où le chef de l'état-major, Balthazar Schauenburg, ne flétrisse les « malintentionnés », les « brigands » qui déshonorent les armées de la République. Pas un jour où les soldats ne saccagent les villages, où ils ne dépouillent le paysan en prétextant que tout est légitime sur le territoire ennemi. S'ils quittent le champ de bataille, s'ils restent en arrière, s'ils forcent les marches, c'est pour se livrer, comme dit Beurnonville, à la passion insatiable du pillage, et, sans être arrêtés ni par les menaces ni par les prières, « ils se portent à des excès incroyables. » Un instant, le maréchal-de-camp La Barolière voulut donner sa démission pour ne plus commander ces « compagnons du crime et de la débauche »

[1] Cf. *Jemappes*, 131-133 ; Beurnonville à Pache, 23 et 27 nov. 1792 (A. G.); le 27 novembre, une compagnie ne se composait plus que d'un sous-lieutenant et d'un sergent.

qui faisaient regarder la France comme une société de *voleurs* et de *pirates*. « Ils entrent dans les maisons à main armée », écrit tristement ce vieux soldat, « et, le couteau sur la gorge, ils pillent armoires, vêtements, argent, brisent tout ce qu'ils ne peuvent emporter : il y a tant de coupables qu'il faudrait une moitié de l'armée pour réprimer l'autre[1] ».

Telles étaient les troupes qui marchaient contre Trèves et qui juraient de détruire ce repaire d'aristocrates. Elles manquaient de tout. Pache venait d'établir le Directoire des achats, et les commissaires-ordonnateurs avaient défense de conclure des marchés. Beurnonville pensait trouver à Metz des chaussures à un prix raisonnable ; Pache envoya des souliers qui coûtaient très cher et qui étaient trop courts. Beurnonville demanda des bas ; il reçut des bas d'enfant. Il demanda des couvertures, des capotes, des habits, des culottes, des guêtres ; il n'obtint rien, excepté, disait-il, quelques objets défectueux et des gazettes qui n'habillent pas et ne chaussent pas. Il demanda 600 chevaux d'artillerie « à grands cris » et « à force » ; les chevaux furent envoyés à Valence qui les garda, et l'on ne put emmener les pontons et la grosse artillerie ; à peine avait-on de quoi traîner les pièces de campagne[2].

Pache augmenta les embarras de Beurnonville en lui dépêchant le citoyen Joseph Cusset, député de Rhône et

[1] Ordres des 23 et 27 nov. 1792 ; Beurnonville à Pache, 23 et 30 nov. ; La Barolière à Pache, 12 nov. (A. G., cf. sur La Barolière, *Retr. de Brunswick*, 189) ; Desportes à Le Brun, 5 déc. (A. E.). « Il se commet bien des dégâts ; nos soldats pillent et tuent les pauvres paysans. »

[2] Beurnonville à Pache, 22, 23, 24 nov., et à Custine, 24 nov. 1792 (A. G.) ; cf. sur Pache et le Directoire des achats, *Jemappes*, chapitre v.

Loire à la Convention. Ce Cusset, homme grossier et incapable, se flattait d'avoir des intelligences dans Luxembourg et promit à Beurnonville la prochaine reddition de la place. « Il faut des forces, répondit Ajax, et nous avons les yeux plus grands que le ventre. » Pourtant il traita Cusset avec égard ; il le logea, le reçut à sa table, lui prêta ses chevaux. Mais Cusset s'enivrait à la cuisine ; il grisa le nègre du général qu'il nommait, dans les fumées du vin, son ami et son frère ; il se soûla pendant deux jours au corps-de-garde avec les soldats. Beurnonville, très mécontent, ne lui parlait plus qu'avec froideur. Cusset reprit le chemin de Paris, sans s'être emparé de Luxembourg et après avoir scandalisé toute l'armée par sa conduite [1].

Mais il ne s'agissait pas de se débarrasser de cet « émissaire incommode et maladroit ». Il fallait exécuter le plan de Custine. Beurnonville le jugeait impraticable ; c'était, disait-il, un *rêve géographique*. Eh quoi ! Custine s'imaginait qu'un instant suffirait pour nettoyer les gorges de la Sarre, prendre Trèves et se porter sur Trarbach ! Mais il ne connaissait pas les localités ! Il n'avait vu que la carte, et de son doigt il traçait la route sans calculer les accidents et les difficultés ! Beurnonville, lui, avait vu le pays de ses deux yeux ; il avait consulté tout le monde, cultivateurs, chasseurs, maires, officiers municipaux, les meilleurs patriotes, les vieux militaires retirés et les plus expérimentés ; il savait qu'on devrait franchir des défilés, longer des bois

[1] Beurnonville à Pache, 17 déc. 1792 (A. G. et Wallon, *Les représ. en mission*, IV, 47-48) et à Cusset, 26 déc. (A. N. AA 51). « On a, écrit Legrand, vu depuis ce Cusset se vautrer, dans toute la force du terme, sur le pavé du club de Thionville et tellement révolter les soldats par l'indécence de ses propos qu'il faillit être assommé. »

garnis de troupes et de canons, et finalement se heurter aux abords de Trèves à des positions hérissées d'artillerie. Non, il n'approuvait pas une pareille expédition ; il n'avait jamais été battu et ne voulait pas l'être ; il avait, depuis le mois de mai, livré cent soixante-sept combats et il avait été cent soixante-sept fois victorieux ; il ne serait pas l'*Ésope à la foire* du général Custine[1] ! Mais de Paris comme de Mayence, on lui prescrivait de ne pas rester les bras croisés. Il rassembla toutes ses troupes répandues dans leurs cantonnements, depuis Saint-Dizier jusqu'aux bords de la Sarre, et partit enfin, non sans maugréer, non sans se lamenter sur l'état des chemins et sur le délabrement de son armée. Il priait Valence de venir à son secours par Marche et Arlon : son attaque serait plus sûre et plus militaire, si Valence inquiétait Luxembourg. Il pressait Dumouriez de l'aider un peu : « prenez votre carte, prenez votre compas avec vos jolis petits doigts bien fusellés, mesurez la distance qui nous sépare et qui me sépare de Custine, je suis ici ce qu'on appelle une sentinelle perdue ! » Enfin, il rejetait sur Custine l'insuccès qu'il prévoyait : Custine avait ordonné l'entreprise ; Custine devait rester chargé de toute la responsabilité[2].

L'armée de Beurnonville, qui comptait 20,000 hommes, formait deux corps. L'un s'enfonça dans le pays entre Sarre et Moselle par Merzig, Freudenbourg et Sarre-

[1] « Je ne vois pas sans de grandes inquiétudes, écrivait Biron le 22 novembre, la division qui existe déja entre Custine et Beurnonville, qui existera toujours entre Custine et ses coopérateurs, car tous les hommes ne sont pas aussi courageusement patients que moi. »

[2] Cf. la correspondance de Beurnonville du 19 au 27 nov. 1792. (A. G.).

bourg ; l'autre, que Beurnonville menait en personne, se dirigea sur Lehbach, Tholei, Mettnich, Nonnweiler et Hermeskeil ; il devait tourner Trèves par la droite [1].

On a dit avec raison que les annales militaires d'aucun peuple de l'Europe ne contiennent rien de plus incroyable que les bulletins de Beurnonville [2]. Jamais, en effet, on n'a poussé plus loin la fanfaronnade ni transformé plus effrontément une défaite en victoire. A l'entendre, ses troupes avaient accompli des prodiges ; elles attaquaient constamment à la baïonnette, comme les braves de Jemappes, et constamment elles étaient victorieuses ; hardies et ardentes, elles effrayaient l'ennemi par leur élan extraordinaire ; elles prenaient au pas de charge des hauteurs affreuses, couvertes de canons et opiniâtrement défendues ; rien ne les arrêtait, ni les montagnes comparables à des Gibraltar, ni les précipices, ni les chemins étroits que coupaient des fossés

[1] L'armée de la Moselle était ainsi composée : *Avant-garde* (Destournelle pour la cavalerie et la Barolière pour l'infanterie) : 1er bat. d'inf. légère, chasseurs de l'Observatoire, légion de la Moselle, comp. franches d'Humbert, de Guillaume, de Fischer, de Saint-Maurice, 1er et 2e bat. de grenadiers, 62e et 96e rég., 1er bat. de la Vienne, de la Meuse, de l'Indre et du Lot ; hussards de la Mort, 3e hussards, 10e chasseurs, 4e dragons, 11e et 19e cav., artillerie à cheval (comp. Sorbier). — *1re ligne* (Ligniville, ayant sous lui Linch, Freytag et Landremont, Muratel et Lagrange) 3e, 4e et 5e bat. de grenadiers, 1er, 5e, 17e, 22e, 24e, 44e, 54e, 58e, 90e rég., 1er bat. de la Haute-Marne, 1er de Saône-et-Loire, 3e et 4e de la Manche, bat. de Popincourt, bat. des sections armées, 4e de la Moselle, 4e de la Seine-Inférieure, 9e de la Meurthe, 13e des fédérés ; 4e et 10e cav., 14e et 17e dragons. — *2e ligne* (Aboville ayant sous lui Delaage et Prilly) : 30e, 53e, 55e, 74e, 89e, 102e rég. ; 2e bat. de la Haute-Marne, 3e de la Moselle, 4e de la Haute-Saône, 4e, 6e et 8e de la Meurthe, bat. des fédérés des 83 départements, bat. de Palloy ou 3e bat. de la République. — *Réserve* (Pully) : 1er et 2e carabiniers, 8e caval., 1er dragons, 1er et 9e chasseurs, 2e division de gendarmerie.

[2] Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 96.

et des abatis, ni la neige où elles marchaient jusqu'aux reins. Et ces actions, « terribles par le choc, cruelles par le temps », ne leur coûtaient à peu près aucune perte ! En dix ou douze combats, on n'avait eu que sept tués et soixante blessés ! Dans la double affaire du 18 décembre, on ne regrettait que le *petit doigt d'un chasseur !* Les Autrichiens tiraient si maladroitement, tantôt trop haut, tantôt trop bas [1] !

Ces Autrichiens qui tiraient si mal, eurent pourtant l'avantage. Beurnonville fut battu. Mais ne devait-il pas l'être ? Jamais général n'entreprit une expédition avec autant de répugnance et de mauvaise grâce. Il s'était mis tardivement en marche ; il n'avança que lentement, mollement et sans entrain ; il ne montra dans ses attaques ni vigueur ni tenacité ; cette campagne d'hiver que Pache et Custine lui imposaient, était comme une tâche rebutante dont il désirait s'affranchir au plus tôt ; il fit quelque chose pour montrer un peu de bonne volonté, puis se retira précipitamment.

Il arriva le 4 décembre à Ruwer, à deux lieues de Trèves, après avoir refoulé devant lui les avant-postes autrichiens. Hohenlohe-Kirchberg s'était établi sur le Grünenberg ou Montagne-Verte, au confluent de la Moselle et du Ruwerbach. Beurnonville engagea contre lui, dans la journée du 6 décembre, une vive canonnade ; mais le *bal*, comme il disait, ne tourna pas selon ses dé-

[1] *Mon.*, 23 déc. 1792. *M. de Beurnonville*, disait-on à Paris, *le petit doigt n'a pas tout dit.* Ces mots passèrent en proverbe à l'armée de la Moselle. (Cf. *Die alten Franzosen*, 199.) Une autre fois, à Sarrebourg, les gendarmes, qui n'avaient pas grand renom de bravoure, ramassèrent un dragon autrichien qui se trouvait seul ; Beurnonville manda sérieusement qu'ils avaient chargé les dragons de Toscane et fait un prisonnier ; cette charge des gendarmes et ce prisonnier qu'ils avaient fait furent encore un sujet de plaisanterie.

sirs ; il jugea la position imprenable, et, se détournant de cette Montagne-Verte qu'il qualifiait d' « abominable », il se rabattit sur Pellingen : maître des hauteurs de Pellingen, il occuperait aisément Consarbrück et la Chartreuse, ce qui rendrait Trèves indivis entre Autrichiens et Français. Mais Pellingen, comme la Montagne-Verte, lui sembla très fort : « ces positions retranchées, s'écriait-il, sont superbes et valent des citadelles ! » Néanmoins il résolut de *pousser* tant qu'il pourrait, et le 12 décembre il attaquait ce « morne affreux » de Pellingen. Il dut reculer : là encore, les Autrichiens, commandés par Lilien, étaient en forces, et Beurnonville les vit avec colère « se déployer et présenter un front imposant ». De nouveau, il se contenta de canonner l'ennemi. « A forces égales, disait-il, je parierais l'emporter à la baïonnette ; mais il faut perdre 3,000 hommes, et la position ne mérite pas ce sacrifice. » A quoi bon, répétait-il pour déguiser son échec, à quoi bon s'emparer de Pellingen ? Les Autrichiens n'iraient-ils pas aussitôt se retrancher sur les hauteurs de Sainte-Marguerite qui dominent Trèves [1] ?

Il essaya toutefois de forcer Consarbrück, et le 15 décembre Pully réussit à débusquer l'ennemi de la hauteur de Wawern. Ce fut l'action la plus glorieuse de l'expédition de Trèves. La montagne fut attaquée sur quatre points. Le général Delaage voulait arriver le premier avec sa colonne de grenadiers ; lorsqu'il atteignit le sommet, il trouva Pully qui l'avait devancé et qui tenait d'une main un Autrichien et de l'autre une hache enlevée à son prisonnier. Au moment où Pully commandait l'assaut, un déserteur français, venant du

[1] Beurnonville à Pache, 3-17 déc. 1792 (A. G.).

Wawrenberg, le supplia de ne pas attaquer et lui demanda la liberté pour récompense de cet avis : « si tu veux la mériter, lui dit Pully, suis-moi », et il donna le signal de la charge[1]. Mais la veille, une colonne que commandait le général Humbert[2], se laissait mettre en déroute par une poignée d'éclaireurs autrichiens ; le bataillon de Popincourt résista quelques instants ; le 1er du Lot et le 4e de la Seine-Inférieure s'enfuirent lâchement jusqu'à Sarrelouis.

La retraite commença le 17 décembre. « Je défie au diable, disait Beurnonville, de faire la guerre en hiver dans cette région ! » Toute l'armée pensait comme lui. « La rigueur de la saison, mandait l'adjudant-général Seriziat, les mauvais chemins, la pauvreté du pays, surtout l'indiscipline de l'armée, tout me fait craindre que nous ne nous tirerons pas avec honneur de l'entreprise. » Le froid était extrême. Le 5 décembre, au matin, on trouva

[1] *Mon.*, 23 déc. 1792 et mémoire de Pully (A. G.). « Le général, dit Pully, répondit à ce déserteur qu'il lui accordait la vie et que ce serait sur le haut de la montagne qu'il lui donnerait sa liberté. Effectivement ce déserteur ne quitta pas le général tout le temps de l'attaque et lorsqu'il se fut emparé de la montagne, il lui offrit sa liberté et quelque argent pour retourner dans son pays. Le déserteur demanda de servir dans les troupes de la République et il y fut incorporé sur-le-champ. Ce trait fit plaisir à Paris et il a été rapporté dans une petite pièce sur le théâtre des Italiens ; le titre de cette pièce était *Le déserteur de la montagne de Hamm ;* on aurait dû l'intituler *Le déserteur de la montagne de Wawern.* »

[2] Cet Humbert (François-Louis), promu maréchal-de-camp le 1er janvier 1784, s'était fait élire lieutenant-colonel d'un bataillon de volontaires ; mais, comme disait Beurnonville qui le mit aux arrêts après l'affaire de Wawern, c'était un méchant vieillard plein de prétentions et de nonchalance. Il se plaignit de Pully et de Beurnonville à la Convention ; Beurnonville s'indigna et, à son tour, se plaignit de Humbert à l'assemblée (*Mon.*, 19 janvier 1792). Cf. le *Journal de la Montagne*, 19 août 1793 ; les jacobins de Thionville demandent que Humbert, emprisonné depuis huit mois par Beurnonville, soit interrogé et jugé.

des soldats gelés dans leurs tentes et le verglas fut tel qu'on ne pouvait se tenir debout ; « cette journée, écrivait Beurnonville en son style bizarre, n'a fait qu'un miroir de tout cet affreux ensemble que j'avais si heureusement doublé », et il assurait qu' « il y avait vingt livres de glace à la crinière des chevaux » ! Heureusement, le dégel se produisit le surlendemain. Mais le temps restait affreux. L'armée était découragée. Elle comptait deux cents malades tous les jours, et le général en chef se plaignait qu'il y eût une grande quantité de fluxions de poitrine et que la plupart des officiers fussent hors d'état de servir. Enfin, les vivres manquaient : malgré les réquisitions, malgré les recherches des soldats qui fouillaient les granges et les greniers à sept ou huit lieues à la ronde, on ne trouvait rien dans le pays ; il fallait tout tirer de Sarrelouis, et les chemins étaient si mauvais que les équipages faisaient à peine quatre lieues en deux jours. Peu ou point de fourrages. Les chevaux d'artillerie restaient souvent vingt-quatre heures sans manger. En une semaine, 92 moururent de faim autant que de fatigue [1].

Comme toujours, les volontaires désertaient. Vainement Beurnonville ordonnait au commandant de Sarrelouis d'interdire l'entrée de la ville et le passage des ponts et des bacs de la Sarre à tout militaire qui n'aurait pas une permission signée du général en chef ; plus de quatre mille rentrèrent en France sans autorisation ou avec des passe-ports contrefaits, et ils disaient haute-

[1] Lettre de Sériziat, 12 déc. ; Beurnonville à Pache, 30 nov., 10, 14 et 17 déc. 1792 ; mémoire du général Pully (« ...état déplorable où était l'armée, sans souliers, sans habits, découragée et ne prévoyant obtenir aucun succès dans un pays dépourvu de vivres ») ; rapport de Hohenlohe, 24 déc. (A. G.).

ment, sur les routes, que Beurnonville les avait menés à la boucherie[1].

Aux désertions se joignaient l'insubordination et l'inconduite. Les volontaires, ceux qui restaient comme ceux qui fuyaient, faisaient main-basse sur tout ce qu'ils trouvaient à leur gré. « On ne peut, disait Beurnonville, voir leurs atrocités sans frémir ; ils nous ont fait exécrer ; pas de brigandages, d'horreurs, de cruautés qu'ils n'aient commis. » Il menaça de fusiller le premier qui serait pris en flagrant délit. Cette ordonnance n'intimida personne. L'officier valait souvent moins que les soldats ; soit indulgence, soit ineptie, il les laissait faire et parfois les encourageait. On tira sur les patrouilles qui voulaient empêcher la maraude ; on mit en joue l'aide-de-camp de Schauenburg, le futur général Reneauld. Impuissant, désespéré, Beurnonville s'écriait : « Suis-je Cartouche ou général d'armée[2] ? »

Il fallait donc rebrousser chemin. La Barolière ne prédisait-il pas, dès le début de la campagne, que de pareilles troupes seraient irrévocablement défaites ? La retraite ne fut qu'une déroute. Les soldats, n'ayant plus de souliers, s'enveloppaient les pieds dans des peaux de bœuf et de mouton qu'ils prenaient aux boucheries de l'armée. Des bataillons refusaient de marcher davan-

[1] Desportes à Le Brun, 8 déc. (A. E.), et Beurnonville à Pache, 29 nov., 1er, 3 et 24 déc. 1792 (A. G.) ; Deux-Ponts à Fersen, 17 déc. 1792 (*Le comte de Fersen et la cour de France*, 1878, I, p. 399. « L'armée de Beurnonville a considérablement diminué par la désertion des gardes nationales qui aiment mieux retourner se chauffer chez eux que de camper dans la neige du Holtzwald, ce qui n'est pas si déraisonnable. ») Beurnonville écrit le 16 décembre : « La fuite des volontaires est sans exemple ; bientôt j'en serai réduit à la ligne, et encore elle est très affaiblie. »

[2] Beurnonville à Pache, 1er et 27 déc., à Custine, 3 déc. 1792 ; note de Legrand (A. G.).

tage et disaient à leur général qu'ils aimaient mieux se rendre prisonniers de guerre, que leur misère ne pouvait être plus grande. D'autres, devant Wawern, à la vue des Autrichiens, foulaient aux pieds la cocarde nationale et criaient furieusement *Vive le roi*[1] !

Le 26 décembre, l'armée de la Moselle, échappée de ce *pays de loups* et toute déconfite, entra dans ses cantonnements[2]. Beurnonville plaça 2,000 hommes à Sarrebrück et au faubourg Saint-Jean. Il établit une garnison à Sarreguemines et quelques postes à Sarralbe : il bordait ainsi la rivière de la Sarre. Sa première ligne s'étendait sur la route de Thionville à Sarrelouis ; sa seconde ligne, d'Antilly à Saint-Avold. Le général Delaage, chargé de surveiller Luxembourg, occupait les gorges de Fontoy et la trouée de Tiercelet.

L'échec de Beurnonville ne rabattit pas sa faconde. Toujours glorieux et plein de lui-même, malgré sa reculade, il déclara qu'il avait fait une des plus belles manœuvres qu'on pût opérer. L'expédition dont Custine l'avait chargé, était « un *monstre* en principes militaires » ; mais, en dépit de Custine, en dépit des éléments conjurés, en dépit des Impériaux, sa retraite était superbe ; « je défie, disait-il, de ne pas l'admirer ». En réalité, Hohenlohe-Kirchberg et 8,000 hommes avaient suffi pour le repousser. Beurnonville grossissait le nombre de ses adversaires et amenait devant Trèves tous les généraux autrichiens, comme pour mieux honorer sa défaite : « J'avais devant moi Hohenlohe, Clerfayt, Beaulieu, et si je n'eusse pas simulé des forces

[1] La Barolière à Pache, 12 nov. ; Beurnonville à Custine, 24 déc. 1792 ; rapport de Hohenlohe (A. G.).

[2] Autorisés d'ailleurs par une lettre de Pache (14 déc., A. G.) et par un arrêté du Conseil exécutif (Rec. Aulard, I, 325).

aussi imposantes, l'ennemi m'aurait tâté, suivi, coupé et probablement fait faire le saut de Créqui [1]. »

Mais s'il dissimulait ses torts, il ne cachait pas le désarroi et la désorganisation de son armée. Cette courte campagne, cette sotte, ridicule et coûteuse campagne, comme il la qualifiait, avait exténué sa cavalerie. Elle coûtait à l'Etat tout un attelage d'artillerie et six à sept mille fuyards. Les hôpitaux de Metz, de Thionville, de Sarrelouis, les villes, les villages de la vallée de la Sarre regorgeaient de malades. Un Sarrebrückois dit des soldats de Beurnonville que leurs habits tombaient en lambeaux à leur moindre mouvement et que la plupart avaient l'air fatigué et misérable, la figure jaune et enflée, qu'ils « mûrissaient pour le prochain printemps et pour la mort [2] ».

Beurnonville lui-même avait cruellement souffert. Il faut l'entendre sur ce chapitre. Depuis près de quatre mois, n'était-il pas toujours au feu, toujours aux avant-postes, et ne bivaquait-il pas dans les bois et sous les haies par un temps abominable ? L'expédition de Trèves venait de l'achever. Ne pas fermer l'œil durant vingt nuits ; avoir, outre ces terribles insomnies, d'abord une suppression de transpiration, puis un rhume inflammatoire ; se mettre dans une voiture pour éviter une fluxion de poitrine ; être versé par un cocher maladroit dans un trou et y rester près de trois minutes sans connaissance ; attraper un grand mal de tête, de violentes douleurs dans les reins, beaucoup d'humeur, et un

[1] Beurnonville à Pache, 1er et 6 janv. 1793 (A. G.). On se rappelle qu'en 1675 Créqui, vaincu à Consarbrück, se jeta dans Trèves et fut pris à discrétion (Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, XIII ; Rousset, *Louvois*, II, 179).

[2] (Horstmann), *Die Franzosen in Saarbrücken*, réimpr. de 1890, p. 19.

rhume brochant sur le tout : que de déboires, que de tourments, que de maladies conspirant, pour ainsi dire, contre un seul homme ! Aussi végétait-il dans une extrême faiblesse ; il n'avait plus que la peau et les os ; il n'était plus qu' « un squelette bien blême [1] » !

Allait-on au moins réparer le désastre ? Allait-on trouver dans les nouveaux cantonnements tout ce qui faisait défaut à cette armée presque ruinée ? Mais si Pache autorisait enfin le commissaire-ordonnateur à passer des marchés, il ne voulait payer la paire de souliers que six livres cinq deniers en assignats. « On m'a tout promis, disait Beurnonville, on m'a défendu de rien acheter, on ne m'a rien envoyé, et on finit par me permettre d'acheter à des prix impossibles ! » Le Directoire des achats persistait à ne rien fournir, et son agent à l'armée de la Moselle, Théodore Cerfberr, « un enfant de vingt-deux ans », ne paraissait au quartier-général que pour regagner Paris au bout de dix minutes, sans avoir pris aucune mesure, après avoir avoué qu'il ne disposait d'aucune ressource et « calomnié les hommes qui lui présentaient le tableau de ses devoirs ». L'armée, comme toutes les places des Trois Évêchés, n'avait de vivres assurés que pour quarante-huit heures. Les fourrages manquaient deux jours sur quatre ; Beurnonville dut ordonner au régisseur Dumas d'en acheter à tout prix. Il vit le dégoût s'emparer de ses meilleurs officiers. Il vit de nouveau les volontaires déserter par bandes ou rejoindre leurs dépôts sans permission. Il vit des bataillons refuser le service parce qu'ils manquaient d'habits et de chaussures. Il vit les soldats de la légion de la

[1] Cf. la lettre de Beurnonville à Dumouriez, *Jemappes*, 127, et ses lettres à Pache, 27 déc. 1792 et 13 janv. 1793 (A. G.).

Moselle qui, « depuis près de deux mois, était en insurrection », terroriser Sarrebrück et tout le pays d'alentour, s'enivrer, voler, maltraiter leurs hôtes, outrager leurs officiers et menacer de les pendre [1].

[1] Pache au commissaire-ordonnateur, 23 déc. ; Beurnonville à Custine, 24 déc. 1792, et à Pache, 1er et 13 janv. 1793 (A. G.) ; cf. Rousset, *Les volontaires*, 117-118, 124-125, 135-141 ; *Notes historiques* sur l'expédition de Trèves, par le général L(a) B(arolière), dans Toulongeon, *Hist. de France depuis la Révol.*, II, pièces, p. 14-18 ; (Horstmann), *Die Franzosen in Saarbrücken*, 7, 9, 19, 23-24 ; la légion de Kellermann ou de la Moselle, disait le baron d'Esebeck, « si redoutée des campagnes et dont l'indiscipline est généralement connue » (14 février 1793, A. E.).

CHAPITRE VI

FRANCFORT

I. Les Hessois à Marbourg. — Les Prussiens à Coblenz. — Combat de Limbourg. — Pressentiments de Custine. — Sa diplomatie. — II. Prise de Bergen. — Indécision de Custine. — Van Helden. — Les Francfortois. — III. Préparatifs d'assaut. — Rüchel. — Les colonnes hessoises. — Les garçons de métier. — Prise de Francfort. — Canonnade de Bockenheim. — Abandon d'Ober-Ursel. — IV. Mensonges de Stamm et de Custine. — Les dix mille couteaux.

I. A la nouvelle du désastre de Beurnonville, Custine oublia qu'il avait impérieusement conseillé l'expédition. Il accusa de nouveau Kellermann et sa « stupidité »; il maudit Hohenlohe-Kirchberg et assura qu'il avait « prévu l'entêtement de cette tête germaine »[1]. Mais lui-même ne se trouvait pas en meilleure posture que son lieutenant ; lui aussi s'était fait battre, il reculait devant les Prussiens, comme Beurnonville devant les Autrichiens.

Frédéric-Guillaume avait appris à Luxembourg, le 24 octobre, la reddition de Mayence. Sa première pensée,

[1] Custine à Pache, 18 déc. 1792 (A. G.).

comme celle de Brunswick, fut de sauver Coblenz et les magasins de l'armée. L'avant-garde des Hessois, composée de cinquante hussards et de deux bataillons, se mit aussitôt en marche et arriva le 26, à minuit, aux portes de Coblenz. Il était temps : dans l'obscurité, les habitants prirent les hussards hessois pour des cavaliers de Custine, et leur crièrent *vive la France*[1] !

L'armée hessoise suivit de près son avant-garde. Elle était à Coblenz le 30 octobre. Elle y reprit haleine, puis, le 4 novembre, marcha sur Weilbourg, et après une très légère escarmouche entre ses avant-postes et ceux de Houchard[2], suivit la rive droite de la Lahn, et par Langen-Dernbach, Herborn et Altforst, atteignit le 10 novembre la ville de Marbourg où le landgrave de Hesse-Cassel avait rassemblé toutes ses forces.

Après les Hessois, les Prussiens. Le duc de Brunswick aurait dû peut-être, au lieu de passer le Rhin à Coblenz, s'avancer hardiment dans le Hundsrück, par Kreuznach et Bingen. Assailli sur ses derrières, Custine se serait hâté d'abandonner Francfort et de regagner les lignes de la Queich ; alors, le duc, marchant par Kirchheim-Bolanden et Göllheim ou par Alzey, lui coupait la retraite, et lui infligeait sur l'Alsenz ou sur la Pfriem ou bien dans la plaine de Grünstadt une défaite méritée. Mais Brunswick n'avait pas assez d'audace pour entreprendre cette opération. Son armée était encore affaiblie et languissante ; la moitié de ses soldats souffraient de la dyssenterie, de la maladie que les paysans de la Champagne et de la Lorraine nommaient la *courée prussienne*; un grand nombre de cavaliers avaient peine à

[1] Ditfurth, *Die Hessen*, 132-138.

[2] Ce combat, dit de Weilbourg, mérite à peine une mention ; cf. *Mon.*, 13 nov. 1792.

se tenir en selle; les chevaux, n'étant plus ferrés, n'avançaient qu'en boîtant. Pouvait-on, avec ces troupes débiles et comme affaissées, s'enfourner dans les chemins montueux, étroits, difficiles du Hundsrück ? Avait-on même assez de munitions pour livrer bataille à Custine ? Que de poudre, que de boulets étaient restés en France et gisaient enterrés au pied des arbres dans la forêt de Mangiennes [1] !

La grande armée, échappée des fanges de la Lorraine, se traîna donc à petites journées, longuement, laborieusement, de Luxembourg à Trèves et à Coblenz par cette vallée de Martinsthal qu'elle avait déjà surnommée le Marterthal ou vallée du martyre. Elle traversa le Rhin sur un pont-volant à Coblenz et à Neuwied, et son passage dura douze jours. Enfin, elle cantonna dans les environs de Montabaur. Mais insensiblement revenaient la santé, la belle humeur, le désir de batailler, de laver la honte de l'Argonne et, comme dit un officier, de rétablir le bon renom des Prussiens. Le soldat, naguère silencieux, abattu, reprit courage et parla de revanche et de combats. Frédéric-Guillaume avait, dans son ardeur de relever l'honneur de ses aigles, juré de chasser les Français de la rive droite du Rhin et d'entrer avant la fin de l'année dans Francfort. « Il brûle d'envie, mandait Lucchesini, de parvenir à ce but, et il a fait chercher dans ses archives militaires de Potsdam des cartes de l'Empire. » Le duc de Brunswick, toujours circonspect, toujours hésitant et timide, nullement expéditif, proposait de rester sur les bords de la Lahn. Le roi, impatient, avide d'action, donna l'ordre

[1] Valentini, 15; Minutoli, *Erinnerungen*, 1845, p. 172 et 177; Massenbach, *Mém.*, I, 136.

de marcher, et le duc marcha, mais, comme à son ordinaire, avec une excessive lenteur et en tâtonnant. C'était la méthode inviolable de l'époque. On n'osait mettre un pied en avant sans se couvrir, sans se lier au voisin ; on craignait de s'aventurer ; on entrait dans une vallée, on ne s'engageait dans un défilé qu'après de scrupuleuses réflexions ; on prenait des mesures d'une incroyable minutie, des mesures savantes, raffinées, patiemment étudiées, passionnément discutées, toujours admirées de l'état-major, et le plus souvent inutiles. Aussi, l'armée prussienne mit-elle plus de trois semaines pour aller de Coblenz à Francfort[1].

Le 9 novembre eut lieu le premier engagement entre Prussiens et Français. Custine avait résolu de faire une vigoureuse démonstration contre les cantonnements de l'ennemi sur la rive gauche de la Lahn. Il rassembla ses troupes près de Königstein et se porta avec Neuvinger sur Weilbourg, tandis que Munnier et Houchard se dirigeaient sur Limbourg.

L'extrême avant-garde des Prussiens, formée de deux bataillons d'infanterie, était alors sur la hauteur du Capellenberg, en avant de Limbourg. Le général Vittinghof, qui la commandait, croyait être très loin des Français et ne prenait aucune précaution. Soudain, à midi, pendant que les soldats démontaient et nettoyaient leurs fusils, Houchard arrive au grand galop avec le 2e et le 7e régiment de chasseurs à cheval, enlève la grand'garde et met en batterie ses canons qui tirent à mitraille. Les Prussiens se forment tant bien que mal

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 137 ; Vivenot, *Quellen*, II, 355 ; Zimmermann, *Die Wiedereroberung Frankfurts durch die Preussen und Hessen im Jahre 1792*, 1844, p. 63 ; cf. sur Brunswick et sa stratégie, *Inv. pruss.*, 110–115.

sur le Capellenberg. Mais Houchard les fait attaquer par son infanterie. Un instant, le 1er bataillon des volontaires du Jura hésite à la vue de l'escarpement et sous la fusillade nourrie de l'adversaire. Houchard montre au lieutenant-colonel Sibaud que l'ennemi tire trop haut, et les volontaires gravissent les pentes du Capellenberg sans éprouver presque aucune perte. Attaqués de front par le bataillon du Jura, pris en flanc par le 7e bataillon de chasseurs, les Prussiens se retirèrent. Le combat n'avait duré qu'une heure [1].

Ce petit avantage ne signifiait rien. Custine le fit sonner très haut. Avant l'engagement, il écrivait au ministre Pache qu'il serait bientôt aux prises avec Brunswick, qu'il allait tenter le sort des combats, qu'il voulait soutenir la dignité de la nation française et la gloire de ses armes. Après l'action, il annonça que ses soldats s'étaient battus « avec le nerf qui appartient à la liberté », qu'il avait défait ces Prussiens qui « se vantaient déjà de le bombarder dans Mayence », que « la prudence ne lui permettait pas de les suivre dans les défilés du Westerwald ». Mais il sentait que la veine changeait; il redoutait une disgrâce prochaine, un *été-*

[1] *Mon.*, 18 nov. 1792; Hoyer's Magazin, I, 1, 36-52; *Œsterr. milit. Zeitschr.*, 1813, I, 108-111; *Zeitschr. für Kunst. Wiss. u. Gesch. des Krieges*, 1831, I, 84-88: *Gesch. der Kriege in Europa*, I, 99; Zimmermann, 42-54. Les Prussiens perdirent 170 hommes dont 3 officiers. Sibaud s'était distingué et Custine, dit Legrand, demanda pour lui le commandement d'un régiment de ligne; mais cette demande était maladroite, elle établissait une différence entre les troupes de ligne et les volontaires; Sibaud le sentit, et déclara qu'il resterait à la tête de son brave bataillon. Il fut fait général de brigade le 13 juin 1793. Cf. le *Journal de la Montagne* du 9 juillet 1793 qui reproche à Custine d'avoir trop vanté Sibaud et de n'avoir presque rien dit du 7e bataillon de chasseurs et de son commandant Trentinian.

nement fâcheux : « Je voudrais, disait-il, que la fortune seconde toujours nos entreprises, mais elle est femme, et mes cheveux grisonnent[1]. »

La fortune allait en effet l'abandonner. Il n'avait eu jusqu'alors que des succès faciles. On le nommait en Allemagne l'enfonceur de portes ouvertes[2], et Beurnonville disait qu'il n'était, après tout, qu'un brave partisan, qu'il n'avait trouvé devant lui que des universités et des troupes épiscopales[3]. Lui-même, dans un accès de franchise, avouait qu'en pensant aux petits moyens qu'il avait eus d'abord, il s'étonnait des résultats, et il rendait grâces à son heureuse étoile[4].

Il allait maintenant se mesurer avec les bataillons qu'il admirait six années auparavant dans les revues de Potsdam, et, quoiqu'il eût dit devant Mayence que Frédéric-Guillaume ne traînait plus avec lui que des moribonds, il savait trop ce que valait l'armée prussienne, une fois retrempée et renforcée, pour ne pas la craindre. Il la jugeait, non d'après Valmy, mais d'après Rossbach et Lissa ; il subissait encore le prestige de ces troupes que la guerre de Sept-Ans avait couvertes de gloire, il désespérait de rompre ces vieilles bandes fameuses, et les lieutenants du grand Frédéric étaient à ses yeux les adversaires les plus formidables qu'il pût rencontrer. « J'ai devant moi, disait-il mélancoliquement, l'armée où il y a le plus d'officiers distingués, passionnés pour la gloire de leur pays, l'armée prussienne,

[1] *Mon.*, 18 et 22 nov. 1792 ; Custine à Dumouriez, 24 nov. (A. G.).

[2] *Mon.*, 26 et 29 août 1793 (procès de Custine, mot de Gateau et de Hofmann).

[3] Beurnonville à Pache, 14 et 19 nov. 1792 (A. G.).

[4] Custine à Biron, 5 nov. 1792 (A. G.) ; cf. *Die Franz. am Rheinstrome*, 12 (« es war blosses Glück gewesen ») et *Gesch.*, 105.

commandée par le roi, le duc de Brunswick, les fils du roi ; j'ai devant moi les meilleurs généraux de l'Europe et qui connaissent parfaitement le pays où ils font la guerre. » Comment agir offensivement ? Comment « déconcerter l'active et ingénieuse prévoyance de Brunswick dont le subtil génie ajoutait encore aux moyens que les Allemands rassemblaient » ? Comment tenir la campagne devant ces forces nombreuses et surtout devant une aussi considérable cavalerie ? Comment battre un ennemi qui possédait une « immense supériorité » [1] ?

Sans doute, il avait reçu des renforts. Mais quoique Biron eût envoyé le dernier homme à cheval qui lui restait, Custine n'avait presque pas de cavalerie. « Ce qu'il me faut, mandait-il à Pache, c'est de la cavalerie, puis de la cavalerie. » Presque tous ses bataillons étaient de nouvelle levée ; ils n'avaient aucune organisation ; ils manquaient de couvertures et d'effets de campement. Il ne disposait donc, comme auparavant, que de « peu de moyens ». Ses lieutenants, en trop petit nombre, ne l'aidaient pas suffisamment, et lui seul faisait la besogne : « il faut que je soie tout ici ». Aussi, pour ne pas succomber à la tâche, demandait-il, comme chef d'état-major, Alexandre Berthier, son ami, son élève, Berthier qu'il avait formé pendant la guerre d'Amérique et emmené dans son voyage de Prusse, Berthier dont il avait fait l'éducation militaire : oui, Berthier lui était indispensable ; personne ne possédait mieux tous les détails, personne ne savait reconnaître un pays avec « plus d'aisance et de coup d'œil » ; si les ministres lui

[1] Custine à Biron, 12 nov., à Pache, 14 et 24 nov., 22 déc., à Beurnonville, 18 nov. 1792 (A. G.) ; cf. Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 91.

refusaient Berthier, c'est qu'ils avaient envie de se défaire de lui. Mais Berthier passait pour royaliste, et vainement il protestait qu'il n'avait d'autre désir que de « combattre en soldat de la liberté ». Les jacobins de Versailles écrivaient à Custine pour le mettre en garde contre cet agent de la cour, ce correspondant de Lafayette qui avait égaré le vieux Luckner, et le conventionnel Bentabole déclarait devant les jacobins de Paris, que Berthier était perdu dans l'opinion publique, que son nom seul valait une injure. Custine pria le ministre de lui donner au moins le capitaine du génie Caffarelli du Falga. Mais Caffarelli, lui aussi, était suspect : on l'accusait d'avoir donné des preuves d'incivisme dans les assemblées électorales de la Haute-Garonne, et les commissaires de la Législative l'avaient suspendu parce qu'il refusait de reconnaître la révolution du 10 août ; en vain le comité militaire demandait qu'il fût réhabilité ; par deux fois, la Convention passa à l'ordre du jour, et Caffarelli se cacha dans les bureaux de la guerre. « Tout me manque, cria Custine. Point de généraux, point d'état-major ! J'ai Mayence, Francfort, Worms, Oppenheim à garder, Bingen, Kreuznach et les bords de la Nahe à défendre, et 17,000 hommes contre 34,000 Prussiens et 9,000 Hessois ! Le roi veut m'attaquer, il a de beaucoup l'avantage du nombre ; il est très probable qu'il me battra[1] ! »

[1] Custine à Pache, 14, 24, 26, 27 nov., à Beurnonville, 18 nov. 1792 ; Berthier à Custine, 27 oct. et 26 nov. (« Vous n'aurez pas de général qui vous sera plus dévoué que moi et qui contribuera avec plus de satisfaction à la continuité de la gloire que vous acquérez »); Beauharnais à Custine, 6 nov. ; les jacobins de Versailles à Custine, 22 déc. (A. G.) ; *Journal des jacobins*, séances des 12 et 24 déc. ; cf. sur Berthier, *Inv. pruss.*, 211-212, et sur Caffarelli du Falga, *Mon.*, 21 août, 30 sept. et 14 déc. ; Com. milit. séance du 10 nov. ; ce

Il tenta, comme avaient fait Dumouriez et Biron, de détacher Frédéric-Guillaume de la coalition[1]. Dès le 16 octobre, il mandait au président de la Convention que les Russes allaient envahir la Silésie pour la rendre à l'Autriche et que la tsarine, « la romanesque souveraine du Nord », avait le dessein d'abaisser la maison de Brandebourg. « J'avais prévenu, disait-il, Frédéric-Guillaume à son avènement au trône ; il se souviendra sans doute de l'entretien que j'eus avec lui dans la galerie de Charlottenbourg, quelques jours après son couronnement ; il a préféré les conseils des insensés aux moyens que je lui

fut sans doute Meusnier qui l'appela dans les bureaux de la guerre. Biron se plaignait (à Le Brun, 28 nov.) que Pache, élevé par M. de Castries, eût donné toute sa confiance et les opérations les plus importantes de son administration à un officier suspendu par les commissaires de l'assemblée. — Un autre officier du génie, l'émigré Bousmard, qu'on accusait d'avoir livré Verdun (cf. *Inv. pruss.*, 228) se recommandait vers le même temps à Custine dans une lettre très curieuse et le priait de le tirer de son « état équivoque » ; il offrait de se jeter dans Mayence et de « prouver qu'il était incapable d'une trahison. Peut-être, ajoutait-il, ne vous serai-je pas inutile en ayant appris par mon malheureux séjour de quelques semaines parmi les Prussiens le peu dont ils sont capables dans l'art d'attaquer une place en règle. Je sens le besoin d'un baptême de sang qui efface toutes les souillures dont m'a terni le souffle impur de la calomnie ; il me tarde de défendre une place où je ne sois point mis hors d'état d'être utile par l'élagage de trois arbres, où la bourgeoisie n'ait pas le secret de faire rendre la place aux premières bombes qu'on lui enverra, et dont le commandant aime mieux tuer beaucoup de monde aux assiégeants que de se tuer tout seul, tant des assiégeants que des assiégés » (Deux-Ponts, 27 déc. 1792, A. G.).

[1] Cf. sur la tentative de Dumouriez, *Retraite de Brunswick*, 76-107, et A. Sorel, *L'Eur. et la Révol.*, III, 51-66. C'est au mois d'octobre que Biron avait tenté, lui aussi, de négocier avec le roi de Prusse par l'intermédiaire de l'émigré Heymann ; il proposait Bâle pour lieu de rendez-vous et désirait que Servan vînt assister à la conférence ; « la conversation avec Heymann ne pouvait se passer sans témoins » (lettre à Servan, 15 oct. 1792, A. G.). Le 22 novembre, Biron revient à la charge et propose de rechef d'entamer une négociation avec le roi de Prusse par l'entremise de Heymann.

proposais à cette époque, à ceux que mon fils lui a proposés depuis[1] ! » Quelques jours plus tard, il écrivait à des amis de Berlin, à Möllendorff, à la princesse de Hohenlohe, et leur prêchait la nécessité d'une alliance entre la France et la Prusse. Faire la guerre à l'Empereur et accabler la maison d'Autriche, tel devait être le but de Frédéric-Guillaume. Pour mieux déterminer le roi, la République entretiendrait près de lui, comme résident accrédité, sans titre apparent, le fils de Custine. Employé naguère à Berlin, le jeune et habile François de Custine ne pourrait-il renouer des relations heureusement entamées dans l'Argonne[2] ?

Le 12 novembre, revêtant, comme il disait, la peau du renard après celle du lion, Custine envoyait à Frédéric-Guillaume une lettre qu'il croyait décisive. Le roi, disait-il, avait fait avec l'Empereur une alliance monstrueuse ; il devait la rompre et s'allier à la République française. Sans doute, son royaume était épuisé d'hommes et d'argent, mais il n'avait qu'à se défaire du landgrave de Hesse, à prendre ses trésors, à incorporer ses troupes dans l'armée prussienne. Le jour où cette incorporation aurait lieu, Custine se saisirait d'Ehrenbreitstein avec 300 Prussiens que le roi lui confierait ; alors, ajoutait-il, les Impériaux que Dumouriez combattait en Flandre, se verraient fermer le chemin de l'Allemagne ; alors serait anéantie la maison d'Autriche[3].

Le roi ne répondit pas, mais il communiqua la lettre

[1] *Mon.*, 21 octobre 1792.

[2] Desportes à Custine, 22 oct., et Custine à Le Brun, 28 oct. 1792 (A. E. et A. G. Cf. Avenel, *Républ. franç.*, 27 février 1876).

[3] Lettre de Custine au roi de Prusse, 12 nov. 1792 (A. E.) ; elle fut publiée en allemand dans la *Berliner Hofzeitung* du 20 déc. ; cf. Klein, 232-233, et Sorel, III, 112 et 180.

aux journaux, et les gazetiers ne manquèrent pas de se gausser de Custine, qui devait avoir dicté cette singulière épître sous l'influence du bourgogne. Déjà, lorsqu'un agent de Le Brun, du nom de Mandrillon, lui faisait des avances, Frédéric-Guillaume refusait de négocier avec « les émissaires obscurs d'un ministre sans pouvoir » ; la Convention, disait-il, avait décrété qu'elle ne ferait pas la paix tant que l'étranger serait en France ; il était juste d'observer la réciprocité envers le territoire de l'Empire, et tant que *le sieur Custine* n'aurait pas repassé la frontière, les ministres du roi de Prusse resteraient sourds aux ouvertures de la nation française[1].

Outré du silence de Frédéric-Guillaume, Custine s'écria que ce roi était « le plus imbécile de tous les rois », qu'il devenait *enragé*, qu'il voulait follement gaspiller ses trésors, abîmer son armée, détruire de ses propres mains sa puissance pour soutenir l'ambitieuse Autriche. Il chargea d'injures Bischoffswerder à qui l'Empereur prodiguait son or ; sûrement le despote de Vienne dépensait au moins trois millions de florins pour gagner à sa politique les entours de Frédéric-Guillaume[2] ! Mais ces invectives n'arrêtèrent pas la marche des Prussiens. Un instant, Custine pensa qu'ils allaient prendre leurs quartiers d'hiver sur la rive droite du Rhin, à longue distance de Mayence et de Francfort. On lui mandait de ses avant-postes qu'ils restaient dans l'inaction, et il se répétait à lui-même qu'ils revenaient tout penauds de la Champagne, qu'ils étaient en partie ruinés, découragés, qu'ils

[1] Vivenot, *Quellen*, II, 325-326 ; *Retraite de Brunswick*, 201.

[2] Custine à Beurnonville, 22 nov. 1792 ; plan pour la campagne de 1793 (A. G.) ; *Corresp.* de Dumouriez avec Pache ; cf. Biron à Custine, 14 nov. (« une intrigue infernale s'est criminellement opposée à un rapprochement avec le roi de Prusse »).

hésiteraient à « pénétrer par un pays difficile ». Et le roi oserait-il attaquer Custine, dont il connaissait le caractère [1] ?

Il apprit bientôt que l'armée de Frédéric-Guillaume ne cantonnait derrière la Lahn, à Montabaur, que pour recevoir des renforts, qu'elle allait s'unir aux troupes de Hesse-Cassel que Guillaume IX rassemblait à Marbourg, et à celles du landgrave de Hesse-Darmstadt qui n'osait plus rester neutre. Convaincu qu'il ne pourrait disputer le passage de la Lahn, Custine recula sur Hombourg dans le dessein de couvrir Francfort et d'assurer ses communications avec Mayence ; il avait, disait-il, « pris une position étendue pour faire illusion sur ses forces » ; à cette heure, il « resserrait ses cantonnements [2] ». Mais l'armée prussienne marcha de la Lahn vers le Mein en trois colonnes : la droite formant l'avant-garde, sous les ordres du prince de Hohenlohe-Ingelfingen ; le centre où se trouvaient le roi de Prusse et le duc de Brunswick ; la gauche commandée par Kalkreuth.

Custine aurait pu faire sa retraite sur la rive gauche du Mein et se borner à défendre Mayence. Il aima mieux rester sur la rive droite du fleuve et courir les hasards d'un combat. Mais, au lieu de prendre l'offensive qui convient au génie de la nation, au lieu de profiter de l'ardeur d'une jeune armée à qui manquaient la discipline et l'ensemble, au lieu d'attaquer brusquement les Prussiens un peu épars au sortir de leurs cantonnements et avant leur jonction avec les Hessois, au lieu de frapper un coup imprévu, comme à Limbourg, sur un des points de la ligne considérable que les troupes de Frédéric-

[1] Houchard à Custine, 20 nov. ; Custine à Biron, 5 nov. 1792 (A. G.).
[2] Custine à Beurnonville, 25 nov. 1792 (A. G.).

Guillaume formaient en avant de la Lahn, Custine, reculant encore, abandonna Hombourg et vint établir son quartier-général à Höchst.

La position qu'il avait choisie était assez avantageuse : sa droite s'appuyait à la petite ville de Höchst et par suite au Mein ; sa gauche s'adossait au Taunus ; deux villages retranchés et reliés l'un à l'autre par des abatis, Soden et Sulzbach, protégeaient son front. Houchard faisant, comme toujours, l'avant-garde, s'était porté vers la gauche sur le plateau d'Ober-Ursel et y commençait quelques redoutes.

Mais, en se retranchant ainsi derrière la Nidda, de Höchst à Ober-Ursel, Custine ne couvrait plus Francfort, et la ville, se trouvant désormais à l'extrême droite de la ligne française, était comme abandonnée à ses seules ressources. Brunswick profita de cette faute. L'armée prussienne, poursuivant sa marche sûre et lente, décrivit un grand demi-cercle, de Reifenberg à Vilbel, par Nieder-Erlenbach. Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen fut chargé d'attaquer Houchard sur ses flancs et ses derrières, pendant que dix escadrons, commandés par le duc de Saxe-Weimar, feraient une démonstration sur son front. Kalkreuth observa Custine. Le reste des troupes se dirigea sur Francfort.

II. Le 28 novembre, au matin, les hussards hessois, profitant d'un épais brouillard, arrivaient sous les murs de Bergen sans rencontrer une seule patrouille française et, à l'instant où la porte s'ouvrait devant une voiture de paysans, ils entraient le sabre en main, poussaient jusqu'au marché, envahissaient la maison commune et, malgré la courageuse résistance des volontaires, s'emparaient de la ville. Quelques heures plus tard, les bourgeois de

Francfort voyaient, du haut des remparts, les hussards d'Eben s'avancer audacieusement jusqu'à la tour de Friedberg et un parlementaire, le lieutenant-colonel de Pellet, se présentant à la porte d'Eschenheim, sommait, au nom de Kalkreuth, le commandant français Van Helden de se rendre prisonnier de guerre avec sa garnison [1].

Qu'allait faire Custine? Plus alarmé que jamais, il pressentait des revers, un grand échec, une retraite forcée; « rien, disait-il, n'est incertain comme le sort des combats, et il faut prévoir les événements désastreux ». Il se défiait de ses troupes : durant la marche de nuit qu'elles avaient faite d'Usingen à Hombourg, l'arrière-garde de Houchard s'était dispersée sur une étendue de deux lieues dans le plus grand désordre, et il avait fallu toute la journée du lendemain pour la rallier et la mettre ensemble [2]. Il se plaignait de n'être pas aidé par son entourage, réclamait de rechef « à cors et à cris » un chef d'état-major, avouait qu'il avait trop présumé de ses propres forces et que, portant tous les fardeaux, travaillant vingt et une heures par jour, d'ailleurs tourmenté par la fièvre et par un rhume affreux, il ne pouvait répondre du succès. Indécis, perplexe, aussi vacillant que le duc de Brunswick, il n'osait prendre un parti décisif, se fixer à une résolution ferme et inébranlable. Abandonner Francfort, c'était faire ce qu'exigeait le bon sens. Mais que dirait la Convention? Que diraient Paris et les journaux [3]? De là, des ordres décousus, incohérents,

[1] Ditfurth, 174-175 ; Ihlee, 152.

[2] Saint-Cyr, I, 10 (de là date son horreur pour les marches de nuit).

[3] Custine, dit Legrand, aurait dû abandonner Francfort et se retirer dans Mayence ; mais « n'eût-on pas fait au général un crime capital d'avoir différé d'agréger à la République universelle nos pré-

contradictoires. Tantôt il voulait évacuer Francfort; tantôt il se déterminait à tenir une ville qui lui « donnait pour la campagne prochaine l'entrée la plus brillante dans le centre de l'Empire ». Il prescrivait à Van Helden de faire secrètement des dispositions pour se retirer sans embarras et sans perte de temps; puis il lui commandait de s'emparer de l'arsenal et d'indiquer à ses troupes leur place de combat sur les remparts : « je suis là près de vous; mettez le feu à la ville, si elle bouge; les capitalistes francfortois rampent devant la force; eh bien! il faut leur en montrer pour les faire ramper ». Venait-il à Francfort pour conférer avec son lieutenant : il se rendait au Römer et jurait aux magistrats, qui se hâtaient de faire afficher cette déclaration rassurante, que leur ville ne serait pas assiégée, qu'elle ne recevrait pas un coup de canon, qu'elle ne courait aucun danger, quel qu'il fût. Mais dès qu'il recevait la sommation de Kalkreuth, il écrivait à Van Helden qu'un républicain choisit entre la victoire ou la mort et ne capitule jamais avec les despotes, et il envoyait à Kalkreuth ce billet de rodomont : « J'apprends l'obligeante attention avec laquelle, pour ne pas voir couler le sang, vous voulez bien proposer aux troupes françaises et à leur commandant de rendre Francfort; moi qui ne veux pas vous céder en politesse, j'aurai l'honneur moi-même de vous porter en personne la réponse du commandant français[1]! »

tendus amis les Francfortois et autres qui nous tendaient les bras? Si cette crainte n'a pas agi sur l'esprit de Custine, sa conduite, au point de vue militaire, est inconcevable ». Cf. le mémoire sur Custine par un témoin oculaire (*Journal de la Montagne*, 10 juillet 1793) qui montre Custine « agité, indécis, incapable de prendre un parti ».

[1] Custine à Pache, 1er déc., et à Beurnonville, 26 nov. 1792 (A. G.); cf. pour ce qui suit et sur la prise de Francfort l'*Authentische Nachricht vom Uebergang* (mais où, comme dit Heyne, l'on a, *extenuando*,

Van Helden, militaire instruit, mais qui manquait de tête[1], sentait, comme il dit, sa position et jugeait ses dangers très « éminents ». Aussi ne cessait-il d'exposer à Custine la pénurie de ses moyens de défense, la faiblesse de la place, l'impuissance de la garnison, les dispositions hostiles des habitants.

Les fortifications de Francfort se composaient de onze bastions assez réguliers, de tours qui dominaient les portes, et çà et là de fausses braies. Mais sur plusieurs points le mur extérieur de revêtement n'était haut que de cinq à six pieds et on pouvait l'escalader aisément sans se servir d'échelles. Le parapet du terre-plein n'avait parfois qu'une hauteur de trois pieds. Le fossé, assez large et profond, était presque sec en certains endroits et facile à franchir. Les demi-lunes ruinées qui devaient protéger les portes, ne les défendaient pas contre une fusillade en droite ligne. Le chemin couvert, devenu

elevando, palliando, fait subir un petit changement à quelques faits): Kriegk, *Deutsche Kulturbilder aus dem XVIII Jahrh.*, 192-262 ; Ditfurth, *Die Hessen*; la lettre de Sömmerring à Heyne (*Forsters Briefw. mit Sömmerring*, p. p. Hettner, 1877, p. 599) ; Van Helden, *Relat. de la prise de Francfort*, La Haye, 1798, p. 70-151, et ses lettres à Custine, 2, 3, 4 déc. 1792 et 20 janv. 1793 (A. G.).

[1] Van Helden, capitaine dans le corps du génie hollandais et pendant cinq ans aide-de-camp du célèbre général Dumoulin, ensuite major et maréchal des logis général des troupes de Hollande et de Westfrise, s'était retiré en France après l'invasion prussienne de 1787. Promu capitaine, avec rang de major, au régiment de Royal Liégeois (plus tard le 101e), puis lieutenant-colonel, il fut nommé le 13 août 1792, dans l'état-major de l'armée du Rhin, adjudant-général, avec grade de colonel, et le 20 septembre suivant, maréchal-de-camp. Il avait commandé pendant le mois d'octobre la place de Wissembourg « qui est, dit-il dans une lettre du 6 octobre, un simple contour sans aucune ligne flanquante, plongé et dominé de tous côtés », et Custine qui devait bientôt revenir de ce jugement, le trouvait « excellent patriote, très valeureux, avec une grande intelligence pour la défense des places » (à Servan, 15 sept., A. G.).

méconnaissable, était jusqu'au bord extérieur du fossé rempli de maisons, d'arbres et de haies.

La garnison ne comptait que quatre bataillons : le 82e de ligne ci-devant Saintonge, le 7e des Vosges, le 5e du Bas-Rhin et le 10e de la Haute-Saône, c'est-à-dire 1,800 hommes, presque tous de nouvelle levée et qui n'avaient chacun que quarante cartouches. L'artillerie ne comprenait que *deux* pièces de 3 : c'étaient les deux pièces ou « amusettes » du 7e bataillon des Vosges, et chacune n'avait que trente coups à tirer ! Van Helden demanda du canon ; Custine lui répondit qu'il avait assez de deux pièces pour « éloigner les patrouilles ».

Mais ce que Van Helden craignait par dessus tout, c'était la turbulente population de Francfort qui n'avait pas encore digéré la contribution[1]. Déjà, lorsque Custine était entré dans la ville, le 27 octobre, quarante garçons bouchers, suivis de leurs chiens, avaient accompagné le général pour se jeter sur lui s'il donnait l'ordre du pillage. Les habitants n'avaient pas voulu prendre la cocarde tricolore ; « nous portons, écrivait l'un d'eux, la liberté dans le cœur, et non sur le chapeau ». Ils avaient refusé de planter au faubourg de Sachsenhausen et sur la place de la ville, l'arbre de fraternité, surmonté du bonnet rouge, et ils répétaient ce bon mot d'un juif : « Qu'est-ce que cet arbre sans racine et ce bonnet sans tête[2] ? » Les pauvres avaient repoussé les aumônes de

[1] *Die Franz. am Rheinstrome*, 12 « die Brandschatzung noch nicht verdauet ».

[2] *Nau wie soll mir's gefallen, s'is ausser a Bæumche ohne Wurzel un a Kaepla ohne Kopf* (voir la gravure dans Ihlee, 105). Cotta entreprit de réfuter le mot dans la *Mainzer National-Zeitung* du 18 février 1793 ; il y a eu, dit-il, des arbres sans racine, comme la verge d'Aaron, et un bonnet sans tête a plus de valeur qu'une tête sans cervelle.

Custine ; l'argent qu'on leur offrait, disaient-ils, était volé et appartenait aux magistrats. Lorsque le parlementaire prussien qui venait sommer Van Helden, parut sur la Zeil, le peuple l'accueillit par des vivats « comme si le Messie était arrivé à Francfort » et l'on cria *Vive le roi de Prusse! A bas les Français!* Lorsque, sur l'ordre de Van Helden, un détachement de troupes de ligne força dans la matinée du 20 novembre la porte de l'arsenal, une foule de bourgeois et de garçons de métier s'amassa devant l'édifice et le détachement se retira. Van Helden était donc inquiet; il remarquait qu'on se défiait de lui, qu'on l'épiait, qu'on le suivait de près, qu'il ne pouvait sortir de sa maison sans être entouré. Il voyait les esprits « très agités », voyait « la grande supériorité du nombre des gens de la ville », et se rappelait avec angoisse « de quoi sont capables les habitants lorsqu'ils veulent se défaire d'une garnison ». Les bourgeois de Gênes n'avaient-ils pas, en 1746, chassé brusquement et comme sans y penser le marquis Botta? Les insurgents belges n'avaient-ils pas, en 1789, contraint le général d'Alton d'évacuer Bruxelles? Et que de militaires français avaient été tués ou blessés à l'affaire de Nancy, en 1790, par les coups de fusil qui partaient des greniers et des caves [1] !

Pourtant il prit tant bien que mal ses dispositions de défense. 200 hommes occupèrent Sachsenhausen et 80 autres, la tour et le pont du Rhin. Un bataillon de volontaires et deux compagnies s'établirent en réserve sur la Zeil, près du logement de Van Helden, avec les deux seules pièces de canon qu'il avait. Le reste des

[1] Cf. outre Van Helden, *op. cit.*, Ihlee, 40, 105, 134-135, 153, 195; *Die alten Franzosen*, 20; lettres de Grimm à Catherine II, 1886, p. 562 ; Custine à Pache, 21 déc. 1792 (A. G.).

troupes garnit les remparts : 100 hommes à chaque poste, 30 à 50 dans chaque bastion, les autres dans les courtines des fronts particulièrement menacés.

III. Les Prussiens avaient cru, d'abord, que la petite garnison française évacuerait la place. Kalkreuth assura même à deux sénateurs de Francfort que Van Helden ne trouverait aucun obstacle s'il voulait se retirer sur Höchst. Mais après la réponse ironique de Custine, on ne pouvait douter que la ville serait obstinément défendue. Il fallait donc la prendre d'assaut.

Le roi ordonna que l'attaque aurait lieu le 2 décembre, premier dimanche de l'Avent, à sept heures du matin. Quatre colonnes devaient pénétrer en même temps dans Francfort : la première par le faubourg de Sachsenhausen, la deuxième par la porte des Bouchers, la troisième par la porte de Hanau, la quatrième par la porte de Friedberg. Mais la première colonne se présenta lorsque tout était fini. La deuxième qui devait descendre le Mein sur des bateaux couverts, débarquer au centre de la ville et prendre à dos la garnison française, n'arriva que très tard. La troisième et la quatrième colonne furent les seules qui donnèrent. Elles ne se composaient guère que de Hessois.

Le lieutenant-colonel Rüchel commandait la quatrième colonne. Ce gentilhomme poméranien, sorti du corps des cadets, n'était pas grand clerc, bien qu'il eût l'air d'un savant ; les dames de la cour se moquaient de son français, et il parlait un allemand emphatique, incorrect, farci de pléonasmes et de mots étrangers. Mais il avait de la verve, et dans le ton et la tournure une brusquerie militaire qui ne déplaisait pas. Frédéric II, qui le tira d'un régiment d'infanterie pour l'attacher à sa suite,

l'accabla de sarcasmes, et, en effet, Rüchel n'avait pas profité de la lecture des campagnes de Turenne et de Luxembourg; il ne possédait pas l'expérience de la guerre; il était inquiet, emporté, incapable d'obéir et de se maîtriser. Toutefois, il réparait ces défauts par la vivacité de son esprit et par son audace; il se servait à propos du peu qu'il savait, et se tirait toujours d'embarras à force d'ardeur et de témérité. De l'enseignement qu'il avait reçu, il ne retenait que cet axiome: une armée prussienne doit attaquer, l'infanterie doit s'avancer résolument, et la cavalerie ne vaut rien si elle ne se jette sur l'ennemi bride abattue. Jeune encore, ambitieux, plein d'une flamme qu'il communiquait à son entourage, il aurait peut-être changé le sort de la guerre, s'il avait eu le commandement. Il représentait le roi de Prusse dans le camp hessois; mais l'attaché militaire était bientôt devenu le chef réel des troupes du landgrave. Guillaume IX avait un respect profond pour l'élève du grand Frédéric et lorsqu'il regagna précipitamment ses états, après le combat de Spire, il laissa sa petite armée dans les mains de Rüchel. Ce fut Rüchel qui le premier entra dans Coblenz, et la marche qu'il avait faite passa pour une des plus belles actions de la campagne [1].

La colonne de Rüchel avait le rôle principal dans l'attaque de Francfort. Mais elle dut attendre sa réserve, et au lieu de déboucher à sept heures, suivant l'ordre du roi, contre la porte de Friedberg, elle ne s'ébranla qu'à huit heures et demie, au moment où les cloches de Francfort, sonnant à toutes volées, appelaient les fidèles à l'office. A peine avait-elle fait quelques pas que le duc

[1] Valentini, 20-21; *Inv. pruss.*, 118; cf. dans la *Mainzer Zeitung* du 30 octobre sa méprisante et impérieuse instruction aux magistrats de Coblenz.

de Brunswick lui commanda de s'arrêter. Comme à Valmy, l'éternel temporiseur, ressaisi par ses anxiétés, repris de sa cruelle irrésolution, n'osait risquer l'affaire et désespérait de la réussite. Rüchel voit les soldats demeurer immobiles ; il court à eux. « Qui vous ordonne de faire halte ? — Le duc. — Le duc, s'écrie Rüchel en poussant un juron, où donc est-il, cet illustre duc ? — Ici ! » dit une voix à côté de lui, « ici, Monsieur le lieutenant-colonel ! » Et, à sa grande surprise, Rüchel remarque qu'il a passé devant le roi de Prusse et le duc de Brunswick sans les voir, et que le duc lui-même répond à sa question. Mais le bouillant colonel ne se laisse pas déconcerter ; il ôte son chapeau, et s'inclinant avec respect, il assure au duc qu'il est certain du succès, que son honneur et sa vie en dépendent ; puis il se tourne vers le roi et ajoute : « La gloire de Sa Majesté exige qu'on ne livre pas à une perte certaine les belles troupes du landgrave ; je périrai, s'il le faut, mais je prie Sa Majesté de ne plus permettre à personne d'intervenir dans les opérations. » Le roi l'approuve, et Rüchel, regagnant son poste, commande aussitôt « En avant, marche ! »

Les Hessois s'élancent comme pour réparer le temps perdu. Mais à l'instant où leur extrême avant-garde, composée de deux officiers et de vingt gardes du corps à cheval, approche de la porte de Friedberg, elle voit avec étonnement le pont-levis baissé. Rüchel ordonne sur-le-champ de prendre le galop et de profiter de la négligence des ennemis pour se jeter dans la ville. Les gardes du corps piquent des deux ; mais déjà le pont est levé, la porte fermée, et au moment où les cavaliers se précipitent, où les chasseurs hessois les suivent à toutes jambes en poussant leur *Schurri druff !* une violente fusillade

éclate du haut des remparts. Les gardes du corps tournent bride. Les chasseurs se dérobent derrière des haies. Mais à leur suite accourent et se pressent, sur une route resserrée entre des maisons et des murailles de jardins, les grenadiers de Philippsthal et de la garde. Au milieu de cette foule, qui n'a pas le temps de s'abriter et qui s'arrête, désordonnée et confuse, au bord du fossé extérieur, les Français tirent sans danger et à coup sûr : il leur suffit d'appuyer le fusil sur le parapet du rempart ou de le placer dans une meurtrière et de lâcher la détente pour faire une victime. En un instant le septième des grenadiers est couché par terre. Le colonel prince Charles de Hesse-Philippsthal, le major de Donop, les capitaines de Wolff, de Münchhausen, Desclaires, le lieutenant de Rademacher, l'enseigne de Hundeshagen tombent mortellement atteints. Les grenadiers reculent, se cachent, soit dans les maisons, soit derrière les haies et les murs des vergers. Le régiment de la garde s'avance à son tour, et à son tour devient la cible des balles françaises ; il hésite, il faiblit, et il lâcherait pied si son colonel, Benning, ne lui criait d'une voix tonnante : « je passerai mon épée à travers le corps au premier d'entre vous qui reculera d'un pas ». Enfin, une batterie prussienne, deux mortiers et deux canons d'un bataillon hessois s'établissent en face de la porte de Friedberg, à quinze cents pas des remparts; mais les grenades et les bombes dépassent la porte et viennent tomber dans la ville [1].

Les Hessois n'étaient pas plus heureux à la porte de Hanau ou de Tous les Saints. L'avant-garde de la troisième

[1] Pertes des Hessois : *morts*, 7 officiers et 75 soldats ; *blessés*, 9 officiers et 93 soldats.

colonne, commandée par le colonel Lenz, avait eu la précaution de s'avancer, non pas sur la route, mais derrière les enclos et les murs des jardins. Toutefois elle tiraillait assez inutilement contre le rempart, et deux canons de bataillon tentaient en vain d'abattre le pont-levis.

Mais les Francfortois allaient ouvrir les portes à l'assaillant. Les gens du peuple et surtout les garçons de métier, charpentiers, serruriers, boulangers, tailleurs, perruquiers, venus de tous les points de l'Allemagne, étaient déterminés à secourir autant que possible les Hesso-Prussiens. Déjà les jours précédents, surtout le vendredi, jour de pénitence et de prières, ils avaient couru les environs de la ville et promis leur assistance aux soldats allemands qu'ils rencontraient.

Dès que retentissent les premiers coups de feu et pendant qu'un grand nombre de bourgeois quittent en hâte les églises pour s'enfermer dans leur demeure, les garçons de métier s'assemblent sur la Zeil. Le Magistrat essaie de les disperser. Ils répondent que Custine est un traître ; Custine a juré de ne pas exposer Francfort au bombardement ; Custine forfait indignement à sa parole ; à bas Custine ! Les Juifs se mêlent aux garçons de métier. Vainement le Sénat les consigne et place une garde à l'extrémité de leur rue ; sitôt qu'ils voient les boulets tomber sur leurs maisons et enlever les cheminées, les Juifs forcent la garde et se répandent dans la ville[1].

[1] Van Helden a fait dans son ouvrage (p. 59-61) un piquant tableau des Juifs de Francfort et que Zimmermann nomme *zierlich* (p. 93) : « Cette espèce d'hommes à laquelle l'Europe entière doit sa religion, sa banque et les éléments de son commerce, dont on recherche partout l'or et dont on repousse partout l'alliance ; ces hommes qui cultivent partout leurs préjugés avec la même opiniâtreté que leur fortune, et dont la plus grande source de richesses est dans le

A cet instant, Van Helden envoyait à la porte de Friedberg ses deux canons. Mais les Juifs, les garçons de métier, les bourgeois s'opposent au passage des pièces, coupent les traits des chevaux, démontent les roues, brisent les affûts. Tout cavalier qui paraît dans les rues est jeté à bas de son cheval. Tout fantassin qui se dirige vers les portes de Friedberg et de Hanau ou vers le quartier-général est arrêté ; plusieurs sont maltraités, blessés. Les officiers et les soldats qui reviennent des distributions, ne peuvent rejoindre leurs camarades. On empêche le lieutenant-colonel de Saintonge, Du Rosel, de descendre du rempart, et l'adjudant de place n'arrive chez

mépris dont ces richesses ne sauraient les garantir ; ces hommes qui forment un peuple sans cité, une confédération sans chef et un empire sans territoire ; qui ont trouvé dans les pages d'un livre dont les Egyptiens, les Perses et les Grecs ont fourni les chapitres, à la fois un état, une patrie, une constitution et une religion auxquelles vingt siècles et le mépris de l'univers entier n'ont apporté aucune altération sensible ; les Juifs enfin, si vieux dans l'histoire des peuples et si nouveaux dans celle de la tolérance et de la philosophie, dont l'existence est à la fois nulle et entière, qui, semblables au métal dont ils diminuent le poids et altèrent la qualité, se filtrent et s'insinuent dans toutes les classes de la société sans appartenir à aucune et nous offrent le phénomène le plus humiliant pour l'orgueil de l'homme et le plus inexplicable pour sa raison ; ces Juifs forment une partie essentielle de la population de Francfort, sans avoir pu en corrompre l'esprit ni les institutions. Lorsque je m'exprime ainsi, je suis loin de confondre avec une classe d'hommes quelconques les individus auxquels leurs lumières et leurs sentiments d'humanité donnent dans tous les pays des droits à l'estime et à la reconnaissance publique. Je connais dans la nation juive des individus dont les mœurs, le patriotisme et les rares qualités font estimer cette secte, et je m'honore même de compter parmi eux des amis auxquels je suis sincèrement attaché. Autant la population juive prépara des dangers aux soldats français qui occupaient Francfort au moment de la prise de cette ville par le roi de Prusse, autant ces Français et moi-même fûmes redevables, à bien des égards, à ces négociants juifs qui, à Francfort comme en Hollande, se distinguent par un noble et bienfaisant usage de leurs richesses et de leurs lumières. »

Van Helden que parce qu'un boulet tombe au milieu de la foule et la dissipe. Deux fois Van Helden veut se rendre à la porte de Friedberg; deux fois les bourgeois le ramènent de force à son logis de la Maison-Rouge, sur la Zeil, et pour mieux ébranler le courage de la garnison et mettre fin à la lutte, ils crient de toutes parts, comme sur un mot d'ordre, que Van Helden est mort et que l'ennemi pénètre dans la ville.

Désespéré, craignant les fureurs de la populace, Van Helden allait et venait sur la Zeil. Mais les magistrats, les bourgeois, les Juifs lui reprochent sa conduite, lui rappellent les assurances solennelles de Custine, le conjurent de cesser toute résistance, de préserver la ville de l'incendie. A deux reprises, il envoie un fourrier au clocher voisin ; à deux reprises le fourrier lui rapporte que Custine ne paraît pas. Sa vie même est menacée ; on lui tire des maisons plusieurs coups de fusil, et une balle vient frapper son chapeau.

Van Helden résolut de capituler. Il dépêcha sur-le-champ un trompette de cavalerie à la porte de Friedberg, et le trompette municipal à la porte de Hanau. Mais le trompette français ne réussit pas à se faire entendre au milieu de la canonnade, et le trompette francfortois ne put sortir de la ville. En vain ce dernier criait qu'il était envoyé par Van Helden ; l'officier qui commandait à la porte de Hanau, lui déclara qu'il n'ouvrirait que sur un ordre signé du général. Le trompette insistait ; l'officier lui enjoignit de s'éloigner et le menaça de son pistolet. Mais au même moment des garçons de métier arrivaient à la porte de Hanau. Ils arrachent le pistolet à l'officier qui mettait en joue le trompette francfortois ; ils désarment les soldats, les frappent, les prennent par les cheveux, les terrassent ; ils baissent le pont-levis, ils

appellent les Hessois de la voix et du geste, tandis que le trompette, se faisant jour à travers la foule, sonne du clairon sous la voûte de la porte.

Une scène semblable se passait à la porte de Friedberg. Là aussi, des garçons de métier se jettent sur les soldats et leur enlèvent leurs fusils qu'ils déchargent en l'air ; ils brisent à coups de marteau les chaînes qui retiennent le pont-levis ; ils ouvrent la porte au premier bataillon de la garde du landgrave.

Francfort était conquis, et pendant que Rüchel, épuisé, défaillant, tombait de cheval entre les bras de ses officiers, les Hessois, fantassins, hussards, dragons, pénétraient dans la ville, au son du tambour et aux cris de « Victoire » et « Mort à Custine ! », *Tod dem Custinus, Custinus soll sterben !* Les Français reculèrent vers la porte de Bockenheim ; la plupart jetèrent leur fusil et leur sac pour fuir plus vite ; quelques-uns s'arrêtèrent dans les rues pour combattre encore et mourir ; d'autres restèrent sur les remparts où s'engagea la lutte la plus vive. Les Hessois, exaspérés par la résistance qu'ils avaient rencontrée et par la mort de leurs camarades, ne faisaient pas de quartier. Mais bientôt leur fureur se calma. Les bourgeois de Francfort intervinrent au péril de leur vie et demandèrent la grâce des vaincus. Enfin, le roi de Prusse et le duc de Brunswick entrèrent et mirent un terme au carnage. La population les accueillit avec enthousiasme comme des libérateurs. De tous côtés retentissaient des cris d'allégresse et des vivats. Les mouchoirs flottaient aux fenêtres. Des dames de la plus haute condition, ivres de joie, embrassaient les vainqueurs dans la rue[1].

[1] Les Français avaient 41 morts, 139 blessés et 1,158 prisonniers, parmi lesquels Van Helden qui fut arrêté dans son logement.

Au bruit du canon, Custine fit partir Neuvinger et 8,000 hommes au secours de Van Helden. Malgré la rapidité de sa marche, Neuvinger arriva trop tard : lorsqu'il atteignit la tour sur le chemin de Mayence, à la hauteur de Bockenheim, Francfort était perdu. Il eut l'audace d'envoyer un parlementaire qui somma la ville. Mais bientôt il vit les Prussiens, débouchant de Bonames et d'Eschersheim, s'avancer à sa rencontre. Une vive et inutile canonnade s'engagea des deux parts. A la fin de la journée, Neuvinger se retira sur Höchst après avoir rompu tous les ponts de la Nidda.

Le même jour, Houchard lâchait sa position d'Ober-Ursel. Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen aurait pu l'attaquer de vive force ou le couper de Mayence en se portant à Kronenburg et à Schwalbach. Mais, comme Brunswick, il n'avait d'autre souci que d'épargner du monde ; comme Brunswick, il craignait extrêmement les coups de vigueur ; comme Brunswick, il aimait mieux tourner l'adversaire et le déloger sans effusion de sang. Il se contenta de débusquer Houchard par une marche sourde : il prit, à travers les montagnes, entre le Dallwigsberg et l'Alt-König un sentier difficile, et déboucha soudainement sur le flanc gauche des Français en occupant le Hühnerkopf. Houchard se hâta de battre en retraite, et, sans coup férir, Hohenlohe se rendit maître de la position d'Ober-Ursel. Le duc de Brunswick ne parlait qu'avec respect des retranchements élevés par Houchard ; les Prussiens les trouvèrent misérables et inachevés ; Forstenbourg, fils naturel de Brunswick, fit sauter à son cheval le fossé et le parapet, sans penser au ridicule qu'il donnait à son père [1].

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 152-154 ; Saint-Cyr, I, 12-14. C'étaient en effet trois redoutes que Houchard n'avait pu achever à cause de la dif-

IV. Custine leva son camp de Höchst dans la même nuit et se retira sur Mayence sans perdre de temps. Il abandonnait toute la rive droite du Rhin à l'exception du fort de Königstein où il avait mis une garnison de 300 hommes, de Kastel qui forme un faubourg de Mayence, et des villages de Kostheim et de Hochheim.

Il fallait pallier cet échec. Stamm publia dans la *Gazette de Mayence* un virulent article sur la prise de Francfort. Il comparait le dimanche de l'Aveut à la Saint-Barthélemy et aux Vêpres siciliennes. Selon lui, le Magistrat, « digne successeur du cardinal de Guise », les changeurs, les boutiquiers, le peuple de Francfort, ce peuple qui pourtant « soupirait sous la tyrannie de quelques riches débauchés », avaient fait cause commune avec le roi de Prusse et le landgrave de Hesse-Cassel. « Armés de toute sorte d'instruments de meurtre », les habitants avaient assailli traîtreusement la garnison ; ils avaient tiré sur elle par les fenêtres ; ils l'avaient poussée au désespoir ; les Français, entourés de soldats et de bourgeois, avaient dû se rendre ou succomber sous de « barbares traitements », et le roi de Prusse était entré dans la ville où la population avait accueilli par des bravos « l'homme qui revenait de France si victorieux ». Mais Stamm jurait aux Francfortois une haine éternelle : « malgré vos gazettes vénales, vous n'effacerez pas cette journée des annales de votre histoire ; les gamins des rues vous cracheront à la face ; le nom de Francfort sera pour la postérité un objet d'horreur, et le Français qui peut vous voir sans vous égorger, est digne d'exécration ; vous détruire, vous et

ficulté du sol et du manque d'ouvriers ; « elles ressemblaient à des batteries à barbette, si peu avancées qu'elles n'ont pu servir que pour y placer des grandes gardes d'infanterie ».

votre nom, voilà le serment que tout homme libre fera sur l'autel de la patrie ; je le fais volontairement, et je le tiendrai ! »

Stamm dut, quelques jours plus tard, déclarer qu'il n'avait parlé qu'en son nom propre, comme citoyen, et non comme aide-de-camp de Custine. « Ce qui le prouve, disait-il, c'est mon opinion sur le roi de Prusse, qui n'est sûrement pas celle du général ; jamais les principes de Custine ne lui permettront de confondre le roi avec un certain landgrave de Hesse. »

Mais Custine n'avait pas moins travesti les faits. A l'entendre, Francfort était tenable, et il aurait attaqué les Prussiens avec avantage si *le sieur* Van Helden, « cet être sans résolution, » avait su maîtriser les Francfortois et soupçonner ce qu'ils tramaient contre lui. Selon Custine, les habitants ne s'étaient pas contentés d'introduire dans leur ville 150 charpentiers de Nassau qui devaient ouvrir les portes aux Hessois [1] ; ils s'étaient, au nombre de dix mille, armés de couteaux pour assassiner trois cents Français, et le général envoyait à la Convention un de ces couteaux, en ajoutant qu'ils étaient tous fabriqués sur le même modèle [2].

[1] C'est de Van Helden que Custine tient ce fait (Van Helden à Custine, 3 déc. 1792, A. G. « 150 charpentiers sont venus de Hanau en deux bateaux samedi au soir ») ; mais le 20 janvier 1793 Van Helden reconnaît qu'il n'a entendu parler de ces charpentiers que le lendemain de la prise de la ville. Quant à la fable des dix mille couteaux, elle appartient en propre à Custine et à Stamm.

[2] *Mon.*, 11 et 14 déc. 1792, 5 et 6 janv. 1793 ; *Mainzer National-Zeitung*, 6 et 8 déc. 1792. Stamm fut du reste joliment persillé dans le *Sendschreiben an den getreuen Schildknappen des Generals Custine Daniel Stamm, vom einem geraden Deutschen*. L'auteur, tout en réfutant avec brièveté les assertions de Stamm, le nomme le plus implacable et le plus insignifiant ennemi de Francfort, un enfant, un garçon imberbe, et le compare à une puce. Cf. une autre réfutation, *Ueber die Ereignisse des 2 December* (Ihlee, 188-213).

Custine imputait donc sa défaite à la pusillanimité de Van Helden et à la trahison des Francfortois. Pour lui, disait-il, à la nouvelle de la marche des Prussiens, il avait tressailli de joie et « cru à la fortune » ; s'il n'avait pas repris la ville, il avait protégé la retraite de la garnison, défendu Bockenheim et « chauffé » l'adversaire par son artillerie ; il ne disposait que de 23,000 hommes contre 50,000, mais l'ennemi subissait des pertes très considérables : les Français ne déployaient-ils pas fermeté, gaieté et constance ?

« On me croit un conteur, ajoutait-il, et je ne dis cependant que la vérité. » On avait raison de le qualifier de *conteur*[1]. Sans doute Van Helden n'avait pas fait tout son devoir ; il avait manqué d'énergie et de décision ; il aurait dû donner à ses troupes des instructions précises ; il aurait dû mettre ses deux canons sur le rempart ; il aurait dû faire main basse sur l'artillerie de l'arsenal, et dans la matinée du 29 novembre, dissiper le rassemblement, repousser la force par la force, prendre des ôtages et menacer de mettre le feu aux quatre coins de la ville si l'on arrachait un seul cheveu à ses soldats ; il aurait dû surtout, au lieu de laisser chacun aller et venir librement, fermer les portes depuis deux jours et défendre aux habitants, sous les peines les plus sévères, de s'attrouper dans les rues ; il aurait dû, non pas rester dans sa chambre ou sur la Zeil, au milieu des magistrats qui, selon le mot d'un officier, l'endormirent par leur pateli-

[1] Cf. le mémoire sur Custine par un témoin oculaire (*Journal de la Montagne*, 10 juillet 1793) ; il dit que le rapport de Custine est un « ridicule rapport démenti par tous les geus de bonne foi » et il se moque du « pitoyable conte des dix mille couteaux ». Ne sont-ce pas là, écrit Marcus Anckerford, « des tours de laquais qui veulent tromper indignement leurs maîtres » ? (A. G.).

nage, mais s'entourer de sa réserve et se tenir à cheval au centre de la ville ; bref, comme l'a dit François Wimpffen, il se conduisit en franc écolier [1]. Mais Custine ne l'avait-il pas sacrifié ? Pourquoi lui donnait-il une garnison insuffisante qui pouvait à peine garder les portes et fournir aux patrouilles ? Pourquoi l'altier général laissait-il les Francfortois lui refuser l'accès de leur arsenal ? Pourquoi, dès les premiers jours de son entrée dans la ville, ne s'emparait-il pas d'une artillerie dont les Prussiens devaient bientôt se servir contre lui ?

Quant à la « trahison » des Francfortois, elle n'existait pas, et François Wimpffen a raison d'accuser Custine d'un « vilain mensonge ». Un instant, le Conseil exécutif provisoire décréta qu'il userait de représailles, et il fit garder à vue dans leur hôtel et détenir comme ôtages les députés de la ville. Déjà le fougueux Drouet demandait aux Jacobins que Francfort fût réduit en cendres. Mais le Sénat se justifia. Il offrit 80,000 livres de récompense à celui qui prouverait que le couteau déposé par Custine sur le bureau de l'assemblée était de fabrication francfortoise [2]. Les soldats de la garnison française,

[1] Mémoire de Wimpffen et notes de Legrand et d'Eickemeyer (A. G.). Vidalot-Dusirat nomme Van Helden « un triste homme dans toute la force du terme ».

[2] Legrand sait et raconte d'où vint le fameux couteau. « Un officier, depuis général, entrait chez Custine avec quelques officiers de l'état-major au moment que le général regagnait Mayence. Il vit à la porte un juif qui lui proposa d'acheter un grand couteau de plus d'un pied de long, d'une forme qui le frappa. Il le prit, l'examina et le rendit au juif. Quelques jours après il entendit parler pour la première fois de la grande trahison des dix mille couteaux et de celui qu'avait apporté un Français échappé au carnage. C'était celui dont le juif lui avait proposé l'emplette et qui fut envoyé pompeusement à la Convention. » Vidalot-Dusirat a vu les fuyards de Francfort et rapporte qu' « ils parlèrent non de poignards, mais bien de bâtons dont plusieurs portaient les marques sur les têtes et les bras ». (A. G.)

blessés et prisonniers, déclarèrent unanimement que les bourgeois, loin de les assaillir à coups de poignard, les avaient sauvés, cachés ou accueillis dans leurs maisons, comblés de soins et d' « inappréciables bienfaits ». Vainement Custine répliqua que ces signatures ne valaient rien et que les oiseaux, une fois pris, sifflent l'air qu'on leur enseigne. Vainement il répondit aux magistrats que le peuple de Francfort n'avait pu se réunir, s'attrouper et fondre sur les Français *sans moteurs* ; « il y a eu, disait-il, des instigateurs, et, de deux choses l'une, ou le Magistrat l'ignorait, ou il l'a su ; s'il l'a ignoré, il est indigne de la confiance du peuple qui l'a choisi ; s'il l'a su sans en prévenir le commandant français, il serait digne de la colère de la nation, si on pouvait haïr ce qui doit être tant méprisé. Plus de correspondance entre nous, concluait-il, voilà ma dernière réponse à vos missives[1] ! » Le 22 janvier 1793, la Con-

[1] Cf. le *Bürgerfreund* (25 déc. 1792), la lettre de Custine aux magistrats, 23 déc. 1792 (*Mon.*, 6 janvier 1793, et A. G.) et une réplique de Daniel Stamm, *An meine anonymischen Freunde zu Frankfurt*, où il accuse de rechef le Magistrat d'avoir « porté dans l'obscurité la mèche meurtrière ». La vérité se trouve dans la lettre que les officiers français, prisonniers à Marbourg, envoyèrent au président de la Convention le 12 décembre 1792 : « Nous ne dissimulerons pas les excès auxquels s'est portée la populace de Francfort et notamment les garçons de métier et les juifs ; nous ne cacherons point à la nation entière que leurs atrocités, leur acharnement à seconder les entreprises de l'ennemi ont accéléré le moment de notre défaite, annulé les moyens de défense, entravé les ordres du général ; mais ce serait violer la justice même si l'on appelait l'odieux de cette malheureuse journée sur ceux-là qui ont sauvé un grand nombre de Français de la fureur du vainqueur, qui ont soigné nos blessés et secouru nos prisonniers. » Dès le 3 décembre, Van Helden écrivait : « La populace nous a entravés en tout, mais le Magistrat et les bons et honnêtes bourgeois de Francfort ont pris infiniment d'intérêt à ma situation ; ils sont tous au désespoir des excès que la populace a commis contre nous et des outrages que nous avons reçus. »

vention décida que les députés de Francfort seraient mis en liberté, et lorsque Bourdon de l'Oise demanda qu'à la campagne prochaine la ville fût rasée, l'assemblée, se levant toute entière, rejeta cette proposition barbare avec indignation.

CHAPITRE VII

HOCHHEIM

I. Hochheim pris et repris. — Échec du 6 janvier. — Sédillot et Houchard. — II. Réorganisation de l'état-major. — Saint-Cyr. — Fortifications de Kastel. — III. Attitude du Palatin. — Projets de Custine. — Résolutions des representants et du Conseil exécutif. — IV. Pache et le Directoire des achats. — V. Beurnonville ministre. — Custine à Paris. — Les quatre armees.

I. La prise de Francfort terminait la campagne de 1792. Une guerre nouvelle allait commencer, une guerre aux moyens plus vastes, aux ressources plus considérables, mais au but moins élevé. Il n'était plus question d'envahir la France et de marcher sur Paris ; il fallait reconquérir Mayence et les Pays-Bas.

Déjà, dans la matinée du 14 décembre, pendant que le prince royal de Prusse bloquait la forteresse de Königstein, Kalkreuth et Hohenlohe-Ingelfingen, poussant jusqu'aux abords de Mayence, s'emparaient de la petite ville de Hochheim. Trois bataillons et deux escadrons gardaient la position ; ils tiraillèrent contre les chasseurs hessois, puis se retirèrent, sans attendre l'attaque.

Mais le 1er janvier 1793 entrèrent à Mayence les com-

missaires que la Convention envoyait à l'armée du Rhin. Reubell, Merlin de Thionville et Haussmann[1]. Custine les reçut avec de grands honneurs et, comme pour fêter leur arrivée et leur souhaiter la bienvenue, il fit reprendre Hochheim sous leurs yeux. Il avait mal choisi son moment. Le Rhin charriait d'énormes glaçons ; on avait dû lever le pont de bateaux, et la communication entre les deux rives se trouvait presque interrompue. D'ailleurs à quoi servait cette position de Hochheim qu'il était si facile de tourner par la droite ? Selon Houchard, il fallait n'y mettre qu'une garde avancée qui se contenterait d'observer les ennemis et se replierait lorsqu'ils se présenteraient en forces. « Tout ce que nous pouvions souhaiter, écrit François Wimpffen, c'était d'avoir ce poste en commun avec les Prussiens, c'est-à-dire que nos patrouilles le fréquenteraient alternativement. »

Hochheim n'était gardé que par un faible détachement que Houchard mit aisément en fuite dans la nuit du 3 janvier. Sédillot s'y établit avec le 2e régiment de grenadiers, quatre bataillons de ligne et douze pièces d'artillerie. Houchard[2] demeurait à Kostheim en réserve avec le reste de ses troupes.

Mais le roi de Prusse avait résolu de reprendre Hochheim. Le 6 janvier, à deux heures du matin, il quittait un bal qu'il donnait aux dames de Francfort et montait dans un traîneau en s'écriant « au combat ! à la victoire ! » La lune brillait dans son plein et la nuit, dont la neige rehaussait la clarté, était très belle. A six heures, Frédéric-Guillaume arrivait à Wickert et commandait l'attaque. Schönfeld devait assaillir les Français

[1] Rec. Aulard, I, 341 ; *Mon.*, 19 et 20 déc. 1792.
[2] Houchard était maréchal de camp depuis le 1er décembre 1792.

sur leur front, et le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, leur couper la retraite. Hohenlohe, soudainement enveloppé par un tourbillon de neige, s'égara et n'intervint pas dans l'action. Mais les troupes de Schönfeld surprirent tous les postes avancés et les mirent en déroute ; puis, marchant sur Hochheim, elles brisèrent à coups de canon la porte dite de Francfort. Leurs boulets, leurs obus tombaient dans la ville, et Sédillot n'avait pas encore fait battre la générale[1]. Déconcertés, effarés, et, comme dit un témoin oculaire, peu accoutumés à braver les frimas et ne sortant qu'avec peine de leurs logements, les Français n'osèrent, sous la pluie inattendue des projectiles, se porter au-devant des Prussiens et coururent en foule à la porte opposée. Le 2e régiment de grenadiers fut le premier à se débander, et ni son colonel Ruttemberg ni ses officiers ne réussirent à le rallier. Les autres bataillons suivirent son exemple. Les soldats et charretiers de l'artillerie qui devaient braquer leurs pièces contre l'assaillant, se jetèrent épouvantés à travers champs, et bientôt, pour fuir plus vite, abandonnèrent leurs canons dans les ravins. Seul, le 13e régiment ci-devant Bourbonnais, commandé par d'Arlande, restait dans Hochheim ; mais lui aussi dut, après avoir soutenu le feu pendant une demi-heure, se retirer vers Kostheim, et de là, sur Kastel, en arrière des lignes, par les saules qui bordaient le Rhin. Une centaine d'hom-

[1] Sédillot (Étienne-Vincent) était, dit Custine, « un ancien militaire recommandable par sa fermeté, sa valeur et son dévouement à la chose publique, qui a commandé avec une grande distinction le 2e bataillon des volontaires de l'Ain et toujours servi à l'avant-garde » (31 oct. 1792, A. G.). Il fut promu maréchal-de-camp le 6 décembre 1792. Envoyé dans le Haut-Rhin, à la suite de l'échec de Hochheim, il établit un camp dans une très mauvaise position, à Oberwiller, sur la limite du territoire de Bâle, par un temps très neigeux et très froid.

mes de ce brave régiment, cernés sur la place, mirent bas les armes. Quelques-uns, cachés sous le toit au faîte de l'église, tirèrent sur le roi de Prusse ; les chasseurs hessois les massacrèrent sans pitié ou les précipitèrent du haut du clocher. Les hussards bruns s'étaient mis à la poursuite des fugitifs ; le vieux Wolfradt, la pipe à la bouche et le sabre à la main, menait lui-même son régiment ; les vignes qui couvrent la hauteur de Hochheim arrêtèrent sa course.

Houchard avait cru d'abord que les coups de feu partaient de Königstein. Mais lorsqu'il vit la flamme du canon au sommet des vignes, il enfourcha son cheval et se dirigea sur Hochheim, après avoir commandé de réunir les troupes. A peine avait-il parcouru trois cents toises qu'il rencontrait Sédillot. Il revint sur ses pas, mais la garnison de Kostheim, rapporte un officier, « n'était pas moins paresseuse à sortir de ses poêles chauds que celle de Hochheim » ; elle ne se rassembla qu'avec des lenteurs infinies, et les fuyards qui traversaient le village dans une indicible confusion, entraînèrent avec eux le 3e bataillon des Vosges. Heureusement, le 48e régiment, commandé par Laferrière, s'avança tout de suite dans la plaine pour couvrir cette reculade générale et attirer l'attention de l'adversaire. Houchard, chagrin, et, comme il disait, tout malade de l'événement, donna l'ordre de se retirer sur Kastel. *Dans les lignes !* criait-il aux troupes. Il perdait douze canons, cent morts et trois cents prisonniers. Mais l'échec n'était-il pas mérité ? « Quand on occupe un mauvais poste, répétait-il, il ne faut y mettre que peu de monde, et non six bataillons et douze canons. » Ce qui le navrait davantage, c'était la conduite de l'armée. « Que faire, gémissait-il, avec des troupes qui se sauvent et que personne ne peut

arrêter ? Les chefs de corps ne veillent pas sur les officiers, ni ceux-ci sur le soldat ; ils le laissent faire impunément tout ce qu'il veut ; ils me disent qu'ils ne peuvent pas le punir, et qu'il aime être puni pour avoir du repos ! »

L'ennemi ne suivit pas Houchard, et il eut tort. Le pont entre Mayence et Kastel ne fut rétabli que le 14 janvier, lorsque vint le dégel, et les Français ne pouvaient passer le fleuve que sur des bateaux, non sans peine ni perte de temps. Si les Prussiens l'avaient voulu, ils bombardaient Kastel sous les yeux de Custine et des conventionnels ; ils mettaient le feu aux magasins dont aucun n'était voûté ; ils forçaient le brave Houchard à se rendre ou à mourir de faim. Ils n'y pensèrent pas ; ils évacuèrent Kostheim dès le 7 janvier et regagnèrent Hochheim et Francfort [1].

II. Le combat de Hochheim fut le seul engagement entre Français et Prussiens jusqu'aux derniers jours du mois de mars. Les uns et les autres prirent leurs quartiers d'hiver. Custine mit le temps à profit pour faire

[1] *Mon.*, 14 janv. 1793 ; Klein, *Forster in Mainz.*, 1863, p. 432 (art. du *Volksfreund*) ; *Belag.*, 105 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 175 ; Minutoli, *Erinn.*, 196-197 ; Ditfurth, 220-222 ; *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1831, I, 88-93 ; Saint-Cyr, I, 17, 26-29 ; Hastrel à Clarke, 18 mars 1796 ; rapport et lettre de Laferrière et lettre des officiers du 48e régiment, 6, 28 et 29 janvier 1793 ; Houchard à Custine, 7 janv. ; Custine à Pache, 14 janv. ; mémoire de François Wimpffen ; note de Legrand (A. G.). On dit que Houchard avait ordre d'attaquer l'ennemi dans cette même nuit du 6 janvier ; mais qu'il ne le fit point parce que les chevaux, qui n'étaient pas ferrés à glace, ne pouvaient se tenir sur leurs jambes. Selon sa coutume, Custine, au lieu de s'en prendre à lui-même et à la mollesse de ses troupes, rejeta l'insuccès sur un subalterne ; il n'osait charger Houchard ; il accusa Laferrière.

une reconnaissance des bords du Rhin et réorganiser tant bien que mal son armée.

Un arrêté du ministre l'autorisait à employer comme adjoints à l'état-major les officiers qui lui semblaient les plus capables[1]. Il avait déjà Berthelmy et Desaix. Il fit l'acquisition de Gouvion Saint-Cyr, le futur maréchal. Saint-Cyr était alors capitaine de la compagnie des chasseurs parisiens de la section des Quatre Nations. Cette compagnie, formée de mauvais sujets, se vantait de *mettre au pas* l'armée du Rhin, et Custine, fort mécontent, s'était promis de ne pas la ménager. Saint-Cyr dessinait facilement ; un jour qu'il faisait le croquis de Hochheim, Custine l'aperçoit de loin ; il fond sur lui, et à la vue d'un uniforme qu'il déteste, l'interroge avec colère, lui arrache le papier des mains. La position était exactement tracée. Custine, rapaisé, s'entretient avec Saint-Cyr et satisfait de ses réponses, l'attache comme adjoint à son état-major. Ce fut Saint-Cyr qui, avec Berthelmy, alla reconnaître le cours de la Glan et les hauteurs de Kaiserslautern[2].

Le chef de bataillon Clémencet et le capitaine Gay de Vernon étaient dans l'armée de Mayence les deux meilleurs officiers du génie. Clémencet, adjoint à l'état-major depuis l'expédition de Spire, avait été chargé, ainsi que Berthelmy, de fixer les emplacements des troupes, de

[1] Pache à Custine, 3 déc. 1792 (A. G.).

[2] Lavallette, *Mém.*, I, 145 ; Saint-Cyr, I, 40. Laurent Gouvion, dit Saint-Cyr, était le fils d'un tanneur de Toul ; artiste avant la Révolution, il dit lui-même dans une note inédite qu'il « sait dessiner et lever topographiquement la carte d'un pays avec la promptitude qu'il faut pour la guerre ». Il s'engagea comme volontaire et fut élu par ses camarades de la section des Quatre Nations d'abord sergent-major, puis lieutenant, puis capitaine. On le nomma adjoint le 1er février 1793 et l'employa dans la partie des reconnaissances militaires jusqu'au mois de septembre.

tracer les campements et d'ouvrir les routes[1]. Gay de Vernon joignait, dit Custine, « au civisme le plus républicain une intelligence rare et une activité infatigable[2] ». Dès le 24 octobre, le général arrêtait avec Clémencet et Gay de Vernon qu'il fallait avoir une tête de pont très solide et construire en avant de Kastel, sur la rive droite du Rhin, un ouvrage considérable pour couvrir le long quai de Mayence qui restait sans défense et assurer à l'armée, non seulement le passage du fleuve, mais la facilité de déboucher dans le pays ennemi et de faire des retours offensifs. Clémencet et Gay de Vernon résolurent de développer autour de Kastel un ouvrage à couronne qui comprendrait deux bastions pleins, et aurait pour ailes des demi-bastions; la droite de ce grand ouvrage serait flanquée par le petit fortin du Mein qui existait déjà et qu'on nommait le fort de Mars; la gauche, par les batteries de l'île Saint-Pierre.

On avait d'abord réquisitionné deux mille paysans qui ne travaillaient que très lentement. Custine mit à la disposition des ingénieurs six bataillons d'infanterie auxquels il donnait dix sous par jour, outre leur solde. En moins d'une semaine, malgré la rigueur de l'hiver, et bien qu'on dût couper par blocs la terre gelée et glacée, comme on coupe la pierre dans les carrières, la masse encore informe de Kastel fut convertie en banquettes et en batteries, qui présentaient un front imposant. Les

[1] Louis Clémencet était né à Mâcon, le 30 janvier 1747; lieutenant en second (1er janvier 1770), ingénieur (14 janv. 1772), capitaine en second (5 déc. 1782), chef de bataillon (8 nov. 1792), il devint général de brigade le 30 nov. 1794; « j'ai fait, disait-il, les projets et mis en train les travaux de Kastel ».

[2] Custine à Pache, 10 janv. 1793 (A. G.). De Caux jugeait à Mézières en 1780 qu'il avait « l'esprit fin et juste qui ne se rend qu'à l'évidence » (note inédite d'Augoyat).

travaux. activement poursuivis par les soldats, coûtèrent non pas sept millions comme on le prétendait alors, mais 220,000 livres en numéraire. Au 20 mars 1793, sans être entièrement finis, ils étaient à l'abri de toute insulte. Quatre-vingt-dix canons défendaient Kastel, ainsi que l'île Saint-Pierre et le fort de Mars. Un simple ouvrage de campagne, une tête de pont qu'on pouvait enlever d'un coup de main, devint en quatre mois un vaste camp retranché, capable de contenir une garnison de 3,000 hommes. Sans Kastel, disait Custine, Mayence serait une demi-place, et non une place véritable [1].

III Depuis le début de la campagne, le général attachait un prix extrême à la neutralité de l'Electeur palatin. Si ce prince se déclarait contre la France, il ouvrirait aux Austro-Prussiens le pont de Mannheim et Custine se verrait tourné. Aussi n'épargnait-il rien, menaces, flatteries, promesses pour empêcher le Palatin d'intervenir activement dans la guerre.

Il eut un instant l'idée d' « obtenir Mannheim par une négociation », c'est-à-dire de l'acheter : on donnerait un million à l'Electeur pour ses bâtards et deux cent mille livres au ministre Oberndorff et à ceux qui seraient mis dans la confidence de ce beau dessein. Le Conseil exécutif accueillit avec empressement les propositions de Custine ; il déclara que non seulement la possession de Mannheim était nécessaire, mais qu'il faudrait, pour prendre la ville à main armée, faire une dépense d'hommes, de fonds et de temps bien supérieure à la somme que demandait le général. Dans les derniers jours de novembre, Le Brun envoyait à Custine douze

[1] Notes de Gay de Vernon, de Clémencet, de Legrand (A. G.).

cent mille livres, sous forme de lettres de change. La négociation n'aboutit pas, et les lettres de change déposées dans les caisses de la trésorerie, furent bientôt employées aux besoins de l'armée [1].

Custine voulut alors recourir à la force et s'emparer de Mannheim soit par un bombardement, soit par surprise. Il assumait une « effrayante responsabilité ». Mais le ministre Pache l'autorisait à bombarder la ville, et l'occupation de Mannheim lui offrait de grands avantages : il ne craindrait plus pour sa communication avec l'Alsace, il serait dans l'abondance, il tirerait de la Franconie et de la Souabe du blé, du fourrage, du bétail. Déjà les généraux recevaient l'ordre secret de faire toutes les troupes palatines prisonnières, dès qu'ils entendraient six coups de canon tirés à trois minutes de distance dans les places principales qu'occupait l'armée. Déjà 12,000 hommes, que Biron avait rassemblés en Alsace, se portaient de Wissembourg sur Mannheim. Ils formaient dix-huit bataillons. Munnier, qui les commandait et qui fut bientôt secondé par Ferrier, devait

[1] Rec. Aulard, I, 268 (26 nov. 1792) ; Custine à Pache, 18 nov., et à Le Brun, 7 déc. 1792 ; Pache à Custine, 24 nov. ; Le Brun à Custine, 25 et 26 nov. 1792, 9 janv. 1793 (A. G.). Un Alsacien de Neuwiller, François-Antoine Zimmermann, âgé de quarante-cinq ans et député commissaire des assemblées primaires de Haguenau, ainsi que Charles Clauer (et non Nahourd, comme dit le *Moniteur*) furent mêlés à cette négociation et comparurent au procès de Custine. Mais ni Zimmermann ni Clauer ne purent livrer Mannheim sans coup férir, et les plans qu'ils proposaient au général exigeaient une attaque de vive force. Cf. sur Clauer, baron prussien, député de la commune de Bouxwiller, qui se fit jacobin et joua le rôle d'un terroriste en Alsace, les *Notes biogr.* d'Ét. Barth, 337-339, et le *Journal de la Montagne*, 8 août 1793. Zimmermann est sans doute un des commissaires employés au mois de mars dans les comtés de Linange (Remling, I, 266, note) et le président de l'administration provisoire établie à Dürkheim (*Mainzer Zeitung* du 16 mars 1793).

sommer Oberndorff de replier le pont du Rhin ; s'il n'obtenait pas une réponse satisfaisante, il prendrait possession du pont et emporterait à coups de canon la capitulation de la ville. Déjà Munnier dressait une batterie munie de six pièces de vingt-quatre, qui pouvait battre à la fois Mannheim et le Neckar. Déjà il élevait des redoutes qui formaient une espèce de contrevallation à six cents toises de la place. Il fallait intimider l'Electeur, et, comme disait Custine, « employer le sortilège de la maréchale d'Ancre, l'empire de l'être fort sur l'être faible ; ce n'est qu'en fatiguant les âmes lâches et irrésolues qu'on en devient maître [1] ».

Le général réussit. L'Electeur, tremblant, fit démonter le pont du Rhin et celui du Neckar. Mannheim garda sa garnison palatine sans s'ouvrir aux armées belligérantes, et d'ailleurs, après mûre réflexion, Custine aimait mieux que Mannheim fût neutre ; il n'avait pas assez de forces pour mettre dans cette ville une garnison considérable ; il craignait de ne pouvoir la défendre longtemps, en cas de siège, à cause du mauvais état des fortifications qui

[1] Biron à Pache, 8 déc. ; Pache à Custine, 22 déc. ; Custine à Biron, 17 déc., et Munnier à Custine, 30 déc. ; ordre secret du 15 déc. 1792 ; note de Legrand (A. G.). Avant la reddition de Mayence, Coquebert de Montbret proposait de prendre Mannheim : de deux choses l'une, disait-il, ou l'électeur palatin, maîtrisé par la crainte, accèdera tôt ou tard à la coalition ou, malgré lui, les alliés s'emparer ont de la place. Custine devait donc les prévenir, et fort de la décision unanime d'un conseil de guerre, exiger Mannheim de la régence palatine, n'admettre aucune réponse dilatoire, et, sous vingt-quatre heures, même « par la force, même par l'effroi de quelques boulets rouges », se saisir de la ville. Clémencet était du même avis, et Eickemeyer (note inédite, A. G.) déclare que Custine aurait bien fait de suivre ce conseil : « la possession de Mannheim eût donné une tout autre face à la campagne de 1793, et Mayence était sauvé. » Girtanner s'étonne pareillement que Custine ne se soit pas, dès le début, emparé de Mannheim (*Die Franz. am Rheinstrome*, 60).

bordaient la rive du Neckar ; enfin que faire à Mannheim lorsqu'on n'occupait ni Trèves, ni Coblenz [1] ?

Mais plus résolus, plus tranchants que Custine, les commissaires de la Convention proposèrent de rompre nettement avec le Palatin. Pourquoi, disaient-ils, pratiquer une politique de ménagement qui ressemblait à de la crainte, qui « compromettait la gloire et la sûreté des armées », qui « s'opposait à la propagation des principes républicains » ? Pourquoi souffrir la neutralité dérisoire de cette ville de Mannheim qui n'était qu'un foyer d'aristocratie ? Pourquoi se jeter, à cause de Charles-Théodore, dans des embarras infinis ? Comment alimenter les armées françaises sans envahir ses états ? « Les lieux palatins, écrivaient-ils, sont tellement enclavés parmi les villages mayençais, des princes d'Empire et des nobles immédiats, que toute bonne organisation politique devient impossible. Et comment parviendrons-nous à faire circuler les assignats dans un pays aussi mélangé ? Et, sans la circulation des assignats, comment pourrons-nous continuer la guerre ? » Le Conseil exécutif provisoire se rendit aux raisons des commissaires et il arrêta dans sa séance du 14 mars 1793 que Custine, « à portée de vérifier les faits et de juger les convenances », attaquerait et prendrait Mannheim quand il le croirait nécessaire [2].

IV. Des soucis plus graves avaient assailli Custine. Le ministre Pache n'envoyait rien, ni redingotes, ni habits,

[1] Custine à Pache, 29 déc. 1792 ; Le Brun à Custine, 9 janvier 1793 (lui aussi propose de « différer les mesures contre Mannheim »), A. G.

[2] Merlin à Pache, 4 janv. 1793 (Reynaud, *Merlin*, 1860, II, 76 et 86) ; les commissaires à Beurnonville, 8 mars, et arrêté du 14 mars 1793 (Rec. Aulard, II, 290-295 et 360) ; cf. *Mon.*, 20 avril 1793.

ni culottes, ni souliers, ni argent. Sans les trois millions de contributions qui remplirent la caisse militaire, Custine n'aurait pu payer la solde de l'armée, ni donner des acomptes aux fournisseurs. De même que Beurnonville et Dumouriez, il se plaignit vivement. « Mes soldats m'appellent leur père, mandait-il au ministre, et j'en ai les entrailles ; au nom de l'humanité, je vous conjure de les tirer de l'état de souffrance où ils sont. » Pourquoi, ajoutait-il, le Directoire des achats semblait-il oublier l'armée du Rhin ? Pourquoi, lorsqu'il faisait quelques envois, ne versait-il pas ses denrées aux endroits indiqués ? Pourquoi fournissait-il des foins de la plus mauvaise qualité ? Et il demandait avec colère si ce Directoire n'avait d'autre tâche que de ruiner les armées et s'il était payé par ses ennemis. Le commissaire-général Villemanzy et les trois conventionnels Haussmann, Reubell, Merlin de Thionville, se joignaient à Custine. Villemanzy déclarait qu'on ne pouvait plus puiser dans la caisse sans compromettre le prêt et les dépenses indispensables. « Il nous faut des fonds et puis des fonds », répétait-il avec Custine. « Nos chevaux, écrivait Merlin, manquent de fourrages ; l'artillerie en devient moins terrible et la cavalerie moins forte ; les vivres sont plus mal servis ; les convois arrivent à peine » ; et lui aussi finissait par demander du fourrage et de l'argent. « Il n'y a qu'un cri contre votre silence, disait Reubell à Pache, organisez vos bureaux ! » Enfin, le 5 janvier, les commissaires en appelèrent au Conseil exécutif. Que faisait donc Pache qui laissait les troupes *toutes nues ?* Que faisait le fameux Directoire ? Au lieu d'entrer à la minute même en activité, au lieu d'acheter de tous côtés et d'approvisionner les magasins, il était resté dans une profonde et irréparable inaction du 6 novembre au 12 dé-

cembre ; puis le 12 décembre il avait fait des achats pour la somme dérisoire de 240,000 livres lorsqu'il devait dépenser plus de six millions ! Et, comme Custine, comme Villemanzy, les commissaires réclamaient des fonds : il était impossible de faire des assignats la monnaie courante du pays ; il fallait des écus, des écus pour avoir les fourrages du Palatinat et de la rive droite du Rhin, des écus pour approvisionner Mayence !

Pache répliqua, selon sa coutume, qu'il avait donné les ordres nécessaires. Mais bientôt le Directoire des achats excita de nouvelles plaintes. Il n'envoyait des redingotes que le 15 janvier, et nombre de soldats étaient malades ; ils avaient de gros rhumes, des fluxions de poitrine ; ils encombraient les hôpitaux. Custine demandait du drap vert pour habiller les chasseurs ; il recevait du drap blanc. Il demandait des bottes et n'en obtenait pas. Toutes les fournitures étaient incomplètes. Les fonds n'arrivaient que « par parcelles », et Villemanzy n'avait plus le temps d'acheter les fourrages de l'ennemi et de lui « faire une guerre de subsistances ».

Custine, indigné, menaça Pache de le dénoncer, le somma même de quitter le ministère. « Il n'est pas permis d'être de la tranquillité dont vous êtes, et je crois qu'il faut du tonnerre pour vous réveiller de votre léthargie ! » Il accusait l'agent du Directoire, Baruch Cerfberr, de mensonges et de faussetés, lui reprochait sa mauvaise foi et son incapacité, le vouait à l'exécration de l'armée : Baruch marchandait toujours et n'achetait rien ; il faisait augmenter le prix des denrées ; les habitants, dégoûtés, refusaient de lui vendre. « Vous avez mis, disait-il à Pache, les acquisitions entre les mains des Juifs, et donné notre secret à une nation qui n'a d'autre dieu que l'or et qui, quoi qu'on fasse, formera

toujours un corps de vampires étrangers à toutes les constitutions », et il le conjurait de renvoyer ce fatal Directoire qui semblait prendre à tâche de tout *subvertir* : « Hâtez-vous de détruire votre ouvrage, acceptez tout ce qu'a acquis la nouvelle administration, soldez-la et reprenez l'ancienne administration ; elle était instruite et faisait bien le service ; l'économie qu'on vous a proposée est imaginaire ; c'est une opération de finance dont pourront profiter quelques individus. »

Le ministre répondit en ordonnant de fortifier Bingen, Kreuznach et Frankenthal et de les mettre en état de soutenir un siège. « J'empêcherai, lui dit Custine, qu'on les pourvoie ; ce sont des villes ouvertes; votre ennemi le plus acharné n'aurait pu vous faire écrire une plus grande bêtise [1] ! »

[1] Cf. sur les démêlés de Pache et de Custine, *Mon.*, 5 janv. 1793 ; Rec. Aulard, 1, 408 (*Mon.*, 12 janv.); Custine à Pache, 1, 4, 5, 9, 18, 22, 24, 29 janvier, 4 et 9 février, à Beurnonville, 19 févr., à Deprez-Crassier, 20 févr. ; Villemanzy, *Résumé sur les subsist. milit.*, 4 janv. ; les commissaires aux citoyens ministres, 5 janv. ; *Observations pour Baruch Cerfberr*, p. 8-13. Biron portait les mêmes plaintes (cf. *Jemappes*, 146 et *Trahison de Dumouriez*, 8) ; il écrivait le 16 nov. qu'il n'avait ni chevaux, ni voitures, « rien pour mettre en mouvement une armée », et le 22 nov. « je n'ai pu voir sans une vive douleur les trois ministres de l'intérieur, de la guerre et de la marine confier à un Directoire de trois personnes, dont l'expérience n'égale pas le patriotisme, les subsistances de tant de millions d'hommes ». Le 22 déc., il se plaignait encore du « plus grave dénûment de fourrages », et la veille Beauharnais mandait à Custine : « notre détresse est extrême, nous sommes sans ressources ». Legrand observe pareillement que, par l'imprévoyance et la cupidité du Directoire et de ses agents, l'armée du Rhin, « dans un pays vierge et abondant en ressources, a éprouvé tous les embarras et presque tous les maux de la disette ». Cf. le *plan de campagne pour 1793* où Custine se déclare dégagé de toute responsabilité, enjoint au ministre de mettre fin à ses « vacillations » et lui reproche nettement d'être « de la plus haute ignorance », de « manquer totalement des idées du métier ». Il dicta même un *Mémoire sur les subsistances de l'armée* qu'il dédia à

V. Heureusement Pache fut destitué. Son successeur, Beurnonville, n'aimait pas Custine, et pendant son expédition de Trèves il s'était plaint très amèrement du général Moustache, qui se montrait « si gourmand de troupes » et semblait « décider la destruction » de l'armée de la Moselle. Custine, disait-il, était « impératif » et « difficile à vivre » ; il dictait des ordres « en souverain » et lui demandait avec « un acharnement inconcevable » trois de ses brigades ; « s'il m'arrive quelque accident, ajoutait-il, Custine me le mettra sur le dos ; je ne veux pas être chargé de ses iniquités [1] ! »

Pache. Il remarquait que le prix de commission, de trois pour cent, qu'on donnait au Directoire, était infiniment onéreux ; — que les agents du Directoire faisaient aisément avec le vendeur un accord tacite qui favorisait les malversations, si bien que les denrées inférieures se vendaient aussi cher que celles de première qualité ; — qu'ils avaient entre les mains toutes les ressources du pays conquis ; — qu'ils dégarnissaient inégalement le pays parce qu'ils épuisaient les endroits où le fourrage était au meilleur marché ; — qu'ils ne calculaient jamais la distance entre le lieu des achats et l'emplacement des magasins, puisque le prix des charrois leur était indifférent ; — que quelques hommes, qu'il était possible de séduire, disposaient ainsi de la subsistance d'une armée entière. Il proposait de diviser le pays conquis en arrondissements militaires confiés à des officiers intelligents qui dresseraient un état exact des denrées. On usait ainsi sans excès des ressources de la contrée ; on n'épuisait pas certaines portions en laissant les autres dans l'abondance ; on ruinait à son gré les parties menacées par l'ennemi. On épargnait les frais de commission ; on payait tout au juste prix puisqu'on pouvait fixer un taux à toutes choses. On assurait l'économie et la célérité des transports, puisqu'on pouvait diriger les charrois d'après un plan commun. On confiait l'armée au commissariat et au général « dont les intérêts personnels et la gloire étaient des garants plus sûrs que la vague et impossible responsabilité des agents d'un Directoire ». Enfin, les propriétés des nobles, des prêtres, des communautés monastiques, des princes émigrés couvraient le pays conquis ; le Directoire allait-il acheter à vil prix les denrées de ces privilégiés et les revendre fort cher à la nation ? (A. G.)

[1] Beurnonville à Pache, 3 et 22 janv., à Custine, 6, 8 et 12 janv. 1793 (A. G.).

Mais Beurnonville ne se souvint plus de ses ressentiments. « La patrie a besoin de nous, écrivait-il à Custine, ne consultons que son bonheur. Vous m'avez vu général ; vous me voyez ministre ; je suis toujours le même homme, l'ami de mon pays. » Il reprit l'ancienne administration des vivres et manda Custine à Paris pour s'entendre avec lui sur le plan des futures opérations. Custine partit après avoir remis le commandement à François Wimpffen.

On avait cru que Beurnonville, une fois ministre, ordonnerait d'abandonner Mayence et de reculer sur les lignes de la Queich. Pendant qu'il commandait l'armée de la Moselle, il avait écrit à diverses reprises que Kastel était un simple « point d'amour-propre », que Custine, « étourdi par l'enthousiasme de ses exploits », ne voyait que Kastel et que, pour protéger cet *enfant gâté*, il voulait réunir sous ses ordres toutes les armées, de la Suisse à la mer. Il prédisait même que Custine serait chassé de Mayence comme de Francfort. Selon lui, au lieu de se porter aux débouchés de l'Empire et en Hollande, on devait « circonscrire le plan de campagne » et « rapprocher nos forces sur les frontières ». Nous serons, affirmait-il, invincibles chez nous et vaincus chez les autres [1].

Il n'était pas seul de cet avis. Le représentant Couturier ne cessait de dire que Custine *s'enfournait* trop loin et que partout, de Nancy à Strasbourg, on n'attendait de l'armée de Mayence que des nouvelles fâcheuses ; à quoi bon porter la liberté chez des hommes qui n'étaient faits que pour l'esclavage, et qui, dans le fond du cœur,

[1] Beurnonville à Custine, 15 déc. 1792, et à Pache, 5 et 6 janv. 1793 (A. G.). Cf. surtout sa lettre remarquable du 18 déc. 1792 ; Rousset, *Les Volontaires*, 136-141.

détestaient la France[1] ? « Pourquoi, écrivait l'agent Blanier[2], sacrifier plus longtemps nos fortunes et nos soldats pour des ingrats, pour des êtres qui ne le méritent pas? Les Allemands seront toujours Allemands, et ils nous tromperont tôt ou tard ; prenons une contribution convenable, ramassons les vivres et fourrages sur toute notre retraite, ainsi que les munitions de guerre ; rasons toutes les fortifications ; revenons chez nous manger nos fonds que nous prodiguons à des étrangers, et attendons les ennemis sur nos frontières. » Plusieurs officiers de l'armée du Rhin approuvaient Blanier. Le parti le plus sage et le plus conforme à la saine politique, assuraient-ils, était de démolir les remparts de Mayence. Custine ne se voyait-il pas rencogné dans Mayence comme Belle-Isle l'était à Prague[3] ? La place ne devait-elle pas succomber tôt ou tard? Ne deviendrait-elle pas, entre les mains de l'adversaire, un poste plus important et plus considérable qu'auparavant, un poste qui paralyserait longtemps les opérations de l'armée du Rhin? Qu'on fasse donc sauter, disaient ces officiers, les fortifications de Mayence; mais qu'en même temps, et comme par compensation, on élève une tête de pont à Kehl et à Huningue. Viennent les revers, et les ennemis, au lieu de s'attacher à Landau, attaqueront ces deux têtes de pont de Huningue et de Kehl qu'il est aisé de défendre,

[1] Cf. notamment sa lettre du 10 janvier 1793, à Pache (A. G.).

[2] Raymond Blanier, alors âgé de 36 ans, était un négociant de Strasbourg où il demeurait place d'Armes, 47. Il avait établi en Allemagne une correspondance secrète et touchait par mois 6,500 francs en numéraire, pour envoyer aux généraux, et notamment à Biron, des renseignements détaillés sur les mouvements des ennemis et sur la situation politique des deux rives du Rhin. Il paraît comme témoin au procès de Custine (*Mon.*, 25 août 1793).

[3] Mot du comte de Deux-Ponts, *Fersen*, II, 399.

de secourir et d'approvisionner ; vienne un retour de fortune, et l'armée française, envahissant l'Allemagne, ne sera pas obligée de s'arrêter devant Mayence et d'assiéger longuement, péniblement, un boulevard dont Kastel aura triplé la force. Enfin, ajoutaient ces officiers, au lieu de se renfermer dans cette immense et lointaine ville de Mayence, hors de portée de la patrie, à si grande distance de nos moyens et des secours de tout genre, ne pouvait-on réparer et remettre en état de défense Philippsbourg qui faisait, pour ainsi dire, partie de nos frontières, qui donnait à notre armée une entrée en Allemagne, et qui serait défendu, grâce aux inondations, avec plus d'avantage et à moindres frais [1] ?

Custine répondit énergiquement à toutes les objections. Quelques hommes, disait-il, proposent de rentrer dans nos frontières, de renoncer à l'invasion de l'Empire, d'évacuer nos conquêtes. Mais, si nous avions abandonné Mayence, nous verrions les ennemis resserrer l'Alsace de toutes parts ; nous n'aurions pas eu les grains et les fourrages qui nous ont nourris, nous et nos chevaux ; l'armée des Vosges a reçu jusqu'au 14 décembre des denrées de la rive droite du Rhin, et c'est du Palatinat que Landau a tiré ses approvisionnements.

Mieux vaut, concluait Custine, avoir le Rhin pour barrière que les lignes de la Queich : c'est forcer le Palatin à rester neutre ; c'est contraindre les Austro-Prussiens à de sérieux efforts ; c'est retarder l'invasion

[1] Lettre de Blanier, Strasbourg, 3 janv. 1793 (A. E.) ; rapport de Lafont, 18 avril ; note de Legrand (A. G.) ; Saint-Cyr, I, 25-26 ; lettre de Couturier et Dentzel (Rec. Aulard, II, 137-139) ; ces représentants, avec toute l'Alsace et les corps administratifs de Strasbourg, « marquent leurs inquiétudes sur les mesures de Custine », et lui reprochent de mettre trop de canons dans Mayence ; cf. *Mon.*, 1er avril 1793, discours de Haussmann (Rec. Aulard, II, 379-381).

du territoire français ; « il sera toujours temps de nous renfermer dans nos foyers lorsque les alliés auront épuisé leurs armées pour reprendre Mayence [1]. »

Le Conseil exécutif, la Convention, les Sociétés populaires appuyaient Custine. Démolir les remparts de Mayence, quitter la ville, livrer à la vengeance des aristocrates les patriotes qui s'étaient donnés à la France, n'était-ce pas « une trahison digne de la guillotine » ? Les trois commissaires de la Convention, Haussmann, Reubell, Merlin de Thionville, déclaraient que Mayence était « essentiel au salut de la République » et dès qu'ils apprirent la nomination de Beurnonville, ils s'efforcèrent de le gagner à leur opinion. Francfort, mandaient-ils, était un village incapable de résistance, et Mayence, une des places les plus fortes de l'Europe : abandonner Mayence, serait faire en un trait de plume ce que le roi de Prusse ne pourrait faire avec toute son armée, ce serait perdre la France ; et si Frédéric-Guillaume payait des émissaires pour inspirer ce dessein à la Convention, ils ne lui volaient pas son argent. Non, il fallait conserver Mayence. En gardant Mayence, on récupérait les sommes qu'on y avait dépensées, et l'on rentrait dans ses frais. Grâce à Mayence, l'armée s'était approvisionnée en Allemagne pour toute la campagne sans

[1] *Plan pour la campagne de 1793* (A. G.) et discours de Custine fils au Comité de défense générale, 6 février 1793 (Rec. Aulard, II, 65). Cf. une note de Legrand. Si Mayence, remarque cet officier, n'avait pas résisté durant près de quatre mois, au plus fort de nos désastres, c'est Landau que les Austro-Prussiens auraient assiégé ; c'est Landau qui aurait succombé, et la perte de Landau, ce boulevard de l'Alsace, eût mené les ennemis jusqu'aux portes de Strasbourg et leur eût livré les deux départements du Rhin : la reddition de Landau était alors un plus grand malheur que la capitulation de Mayence, d'une ville, après tout, étrangère et très aisément conquise.

tirer un grain de la patrie. Grâce à Mayence, elle pourrait tenir la plaine et s'opposer à tous les mouvements de l'adversaire en le prenant à revers s'il se portait dans la vallée de la Moselle ou sur les départements du Rhin. D'ailleurs, la monarchie n'avait-elle pas soin d'éloigner la guerre des frontières? Voulait-on se replier dans l'intérieur pour faire regretter l'ancien régime? Et, une fois en France, pourrait-on contenir les soldats et les laisser dans l'inaction? Il était déjà si difficile de les maîtriser en pays ennemi, et à Mayence même où il fallait les mener tous les jours au combat ou les occuper sans relâche aux travaux des fortifications! « Si nous reculons, affirmait Merlin, nous enhardirons les cohortes des tyrans et il n'y aura pas de roquet qui ne se déclare bientôt contre nous [1] ! »

Beurnonville céda, et dans un conseil des ministres qui fut tenu chez Le Brun en présence de Custine et de Grimoard, il se déclara converti. Sans doute, disait-il, une partie considérable de l'artillerie française était maintenant enfermée dans Mayence, et si la ville tombait au pouvoir des alliés, on perdrait un grand nombre de canons et d'attirails de guerre qu'on ne pourrait remplacer qu'avec beaucoup de temps et d'argent. Mais, ajoutait-il, Custine l'avait convaincu; et toujours emphatique et théâtral, il embrassa le général Moustache et promit solennellement de pourvoir à tous ses besoins. Grimoard prit la parole. Le gouvernement le savait royaliste, mais il appréciait ses talents et lui demandait des mémoires. Il était d'avis qu'on ne pouvait évacuer Mayence à la fin

[1] Les commissaires à Beurnonville, 10 février 1793 (A. G. et A. E.); cf. Merlin à Thirion, 4 février (Reynaud, *Merlin*, II, 79-85) et les commissaires à la Convention, 27 févr. (Rec. Aulard, II, 221); note de Legrand (A. G.).

de l'hiver ; la lourde artillerie ne manquerait pas de s'embourber dans les chemins ; les ennemis inquièteraient la retraite ; les escortes éprouveraient peut-être de fâcheux échecs ; on perdrait en détail ce qu'on craignait de perdre en grand. Il citait l'histoire : en 1635 Bernard de Saxe-Weimar et le cardinal La Valette qui se retiraient de Mayence, n'avaient-ils pas vu leur adversaire les poursuivre ? N'avaient-ils pas sacrifié tous leurs équipages et une partie de leur armée, bien que la gelée eût facilité la marche des troupes et le transport du canon ? Il fallait donc, disait Grimoard, garder Mayence au moins jusqu'à la bonne saison. Custine approuva Grimoard ; il exposa les avantages de la position qu'il occupait et les mesures qu'il avait prises ; il promit de défendre Mayence avec toutes ses forces ; puis, s'échauffant, comme à son ordinaire, s'exaltant peu à peu, se laissant entraîner par son imagination aventureuse et se grisant de sa parole, il jura de repousser les coalisés et de subjuguer l'Allemagne. N'avait-il pas, en passant à Strasbourg, assuré les corps administratifs qu'il saurait prendre une revanche signalée, punir l'audace prussienne, interdire à l'ennemi le passage du Rhin [1] ? Grimoard jugeait avec raison les plans de Custine vagues, décousus et gigantesques. « Tout cela, lui répondit-il d'un ton sec, est aisé à dire, mais impossible à exécuter. Vous êtes réduit à la défensive ; tâchez seulement de garder Mayence et de rester maître de la campagne entre le Rhin et la Queich, et vous passerez pour aussi habile qu'heureux ; mais je crains fort que vous ne soyez attaqué sur votre front et sur votre flanc gauche, et rejeté facilement dans la basse Alsace [2]. »

[1] Couturier, *Supplément* au rapport de Couturier et Dentzel, 128-129.
[2] *Tableau historique*, II, 268-269 (cf. sur Grimoard, *Valmy*, p. 4,

Custine s'écria qu'il démentirait la prédiction de Grimoard. Mais Beurnonville n'avait pas oublié l'expédition malencontreuse de Trèves. Il lui défendit de prendre l'offensive. Partout, sauf en Hollande où Dumourier allait faire une invasion formidable, il fallait garder une défensive *majestueuse*. Custine recevrait tous les secours dont il avait besoin pour se maintenir à Mayence avec succès; il mettrait une garnison de dix mille hommes dans la place et il tenterait avec le reste de se s troupes une diversion utile à l'expédition de Dumouriez ; mais l'armée de la Moselle n'agirait plus suivant ses instructions et serait indépendante. Quatre armées se trouveraient donc échelonnées sur les frontières: celle du Nord, aux ordres de Dumouriez, de Dunkerque à Givet et dans la Belgique; celle des Ardennes, conduite par Valence, de Mézières à Longwy et sur la rive droite de la Meuse; celle de la Moselle, dont Beurnonville se réservait le commandement, de Longwy à Bitche inclusivement, dans les départements de la Moselle et de la Meurthe; celle du Rhin, dirigée par Custine, sur tout le cours du grand fleuve, de Mayence à Bâle, et en France,

et Rec. Aulard, IV, 174 ; le 15 mai 1793, le Comité de salut public arrête que sa présence est nécessaire à Paris parce qu'il lui fournit des éclaircissements relatifs aux armées et aux opérations militaires) ; cf. *Mon.*, 21 août 1793, et Rec. Aulard, II, 263-264, 270, 274-275, 283, 5, 6, 7 mars. Custine était arrivé le 4 mars à Paris, et le lendemain on lisait à la Convention une lettre où il présentait l'hommage de son estime pour le président et de son respect pour l' « auguste assemblée » (*Mon.*, 8 mars 1793). Il assista plusieurs fois aux séances du Conseil exécutif et du Comité de défense générale; il discuta avec Beurnonville, Servan et Labourdonnaye le plan général de guerre qu'on devait suivre, communiqua ses réflexions sur l'approvisionnement des armées, s'efforça de démontrer la nécessité d'une expédition dans l'Inde. Il était présent à la séance où les ministres arrêtèrent que Dumouriez quitterait la Hollande et se rendrait à l'armée de Belgique.

de Bitche à Besançon[1]. L'armée des Vosges, comme se nommait réellement le corps expéditionnaire de Custine, cette armée qu'on appelait, avant la prise de Spire, armée du Bas-Rhin ou de la Lauter, et, après le 30 septembre 1792, armée du Palatinat, n'existait plus et se confondit dorénavant avec l'armée du Rhin.

[1] Beurnonville à Custine, 14 et 15 février, et aux commissaires, 16 février 1793 (A. G.); cf. séance du Comité de défense générale, 15 février (Rec. Aulard, II, 133), et délibération du Conseil exécutif, 1er mars (*id.*, 228); *Mon.*, 23 mars.

CHAPITRE VIII

BINGEN

I. Reddition de Königstein. — L'armée de Custine. — II. Szekuly et sa bande de soufre. — Gauvain à Stromberg. — Inaction de Custine. — III. Waldalgesheim. — Neuvinger fait prisonnier. — Abandon de Bingen. — Custine et Beurnonville. — IV. Retraite sur Alzey et Worms. — Combat d'Ober-Flörsheim. — Echec d'Alsheim. — Reculade de Guntersblum. — De Blou et Merlin. — Custine soupçonné. — Vote de confiance.

I. Custine apprit à son retour la reddition de Königstein. La forteresse, inutilement bombardée dans la journée du 7 décembre 1792, était bloquée depuis cette époque. Le capitaine Meynier, qui la commandait, avait promis à sa garnison de faire sauter en bas des remparts le premier qui prononcerait le mot de capitulation, tant qu'il y aurait pour vingt-quatre heures de pain. Il ne se rendit que le 9 mars 1793, lorsque tous les vivres furent consommés [1].

[1] Meynier — qu'on a presque toujours confondu avec le célèbre Meusnier — fut bientôt échangé, et, de capitaine, passa général *per saltum*. « Il méritait sans doute, remarque Legrand, de l'avancement pour la patience et la fermeté qu'il avait montrées pendant ce long

Mais c'était Mayence que voulait le roi de Prusse. « Toute l'Europe, disait le *Moniteur*, sait qu'il a juré de ne revenir à Berlin qu'après avoir repris Mayence, et il croit de son honneur de tenir ce serment[1]. » Le plan de campagne avait été fixé dans les conférences de Francfort. Pendant que le prince de Cobourg percerait les cantonnements français de la Roer et débloquerait Maestricht, que Wurmser couvrirait le Rhin de Bâle à Mannheim, que Hohenlohe-Kirchberg garderait Luxembourg et Trèves, Frédéric-Guillaume II assiégerait et prendrait Mayence[2]. Il avait avec lui 58 bataillons et 75 escadrons, formant 50,000 hommes, ainsi que 4,000 Hessois et 5,000 Saxons. Toutes ces forces, appuyées au Taunus, cantonnaient alors entre le Mein et la Lahn; une partie observait Kastel; l'autre se préparait à passer le Rhin pour rejeter Custine en Alsace et couvrir le siège de Mayence.

L'armée de Custine comprenait alors 45,000 hommes. 22,000 occupaient Mayence. Le reste était aux ordres de Munnier, de Neuvinger et de Houchard. Munnier, posté entre Oppenheim et Spire, devait contenir Wurmser, tout en menaçant la ville palatine de Mannheim et le

blocus; mais s'il eût soutenu un siège qui demandait autant d'intelligence que de bravoure, et s'il l'eût fait avec succès, quelle récompense lui eût-on donnée ? » On s'est étonné que Custine, qui ne pouvait ouvrir la campagne en face des Prussiens ni pénétrer sur la rive droite avant cinq mois, ait laissé une garnison dans le fort de Königstein ; mais, dit encore Legrand, « que vouliez-vous que fît Custine dans un temps où il n'était pas permis de reculer pour mieux sauter? Si l'on avait abandonné Königstein sans brûler une amorce, cette évacuation aurait passé pour un crime. » Cf. Saint-Cyr, I, 16-17 ; Reynaud, *Merlin*, II, 74 ; Mém. sur Custine par un témoin oculaire (*Journal de la Montagne*, 10 juillet 1793); *Preuss. Augenzeuge*, IV, 66.

[1] *Mon.*, 19 janvier 1793.

[2] *La trahison de Dumouriez*, 49.

pont du Rhin. Houchard avait passé la Nahe et se retranchait à Kreuznach, malgré les protestations de l'Électeur palatin qui possédait la ville. Neuvinger, qui venait de quitter le commandement de Kastel, couvrait à Bingen la droite des cantonnements français [1].

L'armée de la Moselle, composée de 26,000 hommes et commandée, en l'absence de Beurnonville, par le froid et flegmatique Ligniville [2], cantonnait derrière la Sarre, et

[1] L'armée était ainsi cantonnée au 1er mars : *Division de gauche* (Neuvinger) : 1° *Brigade Houchard :* 7e bat. d'inf. légère (Windesheim), 36e rég. d'inf. (Bingen), 37e inf. et 6e bat. du Jura (Kreuznach), 2e Haut-Rhin (Sobernheim), 1er Vosges (Sprendlingen), 2e Vosges (Ingelheim), 4e Jura (Alzey), 1er Saône-et-Loire (Gensingen), 8e chasseurs à cheval (Neuhof) ; 2° *Brigade Gilot :* 13e inf. (Erbach), 48e inf. et 1er Haut-Rhin (Mombach), 1er Jura (Budenheim), 7e Jura (Marienborn), 9e Jura (Nieder-Olm), 1er Bas-Rhin (Dalheim), 1er Corrèze (Guntersblum), 3e Nièvre (Alzey) ; 3° *Cavalerie* commandée par l'adjudant-général colonel Beaurevoir ; 2e cav. (Laubenheim), 9e cav. (Nierstein), 11e cav. et 2e chasseurs (Kreuznach), 12e cav. (Gensingen). — *Division du centre* (Fr. Wimpffen) : 1er, 2e, 3e, 4e grenadiers, 57e et 82e inf., 2e et 5e Jura (Kastel) ; 62e inf., 2e de l'Ain, 4e Haut-Rhin, 9e et 11e Haute-Saône (Mayence), 4e Calvados (Budenheim), 3e Jura (Kostheim), 10e Meurthe (La Favorite), 2e de la République, 1er des chasseurs républicains, 3e et 7e Vosges (Hochheim), 5e Bas-Rhin (Oppenheim), 6e Bas-Rhin (Nackenheim), 1er des fédérés nationaux (Alzey), 2e Seine-et-Oise, 8e Vosges et 10e Haute-Saône (Weisenau), 14e cav. (Mayence), 2e chasseurs (Weisenau), 7e chasseurs (Neuhof), 10e chasseurs (Oppenheim). — *Division de droite* (Munnier) : 32e inf., 2e Haute-Saône et 3e Nièvre, 93e inf., 4e Vosges et 5e Seine-et-Oise (Worms), 46e inf., 3e Bas-Rhin et 2e Puy-de-Dôme (Frankenthal), 27e inf., 3e Doubs, 30e inf. et 3e Haut-Rhin (Oggersheim et Mutterstadt), 3e inf., 1er Doubs et 3e de l'Ain (Spire), 96e inf., 1er Haute-Saône, 3e grenadiers d'Indre-et-Loire et 2e Rhône-et-Loire (entre Spire et Germersheim). — *Réserve :* douze comp. de gren. (Oggersheim et Frankenthal), 6e inf. légère (Oppau), 21e inf. (Spire), 6e Vosges (Hamm), 10e Vosges (Berghausen), 5e Eure et 6e Calvados (Neustadt), 12e Haute-Saône (Rehhütte), 13e Vosges (Lambsheim), 22e cav. (Dürkheim et Schweigheim), 16e dragons (Osthofen), hussards de la liberté (Mutterstadt), gendarmerie nationale (Spire, Worms et Frankenthal).

[2] Mot de Desportes, 19 nov. 1792 (A. E.). L'armée de la Moselle

une de ses divisions, menée par Destournelle, occupait depuis le mois de février le duché de Deux-Ponts.

Mais que pouvaient les troupes françaises contre ces Prussiens aguerris et fortement disciplinés, que Frédéric-Guillaume animait de sa présence? Les bataillons de volontaires, un instant contenus par de vigoureux exemples, étaient redevenus mutins, désobéissants, ingouvernables [1]. Forster, qui les voyait de près, n'y trouvait que négligence, insouciance et insubordination. « Les officiers, disait Blanier, ont été choisis par argent, les autres par boisson ; ils ne connaissent et ne connaîtront jamais leur métier; ils craignent de perdre leur place en commandant au nom de la loi. » Haussmann et Reubell mandaient que, si l'on ne prenait les mesures les plus promptes, la discipline serait entièrement ruinée. Le lieutenant-colonel du 4e bataillon du Calvados écrivait que la moitié de ses hommes étaient des pères de famille, qui remplaçaient à prix d'or les oisifs du département, qu'ils n'avaient autre chose en tête que leurs femmes et leurs enfants, que les uns tombaient malades, que les autres murmuraient, que d'autres étaient trop âgés pour apprendre l'exercice, que lui-même ne pouvait

(l'ancienne armée du Centre) avait eu pour généraux : Lafayette (14 déc. 1791–11 juillet 1792), Luckner (12 juillet-1er sept. 1792), Kellermann (2 sept.-7 nov. 1792), Deprez-Crassier, intérimaire (8 nov.-14 nov. 1792). Elle fut ensuite commandée par Beurnonville (14 nov. 1792–23 janv. 1793), par Ligniville, intérimaire (24 janv.–28 mars), par d'Aboville, intérimaire (29 mars-28 avril), par Houchard (29 avril-2 août), par Schauenburg (3 août–29 sept.), par Delaunay (30 sept.-30 oct.), par Hoche.

[1] Voici un précieux témoignage de Legrand (A. G.). « Un ramassis de tous les mauvais sujets de Paris et des grandes villes vint, après le mois de septembre, porter aux armées les vices des tripots, la prétention de l'ignorance, la folie du sans-culottisme, le fanatisme révolutionnaire, l'ambition la plus effrénée sous le nom de liberté, et l'orgueil le plus révoltant sous le nom d'égalité. »

« tenir à leurs clameurs et à leurs larmes ». Custine faisait les mêmes plaintes ; son armée ressemblerait bientôt à une armée turque ; le mode de nomination des officiers la perdait et amènerait en peu de temps sa désorganisation totale. Il protestait contre le décret du 21 décembre 1792, qui donnait un congé absolu à tout volontaire qui trouverait un remplaçant, et il déclarait ce décret injuste et impolitique : injuste, puisqu'il n'était fait que pour les riches ; impolitique, parce que des hommes inexpérimentés remplaçaient des hommes déjà exercés. Il cassait six officiers du 2e régiment de grenadiers, qui n'étaient pas à Hochheim sur le lieu de l'action : « puissent leurs noms flétris et rayés de la liste des citoyens, effrayer tous ceux qui auraient l'infamie de les imiter ! » Il chassait les gendarmes nationaux d'Oppenheim qui demandaient une augmentation de paie : « esclaves qui marchandez vos services, partez, partez tous ! Mes lettres, ma vengeance, vous précèderont dans vos départements. Vos concitoyens indignés vous recevront à coups de canon ! Moi, je serai fidèle à mon devoir ; je vous ferai poursuivre dans votre fuite par ma cavalerie ; mon infanterie vous chargera ; je m'attacherai à vous comme une furie ! » Mais ni les menaces, ni les châtiments n'établirent un ordre sévère. A l'armée des Vosges, comme dans les autres armées, un grand nombre de volontaires quittèrent leur drapeau après le 1er décembre 1792 et regagnèrent la France ; on les voyait passer par bandes à Deux-Ponts, se plaignant de Custine et disant tout haut qu'ils ne retourneraient pas dans cette Allemagne *où l'on gèle* [1].

[1] Forster, VIII, 320 ; Haussmann et Reubell à Pache, 6 févr. 1793 ; Custine à Pache, 7 févr., et au Comité de défense générale, 3 avril ; Gouy aux commissaires, 5 févr. (A. G.) ; Blanier à Le Brun,

Les troupes de ligne valaient mieux que les volontaires. C'était, suivant le mot de Beurnonville, la seule portion qui fît son métier; mais elle ne composait pas le quart des armées, et les brigades de grenadiers ne tinrent pas ce qu'elles promettaient. Custine avait eu l'idée d'amalgamer toutes ses compagnies de grenadiers, grenadiers de volontaires, grenadiers de gardes nationales réquisitionnées, grenadiers des troupes de ligne : il avait ainsi réuni douze bataillons de grenadiers, formant six régiments ou trois brigades. Mais ces régiments sur lesquels il comptait comme sur une troupe d'élite, trompèrent singulièrement son attente : il dut bientôt les dissoudre et renvoyer les compagnies à leurs anciens bataillons [1].

La cavalerie manquait ou n'avait que très peu d'expérience. « Il me reste si peu de cavalerie légère, assurait Houchard, qu'il n'est pas possible d'envoyer des détachements qui puissent imposer aux ennemis; il faut que la ruse supplée au nombre »; et les Prussiens s'étonnaient que les chasseurs à cheval, renonçant à l'usage

5 févr. (A. E.); *Mon.*, 14 et 19 janv., 15 et 23 févr.; Fersen, II, 399. Cf. ce mot de Houchard sur la gendarmerie nationale « c'est un corps bien difficile à manier; il faut un caractère de fer pour en venir à bout ».

[1] Custine à Pache, 29 janv. 1793 (A. G.); Gay de Vernon, *Custine et Houchard*, 143. Cf. sur les grenadiers, Saint-Cyr, I, 29 : « Ces compagnies qui avaient été braves à la tête de leurs bataillons respectifs et qui, après leur retour à leur corps, devinrent des modèles de bravoure et de discipline, ne montrèrent ni l'une ni l'autre de ces vertus guerrières pendant leur formation en régiments ou brigades. C'est le premier exemple que j'ai vu du mauvais effet que produit à la guerre la création des corps d'élite par la réunion des compagnies de grenadiers. » Il ajoute qu'on énerve ainsi les bataillons d'où l'on tire les compagnies et qu'on ne forme que de médiocres régiments qu'il est difficile de soumettre à une discipline exacte. (Voir dans le volume suivant la conduite des grenadiers au siège de Mayence.)

du sabre, n'eussent confiance que dans leur carabine[1].

L'artillerie, que le représentant Couturier nommait la sauvegarde la plus redoutable de la République, conservait encore sa supériorité, et les généraux mettaient en elle leur orgueil et leur espoir. « Le feu de notre infanterie est nul, disait Custine, notre canon et nos baïonnettes, voilà nos seules armes » ; et un officier rapporte que dans les deux premières campagnes nos pointeurs « ajustaient d'une manière surprenante » et que « nos canonniers, exercés de longue main dans les écoles, tiraient infiniment mieux que les Prussiens ». Mais déjà diminuait le nombre des bons artilleurs ; « ce corps si précieux, écrivait Beurnonville, ce corps à qui nous devons presque tout, a besoin d'un grand recrutement[2] ».

Enfin, les généraux avaient à la fois peu de caractère et peu de savoir. On devait rappeler François Wimpffen ; il était infirme, et son fils servait dans l'armée ennemie. Munnier, qui commandait à Frankenthal, était absolument nul et se rendait ridicule par son extrême avarice ; « il radote, disaient les commissaires, et soutient encore moins la fatigue que Wimpffen ». De désespoir, Custine demandait Arthur Dillon qui, l'année précédente, défendait les Islettes ; il lui fallait un homme qui eût du talent, du courage et de la présence d'esprit pour lui garantir la sûreté de la rive gauche du Rhin, et cet

[1] Houchard à Wimpffen, 4 févr. ; Custine à Pache, 11 févr. 1793 (A. G.) ; *Zeitschrift für die Kunst, Gesch. u. Wiss. des Krieges*, 1844, III, 81. « Le feu de la cavalerie, dit le maréchal de Saxe dans ses *Rêveries*, n'est pas fort redoutable, et j'ai toujours ouï dire que ceux qui s'avisaient de tirer, étaient battus. »

[2] Couturier, Supplément au rapport, 149 ; Custine à Pache, 31 déc. ; note de Legrand ; Beurnonville à Pache, 3 déc. 1792 (A. G.).

homme, c'était Dillon. Mais Dillon, toujours suspect, quoique la Convention lui rendît sa confiance et que le Conseil exécutif provisoire consentît à l'employer, Dillon refusait de servir à l'armée du Rhin. Houchard et Neuvinger restaient les lieutenants de Custine, et tous deux n'étaient que des soldats d'avant-garde ; comme leur général, ils ne savaient pas conduire de grandes opérations ; comme leur général, ils avaient la plus haute idée des Prussiens et, à l'avance, leur donnaient partie gagnée [1].

Gouvion Saint-Cyr était alors adjoint à l'état-major de Custine, et il a vu de près l'armée du Rhin. « Quand Custine aurait été grand capitaine, reconnaît-il, il n'avait à sa disposition que de faibles instruments ; il n'avait ni soldats, ni officiers, ni généraux, mais des hommes propres à faire un jour des soldats, des officiers et des généraux. Nos théoriciens s'imaginent quelquefois que des recrues habillées en soldats et passablement alignées à la parade, sont déjà des militaires. Ils jugent les généraux sur le nombre qu'ils ont d'hommes de cette espèce et ils tombent ainsi dans les plus graves erreurs. Bonaparte a gagné de grandes batailles avec des conscrits ; mais ils étaient répartis dans des cadres excellents où tous les officiers et sous-officiers, jusqu'au dernier caporal, étaient aussi instruits qu'aguerris, où les sept huitièmes des généraux étaient tous d'une grande expérience et n'avaient pas à faire leurs preuves. Dans l'armée de Custine, depuis le général jusqu'au caporal, tout était neuf, et il eût été de la dernière imprudence de l'en-

[1] Les commissaires à Le Brun, 10 mars 1793 (Rec. Aulard, II, 331) ; Custine à Beurnonville, 18 mars (A. G.) ; Saint-Cyr, I, 37 ; Dillon avait communiqué le 8 février au conseil exécutif un mémoire sur Mayence (Rec. Aulard, II, 73).

gager dans une bataille rangée, à moins d'avoir, comme à Jemappes, une grande supériorité numérique, et encore moins dans une retraite, pour peu qu'elle eût dû se prolonger. Les troupes de la République étaient alors très propres, quand elles étaient bien conduites, à la défense des places, des rivières, des défilés et des pays très accidentés, à ce qu'on appelle enfin la petite guerre. Mais les invasions qui exigent toujours la réunion de grandes masses, qui amènent des batailles et souvent des retraites en pays ennemi — opération la plus difficile et la plus dangereuse de la guerre avec des troupes de nouvelle formation — leur étaient interdites pour longtemps encore [1]. »

Aussi les Prussiens méprisaient-ils leur adversaire et comptaient en avoir bon marché. La prise de Francfort et de Hochheim exaltait leur courage, et désormais persuadés que la chance allait tourner, ils relevaient la tête, « comme la fleur qui se dessèche et qui reçoit la rosée ». Ils ne daignaient pas répondre aux invectives et aux balles que les républicains leur lançaient de l'autre rive du Rhin. Ils reconnaissaient que les carmagnoles étaient braves à l'occasion, mais ils leur déniaient l'esprit militaire. « Pas un de nos soldats, dit un officier, qui n'eût conscience de sa supériorité et qui ne fût certain du succès, lorsqu'il fallait en venir sérieusement aux mains. » Tel était l'orgueil des Prussiens et leur dédain des ennemis, qu'ils ne se gardaient plus et ne prenaient plus aucune précaution. Ces Français, si novices, si prompts à plier sous le moindre choc, oseraient-ils jamais tenter un coup de main [2] ?

[1] Saint-Cyr, I, 37-39.
[2] Valentini, 26 ; *Preuss. Augenzeuge,* IV, 206 et 222.

II. Les victoires du prince de Cobourg qui, en cinq jours, culbutait l'avant-garde de Dumouriez à Aix-la-Chapelle, débloquait Maestricht et s'emparait de Liège, hâtèrent les mouvements du roi de Prusse. Il résolut de franchir le Rhin à Bacharach. C'était le meilleur point qu'il pût choisir; il restait ainsi tout près de ses magasins de Coblenz, et au-dessus de Mayence, surtout à Oppenheim, le terrain rendait le passage impossible. Mais Frédéric-Guillaume débuta par une faute : il voulut détourner l'attention des Français en détachant quelques troupes dans le Hundsrück et il confia l'entreprise à un bravache, qui faillit tout gâter par sa maladresse et sa jactance. Il fit venir de Silésie un Hongrois de naissance, le colonel Szekuly, qu'on regardait comme un des plus hardis partisans de son époque, et lui donna 1,200 hommes de troupes légères à commander : 400 hussards et dragons, un bataillon de fusiliers prussiens et un détachement de chasseurs trévirois [1]. Le 9 mars, douze jours avant le passage de l'armée, Szekuly traversa le fleuve à Saint-Goar. Mais, comme dit un officier, à quoi servait cette démonstration ? Le corps de Szekuly était ou trop fort pour ne faire que de petites incursions ou trop faible pour servir d'avant-garde et favoriser les mouvements de l'armée. Le Hongrois poussa audacieusement de Simmern à Stromberg, de Stromberg à Weiler, et de Weiler jusqu'à la rive gauche de la Nahe. Il agissait, rapporte Massenbach, comme un inepte laquais qui annonce son maître mal à propos ; il pillait, rançonnait les villages, et sa bande recevait le surnom de *Schwefel-*

[1] Szekuly avait d'abord servi dans l'armée autrichienne. Frédéric II se l'attacha et le fit colonel. Il commandait alors le 2e bataillon du régiment des hussards de Trenk; mais il fallut, à la fin de 1793, le renvoyer en Pologne.

bande ou bande de soufre. Houchard crut d'abord qu'il avait devant lui toute l'avant-garde prussienne et recula sur Bingen. Custine accourut et avec le flair du vieux soldat, discerna sur-le-champ les signes d'une prochaine défaite : l'hésitation, une sorte d'anxiété, une agitation de mauvais augure. « Les simulacres et mouvements des Prussiens, écrivait-il, ont effrayé tous les officiers généraux ; j'ai trouvé toutes les têtes exaltées dans un sens infiniment fâcheux ; ce n'étaient pas des événements qui avaient inspiré cet effroi, mais des craintes d'événements ; tant de timidité me donne de l'inquiétude. » Mais il amenait des renforts, de l'artillerie volante, dix bataillons, huit escadrons. Houchard eut bientôt regagné le terrain perdu ; il surprit Szekuly dans la journée du 20 mars, le rejeta au-delà de Stromberg, sur le chemin de Bacharach, jusqu'à Rheinböllen, lui enleva tous les grains et les fourrages qu'il avait ramassés. Le fanfaron colonel essaya d'atténuer son échec et prétendit effrontément qu'il avait tué de sa main deux généraux français [1].

La retraite de Szekuly fut marquée par un trait d'héroïsme qui fait grand honneur à l'armée prussienne et qui prouve, à la fois, ce qu'elle valait et ce que peut une poignée d'hommes résolus, aguerris et bien commandés. Szekuly avait ordonné au lieutenant Gauvain de défendre le château de Goldenfels, près de Stromberg, et d'y tenir « jusqu'à ce que son mouchoir eût brûlé dans sa poche ». Gauvain n'avait avec lui que 40 fusiliers. Pendant deux

[1] *Neue Bellona*, 1802, I, 89-108 ; II, 109-125 ; *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1841, I, 138-139 (journal de Gaudy) ; Valentini, 26-27 ; Massenbach, I, 166-170 ; Minutoli, 219 ; Ditfurth, 246-247 ; Custine à Beurnonville, 20 mars 1793 (A. G.).

heures il lutta contre tout le corps de Houchard. Il aima mieux se faire tuer que de se rendre, et ses soldats ne capitulèrent qu'après avoir épuisé leurs munitions. L'armée prussienne nomma Gauvain le second Léonidas[1].

Si Custine avait eu le coup d'œil de l'homme de guerre, il aurait poussé son avantage, serré de près le détachement de Szekuly, assailli vigoureusement les premiers bataillons de l'avant-garde de Hohenlohe-Ingelfingen, qui passaient le Rhin à Lorch et à Caub. Cette attaque énergique, arrêtant la marche des Prussiens, lui donnait le temps de renforcer son armée, de compléter l'approvisionnement de Mayence, de mettre en sûreté les magasins considérables de Worms et de Frankenthal[2]. C'était ce que redoutait Brunswick. Aussi voulait-il que Hohenlohe se tînt sur les hauteurs de Bacharach, pour attendre le corps de bataille et couvrir son passage. Mais sa façon méthodique de faire la guerre déplaisait au roi de Prusse et à son aide-de-camp, Manstein. On le traitait de *théoriste*, on l'accusait de se traîner à pas de tortue, de n'avoir que des idées craintives, et l'on avait

[1] Cf. sur Gauvain, *Valmy*, 111 ; le roi de Prusse lui fit ériger un monument à Stromberg ; mais des volontaires le démolirent lorsqu'ils revinrent dans le pays ; « la valeur, dit Legrand, mérite d'être estimée dans l'ennemi même et cette conduite fait peu d'honneur à ses auteurs ». Cf. Eickemeyer, *Denkw.*, 179.

[2] Note de Legrand (A. G.). Custine, dit pareillement Gaudy, aurait dû s'avancer, s'établir sur la lisière du Sooner-Wald, masquer les abords de Schönberg, de Stromberg, de Tarweiler ; il empêchait ainsi l'armée prussienne de passer le Rhin à Bacharach, la forçait de traverser le fleuve à Rheinfels pour agir dans la direction de Kastellaun et de Kirchberg ; puis, tandis qu'elle perdait le temps à s'approvisionner, il revenait sur Mayence à marches forcées, battait sans difficulté l'armée d'investissement qui ne comptait encore que 10,000 hommes, et s'emparait de ses magasins (Journal de Gaudy, 140). Cf. Eickemeyer, *Denkw.*, 180.

ordonné que Hohenlohe, seul et sans attendre le gros de l'armée, marcherait droit aux Français et les jetterait dans la Nahe. En vain, Brunswick demanda une audience au roi ; en vain, il représenta qu'on n'avait pas de sûres nouvelles des ennemis, qu'on agissait contre toutes les règles. Il ne put voir Frédéric-Guillaume. Manstein l'emporta. Pendant que l'armée prussienne s'engageait lentement dans les défilés de la vallée du Rhin, la faible avant-garde de Hohenlohe s'avança, sans espoir d'être soutenue, par les chemins resserrés et difficiles qui menaient à Stromberg. Mais cette fois, Manstein avait raison contre Brunswick ; comme dit Massenbach, on pouvait se permettre pareille chose avec les généraux français de cette époque [1] !

Custine, en effet, restait inactif et n'osait poursuivre les troupes de Szekuly à cause des « forêts du Sooner-Wald » et des « montagnes inaccessibles où elles s'étaient jetées [2] ». Il avait établi son armée sur les plateaux qui bordent la rive gauche de la Nahe, de Sobernheim à la gorge étroite et pittoresque de Rheingrafenstein [3]. Sa

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 169.

[2] Custine à Ligniville, 26 mars 1793 (A. G.).

[3] L'officier Legrand décrit ainsi dans une note inédite la position. « Les montagnes qui bordent la gorge de Rheingrafenstein sont très élevées, et leurs pentes, couvertes de rochers à pic, semblent menacer le voyageur et s'écroulent même assez souvent dans la Nahe, dont la surface en est hérissée. A la droite, le Rhin entre tout à coup à Bingen dans un lit extrêmement resserré entre des montagnes élevées et tellement rapprochées qu'il semble n'avoir frayé que l'espace absolument nécessaire pour le passage de ses eaux profondes et rapides. Le chemin de halage sur les deux routes a souvent moins de trente pouces (mesurés) ; il a fallu le tailler de distance en distance dans les rochers qui s'avancent jusqu'au fleuve. Je crois que l'idée la plus juste qu'on puisse s'en faire, est celle de la corniche qui règne dans l'intérieur d'un grand édifice au-dessous du plafond. On conçoit qu'il n'y passe jamais de voiture ; c'est bien assez pour

gauche, commandée par Houchard, occupait Sobernheim; son centre se trouvait en avant de Kreuznach; sa droite, qu'il avait confiée à Neuvinger, tenait les hauteurs de Weiler et de Waldalgesheim, tout près de Bingen. La position était bonne, mais trop étendue; il aurait fallu 30,000 hommes pour la garder. Custine dut éparpiller ses troupes et les placer dans des petits camps à deux, trois, quatre lieues les uns des autres.

III. Hohenlohe-Ingelfingen profita de l'inertie de Custine. Le 21 mars, par un temps froid et sec, il passa le Rhin à Bacharach, tranquillement et sans nul obstacle, avec 13 bataillons et 18 escadrons. Il joignit à ce corps le détachement de Szekuly, ainsi que 5 bataillons et 5 escadrons que les généraux Romberg et Köhler amenaient de Coblenz. Le 25 mars, il était à Simmern; le lendemain, il occupait Stromberg; le surlendemain, il attaquait la droite de l'armée française et la mettait en déroute.

Neuvinger n'avait avec lui que cinq bataillons : quatre bataillons de grenadiers et un bataillon de volontaires. Deux bataillons de grenadiers étaient à Bingen, en réserve; un troisième masquait la gorge de la Nahe; un quatrième, posté à Weiler, appuyait le 1er bataillon de la Corrèze qui gardait Waldalgesheim.

Une fausse attaque des Prussiens eut lieu dans la matinée du 26 mars, contre les postes avancés de Wald-

les hommes et les chevaux d'y défiler un à un. Quant au centre de cette position, les montagnes n'y sont que d'une élévation médiocre. Leur pente sur les deux rives, depuis Kreuznach jusqu'en approchant à Bingen, est assez douce. Un pont à Kreuznach, et un à Bingen, un assez grand nombre de gués — à moins de crues extraordinaires — un grand nombre de chemins, dont cependant aucun n'est très bon, facilitent la retraite. »

algesheim. Neuvinger la repoussa facilement à coups de canon.

Le 27 mars, vers huit heures, les Prussiens escarmouchèrent de nouveau en avant du village. Neuvinger appela de Bingen un bataillon ; il fit venir, en outre, huit compagnies qui campaient à Weiler ; il mit six pièces en batterie : deux sur une hauteur, deux à Waldalgesheim, deux autres au débouché du chemin de Weiler, et durant toute la matinée, les grenadiers et les volontaires de la Corrèze tiraillèrent activement dans les bouquets de bois qui s'étendent entre Stromberg et la Nahe. Dès que Custine entendit la canonnade, il mena lui-même la brigade du 13e régiment au secours de Neuvinger. Mais déjà les Prussiens s'étaient retirés. Il parcourut le terrain et pria Neuvinger de se replier à gauche, un peu en arrière, sur une position qui semblait offrir plus d'avantage à la résistance. Mais Neuvinger répondit qu'il était bien où il se trouvait, qu'il avait déjà tenu les ennemis en échec et que tout renfort lui serait inutile. Custine n'insista pas ; il partit sans inquiétude et emmena la brigade du 13e régiment. Il crut que l'attaque des Prussiens se bornerait, comme le jour précédent, à des reconnaissances et à des simulacres de combat. « Ils feront aujourd'hui comme hier, dit-il à Neuvinger, et cela ne mènera à rien. »

A quatre heures du soir, Neuvinger était assailli de nouveau. Vainement, à diverses reprises, ses officiers l'avaient averti que les ennemis se mettaient en mouvement ; qu'ils exécutaient leur marche derrière les bois ; qu'ils allaient sans doute se déployer sur un très grand front et en ordre de croissant pour le couper de Bingen ; il les traita de visionnaires et de butors ; à l'entendre, les Prussiens se tournaient contre Kreuznach et il n'avait

devant lui que des partis ; d'ailleurs, si la lutte devenait sérieuse, il aurait le temps de faire replier ses postes avancés. Il se repentit bientôt de son outrecuidance. L'attaque s'ouvrit par une violente canonnade et par un feu roulant de mousqueterie. Puis, soudain, toute la cavalerie prussienne, rasant terre et faisant plier les jarrets de ses chevaux, descendit par des chemins qu'on regardait comme impraticables, et se répandit dans la plaine. Aux premiers obus qu'ils reçurent, les grenadiers du 2e régiment lâchèrent pied sans combattre et abandonnèrent leurs pièces. Le bataillon de la Corrèze, commandé par le futur général Delmas, résista quelque temps, puis à son tour gagna Bingen sous une grêle de balles. Neuvinger avait perdu la tramontane et ne savait plus ce qu'il faisait ; il jurait, tempêtait, sans donner d'ordres, et l'adjudant-général Beaurevoir se vit obligé de commander la retraite. On ne pouvait déja plus l'opérer sur Bingen ; les ennemis, gravissant la montagne, se postaient entre cette ville et Waldalgesheim ; ils établissaient une batterie d'obusiers qui commençait le feu le plus vif ; ils occupaient la chaussée. Il fallut se retirer en toute hâte par un défilé très long et très étroit. Deux escadrons, appartenant l'un au 2e, l'autre au 19e de cavalerie, formaient l'arrière-garde, sous les ordres du colonel Beaujeu, qui les avait mis en colonne, par pelotons et au trot. Mais le régiment des hussards de Wolfradt les chargea si vigoureusement qu'ils s'enfuirent dans le plus grand désordre jusqu'à la Nahe. Les Prussiens auraient passé la rivière à leur suite, sans l'adresse et la fermeté de Clarke. Avec un seul escadron, Clarke les tint en échec ; il disposa ses hommes tantôt en échelons, tantôt sur une seule ligne ; il fit sortir de temps à autre trois ou quatre cavaliers des diverses issues d'un

village et persuada les ennemis qu'il avait tout un régiment frais en réserve.

Mais l'affaire était désastreuse. Les Français perdaient, outre six canons, 80 morts et 131 prisonniers, dont 10 officiers et le général Neuvinger. Ce dernier, désespéré, se jeta dans la mêlée, et n'échappa que par miracle à la mort; lorsqu'on le désarma, il était tout meurtri de blessures et, dans sa rage, il refusait de se laisser panser. François Wimpffen le nomme un « sans-culotte de nom et d'effet ». Merlin de Thionville le juge ignorant et brutal. Son attitude, ses manières, son équipement firent dire aux Prussiens qu'il ne démentait pas son origine et qu'il avait l'air d'un vieux sous-officier. Quelques-uns, se souvenant qu'il était Lorrain, assurèrent sérieusement que sa bravoure révélait son origine allemande[1].

[1] Cf. sur le combat, *Mon.*, 6 avril 1793; Saint-Cyr, I, 46; Gay de Vernon, *Custine et Houchard*, 121-124; Seilhac, *Les bataillons des volontaires de la Corrèze*, 1882, p. 32-34 (le bataillon eut 48 prisonniers); mém. de Beaupuy, de Fr. Wimpffen, du bureau topographique; note de Legrand; lettres de Custine à Neuvinger et à D'Oyré, 25 et 27 mars; lettre de Beaujeu à Clarke, classée au 20 mars 1793 (A. G.), et sur Neuvinger, Valentini, 28; Ihlee, 25; Laukhard, III, 322; *Preuss. Augenzeuge*, 200. Joseph-Victorin Neuvinger était né le 6 mars 1736 à Boulay (ancien département de la Moselle). Lieutenant au bataillon des milices d'Autun (10 avril 1748), garde du corps du roi de Pologne en 1755, enseigne au régiment d'Anhalt (1er oct. 1756), lieutenant (24 juin 1757), sous-aide major avec rang de capitaine (17 juin 1770), capitaine (14 janvier 1772), capitaine commandant (8 juin 1776), major au régiment d'Alsace (20 février 1783), lieutenant-colonel (15 avril 1784), colonel (28 juillet 1791), il avait été promu maréchal-de-camp le 24 septembre 1792, et lieutenant-général un mois plus tard, le 28 octobre. Il fut mené prisonnier à Magdebourg (*Mon.*, 5 mai 1793). Remercié le 15 mai 1793, et retraité le 11 germinal an IV, il passa ses dernières années à Phalsbourg et y mourut le 28 avril 1808. Custine, qui exagère tout, avait dit de lui « il dort deux heures par nuit sur une chaise et n'est point entré dans son lit depuis huit ans » (*Mon.*, 8 janv. 1793). Legrand l'a mieux jugé :

Un grand nombre des fuyards de Waldalgesheim s'étaient ralliés à Bingen au 1er bataillon de grenadiers. L'adjudant-général Lafont, officier d'artillerie, naguère chargé d'affaires à Mannheim, prit le commandement de cette troupe qui formait vingt compagnies, et, comme s'il voulait défier les ennemis et les attendre de pied ferme, il la rangea en bataille le long de la Nahe, au fond d'un ravin très resserré. Mais, durant la nuit, l'artillerie prussienne s'établit à Weiler et sur l'autre rive du Rhin, à Rüdesheim, et le 28 mars, à trois heures précises du matin, comme le troisième coup de cloche sonnait à l'horloge de Bingen, toutes ses batteries, dit un Français, jouèrent sur nous avec une vivacité singulière. Dès que le feu commença, Lafont courut à l'écurie, enfourcha sa monture, prit en main un autre cheval, et s'enfuit au galop. Il ne pensa même pas à évacuer les magasins et les hôpitaux, ni à rompre le pont de pierre que Custine avait fait chambrer. A quelques lieues, il rencontra le brave Sainte-Suzanne qui ramenait, comme par miracle, deux pièces de canon ; il accompagna Sainte-Suzanne au camp de Custine, se vanta devant l'état-major d'avoir sauvé l'artillerie, et reçut promesse d'un brevet de brigadier. Les troupes avaient imité le commandant ; leur épouvante était telle, qu'elles traversèrent Bingen à toutes jambes et ne s'arrêtèrent qu'à Mayence. A peine avaient-elles disparu, que les habitants mettaient les cloches en branle pour annoncer aux Prussiens le départ de l'ennemi. A cinq heures, les soldats de Hohenlohe entraient dans Bingen. Ils n'avaient envoyé dans la ville

« ses mœurs sévères en apparence, ses habitudes dures et son esprit de détail lui avaient mérité la lieutenance-colonelle d'un ci-devant régiment étranger ; mais ce faible mérite d'un officier prussien en sous-ordre était bien loin des qualités nécessaires à un général. »

que trois obus : le premier était entré dans une maison, le deuxième avait éclaté sur le pavé d'une rue et brisé quelques fenêtres, le troisième tomba dans la fontaine du marché.

Les Prussiens auraient dû, dès la veille au soir, se rendre maîtres de Bingen, puis se diriger sans retard sur Alzey. Custine se serait évidemment retiré jusqu'à Wissembourg, en abandonnant son canon et ses bagages. Mais ils se bornèrent à capturer Neuvinger. Il fallait suivre la méthode qui ne voulait rien de simple, rien de naturel, et en vertu de cette savante et stérile méthode, il fallait que Kalkreuth, venant de la région de la Moselle, eût le temps de tourner l'aile gauche des carmagnoles ; il fallait que Wurmser, qui passait le Rhin près de Mannheim, eût le temps de tourner leur aile droite ; il fallait que Custine fût enveloppé dans les formes. Beaupuy, qui se trouvait à Bingen, se moque avec esprit de la conduite des Prussiens en cette circonstance : « Nous étions, dit-il, dans le ravin le plus étroit et le plus profond que l'on puisse imaginer ; au jugement de tous les militaires instruits, les ennemis pouvaient nous écraser en faisant seulement rouler quelques cailloux sur nous ; mais ils nous donnèrent dans cette occasion une grande preuve de leur timide circonspection : au lieu de nous débusquer sans coup férir, de s'emparer de nos immenses magasins de vivres et de fourrages à Bingen, de tourner à l'instant sur Alzey, de forcer Custine à s'aventurer dans les Deux-Ponts avec dix-huit mille hommes, ils se contentèrent, jusqu'à la nuit, de faire quelques caracoles et quelques reconnaissances sur la crête des côtes ; ils attendirent la fin du jour pour les occuper sérieusement et travaillèrent pendant plus de huit heures à nous entourer de batteries ; on peut

dire qu'ils nous assiégèrent dans les règles, et dans des règles si exactes, qu'ils poussèrent la méthode jusqu'au point de nous faire sommer[1]. »

Grâce aux lenteurs de l'état-major prussien, Custine avait donc pu s'esquiver et gagner les hauteurs d'Alzey. Comme à son ordinaire, et ne sachant plus, dit François Wimpffen, à quel saint se vouer, il rejeta sa défaite sur autrui; il avait, écrivait-il, prévenu Neuvinger de changer de poste, et Neuvinger avait refusé de l'écouter. Il eût mieux fait d'attribuer son échec à la poltronnerie des grenadiers. Mais ceux qu'il chargeait plus gravement encore que son lieutenant, et avec moins de raison, c'étaient le général Ligniville et le ministre Beurnonville.

Quelques jours avant l'affaire de Bingen, il avait pressé Ligniville de le seconder par une importante diversion. D'une part, Ligniville enverrait toute sa cavalerie dans le pays de Deux-Ponts pour prendre les Prussiens à revers, et il pousserait jusqu'à Kusel et Lauterecken; de l'autre, il marcherait sur Birkenfeld et entrerait dans le Hundsrück pour « serrer », « chauffer », « exterminer » l'Autrichien Hohenlohe-Kirchberg. Mais Beurnonville ordonnait à Ligniville de se borner à couvrir la frontière tout en se maintenant dans le Deux-Ponts : si Ligniville, disait-il, pouvait envoyer à Custine de forts détachements, l'armée entière de la Moselle ne marcherait pas sans une autorisation expresse du Conseil; « l'évacuation de la Belgique changeait le plan de campagne sur le Rhin; une défensive imposante était le meilleur système qu'on pût adopter dans ce moment ». Il déclara même à Custine que l'armée de la Moselle ne

[1] Bussière et Legouis, *Michel Beaupuy*, 1891, p. 190-195; Valentini, 28; cf. sur la prise de Bingen, *Darst*, 876, et *Belag.*, 173.

se porterait en avant sous aucun prétexte. Ligniville refusa donc de marcher sur Birkenfeld : il avait reçu des ordres précis du ministre et d'ailleurs, si son armée se faisait battre sur la Nahe ou la Glan, les frontières de la Lorraine seraient entièrement dégarnies, et « les portes de la France ouvertes ». Néanmoins, il renforça la division que Destournelle commandait dans le Deux-Ponts ; elle dut établir sa communication avec l'aile gauche de l'armée du Rhin, et Custine put en disposer s'il voulait combattre.

Mais le 26 mars, sous l'impression des revers de Dumouriez et dans l'émoi que lui causait l'abandon de la Belgique, Beurnonville ordonnait à Ligniville de rappeler à lui la division de Destournelle et de ne garder dans le Deux-Ponts, de Sarrebrück à Hombourg, que sa cavalerie : d'après un arrêté du Conseil exécutif, toutes les armées devaient rester sur la défensive depuis Dunkerque jusqu'aux gorges de Porrentruy ; l'armée du Nord couvrirait les places de la Flandre ; l'armée des Ardennes se reformerait à Sedan et, de concert avec celle de la Moselle, tiendrait en échec les Autrichiens du Luxembourg ; chaque armée pouvait « faire des trouées, dévaster et rentrer ». Lorsque Ligniville reçut cet arrêté, il était alité à la suite d'une chute de cheval, et le général d'Aboville, du reste son ancien, avait pris le commandement. Aboville exécuta le mouvement que le Conseil exécutif lui prescrivait ; il rappela Destournelle, laissa quelques escadrons à Hombourg et se prépara, sur l'ordre de Beurnonville, à gagner le camp de Fontoy que l'armée de la Moselle occupait au début des hostilités[1].

[1] Custine à Ligniville, 18, 21, 22 mars 1793 ; Beurnonville à Ligniville, 26 mars, et à Custine, 29 mars (A. G.) ; Rec. Aulard, II, 518.

« Je n'ai pas encore votre confiance », écrivit Custine à Beurnonville. Mais en même temps il mandait au président de la Convention et au ministre des affaires étrangères que Destournelle avait causé la défaite en obéissant aux ordres de Beurnonville ; évidemment le ministre de la guerre ne désirait pas les succès de l'armée d'Allemagne ; Beurnonville, disait Custine, « n'est point général, il n'est que soldat, et ce soldat, déguisant son fiel pour mieux enfoncer son dard, a voulu m'abuser par les apparences trompeuses d'une feinte réconciliation pendant qu'il m'assassinait ; car c'est assassiner un général qui aime son pays que sacrifier l'armée qu'il commande » ! Il ajoutait qu'il ne voulait plus correspondre avec un homme d'un tel caractère et d'une telle ignorance qui n'avait ni les vertus ni peut-être les opinions d'un républicain ; ce serait le Comité de défense générale qui recevrait ses dépêches et les communiquerait au ministre de la guerre. Quelques jours plus tard, Beurnonville était livré aux Autrichiens, et Custine s'écriait : « Il n'était pas étranger aux projets de Dumouriez ; il n'était que son agent ; Dumouriez l'a fait arrêter avec les commissaires parce qu'il le réserve pour de plus grands événements[1] ! »

Custine n'oubliait qu'un point, lorsqu'il imputait à Beurnonville la défaite de Bingen. Si Ligniville, d'ailleurs contenu par Hohenlohe-Kirchberg, s'était porté en avant, il eût rencontré Kalkreuth et un détachement fort de six bataillons et de six escadrons qui se trouvait le 24 mars à Birkenfeld, et le 28 à Oberstein. Si Destournelle avait dépassé Lauterecken et gagné Kreuz-

[1] Custine à Beurnonville, 30 mars 1793 (cf. *Mon.*, 7 avril), à d'Aboville, 11 avril (A. G.), et à Le Brun, 10 avril (A. E.).

nach, il n'eût pas fait reculer les Prussiens ni préservé Custine d'un échec. Le 19e de cavalerie qui formait son avant-garde, fut surpris dans son cantonnement, et Destournelle annonçait que l'ennemi « marchait en forces sur sa division » lorsqu'il reçut l'ordre de rétrograder [1].

IV. Quoi qu'il en soit, Custine voyait sa gauche entièrement découverte et son front menacé par l'avant-garde victorieuse de Hohenlohe-Ingelfingen.

Il avait fait à Kreuznach quelques préparatifs de résistance ; les portes étaient défendues par des barrières et des chevaux de frise ; des petits fortins construits en madriers s'élevaient sur le Martinsberg et le Kronenberg ; une garnison occupait le château ruiné du Kautzenberg ou Schlossberg qui domine Kreuznach, et l'on avait ouvert du Kautzenberg à la ville une large chaussée pour amener du canon au sommet de la colline. Tous les matins, à quatre heures, les troupes sortaient de Kreuznach et allaient en reconnaissance. Enfin, on venait d'établir des batteries et de faire des retranchements sur la hauteur qu'on nomme Hungriger Wolf ou le loup affamé. « On ne voit, écrivait-on au *Moniteur*, que fortifications, lignes, redoutes dans tous les passages où les Français pourraient être attaqués, et tous ces ouvrages sont garnis d'une artillerie formidable. » Mais la déroute de Waldalgesheim et de Bingen avait découragé Custine. Il répétait que les ennemis lui montraient neuf mille chevaux, que cette cavalerie prussienne était innombrable et possédait « la supériorité de forces la

[1] D'Aboville à Beurnonville, 30 mars 1793 (A. G.), et *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 178-179.

plus imposante », qu'il ne comptait plus sur ses propres troupes, et qu'après le malheur qu'il avait essuyé, après la reculade de Destournelle et l'abandon des défilés des Vosges, il ne devait plus penser qu'à la retraite de l'armée et au salut des départements du Rhin. Dès le 28 mars, à minuit, tous les postes qui gardaient les abords de la Nahe se replièrent précipitamment et traversèrent Kreuznach dans une indicible confusion. On ne prit pas le temps de brûler les magasins ; ils furent livrés au pillage ; des soldats vendirent aux habitants le muid de blé 48 kreuzer [1].

Par bonheur, les troupes légères chargées de harceler l'armée française, ne mirent dans la poursuite ni énergie ni vigueur. Szekuly et le général Eben les commandaient. Mais depuis la leçon qu'il avait reçue de Houchard, Szekuly se déshabituait de sa témérité. Quant à Eben, c'était un de ces vieux généraux indolents et usés qui ne comprenaient pas qu'on pût courir sus à l'ennemi, selon l'usage des Rüchel et des Blücher. Le colonel des hussards rouges, Goltz, voulait s'élancer aux trousses des Français avec ses cinq escadrons. Eben l'arrêta. « Qui vous ordonne de poursuivre ? » lui dit-il. — « Le bon sens », répondit Goltz. Mais, rapporte un officier, Eben avait l'uniforme de Zieten, et non son esprit.

Couverte dans sa retraite par Houchard qui, cette fois encore, dirigeait l'arrière-garde, l'armée française put donc atteindre sans encombre Alzey et Pfeddersheim. Mais le 30 mars, Brunswick en personne vint, à la tête du corps franc de Szekuly, de la division du général Eben, et de trois bataillons et de quinze escadrons de l'avant-garde, attaquer Houchard sur la hauteur

[1] *Mon.*, 20 mars et 7 avril 1793 ; *Darst.*, 874 ; *Belag.*, 174-175.

d'Ober-Flörsheim. Custine prétendit, dans son rapport au président de la Convention, qu'il avait pris d'excellentes dispositions, que son artillerie s'était « exercée avec un prodigieux effet » sur la cavalerie prussienne, et que les ennemis, jonchant la terre de leurs morts, avaient exécuté leur retraite dans le plus grand désordre. Il ajoutait que le 13e régiment d'infanterie, ci-devant Bourbonnais, avait fait une charge à la baïonnette. En réalité, le combat fut une simple canonnade qui ne causa de part et d'autre que des pertes légères, et le 13e régiment d'infanterie ne chargea point, ne tira même pas un coup de fusil. Mais l'action reste honorable pour l'armée française. Le 1er bataillon du Haut-Rhin, où Soult était capitaine, fit bonne contenance, quoiqu'il entendît le sifflement des boulets pour la première fois. Brunswick voulait tourner Ober-Flörsheim pour couper la retraite à l'arriere-garde, et il aurait peut-être exécuté ce mouvement, tandis que Custine se rafraîchissait tranquillement avec Houchard au village de Flomborn et couvrait d'invectives grossières les officiers qui l'appelaient à leur aide. Mais, cédant enfin aux instances réitérées du chef d'escadron Clarke et du colonel Beaujeu, Custine se laisse entraîner sur le champ de bataille, se jette au milieu du feu, ranime les courages par sa présence. Cette journée, dit un de ses officiers, est sans doute la plus belle qu'il ait eue pendant la seconde campagne de l'armée du Rhin. Un escadron du 9e régiment de cavalerie avait imprudemment chargé les hussards prussiens qui, s'ouvrant et faisant un quart de conversion, tombaient sur ses derrières et allaient le hacher en pièces. Custine fit tirer sur la mêlée quelques coups de canon qui dispersèrent les hussards et dégagèrent nos cavaliers. La nuit survint, Brunswick se replia, et d'ail-

leurs, avare du sang de ses soldats, il craignait d'acheter trop chèrement la conquête de cette hauteur d'Ober-Flörsheim qu'il jugeait « très avantageuse [1] ».

Mais l'affaire d'Ober-Flörsheim n'était qu'un glorieux épisode qui ne réparait pas l'échec de Bingen et n'arrêtait pas la retraite de l'armée. Le même jour, Hohenlohe-Ingelfingen quittait Alzey et marchait par Odernheim sur Guntersblum pour gagner la route d'Oppenheim à Worms. Il surprit au village d'Alsheim l'arrière-garde de la division Munnier, le 96e ci-devant Nassau, et le 4e des Vosges. Les deux bataillons se défendirent avec vaillance contre les hussards de Wolfradt et firent leur retraite dans le meilleur ordre, en tiraillant sans interruption. Mais à Rhein-Dürkheim, ils rencontrèrent inopinément le prince Louis de Bade et trois escadrons de dragons de Baireuth qui s'étaient mis en embuscade. Ils se rangèrent en bataille et un nouveau combat s'engageait entre Français et Prussiens, lorsque le colonel de Nassau, Lovaria, passant sur le front de son régiment, s'écria : « Soldats, bas les armes ! Il faut capituler ou nous allons être massacrés ! » Nassau ne brûla plus une amorce et capitula. Le 4e bataillon des Vosges voulait résister encore ; mais il avait usé ses cartouches, et vainement il croisa la baïonnette ; il fut chargé, rompu, enfoncé par les dragons de Baireuth et dut, comme Nassau, déposer les armes. 200 Français avaient péri ; 944, dont un grand nombre étaient blessés, demeurèrent prisonniers [2].

[1] Mém. de Fr. Wimpffen et notes du cabinet topographique (A. G.) ; Soult, *Mém.*, 1854, I, 25-26 ; Saint-Cyr, I, 48 ; Gaudy, 142 ; Valentini, 28-29 ; Wagner, *Der Feldzug der preuss. Armee am Rhein*, 1831, p. 10 (« unbedeutendes Gefecht ») ; Von Ardenne, *Gesch. des Zietenschen Husarenregiments*, 1874, p. 238.

[2] Ditfurth, 249-250 ; lettres de Bercq, commandant du 4e des

A cet échec de Rhein-Dürkheim se joignit, dans cette même journée du 30 mars, un second échec, plus grave encore. Custine jugeait la garnison de Mayence trop considérable et sentait le besoin de renforcer l'armée. Il avait donc envoyé, le 29 mars, un aide-de-camp à Mayence et ordonné qu'un convoi d'artillerie, commandé par Schaal et accompagné par le 3e et le 4e bataillon de grenadiers, ainsi que par le 14e régiment de cavalerie, se rendrait à Worms et se grossirait en chemin d'un escadron du 10e régiment de chasseurs à cheval et de six bataillons d'infanterie, que le général de Blou avait réunis à Oppenheim. Si la chaussée, disait-il, était couverte de hussards prussiens, l'infanterie française saurait se faire jour. Mais le convoi, au lieu de partir pendant la nuit et sans perdre un moment, ne quitta Mayence que dans la matinée du 30 mars et, lorsqu'il atteignit Oppenheim à une heure de l'après-midi, il dut attendre le 14e régiment de cavalerie qui servait d'escorte aux commissaires de la Convention, Reubell et Merlin de Thionville. Le général de Blou avait pris le commandement de la colonne. C'était un homme incapable qu'on avait nommé, sur une très chaude recommandation de Kellermann, gouverneur de Landau, puis de Mayence. Biron le jugeait « très insuffisant » et le traitait de « vieille et honnête brave femme ». Custine l'accusait de n'avoir fait, à la journée de Spire, que des sottises. De Blou, d'ailleurs malade, opéré de la fistule quelques années auparavant, incapable de se tenir à cheval, ne cachait pas ses inquiétudes et

Vosges, 30 mars 1793 (Papiers de Merlin, Bibl. Nat. mss.), et de Reubell fils, lieutenant au 96e régiment, 10 avril (A. G.) ; cf. sur le 4e des Vosges (contingent des districts de Mirecourt et de Darney) Bouvier, *Les Vosges pendant la Révolution*, 1885, 120 et 474-476, et la lettre de Houchard au roi de Prusse (*Mon.*, 17 avril ; on crut un instant que les Prussiens l'avaient massacré).

envoyait de tous côtés des officiers dont les rapports ne pouvaient le rassurer. Enfin, après plusieurs heures d'attente qui parurent mortelles, les commissaires de la Convention et le 14e régiment de cavalerie arrivèrent. La colonne s'ébranla et, aux approches de la nuit, gagna Guntersblum, puis Alsheim. Elle faillit capturer le roi de Prusse et son escorte qui campait près de la route, en négligeant, comme d'habitude, toutes les précautions. Frédéric-Guillaume était venu, dans la soirée, établir son quartier-général à Alsheim. Les chasseurs à cheval passèrent tout près de son logis et il aurait pu, assure un officier de son armée, lui advenir comme à son oncle, le grand Frédéric, qui se cacha sous un pont lorsqu'il fut surpris par les hussards impériaux. Mais le régiment Prince-Hohenlohe se mettait justement en marche pour se rendre dans ses cantonnements. Il se heurte à l'avant-garde française; il se range aussitôt en bataille à la voix de son brave colonel Sanitz; il s'avance résolument la baïonnette au bout du fusil; il envoie quelques coups de canon. De Blou n'avait rien prévu, rien disposé en cas de rencontre. Après un quart d'heure de tiraillerie à l'aventure, il ordonna de rebrousser chemin. Les charretiers de l'artillerie volante, épouvantés, prenaient la fuite et répandaient le désordre dans la colonne. Les bataillons de volontaires, saisis de panique, lâchaient pied et abandonnaient, pour courir plus vite, leur fusil, leur giberne et leur sac. Les grenadiers s'éparpillaient comme des cartes qu'on jette par la fenêtre. Merlin de Thionville invectiva les fuyards et les sabra; mais, rapporte Beaupuy, « il vit par lui-même tous les maux que produit l'inexpérience des officiers ». On regagna Mayence en hâte, sans dire mot. « Quel silence régnait dans tous les rangs, ajoute Beaupuy, et quel contraste, quelle dif-

férence avec la gaieté que nous portions d'ordinaire au combat! » Sans le 32e régiment d'infanterie, ci-devant Bassigny, qui contint la cavalerie prussienne par sa ferme attitude, la retraite n'eût été qu'une affreuse déroute. Le 31 mars, à trois heures du matin, les Mayençais, éveillés par un roulement extraordinaire de voitures, couraient aux fenêtres : c'étaient les fourgons de bagages qui rentraient au grand galop, et quelques heures plus tard arrivaient les troupes de Schaal et du général de Blou, qui se traînaient épuisées de fatigue et se couchaient dans les rues, au pied des maisons [1].

Custine avait tenu, durant toute la journée du 30 mars, la hauteur d'Ober-Flörsheim, parce qu'il attendait le convoi qui venait de Mayence. D'Ober-Flörsheim il découvrait la vallée du Rhin et la chaussée d'Oppenheim à Worms. Mais la colonne n'apparaissait pas; il crut qu'elle n'avait pu sortir de la ville et précipita sa marche par Frankenthal, Neustadt et Edesheim.

De tous côtés les Français se retiraient : les détachements qui gardaient la rive gauche du Rhin, les garnisons des places, les bataillons qui campaient sur les bords du Neckar, sous le commandement du vieux Munnier, et qui se hâtaient d'emmener à Landau leur artillerie. Quatre jours avaient suffi pour les chasser de ce pays entre la Queich et la Nahe, qu'ils préten-

[1] On a nommé cette affaire la retraite de Guntersblum. Cf. Valentini, 29 ; Gaudy, 143-145 ; Schaab, *Gesch. der Bundesfestung Mainz*, 1855, p. 337 (il dit que le garde-champêtre d'Alsheim, Valentin Schnittger, annonça l'approche des Français) ; *Darst.*, 881 ; Breton, *Voyage dans la ci-devant Belgique et la rive gauche du Rhin*, 1802, II, 136-137 ; Custine à Blou, 29 mars 1793 ; mém. de Damas et de Vérine (A. G.) ; Bussière et Legouis, *Beaupuy*, 57-60 ; cf. sur de Blou : Custine à Biron, 8 sept. et 5 oct. 1792 ; Birou à Servan, 9 et 12 sept. 1792 (A. G.) et plus haut, p. 55.

daient annexer à la République. Nulle part ils n'avaient tenu. Presque partout, comme étourdis de frayeur, ils prenaient la fuite aux premières décharges, et leur débandade, qu'on nomma le *Hasentreiben* ou traque des lièvres, et qui passa pour un second Rossbach, s'étendit jusqu'aux confins de l'Alsace. Les Autrichiens se joignirent aux Prussiens pour achever la déroute des carmagnoles. Dans la nuit du 31 mars, Wurmser traversait le Rhin à Ketsch et poussait vers la Queich. « L'ennemi, écrivait Sigisbert Hugo, a culbuté nos avant-postes de Rheinzabern et de Germersheim, et tous les cantonnements jusqu'à Lauterbourg; le 3e bataillon de Rhône-et-Loire a perdu une compagnie dont il n'est revenu que deux hommes; deux compagnies de gendarmes ont été entièrement hachées [1]. »

Il fallut détruire les immenses approvisionnements de Worms, de Frankenthal et de Spire. Les magasins de paille et de foin furent livrés aux flammes, et de loin les Prussiens virent s'élever dans la plaine du Rhin de longues et lourdes colonnes de fumée noire. La farine fut jetée à l'eau ou sur le pavé; il y en avait plus de deux pieds dans les rues de Worms, et les habitants la ramassaient, quoique foulée sous les pas des hommes et des chevaux [2].

Mais Custine ne manqua pas de rejeter sur d'autres la mesure désastreuse qu'il devait prendre. N'avait-il pas ordonné de n'établir à Worms et à Frankenthal que de

[1] *Preuss. Augenzeuge*, 199 et 223; *Beschreib. der schreckl. Belag.*, 5; Remling, I, 311; Couturier, *Suppl. au rapport*, 3 juin 1793, p. 135; *Journal de la Montagne*, 11 juillet 1793; Hugo à Colle, 1er et 4 avril 1793 (A. G.).

[2] *Belag.*, 180; *Die Franz. am Rheinstrome*, 237; dépos. de Merlin (*Mon.*, 21 août 1793); note de Legrand (A. G.).

faibles magasins? On ne l'avait pas écouté; malgré ses instances réitérées, le Directoire des achats avait fait d'énormes approvisionnements; évidemment, disait Custine, l'agent du Comité, Baruch Cerfberr, avait de « perfides projets » et se promettait de livrer les magasins aux ennemis!

Le 1er avril, il rentrait à Landau qu'il avait quitté six mois auparavant, plein d'espérances, rêvant le commandement en chef des armées, roulant les plus vastes projets de conquête, se flattant de revenir victorieux et couvert de gloire. Il revenait vaincu, humilié, contraint de s'avouer que ses grands desseins d'invasion n'avaient tourné qu'à sa honte, cachant sous ses récriminations contre Beurnonville et Cerfberr le secret découragement de son âme, ramenant avec lui la guerre sur les frontières de la France!

Dans le même temps éclatait la trahison de Dumouriez. On ne manqua pas de comparer le vaincu de Bingen au vaincu de Neerwinden. Le journaliste Laveaux, le plus acharné des adversaires de Custine, disait que sa retraite et celle de Dumouriez étaient deux machines contre-révolutionnaires qui tenaient au même fil d'archal[1]. « Gardons-nous, écrivait Prudhomme, de nous reposer aveuglément sur Custine; en examinant sérieusement sa conduite, on pourrait y trouver quelques rapports avec celle de Dumouriez : il se retire sur Landau, il se plaint de ses troupes; nos généraux ont-ils tous le même dictionnaire[2]? » Euloge Schneider exprimait les mêmes soupçons dans *l'Argos*. Comment l'invincible Custine avait-il pu soudainement se rejeter sur Landau ?

[1] *Journal de la Montagne*, 5 juillet 1793.
[2] *Révol. de Paris*, n° 195, p. 71-72.

Était-ce le même Custine qui naguère répondait de la sûreté de Mayence et jurait de ne pas reculer d'une semelle? Trahissait-il ou n'était-il coupable que de négligence et d'impéritie? Pourquoi n'avait-il pas arrêté la marche de l'armée prussienne? Pourquoi n'avait-il pas établi de plus fortes redoutes à Kreuznach? Pourquoi laissait-il tant de canons à Mayence[1]? Les jacobins de Paris accusaient Custine de ne pas connaître son métier; Hassenfratz proposait, selon sa coutume, de le remplacer par un plébéien; d'autres pensaient qu'un simple invalide suffirait : « les gens d'esprit nous trahissent; nous ne voulons que du bon sens, et un invalide ne nous trahira pas[2]! »

Le meilleur aide-de-camp du général, le seul qui, avec Houchard, sût lui parler franchement et lui tenir tête, Coquebert de Montbret, prononçait tout haut le mot de trahison. Il revenait du département du Doubs où Custine l'avait envoyé, lorsqu'à son grand étonnement il retrouva l'armée sous les murs de Landau. Coquebert, exalté républicain, soupçonna sur-le-champ la fidélité de son général; mais, loyal et sincère, il prit le parti de s'expliquer d'abord avec lui sans nulle réticence. Il le pressa d'objections et, selon ses propres termes, lui serra de si près la botte que Custine, s'emportant, ouvrit la porte de la pièce voisine et appela ses officiers d'ordonnance. « Citoyens, dit-il, voilà Coquebert qui me croit traître; je m'efforce inutilement de dissiper ses soupçons; je vous déclare que je vais rendre compte de sa conduite à la Convention nationale. » Il rentra dans sa chambre avec Coquebert et dicta son rapport. Coquebert

[1] *Argos*, 6 et 13 avril 1793, p. 276-278, 297-302.

[2] Journal des jacobins, séances des 8, 12, 15, 17 avril 1793; cf. sur Hassenfratz, *Jemappes*, 140-143, et *Trahison de Dumouriez*, 37.

l'arrête sur une expression : « Je n'ai pas dit cela, général, j'ai dit... » — « Vous l'avez dit », s'écrie Custine. — « En changeant les expressions, reprend Coquebert, vous dénaturez le sens des choses. » Custine s'irrite de plus en plus et accable Coquebert d'invectives outrageantes. L'aide-de-camp, vivement affecté, saisit un pistolet et le pose sur la table : « Général, après de telles insultes, ce sera pour vous ou pour moi. » Custine feint de ne pas comprendre que Coquebert lui demande satisfaction; il ouvre son habit et, avec sang-froid : « Eh bien! tirez. » — « Me prenez-vous pour un assassin? » réplique Coquebert et, à l'instant, il porte le pistolet à sa bouche et tire. Il tomba sur le coup; mais l'arme était trop longue; il avait mal visé, et la balle ne fit que deux trous à la pommette de la joue. Custine envoya Coquebert à Paris. « Il est vertueux, disait-il, et excellent citoyen; les trahisons et nos malheurs lui ont fait perdre la raison[1]. »

Les troupes mêmes, inquiètes, profondément troublées par cette suite d'échecs et de retraites, s'agitaient, mur-

[1] *Mon.*, 14 avril 1793, lettre de Custine ; mais à ce récit légèrement inexact nous avons préféré la version de Coquebert, reproduite par Legrand. « Houchard et Coquebert, a dit Clémencet, étaient des gens d'une grande franchise qui ne passaient rien à Custine ; le dernier surtout, quoique jeune, avait de l'ascendant sur lui par son bon esprit et ses lumières. » Coquebert, renvoyé par un décret de la Convention, du 12 avril, devant le Comité de la guerre, fut entendu le 7 mai et acquitté (A. N. AF* II 22). Il ne cessa de servir avec distinction ; mais il fut fait prisonnier à l'armée du Nord où il avait passé avec Houchard ; son esprit s'aliéna pendant sa longue captivité, et on dut l'enfermer à Paris dans une maison de fous. Il avait à onze ans, soutenu une thèse de mathématiques devant l'Académie des sciences. D'Alembert l'interrogeait, et confondu de ses réponses, il disait à Jean-Jacques : « Vous avez prétendu que les enfants ne pouvaient apprendre les mathématiques ; qu'en pensez-vous aujourd'hui ? — J'ai, répliqua Jean-Jacques, excepté les prodiges. » (Note de Legrand, A. G. ; cf. Lavallette, *Mém.*, I, 118-119.)

muraient, tenaient des propos inciviques. Les deux bataillons du 36e régiment de ligne allaient de Billigheim à Wissembourg; tout à coup, sous prétexte de fatigue, ils manifestèrent le désir de faire halte. « Nous voyons bien, disaient-ils, à la manière dont on nous conduit, qu'on voudrait nous arracher le cri de : *Vive le roi!* » Custine accourut. Le colonel du régiment et le général de brigade Isambert, cédant aux clameurs, avaient arrêté la marche des bataillons et, par suite, du reste de l'armée. Il suspendit aussitôt ces deux chefs de leurs fonctions et nomma colonel du 36e régiment le lieutenant-colonel Férette, dont il connaissait la bravoure et le républicanisme. Mais de Nattes, capitaine des grenadiers, s'écria que Férette ne méritait pas la confiance. « Le plus digne de commander, dit Custine, le prouvera devant l'ennemi; vous, Monsieur, vous n'êtes qu'un faux ami de la liberté. » — « Moi, répondit de Nattes, un faux ami de la liberté, moi qui ai l'âme d'un Brutus! » La scène fut violente, scandaleuse; de Nattes offrit sa démission et, sur le refus de Custine, déclara qu'il ne servirait plus à l'armée du Rhin sous les ordres d'un général suspect. Il reçut ses passeports et se rendit à Paris [1].

Mais ni les accusations de Nattes et de Coquebert, ni les attaques des journaux ne firent tort à Custine. Dès qu'il apprit la trahison de Dumouriez, il protesta qu'il resterait fidèle, qu'il sacrifierait toujours ses propres intérêts au salut de la République, qu'il saurait défendre en Alsace la liberté trahie dans la Belgique, qu'il ne gardait le commandement que pour être utile à son pays, qu'il consentait à perdre la tête s'il donnait jamais accès dans son âme à toute autre ambition que

[1] *Mon.*, 19 avril 1793.

celle d'établir le nouveau régime sur des bases inébranlables[1]. Il prodiguait les assurances de civisme. Il vouait Philippe-Egalité à la mort : « ce monstre créé pour le malheur de son pays, disait-il, n'a plus longtemps à vivre parmi nous[2] ». Il affirmait que l'ancien maire de Strasbourg, l'ami de Lafayette, Dietrich, méritait la guillotine[3].

Vainement il tenait à la Convention un langage hardi, impérieux, qui rappelait par le ton les dernières lettres de Dumouriez : l'assemblée, osait-il écrire, « offrait le tableau d'une arène où se heurtaient les passions, où quelques hommes prostituaient à un parti la liberté publique, où l'on n'entendait que les hurlements de la fureur et les invectives de la haine, où les résolutions les plus exagérées tenaient lieu de discussions réfléchies et de raisons. » Vainement il se proposait à mots couverts comme dictateur ; la France, disait-il, ne pouvait être sauvée dans cette crise que par un homme d'une âme pure et d'un grand caractère ; cet homme avait des ennemis ; mais, en dépit des vils agitateurs, il saurait inspirer la confiance par sa vertu, et il devait prévaloir par la force et l'utilité de ses conseils[4].

Son ambition pétulante n'inquiétait personne, et pas un républicain ne redoutait cet homme fougueux, incapable de se contenir et tout pétri de vanité. Merlin de Thionville jugeait qu'il aurait pu faire mieux, qu'il sen-

[1] Cf. sa réponse à Wurmser qui le sommait de rendre Landau (*Mon.*, 14 avril 1793) et ses autres lettres de l'époque.

[2] Custine à d'Aboville, 11 avril 1793 (A. G.). Egalité était pourtant son ami ; « il m'a beaucoup demandé de vos nouvelles, écrivait le colonel Champeaux le 7 octobre 1792 après la prise de Spire, et m'a chargé de vous peindre sa grande satisfaction ».

[3] Conversation avec Dorsch (*Argos*, 21 février 1793, p. 123).

[4] *Mon.*, 14 avril 1793.

tait encore l'aristocrate et montrait trop de condescendance pour les ci-devant [1]. Couturier et Dentzel l'accusaient de brutalité, lui reprochaient de fusiller arbitrairement ses soldats, de s'entourer de royalistes, de garder auprès de lui des commissaires des guerres, comme Villemanzy, Blanchard, Buhot, qui passaient pour contre-révolutionnaires [2]. Mais Robespierre, son collègue de la Constituante, vantait sa franchise au club des Jacobins [3], et il avait dans la Convention de nombreux amis qui connaissaient son caractère, excusaient ses faiblesses et croyaient à ses talents : Guyton-Morveau, Rühl, Le Vasseur de la Meurthe, Johannot. Le 4 avril, l'assemblée déclara que Custine avait son estime et sa confiance. Il voulait se démettre du généralat. Fonfrède proposa de l'inviter, au nom de la liberté en danger, à conserver son poste, et la Convention ordonna qu'il resterait à la tête de l'armée. « Lui ôter le commandement, disait Rühl, c'était rendre aux Prussiens le plus grand service. » Le Conseil exécutif fit davantage. Il arrêta que la démission de Custine serait une véritable calamité pour la République, que le général commanderait non seulement l'armée du Rhin, mais l'armée de la Moselle, et qu'il défendrait la frontière de Longwy à Huningue. La Convention approuva ces mesures par des applaudissements et décréta que Destournelle et Ligniville seraient mis en état d'arrestation et les scellés ap-

[1] Reynaud, *Merlin*, II, 82 et 86. Cf. ces mots d'un correspondant du *Journal de la Montagne*, 6 juillet 1793 « je fais tout mon possible pour engager les commissaires de la Convention à nous délivrer de Custine. Merlin est de mon avis, Reubell pallie ses torts, et Haussmann ne dit rien ».

[2] Couturier, *Supplément au rapport*, 128 et 133.

[3] Journal des Jacobins, séance du 12 déc. 1792.

posés sur leurs papiers [1]. Le lendemain, Marat dénonçait Custine à l'assemblée ; mais Haussmann répondit que le général avait toujours « marché dans le sentier du patriotisme » ; la Convention passa à l'ordre du jour, et six semaines plus tard, à la mort de Dampierre, lorsque l'armée du Nord, éperdue, abandonna Valenciennes et recula sur le camp de César, Custine fut chargé de la commander. On le tenait pour le seul homme capable de redonner au soldat courage et vigueur, comme le seul qui pût défendre efficacement les Flandres, barrer à l'envahisseur le chemin de Paris, relever la fortune de la France un instant abaissée. Celui, disait Barère en le proposant au choix de la Convention, « celui qui a le mieux assuré la comptabilité de l'armée, c'est Custine ; celui qui a envoyé le plus exactement des états de revue, c'est Custine ; celui qui a le mieux maintenu la discipline dans son armée, c'est Custine ; celui qui a le mieux travaillé à faire recevoir les assignats parmi les troupes, c'est Custine. »

Custine partit. Il abandonnait Mayence à ses propres forces ; mais, écrivait-il dans ce style boursouflé dont il avait pris l'habitude, Mayence était le *palladium*, Mayence renfermait « l'ange exterminateur qui devait ravager les derrières des ennemis, désoler leurs communications », et il assurait à la Convention que la place était approvisionnée pour un an et commandée par des généraux expérimentés que secondaient des hommes

[1] *Courrier des départ.*, 5 et 6 avril 1793 ; *Chronique de Paris*, 6 avril ; *Mon.*, 7 et 8 avril ; Rec. Aulard, III, 60. Ligniville et Destournelle furent acquittés le 26 mai (*Mon.*, du 28) : Destournelle qui comparut le 18 mai devant le Comité de la guerre (A. N. AF^II 22) avait suivi les instructions de Ligniville, et Ligniville n'avait agi que sur les ordres de Beurnonville.

actifs et intrépides, qu'elle ne serait ni canonnée ni bombardée puisque sa garnison formait une armée, et qu'au pis-aller, si l'on ne pouvait la débloquer, elle obtiendrait dans six mois la capitulation la plus brillante. Paroles imprudentes, prononcées à la légère, et naturellement échappées à sa jactance ! On eut la faiblesse de le croire ; on s'imagina que Mayence résisterait six mois, et sans crainte ni remords, on retarda la marche des armées de secours, qu'on aurait dû hâter.

FIN.

TABLE

CHAPITRE Ier

L'ARMÉE DU RHIN

I. Le corps du Haut-Rhin. — Le corps du Moyen-Rhin. — D'Harambure. — L'armée du Rhin. — Le camp de Plobsheim. — Le camp de Neunkirchen. — II. Dénûment de l'armée. — Manque d'officiers généraux. — Etat-major. — Armes spéciales. — Officiers et soldats. — Emigration et soupçons. — Les volontaires. — Engagement du 3 août 1792. — III. L'Empire germanique. — L'électeur palatin. — Le duc de Deux-Ponts. — Les électeurs ecclésiastiques. — Accueil des émigrés à Mayence. — L'envoyé Villars. — L'évêque de Spire. — Projets d'invasion. — Les électorats menacés..... 1

CHAPITRE II

SPIRE

I. Custine. — II. Le plan de Laclos. — Les projets de Custine et de Biron. — Marche sur Spire. — Combat du 30 septembre. — III. Pillage et répression. — Générosité française. — Les prisonniers à Strasbourg. — Lettre de Beauharnais. — IV. Schwardin à Philippsbourg. — Neuvinger à Worms. — Contributions. — V. Reculade inattendue de Custine. — Proclamations..... 33

CHAPITRE III

MAYENCE

I. Terreur de l'Allemagne. — Fuite de l'électeur de Mayence. — Détresse de la place. — Albini et le baron de Stein. — La panique du 5 octobre. — La garnison. — II. Retour de Custine. — Daniel Stamm. — Les Français devant Mayence. — Sommations. — Capitulation. — Entrée des sans-culottes. — III. La trahison d'Eickemeyer..... 70

CHAPITRE IV

LA WETTERAVIE

I. Neuvinger à Francfort. — Contribution. — Résistance du Magistrat et du Sénat. — Protestations des bourgeois. — Lettres impérieuses de Custine. — Gorani. — Fr. Wimpffen. — Le Brun et Roland. — Clavière et un article du *Moniteur*. — II. Prise de Königstein. — Combat de Nauheim. — Incursions et razzias. — Manifestes de Custine. — Proclamation contre le landgrave de Hesse. — Indignation des Hessois. — Colère des paysans. — La Révolution française en Allemagne. — Pamphlets. — Les Français peints par un Allemand. — III. Custine et Kellermann. — Les deux armées du Rhin et de la Moselle confiées au général Moustache. — Plans de Custine approuvés par Pache..... 109

CHAPITRE V

TRÈVES

Beurnonville. — Indiscipline de son armée. — Le citoyen Cusset. — Bulletins triomphants. — Échecs répétés. — Pully à Wawern. — Retraite désastreuse. — Désertions, insubordination, maladies..... 158

CHAPITRE VI

FRANCFORT.

I. Les Hessois à Marbourg. — Les Prussiens à Coblenz. — Combat de Limbourg. — Pressentiments de Custine. — Sa diplomatie. — II. Prise de Bergen. — Indécision de Custine. — Van Helden. — Les Francfortois. — III. Préparatifs d'assaut. — Rüchel. — Les colonnes hessoises. — Les garçons de métier. — Prise de Francfort. — Canonnade de Bockenheim. — Abandon d'Ober-Ursel. — IV. Mensonges de Stamm et de Custine. — Les dix mille couteaux..... 173

CHAPITRE VII

HOCHHEIM.

I. Hochheim pris et repris. — Echec du 6 janvier. — Sédillot et Houchard. — II. Réorganisation de l'état-major. — Saint-Cyr. — Fortification de Kastel. — III. Attitude du Palatin. — Projets de Custine. — Résolutions des représentants et du Conseil exécutif. — IV. Pache et le Directoire des achats. — V. Beurnonville ministre. — Custine à Paris. — Les quatre armées... 206

CHAPITRE VIII

BINGEN.

I. Reddition de Königstein. — L'armée de Custine. — II. Szekuly et sa bande de soufre. — Gauvain à Stromberg. — Inaction de Custine. — III. Waldalgesheim. — Neuvinger fait prisonnier. — Abandon de Bingen. — Custine et Beurnonville. — IV. Retraite sur Alzey et Worms. — Combat d'Ober-Flörsheim. — Echec d'Alsheim. — Reculade de Guntersblum. — De Blou et Merlin. — Custine soupçonné. — Vote de confiance..... 229

VERSAILLES, IMPRIMERIE CERF ET FILS, RUE DUPLESSIS, 59.

HF
C5597gu

Author

TORONTO

card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

For telepho
97